

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

The quality of this microfiche is equivalent
to the condition of the original work.
WILLIAM S. HEIN & CO., INC.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CXLIII

1933-1934

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pa
N° 3301. — Allemagne, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Danemark, etc. :	
Convention relative au droit de timbre en matière de chèques, avec protocole. Signés à Genève, le 19 mars 1931	7
N° 3302. — Danemark et Norvège :	
Echange de notes comportant un accord relatif aux documents de légitimation pour les ressortissants américains et canadiens d'origine norvégienne et danoise. Copenhague, le 11 novembre 1933... ..	25
N° 3303. — Espagne et Estonie :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole, signés à Tallinn, le 23 juin 1932, et échange de notes y relatif, de la même date... ..	31
N° 3304. — Autriche et Pologne :	
Traité en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs et de régler l'assistance judiciaire en matière fiscale, avec protocole final. Signés à Vienne, le 22 avril 1932	45
N° 3305. — République Argentine et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Convention additionnelle au Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Buenos-Ayres le 2 février 1825, avec protocole, signés à Londres, le 1 ^{er} mai 1933, et Convention complémentaire avec protocole et annexes, signés à Buenos-Ayres, le 26 septembre 1933, et note y relative de la même date	67
N° 3306. — République Argentine et Autriche :	
Convention concernant la réciprocité de traitement en matière de réparation des accidents du travail. Signée à Buenos-Ayres, le 22 mars 1926	157

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CXLIII

1933-1934

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 3301. — Germany, Austria, Belgium, Great Britain and Northern Ireland, Denmark, etc. :	
Convention on the Stamp Laws in connection with Cheques, and Protocol. Signed at Geneva, March 19, 1931	7
No. 3302. — Denmark and Norway :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Documents of Legitimation for American and Canadian Nationals of Norwegian and Danish Origin. Copenhagen, November 11, 1933	25
No. 3303. — Spain and Estonia :	
Convention of Commerce and Navigation, and Protocol, signed at Tallinn, June 23, 1932, and Exchange of Notes relating thereto of the Same Date	31
No. 3304. — Austria and Poland :	
Treaty for the avoidance of Double Taxation in the Field of Direct Taxes and to provide for Judicial Assistance in connection with Fiscal Matters, and Final Protocol. Signed at Vienna, April 22, 1932	45
No. 3305. — Argentine Republic and Great Britain and Northern Ireland :	
Additional Convention to the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation concluded at Buenos Aires on February 2, 1825, and Protocol, signed at London, May 1st, 1933, and Supplementary Agreement and Protocol and Annexes, signed at Buenos Aires, September 26, 1933, and Note relating thereto of the Same Date	67
No. 3306. — Argentine Republic and Austria :	
Convention concerning Reciprocity of Treatment with respect to Compensation for Industrial Accidents. Signed at Buenos Aires, March 22, 1926	157

	Pages
N° 3307. — Pologne et Tchécoslovaquie :	
Protocole modifiant ou complétant certaines dispositions de la Convention du 30 mai 1927 concernant la réglementation du trafic ferroviaire entre les deux pays. Signé à Prague, le 17 février 1933	167
N° 3308. — Allemagne et Tchécoslovaquie :	
Traité concernant les assurances sociales. Signé à Berlin, le 21 mars 1931... ..	177
N° 3309. — Belgique et France :	
Convention réglant le service des douanes sur les lignes ferrées franco-belges, en ce qui concerne la circulation des trains visités pendant le trajet. Signée à Bruxelles, le 11 avril 1927	215
N° 3310. — Danemark et Turquie :	
Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à Genève, le 8 mars 1932	223
N° 3311. — Pays-Bas et Turquie :	
Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation. Signé à Genève, le 16 avril 1932	237
N° 3312. — Danemark et Tchécoslovaquie :	
Echange de notes comportant un accord sur le dédouanement, à l'importation en Tchécoslovaquie, des conserves de flétan bouilli, originaires et en provenance de Danemark. Prague, le 4 juillet 1932	251
N° 3313. — Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Colombie, etc. :	
Convention portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre, avec annexes et protocole. Signés à Genève, le 7 juin 1930	257
N° 3314 — Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Colombie, etc. :	
Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre, avec protocole. Signés à Genève, le 7 juin 1930... ..	317
N° 3315 — Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, etc. :	
Convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre, avec protocole. Signés à Genève, le 7 juin 1930	337
N° 3316 — Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Ville libre de Dantzig, etc. :	
Convention portant loi uniforme sur les chèques, avec annexes et protocole. Signés à Genève, le 19 mars 1931... ..	355
N° 3317 — Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Ville libre de Dantzig, etc. :	
Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques, avec protocole. Signés à Genève, le 19 mars 1931	407

	Page
No. 3307. — Poland and Czechoslovakia :	
Protocol amending or supplementing Certain Provisions of the Convention of May 30, 1927, concerning the Regulation of Railway Traffic between the Two Countries. Signed at Prague, February 17, 1933	167
No. 3308. — Germany and Czechoslovakia :	
Treaty regarding Social Insurance. Signed at Berlin, March 21, 1931	177
No. 3309. — Belgium and France :	
Convention regulating the Customs Services on Franco-Belgian Railways as regards the Traffic of Trains inspected during the Journey. Signed at Brussels, April 11, 1927 ...	215
No. 3310. — Denmark and Turkey :	
Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Geneva, March 8, 1932	223
No. 3311. — The Netherlands and Turkey :	
Treaty of Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation. Signed at Geneva, April 16, 1932	237
No. 3312. — Denmark and Czechoslovakia :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Clearance through the Customs, on Importation into Czechoslovakia, of Preserved Boiled Halibut of Danish Origin or coming from Denmark. Prague, July 4, 1932	251
No. 3313. — Germany, Austria, Belgium, Brazil, Colombia, etc. :	
Convention providing a Uniform Law for Bills of Exchange and Promissory Notes, with Annexes and Protocol. Signed at Geneva, June 7, 1930	257
No. 3314. — Germany, Austria, Belgium, Brazil, Colombia, etc. :	
Convention for the Settlement of Certain Conflicts of Laws in connection with Bills of Exchange and Promissory Notes, and Protocol. Signed at Geneva, June 7, 1930 ...	317
No. 3315. — Germany, Austria, Belgium, Brazil, Great Britain and Northern Ireland, etc. :	
Convention on the Stamp Laws in connection with Bills of Exchange and Promissory Notes, and Protocol. Signed at Geneva, June 7, 1930	337
No. 3316. — Germany, Austria, Belgium, Denmark, Free City of Danzig, etc. :	
Convention providing a Uniform Law for Cheques, with Annexes and Protocol. Signed at Geneva, March 19, 1931	355
No. 3317. — Germany, Austria, Belgium, Denmark, Free City of Danzig, etc. :	
Convention for the Settlement of Certain Conflicts of Laws in connection with Cheques, and Protocol. Signed at Geneva, March 19, 1931	407

N° 3301.

ALLEMAGNE, AUTRICHE,
BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
DANEMARK, etc.

Convention relative au droit de
timbre en matière de chèques,
avec protocole. Signés à Genève,
le 19 mars 1931.

GERMANY, AUSTRIA,
BELGIUM,
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
DENMARK, etc.

Convention on the Stamp Laws in
connection with Cheques, and
Protocol. Signed at Geneva,
March 19, 1931.

N° 3301. — CONVENTION¹ RELATIVE AU DROIT DE TIMBRE EN
MATIÈRE DE CHEQUES. SIGNÉE A GENEVE, LE 19 MARS 1931.

Textes officiels français et anglais. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat conformément à son article 10, le 29 novembre 1933, jour de son entrée en vigueur.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON ; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG ; LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO ; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ; SA MAJESTÉ

¹ *Dépôt des ratifications à Genève :*

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD. 13 janvier 1932.

Cette ratification ne s'applique pas aux Colonies ou Protectorats britanniques ni à aucun territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni *.

DANEMARK 27 juillet 1932.

Le Gouvernement du Roi, par son acceptation de cette convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland.

NORVÈGE 27 juillet 1932.

SUÈDE 27 juillet 1932.

SUISSE 26 août. 1932

Cette ratification ne sortira ses effets qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques.

FINLANDE 31 août 1932.

MONACO 9 février 1933.

JAPON 25 août 1933.

ITALIE 31 août 1933.

ALLEMAGNE 3 octobre 1933.

PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe) 2 avril 1934.

GRÈCE 1^{er} juin 1934.

PORTUGAL 8 juin 1934.

Cette ratification est donnée sous la réserve que les dispositions de la convention ne s'appliquent pas au territoire colonial portugais.

Adhésion :

NICARAGUA 16 mars 1932.

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 3301. — CONVENTION¹ ON THE STAMP LAWS IN CONNECTION WITH CHEQUES. SIGNED AT GENEVA, MARCH 19, 1931.

Official texts in French and English. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 10, on November 29, 1933, the date of its entry into force.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH ; THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR ; HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC ; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN ; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG ; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO ; HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO ; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE

¹ *Deposit of ratifications in Geneva :*

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND January 13, 1932.

This ratification does not include any British Colony or Protectorate or any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom.

DENMARK July 27, 1932.

The Government of the King, by its acceptance of this Convention, does not intend to assume any obligations as regards Greenland.*

NORWAY July 27, 1932.

SWEDEN July 27, 1932.

SWITZERLAND August 26, 1932.

This ratification will take effect only after the adoption of a law revising Sections XXIV to XXXIII of the Federal Code of Obligations or, if necessary, of a special law regarding bills of exchange, promissory notes and cheques.*

FINLAND August 31, 1932.

MONACO February 9, 1933.

JAPAN August 25, 1933.

ITALY August 31, 1933.

GERMANY October 3, 1933.

THE NETHERLANDS (for the Kingdom in Europe) April 2, 1934.

GREECE June 1st, 1934.

PORTUGAL June 8, 1934.

This ratification is given subject to the reservation that the provisions of the Convention do not apply to the colonial territory of Portugal.*

Accession :

NICARAGUA March 16, 1932.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LE ROI DE SUÈDE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE ;

Désireux de régler certains problèmes du droit de timbre dans leurs rapports avec le chèque ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Leo QUASSOWSKI, conseiller ministériel au Ministère de la Justice du Reich ;
Le docteur Erich ALBRECHT, conseiller de légation au Ministère des Affaires étrangères du Reich ;
Le docteur Erwin PÄTZOLD, conseiller au Tribunal de Schweidnitz.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le docteur Guido STROBELE, conseiller ministériel au Ministère fédéral de la Justice.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. J. DE LA VALLÉE POUSSIN, secrétaire général honoraire du Ministère des Sciences et des Arts.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, AINSI QUE TOUTES PARTIES DE L'EMPIRE BRITANNIQUE NON MEMBRES SÉPARÉS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

Le professeur H. C. GUTTERIDGE, K.C., professeur de droit commercial et industriel et doyen de la Faculté de droit à l'Université de Londres.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Axel HELPER, conseiller ministériel au Ministère du Commerce et de l'Industrie ;
M. Valdemar EIGTVED, directeur de la « Privatbanken » à Copenhague.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

M. Józef SUŁKOWSKI, professeur à l'Université de Poznań, membre de la Commission de codification de Pologne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'EQUATEUR :

Le docteur Alejandro GASTELÚ, consul à Genève.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Le professeur Francisco BERNIS, secrétaire-général du Conseil supérieur bancaire.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Filip GRÖNWALL, conseiller d'Etat, membre de la Haute-Cour administrative.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Louis-Jean PERCEROU, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. R. RAPHAËL, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;
M. A. CONTOUMAS, premier secrétaire de la Délégation permanente auprès de la Société des Nations.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. Jean PELÉNYI, ministre résident, chef de la Délégation royale auprès de la Société des Nations.

KING OF ROUMANIA ; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN ; THE SWISS FEDERAL COUNCIL ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA ;

Being desirous of settling certain problems concerning the stamp laws in their relations with cheques, have appointed as their plenipotentiaries the following :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Leo QUASSOWSKI, Ministerial Counsellor in the Reich Ministry of Justice ;
Dr. Erich ALBRECHT, Counsellor of Legation in the Reich Ministry for Foreign Affairs ;

Dr. Erwin PÄTZOLD, " Landgerichtsrat " at the Court of Schweidnitz.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Guido STROBELE, Ministerial Counsellor in the Federal Ministry of Justice.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. J. DE LA VALLÉE POUSSIN, Honorary Secretary-General of the Ministry of Science and Arts.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS :

Professor H. C. GUTTERIDGE, K.C., Professor of Commercial and Industrial Law and Dean of the Faculty of Laws in the University of London.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Axel HELPER, Ministerial Counsellor in the Ministry of Commerce and Industry ;
M. Valdemar EIGTVED, General Manager of the " Privatbanken ", Copenhagen.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG :

M. Józef SUŁKOWSKI, Professor at the University of Poznań, Member of the Polish Codification Commission.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR :

Dr. Alejandro GASTELÚ, Consul at Geneva.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

Professor Francisco BERNIS, Secretary-General of the " Consejo superior Bancario ".

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Filip GRÖNWALL, Counsellor of State, Member of the High Administrative Court.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Louis Jean PERCEROU, Professor in the Faculty of Law of the University of Paris.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. R. RAPHAËL, Permanent Delegate accredited to the League of Nations ;
M. A. CONTOUMAS, First Secretary of the Permanent Delegation accredited to the League of Nations.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Jean PELÉNYI, Resident Minister, Head of the Royal Delegation accredited to the League of Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Amedeo GIANNINI, conseiller d'Etat, ministre plénipotentiaire de première classe ;
M. Giovanni ZAPPALÀ, avocat, chef de division au Ministère des Finances.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Nobutaro KAWASHIMA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le président de la République hellénique ;
M. Ukitsu TANAKA, juge à la Cour suprême du Japon.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Charles VERMAIRE, consul à Genève.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE :

M. Antonio CASTRO-LEAL, observateur auprès de la Société des Nations.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO :

M. Conrad E. HENTSCH, consul général de la Principauté à Genève.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. C. Stub HOLMBOE, avocat à la Cour suprême.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le docteur J. KOSTERS, conseiller à la Haute-Cour de justice, ancien professeur de l'Université de Groningue.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Józef SUŁKOWSKI, professeur à l'Université de Poznań, membre de la Commission de codification de Pologne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Le docteur José CAEIRO DA MATTA, recteur de l'Université de Lisbonne, professeur à la Faculté de droit, directeur de la Banque de Portugal et juge suppléant à la Cour permanente de Justice internationale.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Constantin ANTONIADE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Le baron Erik Teodor MARKS VON WÜRTEMBERG, président de la Cour d'appel de Stockholm, ancien ministre des Affaires étrangères ;
M. L. Birger EKEBERG, ancien ministre de la Justice, président de la Commission de législation civile, ancien conseiller de la Cour suprême ;
M. Knut DAHLBERG, ancien ministre de l'Agriculture, directeur de l'Association des Banques suédoises.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Le docteur Max VISCHER, avocat et notaire, premier secrétaire de l'Association suisse des banquiers, à Bâle ;
Le docteur O. HULFEGGER, premier secrétaire du Directoire de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, à Zurich.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le docteur Karel HERMANN-OTAVSKÝ, professeur à l'Université de Prague, président de la Commission de codification du Droit commercial au Ministère de la Justice.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Amedeo GIANNINI, Counsellor of State, First-Class Minister Plenipotentiary ;
M. Giovanni ZAPPALÀ, Barrister-at-Law, Head of Section in the Ministry of Finance.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

M. Nobutaro KAWASHIMA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the Hellenic Republic ;
M. Ukitsu TANAKA, Judge at the Supreme Court of Japan.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Charles VERMAIRE, Consul at Geneva.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO :

M. Antonio CASTRO-LEAL, Observer accredited to the League of Nations.

HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO :

M. Conrad E. HENTSCH, Consul-General of the Principality at Geneva.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. C. Stub HOLMBOE, Advocate at the Supreme Court.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Dr. J. KOSTERS, Counsellor at the High Court of Justice, former Professor at the University of Groningen.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Józef SUŁKOWSKI, Professor at the University of Poznań, Member of the Polish Codification Commission.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Dr. José CAEIRO DA MATTA, Rector of the University of Lisbon, Professor in the Faculty of Law, Director of the Bank of Portugal, Deputy Judge at the Permanent Court of International Justice.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Constantin ANTONIADE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Baron Erik Teodor MARKS VON WÜRTEMBERG, President of the Stockholm Court of Appeal, former Minister for Foreign Affairs ;
M. L. Birger EKEBERG, former Minister of Justice, President of the Civil Legislation Commission, former Counsellor of the Supreme Court ;
M. Knut DAHLBERG, former Minister of Agriculture, Director of the Association of Swedish Banks.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Dr. Max VISCHER, Barrister-at-Law and Notary, First Secretary of the Swiss Bankers' Association at Basle ;
Dr. O. HULFTEGGER, First Secretary to the Board of the Swiss Commercial and Industrial Union at Zurich.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Karel HERMANN-OTAVSKÝ, Professor at the University of Prague, President of the Codification Commission for Commercial Law in the Ministry of Justice.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

CEMAL HÜSNÜ Bey, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, ancien ministre de l'Instruction publique.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. I. CHOUMENKOVITCH, ministre plénipotentiaire, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Dans le cas où telle ne serait pas déjà leur législation, les Hautes Parties contractantes s'engagent à modifier leurs lois dans tous les territoires placés sous leur souveraineté ou autorité et auxquels la présente convention est applicable, de telle sorte que la validité des engagements pris en matière de chèques, ou l'exercice des droits qui en découlent, ne puissent être subordonnés à l'observation des dispositions sur le timbre.

Elles peuvent, toutefois, suspendre l'exercice de ces droits jusqu'à l'acquittement des droits de timbre qu'elles ont prescrits ainsi que des amendes encourues. Elles peuvent également décider que la qualité et les effets de titre immédiatement exécutoire qui, d'après leur législation, seraient attribués au chèque, seront subordonnés à la condition que le droit de timbre ait été, dès la création du titre, dûment acquitté conformément aux dispositions de leurs lois.

Article 2.

La présente convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Elle pourra être signée ultérieurement jusqu'au 15 juillet 1931 au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre.

Article 3.

La présente convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés avant le 1^{er} septembre 1933 auprès du secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera immédiatement la réception à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres au nom desquels la présente convention a été signée ou au nom desquels il y a été adhéré.

Article 4.

A partir du 15 juillet 1931, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre pourront y adhérer.

Cette adhésion s'effectuera par une notification au Secrétaire général de la Société des Nations pour être déposée dans les archives du Secrétariat.

Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres au nom desquels la présente convention aura été signée ou au nom desquels il y aura été adhéré.

Article 5.

La présente convention n'entrera en vigueur que lorsqu'elle aura été ratifiée ou qu'il y aura été adhéré au nom de sept Membres de la Société des Nations ou Etats non membres, parmi lesquels devront figurer trois des Membres de la Société des Nations représentés d'une manière permanente au Conseil.

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

CEMAL HÜSNÜ Bey, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Former Minister of Public Instruction.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

M. I. CHOUMENKOVITCH, Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

If their laws do not already make provision to this effect, the High Contracting Parties undertake to alter their laws in all the territories placed under their sovereignty or authority to which the present Convention is applicable, so that the validity of obligations arising out of a cheque or the exercise of the rights that flow therefrom shall not be subordinated to the observance of the provisions concerning the stamp.

Nevertheless, the High Contracting Parties may suspend the exercise of these rights until payment of the stamp duties they prescribe or of any penalties incurred. They may also decide that the quality and effects of an instrument " immediately executory " which, according to their legislation may be attributed to a cheque, shall be subject to the condition that the stamp law has, from the issue of the instrument, been duly complied with in accordance with their laws.

Article 2.

The present Convention, the French and English texts of which shall be equally authentic, shall bear this day's date.

It may be signed thereafter until July 15th, 1931, on behalf of any Member of the League of Nations or non-member State.

Article 3.

The present Convention shall be ratified.

The instruments of ratification shall be deposited before September 1st, 1933, with the Secretary-General of the League of Nations, who shall forthwith notify receipt thereof to all the Members of the League of Nations and to the non-member States on whose behalf the present Convention has been signed or acceded to.

Article 4.

As from July 15th, 1931, any Member of the League of Nations and any non-member State may accede thereto.

Such accession shall be effected by a notification to the Secretary-General of the League of Nations, such notification to be deposited in the archives of the Secretariat.

The Secretary-General shall notify such deposit forthwith to all the Members of the League of Nations and to the non-member States on whose behalf the present Convention has been signed or acceded to.

Article 5.

The present Convention shall not come into force until it has been ratified or acceded to on behalf of seven Members of the League of Nations or non-member States, which shall include three of the Members of the League permanently represented on the Council.

La date de l'entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la septième ratification ou adhésion, conformément à l'alinéa premier du présent article.

Le Secrétaire général de la Société des Nations, en faisant les notifications prévues aux articles 3 et 4, signalera spécialement que les ratifications ou adhésions visées à l'alinéa premier du présent article ont été recueillies.

Article 6.

Chaque ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de la convention conformément à l'article 5 sortira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 7.

La présente convention ne pourra être dénoncée avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur pour ce Membre de la Société des Nations ou pour cet Etat non membre ; cette dénonciation produira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour suivant la réception par le Secrétaire général de la notification à lui adressée.

Toute dénonciation sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres au nom desquels la présente convention a été signée, ou au nom desquels il y a été adhéré.

Chaque dénonciation n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'Etat non membre au nom duquel elle aura été faite.

Article 8.

Tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre à l'égard duquel la présente convention est en vigueur pourra adresser au Secrétaire général de la Société des Nations, dès l'expiration de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur de la convention, une demande tendant à la revision de certaines ou de toutes les dispositions de cette convention.

Si une telle demande, communiquée aux autres Membres ou Etats non membres entre lesquels la convention est alors en vigueur, est appuyée dans un délai d'un an par au moins six d'entre eux, le Conseil de la Société des Nations décidera s'il y a lieu de convoquer une conférence à cet effet.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes peuvent déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par leur acceptation de la présente convention, elles n'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, la présente convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Les Hautes Parties contractantes pourront, dans la suite, notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elles entendent rendre la présente convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de leurs territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

De même, les Hautes Parties contractantes peuvent à tout moment déclarer qu'elles entendent que la présente convention cesse de s'appliquer à l'ensemble ou à toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, la convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration un an après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 10.

La présente convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations dès son entrée en vigueur.

The date of entry into force shall be the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the seventh ratification or accession in accordance with the first paragraph of the present Article.

The Secretary-General of the League of Nations, when making the notification provided for in Articles 3 and 4, shall state in particular that the ratifications or accessions referred to in the first paragraph of the present Article have been received.

Article 6.

Every ratification or accession effected after the entry into force of the Convention in accordance with Article 5 shall take effect on the ninetieth day following the date of receipt thereof by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 7.

The present Convention may not be denounced before the expiry of two years from the date on which it has entered into force in respect of that Member of the League or non-member State ; such denunciation shall take effect as from the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the notification addressed to him.

Every denunciation shall be immediately communicated by the Secretary-General of the League of Nations to all the Members of the League of Nations and to the non-member States on whose behalf the present Convention has been signed or acceded to.

Each denunciation shall take effect only as regards the Member of the League of Nations or the non-member State, on whose behalf it has been made.

Article 8.

Every Member of the League of Nations and every non-member State in respect of which the present Convention is in force may forward to the Secretary-General of the League of Nations, after the expiry of the fourth year following the entry into force of the Convention, a request for the revision of some or all of the provisions of that Convention.

If such request, after being communicated to the other Members or non-member States between whom the Convention is at that time in force, is supported within one year by at least six of them, the Council of the League of Nations shall decide whether a Conference shall be convened for the purpose.

Article 9.

Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate ; and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Convention shall apply to all or any of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Any High Contracting Party may at any time declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 10.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations as soon as it comes into force.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le dix-neuf mars mil neuf cent trente et un, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva, the nineteenth day of March one thousand nine hundred and thirty-one, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-member States represented at the Conference.

Allemagne

L. QUASSOWSKI
Dr. ALBRECHT
Erwin PÄTZOLD

Germany

Autriche

Dr. Guido STROBELE

Austria

Belgique

DE LA VALLÉE POUSSIN

Belgium

*Grande-Bretagne
et Irlande du Nord*

ainsi que toutes parties de
l'Empire britannique non
membres séparés de la
Société des Nations.

*Great Britain
and Northern Ireland*

and all parts of the British
Empire which are not separate
Members of the League of
Nations.

H. C. GUTTERIDGE

Danemark

HELPER
V. EIGTVED

Denmark

Ville libre de Dantzig

Józef SUŁKOWSKI.

Free City of Danzig

Equateur

Alex GASTELÚ

Ecuador

Espagne

Francisco BERNIS

Spain

Finlande

F. GRÖNWALL

Finland

France

J. PERCEROU

France

Grèce

R. RAPHAËL
A. CONTOUMAS

Greece

<i>Hongrie</i>	PELÉNYI	<i>Hungary</i>
<i>Italie</i>	Amedeo GIANNINI Giovanni ZAPPALÀ	<i>Italy</i>
<i>Japon</i>	N. KAWASHIMA. Ukitsu TANAKA.	<i>Japan</i>
<i>Luxembourg</i>	Ch. G. VERMAIRE	<i>Luxemburg</i>
<i>Mexique</i>	Antonio CASTRO-LEAL	<i>Mexico</i>
<i>Monaco</i>	C. HENTSCH. <i>ad referendum</i>	<i>Monaco</i>
<i>Norvège</i>	Stub HOLMBOE	<i>Norway</i>
<i>Pays-Bas</i>	J. KOSTERS	<i>The Netherlands</i>
<i>Pologne</i>	Józef SUŁKOWSKI.	<i>Poland</i>
<i>Portugal</i>	José CAEIRO DA MATTA	<i>Portugal</i>
<i>Roumanie</i>	C. ANTONIADE	<i>Roumania</i>
<i>Suède</i>	E. MARKS VON WÜRTEMBERG Birger EKEBERG K. DAHLBERG Sous réserve de ratification par S. M. le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag. ¹	<i>Sweden</i>
<i>Suisse</i>	VISCHER HULFTEGGER	<i>Switzerland</i>
<i>Tchécoslovaquie</i>	Dr. Karel HERMANN-OTAVSKÝ	<i>Czechoslovakia</i>
<i>Turquie</i>	Cemal HÜSNÜ	<i>Turkey</i>
<i>Yougoslavie</i>	I. CHOUMENKOVITCH	<i>Yugoslavia</i>

¹ Subject to ratification by His Majesty the King of Sweden with the approval of the Riksdag.

PROTOCOLE DE LA CONVENTION

Au moment de procéder à la signature de la convention en date de ce jour, relative au droit de timbre en matière de chèques, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

A.

Les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres qui n'auraient pas été en mesure d'effectuer avant le 1^{er} septembre 1933 le dépôt de leur ratification sur ladite convention, s'engagent à adresser, dans les quinze jours suivant cette date, une communication au Secrétaire général de la Société des Nations, pour lui faire connaître la situation dans laquelle ils se trouvent en ce qui concerne la ratification.

B.

Si, à la date du 1^{er} novembre 1933, les conditions prévues à l'article 5, alinéa premier, pour l'entrée en vigueur de la convention ne sont pas remplies, le Secrétaire général de la Société des Nations convoquera une réunion des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres au nom desquels la convention aura été signée ou au nom desquels il y aura été adhéré.

Cette réunion aura pour objet l'examen de la situation et des mesures à prendre, le cas échéant, pour y faire face.

C.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement, dès leur mise en vigueur, les dispositions législatives qu'elles établiront sur leurs territoires respectifs en exécution de la convention.

PROTOCOL TO THE CONVENTION.

At the time of signing the Convention of this day's date on the stamp laws in connection with cheques, the undersigned, duly authorised, have agreed upon the following provisions :

A.

The Members of the League of Nations and the non-member States which may not have been able to deposit their ratifications of the said Convention before September 1st, 1933, undertake to forward within fifteen days from that date a communication to the Secretary-General of the League of Nations informing him of their situation as regards ratification.

B.

If, on November 1st, 1933, the conditions laid down in Article 5, paragraph 1, for the entry into force of the Convention are not fulfilled, the Secretary-General of the League of Nations shall convene a meeting of the Members of the League and the non-member States on whose behalf the Convention has been signed or acceded to.

The purpose of this meeting shall be to examine the situation and any measures to be taken to meet it.

C.

The High Contracting Parties shall communicate to each other, immediately upon their coming into force, the legislative measures taken by them in execution of the Convention in their respective territories.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Genève, le dix-neuf mars mil neuf cent trente et un, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Geneva the nineteenth day of March one thousand nine hundred and thirty-one, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-member States represented at the Conference.

Allemagne

L. QUASSOWSKI
Dr. ALBRECHT
Erwin PÄTZOLD

Germany

Autriche

Dr. Guido STROBELE

Austria

Belgique

DE LA VALLÉE POUSSIN

Belgium

*Grande-Bretagne
et Irlande du Nord*

ainsi que toutes parties de
l'Empire britannique non
membres séparés de la
Société des Nations.

*Great Britain
and Northern Ireland*

and all parts of the British
Empire which are not separate
Members of the League of
Nations.

H. C. GUTTERIDGE

Danemark

HELPER
V. EIGTVED

Denmark

Ville libre de Dantzig

Józef SUŁKOWSKI

Free City of Danzig

Equateur

Alex GASTELÚ

Ecuador

Espagne

Francisco BERNIS

Spain

Finlande

F. GRÖNWALL

Finland

France

J. PERCEROU

France

Grèce

R. RAPHAËL
A. CONTOUMAS

Greece

Hongrie

PELÉNYI

Hungary

<i>Italie</i>	Amedeo GIANNINI Giovanni ZAPPALÀ	<i>Italy</i>
<i>Japon</i>	N. KAWASHIMA. Ukitsu TANAKA.	<i>Japan</i>
<i>Luxembourg</i>	Ch. G. VERMAIRE	<i>Luxemburg</i>
<i>Mexique</i>	Antonio CASTRO-LEAL	<i>Mexico</i>
<i>Monaco</i>	C. HENTSCH	<i>Monaco</i>
<i>Norvège</i>	Stub HOLMBOE	<i>Norway</i>
<i>Pays-Bas</i>	J. KOSTERS.	<i>The Netherlands</i>
<i>Pologne</i>	Józef SUŁKOWSKI	<i>Poland</i>
<i>Portugal</i>	José CAEIRO DA MATTA	<i>Portugal</i>
<i>Roumanie</i>	C. ANTONIADE	<i>Roumania</i>
<i>Suède</i>	E. MARKS VON WÜRTEMBERG Birger EKEBERG K. DAHLBERG	<i>Sweden</i>
<i>Suisse</i>	VISCHER HULFTEGGER	<i>Switzerland</i>
<i>Tchécoslovaquie</i>	Dr. Karel HERMANN-OTAVSKÝ	<i>Czechoslovakia</i>
<i>Turquie</i>	Cemal HÜSNÜ	<i>Turkey</i>
<i>Yougoslavie</i>	J. CHOUMENKOVITCH	<i>Yugoslavia</i>

N° 3302.

DANEMARK ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un accord relatif aux documents de légitimation pour les ressortissants américains et canadiens d'origine norvégienne et danoise. Copenhague, le 11 novembre 1933.

DENMARK AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Documents of Legitimation for American and Canadian Nationals of Norwegian and Danish Origin. Copenhagen, November 11, 1933.

N^o 3302. — UTVEKSLING AV NOTER¹ MELLEM DEN NORSKE OG DANSKE REGJERING ANGAAENDE LEGITIMASJONSDOKUMENTER FOR AMERIKANSKE OG KANADISKE STATSBORGERE SOM VED FØDSELEN VAR NORSKE OG DANSKE STATSBORGERE. KJØBENHAVN DEN 11 NOVEMBER 1933.

N^o 3302. — NOTEVEKSLING¹ MELLEM DEN DANSKE OG DEN NORSKE REGERING, ANGAAENDE LEGITIMATIONSPIPIRER FOR AMERIKANSKE OG KANADISKE STATSBORGERE, DER TIDLIGERE HAR VÆRET I BESIDDELSE AF EN VED FØDSEL ERHVERVET DANSK ELLER NORSK STATSBORGERRET. KØBENHAVN DEN 11 NOVEMBER 1933.

Textes officiels danois et norvégien communiqués par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 4 décembre 1933.

Danish and Norwegian official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place December 4, 1933.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

I.

KGL. NORSK LEGATION.
KJØBENHAVN.

VERBALNOTE.

Ifølge opdrag fra sin Regjering har Norges Legasjon den ære å meddele det kgl. danske Utenriksministerium at den norske Regjering — under forutsetning av at den danske Regjering treffer tilsvarende bestemmelser med hensyn til amerikanske og kanadiske statsborgere som ved fødselen var norske statsborgere — er beredt til å treffe følgende bestemmelser :

« Amerikanske og kanadiske statsborgere som ved fødselen var danske statsborgere, gis adgang til innreise i Norge, samt til å opholde sig her i inntil 2 måneder, uten pass, når de istedet er i besiddelse av amerikansk eller kanadisk statsborgerbrev eller bevis for sådant, forsynt med vedkommendes fotografi med attest fra offentlig myndighet om at fotografiet forestiller den person for hvem bevidnelsen er utferdiget, samt legitimasjon fra offentlig myndighet om at vedkommende tidligere har vært dansk statsborger.

Hustru og barn under 15 år som er navngitt i dokumentet kan medfølge uten særskilt legitimasjonsdokument, når deres identitet er på det rene.

Dokumentet behøver ikke å viseres.

For personer som kommer for å søke eller motta erhverv eller som vil opholde sig i landet i lengere tid enn 2 måneder, er vanlig pass nødvendig, likesom opholds- eller arbeidstilladelse efter gjeldende regler.

¹ En vigueur à partir du 1^{er} décembre 1933.

¹ In force as from December 1, 1933.

Forutsetningen er forøvrig at personer som er kommet inn i landet på sådant legitimasjonsdokument som omhandlet, blir gitt adgang til innreise i Danmark selv efter to månedersfristens utløp hvis vedkommende av de norske myndigheter blir nektet adgang til å opholde sig i Norge.

Disse bestemmelser settes ikraft fra og med den 1. desember 1933. »

Ved denne legasjons mottagelse av en verbalnote fra det kgl. danske Utenriksministerium av tilsvarende innhold som nærværende verbalnote vil den norske Regjering anse en overenskomst med den danske Regjering i heromhandlede henseende som avsluttet i og med denne noteveksling.

KJOBENHAVN, den 11. november 1933.

Copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 24 novembre 1933.
Rolf Andvord,
Chef de Division.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

II.

UDENRIGSMINISTERIET.

VERBALNOTE.

Ved at anerkende Modtagelsen af det kgl. norske Gesandtskabs Verbalnote af Dags Dato har Udenrigsministeriet den Ære at meddele, at den danske Regering under Forudsætning af, at der fra norsk Side udfærdiges tilsvarende Bestemmelser for Statsborgere i de Forenede Stater i Amerika og Canada, der tidligere har været i Besiddelse af en ved Fødselen erhvervet dansk Statsborgerret, er villig til fra den 1. December d.A. at regne :

Dels at tillade, at Statsborgere i de Forenede Stater i Amerika og Canada, som tidligere har været i Besiddelse af en ved Fødselen erhvervet norsk Statsborgerret, kan indrejse her til Landet og opholde sig her i indtil 2 Maaneder uden at være i Besiddelse af Pas, naar de legitimerer sig ved Borgerbrev eller Bevis for et saadant, forsynet med vedkommendes Fotografi og en offentlig Myndigheds Attest om, at Fotografiet forestiller den Person, for hvem Borgerbrevet eller Beviset er udfærdiget, samt for saa vidt Borgerbrevet ikke indeholder Oplysning om, at Indehaveren tidligere har været Norsk Statsborger, en anden af en offentlig Myndighed udstedt Attest herom. Ledsages de paagældende af Hustru og Börn under 15 Aar, gælder Pasfritagelsen ogsaa dem, naar de i Borgerbrevet er anført paa en saadan Maade, at deres Identitet kan fastslaaes,

Dels at forpligte sig til, at Visering af den nævnte Legitimation ikke vil blive forlangt.

Ønsker de ovenfor omhandlede Personer i det paagældende Tidsrum at tage Arbejde, Stilling eller anden Beskæftigelse her i Landet, maa der indhentes sædvanlig Arbejdstilladelse. Ønsker de paagældende at opholde sig her udover de 2 Maaneder, er de forpligtede til at skaffe sig Pas samt om fornødent Opholds- eller Arbejdstilladelse.

Det tilføjes, at det er en Forudsætning for ovenstaaende Bestemmelser, at Personer, der i Medfør heraf er indrejst her til Landet, vil blive modtaget i Norge, saafremt Opholdstilladelse nægtes dem her.

KÖBENHAVN, den 11. November 1933.

Copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 24 novembre 1933.
Rolf Andvord,
Chef de Division.

¹ TRADUCTION.

N^o 3302. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET NORVÉGIEN, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AUX DOCUMENTS DE LÉGITIMATION POUR LES RESSORTISANTS AMÉRICAINS ET CANADIENS D'ORIGINE NORVÉGIENNE ET DANOISE. COPENHAGUE, LE 11 NOVEMBRE 1933.

I.

LÉGATION DE NORVÈGE.
COPENHAGUE.

NOTE VERBALE

La Légation de Norvège a l'honneur, d'ordre de son gouvernement, de faire connaître au ministère des Affaires étrangères danois que le Gouvernement norvégien est disposé à adopter les dispositions suivantes, si le Gouvernement danois prend des dispositions analogues à l'égard des ressortissants américains et canadiens qui, de par leur naissance, étaient antérieurement ressortissants norvégiens :

Les ressortissants américains et canadiens qui, par leur naissance, étaient ressortissants danois, pourront entrer en Norvège et y séjourner jusqu'à deux mois, sans passeport lorsqu'ils seront en possession d'un certificat de nationalité américain ou canadien — ou d'une pièce en tenant lieu — muni de la photographie de l'intéressé et d'attestations des autorités certifiant que la photographie est celle de la personne pour laquelle a été délivré le certificat et

¹ TRANSLATION.

No. 3302. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS, CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING DOCUMENTS OF LEGITIMATION FOR AMERICAN AND CANADIAN NATIONALS OF NORWEGIAN AND DANISH ORIGIN. COPENHAGEN, NOVEMBER 11, 1933.

I.

NORWEGIAN LEGATION.
COPENHAGEN.

NOTE VERBALE.

The Norwegian Legation, under instructions from its Government, has the honour to inform the Royal Danish Ministry of Foreign Affairs that the Norwegian Government, subject to corresponding regulations being issued by the Danish Government in respect of American and Canadian citizens who were Norwegian nationals by birth, is prepared to issue the following regulations :

American and Canadian citizens who were Danish nationals by birth shall be allowed to enter Norway and to remain there for a period not exceeding two months without a passport if they are in possession of an American or Canadian certificate of nationality or a document in lieu thereof, provided with a photograph of the person concerned and an attestation by a public authority that the photograph represents the person to whom the certificate is issued

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

que l'intéressé a possédé antérieurement la nationalité danoise.

La femme de l'intéressé, ainsi que les enfants ayant moins de quinze ans, nommément désignés dans le document, pourront l'accompagner, sans pièce d'identité distincte, lorsque leur identité sera parfaitement établie.

Le visa de la pièce en question en sera pas exigé.

Les personnes arrivant en Norvège pour y chercher ou y occuper un emploi, ou désirant y séjourner plus de deux mois, devront être munies du passeport ordinaire ainsi que d'un permis de séjour ou de travail conforme aux règles en vigueur.

Il faudra, en outre, que les personnes entrées en Norvège sur le vu des pièces d'identité ci-dessus soient autorisées à pénétrer au Danemark, même après l'expiration de ladite période de deux mois, si les autorités norvégiennes leur refusent l'autorisation de rester en Norvège.

Ces dispositions entreront en vigueur à partir du 1^{er} décembre 1933.

Lorsque la légation aura reçu du ministère des Affaires étrangères danois une note verbale conçue dans le même sens que la présente note, le Gouvernement norvégien considérera l'accord à ce sujet comme conclu avec le Gouvernement danois par cet échange de notes.

COPENHAGUE, le 11 novembre 1933.

II.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NOTE VERBALE

En accusant réception de la note verbale de la Légation de Norvège en date de ce jour, le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de faire connaître que le Gouvernement danois est disposé à adopter les dispositions suivantes à partir du 1^{er} décembre si le Gouvernement norvégien prend des dispositions analogues à l'égard des ressortissants des États-Unis d'Amé-

and that the person in question was formerly a Danish national.

The wife of the person concerned and his children under fifteen years of age, if mentioned in the document, may accompany him without special identification documents if their identity is properly established.

The document shall not require a visa.

Persons coming to Norway to seek or accept employment, or wishing to stay in the country for more than two months, shall require an ordinary passport, and also a residence or employment permit in accordance with the regulations in force.

It is also assumed that persons who have entered Norway in virtue of the identification documents in question shall be allowed to enter Denmark even after the expiry of the period of two months if the Norwegian authorities refuse them permission to remain in Norway.

These provisions shall come into force as from December 1st, 1933.

On receipt by the Norwegian Legation of a Note Verbale from the Royal Danish Ministry of Foreign Affairs to the same effect as the present Note Verbale, the Norwegian Government will consider that this exchange of notes constitutes an agreement on the subject with the Danish Government.

COPENHAGEN, November 11, 1933.

II.

MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS.

NOTE VERBALE.

In acknowledging receipt of the Note Verbale of to-day's date from the Royal Norwegian Legation, the Ministry of Foreign Affairs has the honour to state that the Danish Government is prepared, subject to corresponding regulations being issued by Norway in respect of citizens of the United States of America and Canada who were formerly in possession of

rique et du Canada qui, antérieurement, ont été en possession de la nationalité danoise acquise par la naissance.

D'une part, le Gouvernement danois autorisera les ressortissants des Etats-Unis d'Amérique et du Canada qui, antérieurement, auront été en possession de la nationalité norvégienne acquise par la naissance, à pénétrer au Danemark et à y séjourner jusqu'à deux mois, sans être en possession d'un passeport, lorsqu'ils établiront leur identité au moyen d'un certificat de nationalité — ou d'une pièce en tenant lieu — muni de la photographie de l'intéressé et d'une attestation des autorités certifiant que la photographie est celle de la personne pour laquelle a été délivré le certificat de nationalité ou la susdite pièce, et, si ce certificat n'indique pas que le titulaire était antérieurement ressortissant norvégien, d'une autre attestation des autorités publiques à ce sujet. Si les intéressés sont accompagnés de leur femme et d'enfants ayant moins de quinze ans, ceux-ci bénéficieront également de la dispense du passeport lorsque ledit certificat contiendra à leur sujet des mentions permettant d'établir leur identité.

Et, *d'autre part*, le Gouvernement danois prend l'engagement de ne pas exiger que la susdite pièce d'identité soit visée.

Si, pendant la période en question, les personnes indiquées ci-dessus désirent travailler, ou avoir un emploi ou une occupation quelconque au Danemark, elles devront obtenir le permis de travail ordinaire. Si elles désirent séjourner plus de deux mois dans le pays, elles seront tenues de se procurer un passeport et, le cas échéant, un permis de séjour ou de travail.

Les dispositions qui précèdent sont subordonnées à la condition que les personnes ayant pénétré au Danemark, en vertu de ces dispositions, seront admises en Norvège si le permis de séjour leur est refusé au Danemark.

COPENHAGUE, le 11 novembre 1933.

Danish nationality acquired by birth, as from December 1st :

On the one hand to agree that citizens of the United States of America and Canada who were formerly in possession of Norwegian nationality acquired by birth may enter and remain in Denmark for two months without possessing a passport, provided they establish their identity by means of a certificate of nationality or a document in lieu thereof, provided with a photograph of the person in question and an attestation by a public authority that the photograph represents the person to whom the certificate of nationality or other document is issued and, if the certificate of nationality does not state that the holder was formerly a Norwegian national, another certificate by a public authority to that effect. If the person in question is accompanied by his wife and children under fifteen years of age, the passport exemption shall apply to them also if they are mentioned in the certificate of nationality in such a manner that their identity can be established.

And *on the other hand* to undertake that the said identification document shall not require a visa.

If the persons referred to above wish to accept work, employment or any other occupation in this country during the period in question they shall obtain the usual employment permit. If they wish to remain in the country for more than two months, they shall obtain a passport, and, if necessary, a residence or employment permit.

The above provisions are subject to the condition that the persons who have entered Denmark in virtue hereof shall be admitted to Norway if they are refused a residence permit in Denmark.

COPENHAGEN, November 11, 1933.

N° 3303.

ESPAGNE ET ESTONIE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole, signés à Tallinn, le 23 juin 1932, et échange de notes y relatif, de la même date.

SPAIN AND ESTONIA

Convention of Commerce and Navigation, and Protocol, signed at Tallinn, June 23, 1932, and Exchange of Notes relating thereto of the Same Date.

N° 3303. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
L'ESPAGNE ET L'ESTONIE. SIGNÉE A TALLINN, LE 23 JUIN
1932.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 5 décembre 1933.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE, désireux de favoriser le développement des relations commerciales entre leurs pays, ont décidé de conclure une Convention de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE :

Son Excellence M. Jaan TÕNISSON, ministre des Affaires étrangères ;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE :

Son Excellence M. Manuel GARCIA DE ACILU, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République espagnole en Estonie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit, dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée et en se conformant aux lois et règlements du pays, de se rendre librement sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, d'y voyager et séjourner, de s'y établir et de s'y livrer à l'exercice de leur commerce, industrie ou toute autre activité professionnelle.

Les dispositions de cet article s'entendent sous réserve des lois, décrets et règlements spéciaux de police en vigueur dans les deux pays et également applicables aux ressortissants de toute autre Puissance.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de biens immobiliers et mobiliers sur le territoire de l'autre, à l'exception des cas prévus par les législations respectives, en se conformant aux lois et règlements du pays.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Helsinki, le 31 octobre 1933.
Entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3303. — CONVENTION² OF COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN SPAIN AND ESTONIA. SIGNED AT TALLINN, JUNE
23, 1932.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place December 5, 1933.

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE SPANISH REPUBLIC, being desirous of promoting commercial relations between their countries, have decided to conclude a Convention of Commerce and Navigation, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

His Excellency M. Jaan TÕNISSON, Minister for Foreign Affairs ;

THE GOVERNMENT OF THE SPANISH REPUBLIC :

His Excellency M. Manuel GARCIA DE ACILU, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Spanish Republic in Estonia ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Nationals of either High Contracting Party shall have the right freely to enter the territory of the other, and to travel, reside or establish themselves therein, and engage in their trade, industry or other occupation under the same conditions as the nationals of the most favoured nation, provided they comply with the laws and regulations of the country.

The provisions of this article shall be subject to the laws, decrees and special police regulations in force in the two countries and applicable equally to the nationals of other Powers.

Article 2.

Nationals of either High Contracting Party shall have the right, under the conditions applicable to nationals of the most favoured nation, to acquire, possess and alienate movable and immovable property of all kinds in the territory of the other, save in cases provided for by the laws of the respective Parties, and subject to compliance with the laws and regulations of the country.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Helsinki, October 31, 1933.
Came into force November 1st, 1933.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront soumis sur le territoire de l'autre, quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, ainsi que pour l'exercice de leur commerce, industrie, métier ou profession, à aucun impôt, droit, charges, contributions, patentes ou autres, plus élevés que ceux qui sont ou pourront être exigés des nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'accomplissement des formalités de douane relatives au transit, à l'entreposage, à la réexportation, au transbordement des marchandises et à toutes autres opérations que subissent les marchandises importées, exportées ou en transit, ainsi qu'en ce qui concerne les taxes afférentes à ces diverses manutentions.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouissent sur le territoire de l'autre, d'une entière sécurité et protection. Ils auront libre accès auprès des tribunaux tant pour réclamer que pour défendre leurs droits et jouiront à cet égard, sous réserve de réciprocité, de tous les droits et privilèges accordés aux nationaux.

En tout ce qui concerne l'assistance judiciaire en matière civile, les Hautes Parties contractantes se conformeront aux dispositions de la Convention¹ relative à la procédure civile, signée à La Haye le 17 juillet 1905, dont des Hautes Parties contractantes font parties.

Article 5.

Les produits, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Espagne, des Iles Baléares et des Canaries, seront admis, à leur importation en Estonie, au bénéfice du tarif le plus réduit que l'Estonie accorde ou puisse accorder à toute puissance tierce.

Article 6.

Les marchandises, produits naturels ou fabriqués d'origine ou en provenance de l'Espagne, des Iles Baléares et des Canaries, énumérés à la liste A ci-annexée, seront admises à leur importation en Estonie au bénéfice des droits de douane stipulés dans ladite liste.

Article 7.

Les marchandises, produits naturels ou fabriqués, d'origine ou en provenance d'Estonie, à leur importation sur le territoire de l'Espagne et les Iles Baléares, jouiront des droits prévus dans la deuxième colonne du tarif de douane espagnol en vigueur ; de ces produits, ceux dont la dénomination est prévue dans le tarif de douane espagnol actuellement en vigueur sous les positions énumérées dans la liste B ci-annexée, bénéficieront du traitement de la nation la plus favorisée et tant les uns que les autres ne pourront en aucun cas être soumis à des taxes, coefficients ou d'autres augmentations temporaires quelconques plus élevées que celles perçues des marchandises de la nation la plus favorisée.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour limiter dans la mesure que le pays d'importation jugera convenable, les cas où les certificats d'origine seront exigés.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

Article 3.

Nationals of either High Contracting Party shall not be subject, in the territory of the other, to taxes, dues, charges, contributions, trade licences *et cetera*, higher than those which are or may be imposed on nationals of the most favoured nation, in respect of their persons, property, rights and interests, or in the exercise of their trade, industry, business or profession.

The High Contracting Parties reciprocally guarantee most-favoured-nation treatment with regard to the fulfilment of Customs formalities relating to the transit, warehousing, re-export and transshipment of goods, and to any other operations to which goods imported, exported or in transit may be subject, as well as to the charges relating thereto.

Article 4.

Nationals of either High Contracting Party shall enjoy complete security and protection in the territory of the other. They shall have free access to the courts, either as plaintiffs or defendants, and shall, subject to reciprocity, enjoy in this respect all the rights and privileges granted by nationals.

As regards legal assistance in civil matters the High Contracting Parties will comply with the provisions of the Convention¹ relating to civil procedure signed at The Hague on July 17, 1905, to which the High Contracting Parties are parties.

Article 5.

Natural or manufactured products originating in and coming from Spain, the Balearic Islands and the Canaries shall, on importation into Estonia, enjoy the benefit of the lowest rates which Estonia accords or may hereafter accord to any third Power.

Article 6.

The natural or manufactured products enumerated in the annexed list A and originating in or coming from Spain, the Balearic Islands and the Canaries shall, on importation into Estonia, be liable to the Customs duties specified in the said list.

Article 7.

Natural or manufactured products originating in or coming from Estonia shall, on importation into the territory of Spain and the Balearic Islands, be liable to the duties specified in the second column of the Spanish Customs tariff in force; such of these products as are mentioned in the Spanish Customs tariff at present in force under the items enumerated in the annexed list B shall enjoy the benefit of most-favoured-nation treatment, and none of them may in any event be subjected to charges, coefficients or any other temporary increases whatsoever higher than those imposed on the goods of the most favoured nation.

Article 8.

The High Contracting Parties agree that the cases in which production of certificates of origin is required shall be limited in so far as the country of import considers this to be advisable.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par le Ministère des Affaires économiques, soit par les autorités douanières, soit par les Chambres de commerce officiellement reconnues par le pays expéditeur ; ils seront rédigés, soit en langue du pays d'origine, soit dans la langue du pays de destination et seront accompagnés d'une traduction dans la langue française.

Les certificats d'origine seront visés par les autorités consulaires du pays de destination.

Seront dispensés de certificats d'origine les colis postaux et envois par la poste, ainsi que les échantillons des voyageurs de commerce.

Article 9.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre toutes mesures nécessaires en vue de réprimer, sur son territoire, l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine des produits de l'autre Partie qui tirent du sol et du climat leurs qualités spécifiques y compris spécialement les produits vinicoles, pourvu que ces appellations soient dûment protégées dans le pays d'origine et aient été notifiées par son gouvernement.

Sont considérées comme employées abusivement les appellations d'origine de l'un des deux pays lorsqu'elles sont appliquées à des produits auxquels les dispositions législatives ou réglementaires de ce pays en refusent le bénéfice.

En ce qui concerne spécialement les produits vinicoles, l'Estonie reconnaît expressément la désignation spécifique des vins de « Jerez », « Malaga » et « Tarragona » comme appartenant en exclusivité aux vins récoltés dans ces régions espagnoles, et s'oblige à empêcher l'usage de ces appellations d'origine pour désigner des vins autres que ceux de « Jerez », « Malaga » et « Tarragona », alors même que l'origine véritable des vins soit mentionnée ou que l'appellation abusive soit accompagnée de certains termes rectificatifs comme « genre », « façon », « type », « cépage » ou autres capables de se prêter à une mystification de la véritable origine de la marchandise.

Pour bien établir l'origine authentique des vins de « Jerez », « Malaga » et « Tarragona » reste stipulé que seuls bénéficieront de ces appellations les vins qui à leur entrée en Estonie soient accompagnés d'un certificat d'origine et d'analyse délivré par les Stations œnologiques et les Sections agronomiques espagnoles accréditant qu'ils proviennent véritablement des régions de « Jerez », « Malaga » et « Tarragona ».

Article 10.

Les mesures que chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre devront prévoir la répression par la saisie, la prohibition, ou toute autre sanction appropriée, notamment de l'importation, de l'exportation, de l'entreposage, de la fabrication, de la circulation, de la vente, de la mise en vente des produits dans les cas où figureraient sur les fûts, bouteilles, emballages des caisses les contenant, ainsi que sur les factures, papier de commerce et lettres de voitures, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques évoquant des appellations d'origine abusivement.

La saisie des produits incriminés ou les autres sanctions, seront appliquées soit à la diligence de l'administration, soit à la requête du Ministère public ou de tout intéressé, individu, association ou syndicat, conformément à la législation respective de chacune des Hautes Parties contractantes.

Article 11.

Les navires de commerce de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront dans les ports et eaux territoriales de l'autre Partie en tout ce qui concerne le régime de navigation ainsi que les droits de pilotage, de phare, de port, de stationnement, de quarantaine et d'autres droits et taxes maritimes du traitement de la nation la plus favorisée.

Les dispositions du présent article s'appliquent à tous les navires, qu'ils appartiennent à l'un des deux Etats contractants, à des particuliers, à des sociétés ou des collectivités publiques.

En ce qui concerne la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à conclure un arrangement spécial dans un délai de trois mois au plus.

Certificates of origin shall be issued by either the Ministry for Economic Affairs, or the Customs authorities, or the Chambers of Commerce officially recognised by the country of consignment. They shall be drawn up in the language of the country of origin or in that of the country of destination, and shall be accompanied by a translation into French.

Certificates of origin shall be visaed by the consular authorities of the country of destination.

Certificates of origin shall be dispensed with in the case of postal packets, consignments by post, and travellers' trade samples.

Article 9.

Each of the High Contracting Parties agrees to take all necessary steps to prohibit the improper use, in its territory, of the geographical appellations of origin of these products of the other country which owe their specific qualities to the soil and climate, including more particularly the products of the wine industry, provided that such appellations are duly protected in the country of origin and have been notified by the Government.

The appellations of origin of either country shall be regarded as improperly used when they are applied to products which are not entitled to them under that country's laws or regulations.

With regard more particularly to the products of the wine industry, Estonia expressly recognises the special appellations of Jerez, Malaga and Tarragona wines as belonging exclusively to wines produced in these Spanish regions, and undertakes not to allow the use of these appellations of origin to describe wines other than Jerez, Malaga and Tarragona, even when the real place of origin of the wines is mentioned, or the improperly used appellation is accompanied by such corrective expressions as "kind", "manner", "type", "variety" or other expressions that may give a misleading idea of the true origin of the wine.

In order that the authenticity of the origin of Jerez, Malaga and Tarragona wines may be established, it is stipulated that the use of these appellations shall be confined to wines which, on importation into Estonia, are accompanied by a certificate of origin and analysis issued by the Spanish Oenological Stations and Agronomic Sections testifying that they actually come from the regions of Jerez, Malaga and Tarragona.

Article 10.

The measures which the High Contracting Parties agree to take shall provide for the punishment by seizure, prohibition or other appropriate penalties, more particularly of the import, export, warehousing, manufacture, distribution, sale and offer for sale of products bearing upon the casks, bottles, wrapping of the cases in which they are packed or on the invoices, commercial documents or waybills any marks, names, description or devices whatsoever improperly suggesting appellations of origin.

The products concerned shall be seized, or the other penalties imposed, either by the administration or at the request of the Public Ministry or of any other interested person, association or syndicate, in conformity with the respective laws of each High Contracting Party.

Article 11.

The merchant vessels of each High Contracting Party shall enjoy most-favoured-nation treatment in the ports and territorial waters of the other Party in respect of the shipping régime and of pilotage, lighthouse, port, berthing, quarantine and other maritime charges and dues.

The provisions of the present article shall apply to all vessels, whether they belong to either of the two Contracting States, to private individuals, to companies or to public corporations.

With regard to the reciprocal recognition of tonnage measurement certificates, the two High Contracting Parties agree to conclude a special agreement within a period not exceeding three months.

Article 12.

Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, qui est la base de la présente convention, les franchises, immunités et privilèges que :

1^o L'Estonie a donné ou donnera à l'avenir à la Finlande, ou à la Lettonie, ou à la Lithuanie, ou à l'Union des R. S. S., ou à tous ces pays tant que ces avantages ne seront pas accordés à un tiers Etat, non cité ci-dessus ;

2^o L'Espagne ait accordé ou accordera au Portugal, Possessions et Colonies espagnoles, Zone du Protectorat du Maroc et Républiques hispano-américaines.

Article 13.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Helsingfors.

Elle entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit la date de l'échange des ratifications et restera valable pour une durée indéterminée, chacune des Hautes Parties contractantes se réservant le droit de la dénoncer avec un préavis de trois mois.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Tallinn, en double exemplaire, le 23 juin 1932.

(L. S.) J. TÕNISSON.

(L. S.) Manuel G. DE ACILU.

LISTE A

Numéros du tarif estonien	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits en couronnes or estoniennes
ex § 6	Fruits frais :		
ex p. 2	Bananes	kg. b.	0,30
ex p. 4	Raisins	kg. b.	0,75
	<i>Remarque</i> : Du bénéfice du droit prévu sous le p. 4 sont exclues toutes les importations effectuées du 1 ^{er} juin au 1 ^{er} octobre.		
ex § 7	Fruits et baies séchés, non spécialement dénommés sous les autres paragraphes, préparés sans sucre :		
ex p. 4	Raisins grands, séchés Malaga	kg. b.	0,075
ex § 28	Vins des raisins :		
ex p. 1	En fûts :		
lit. b	Vins de « Jerez », « Malaga » et « Tarragona » titrant plus de 16 degrés et moins de 25 degrés d'alcool . .	kg. b.	2,00
	<i>Remarque</i> : Du bénéfice de ce droit ne jouissent que les vins accompagnés d'un certificat d'origine et d'analyse délivré par les Stations Œnologiques et les Sections agronomiques espagnoles, accréditant qu'ils proviennent véritablement des régions de « Jerez », « Malaga » et « Tarragona » et attestant leur pureté.		

Article 12.

The exemption from duties, immunities and privileges which :

(1) Estonia has granted or may hereafter grant to Finland, Latvia, Lithuania or the U. S. S. R., or to all these countries in so far as such benefits are not accorded to a third State not mentioned above, or which :

(2) Spain has granted or may grant to Portugal, the Spanish possessions and colonies, the Zone of the Protectorate of Morocco or the Spanish American Republics, shall not be deemed an exception to the principle of most-favoured-nation treatment upon which the present Convention is based.

Article 13.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Helsingfors.

It shall come into force on the first day of the month following that in which the instruments of ratification are exchanged and shall remain in force for an indefinite period, each High Contracting Party reserving the right to denounce it with three months' notice.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries, duly authorised for that purpose, have signed the present Convention and have thereto attached their seals.

Done at Tallinn in duplicate, June 23, 1932.

(L. S.) J. TÖNISSON.

(L. S.) Manuel G. DE ACILU.

LIST A.

Number in the Estonian tariff	Description of Goods	Unit of Taxation	Duty in gold Estonian crowns
ex § 6	Fresh fruit :		
ex item 2	Bananas	kg. b.	0.30
ex item 4	Grapes	kg. b.	0.75
	<i>Note</i> : Imports effected between June 1st and October 1st do not benefit by the duty referred to under Item 4.		
ex § 7	Dried fruits and berries, not specially mentioned under other paragraphs, prepared without sugar :		
ex item 4	Large dried Malaga raisins	kg. b.	0.075
ex § 28	Wine made from grapes :		
ex item 1	In casks :		
b	" Jerez ", " Malaga " and " Tarragona " wines con- taining over 16 and under 25 degrees of alcohol . .	kg. b.	2.00
	<i>Note</i> : This duty shall only apply to wines accompanied by a certificate of origin and analysis issued by the Spanish Oenological Stations and Agronomic Sections and stating that they actually come from the regions of Jerez, Malaga and Tarragona and certifying their purity.		

LISTE B.

Numéros du tarif espagnol :

36	103	1025	ex 1186	1203
37	106	1026	ex 1187	1204
38	110	1027	1194	1354
39	117	1028	1195	1416
98	124	1029	1196	1432
99	792	1030	1197	1455
100	997	1031	1198	1456
101	1021	1181	1201	
102	1022	1185	1202	

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce et de navigation conclue à la date de ce jour entre l'Estonie et l'Espagne, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet par les gouvernements respectifs, ont fait la déclaration suivante :

Les deux Parties contractantes conviennent que, si l'un des deux gouvernements se voyait obligé de modifier le régime d'importation ou d'augmenter, pendant la durée de la convention, un ou plusieurs droits afférents aux marchandises suivantes :

Pour l'Espagne : ceux qui sont prévus aux positions 27 et 28 du tarif douanier estonien ;

Pour l'Estonie : ceux qui sont prévus aux positions 98-103, 1021, 1022 et 1432 du tarif douanier espagnol,

L'autre Partie aura faculté de demander l'ouverture des négociations immédiates pour l'établissement d'un accord supplémentaire concernant le commerce des produits visés par les modifications et augmentations réclamées. Dans les cas où ces négociations dans un délai raisonnable n'aboutiront pas à un accord amiable, la Partie lésée aura la faculté de dénoncer la convention, laquelle prendra fin un mois après la date de la dénonciation.

Le présent protocole fera partie intégrante de la convention à laquelle il se rapporte.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole à Tallinn, le 23 juin 1932.

J. TÖNISSON.

Manuel G. DE ACILU.

ÉCHANGE DE NOTES

TALLINN, le 23 juin 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pendant les négociations pour la conclusion de la Convention de commerce et de navigation signée à la date d'aujourd'hui, la Délégation estonienne a fait ressortir l'intérêt que l'Estonie attache à ce que la question de la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage, réservée pour en faire objet des négociations spéciales, soit soumise, pendant cette période transitoire, à un régime provisoire selon lequel les certificats de jaugeage délivrés par les autorités estoniennes, en tant qu'ils s'accordent avec les règles de calcul dictées par le Board of Trade de la Grande-Bretagne

LIST B.

Numbers in the Spanish tariff :

36	103	1025	ex 1186	1203
37	106	1026	ex 1187	1204
38	110	1027	1194	1354
39	117	1028	1195	1416
98	124	1029	1196	1432
99	792	1030	1197	1455
100	997	1031	1198	1456
101	1021	1181	1201	
102	1022	1185	1202	

PROTOCOL.

On proceeding to sign the present Convention of Commerce and Navigation concluded on to-day's date between Estonia and Spain, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised for this purpose by their respective Governments, have made the following declaration :

The two Contracting Parties agree that if either of the Governments should be compelled to modify the import system or to increase one or more of the duties on the following goods during the period of validity of the Convention :

For Spain : Those mentioned under Items 27 and 28 of the Estonian Customs tariff,

For Estonia : Those mentioned under Items 98 to 103, 1021, 1022 and 1432 of the Spanish Customs tariff,

The other Party shall have the right to request that negotiations be immediately opened with a view to the establishment of a supplementary agreement in respect of the trade in the products affected by such modifications and increases. Should these negotiations not lead, within a reasonable period, to an amicable agreement, the injured Party shall have the right to denounce the Convention, which shall cease to have effect one month after the date of denunciation.

The present Protocol shall form an integral part of the Convention to which it relates.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol at Tallinn on June 23, 1932.

J. TÖNISSON.

Manuel G. DE ACILU.

EXCHANGE OF NOTES.

TALLINN, *June 23, 1932.*

YOUR EXCELLENCY,

During the negotiations with a view to the conclusion of the Convention of Commerce and Navigation signed to-day, the Estonian delegation pointed out that Estonia considers it important that the question of the reciprocal recognition of tonnage measurement certificates, which is held over for special negotiation, should be subject, during this transitional period, to a provisional regime under which tonnage measurement certificates issued by the Estonian authorities would, in so far as they are in conformity with the rules of the Board of Trade of Great Britain for

pour le mesurage des navires, soient acceptés par les autorités des ports espagnols, sans procéder à un remesurage des dits navires.

A cet égard je suis autorisé à vous déclarer que mon gouvernement est d'accord sur le régime provisoire qui précède, demandé par la Délégation estonienne, à condition qu'un traitement strictement réciproque soit appliqué par les autorités estoniennes aux navires espagnols se rendant dans un port d'Estonie.

Ce régime couvrira la période transitoire jusqu'à ce que l'accord définitif visé par l'article II de la Convention esto-espagnole signée à la date d'aujourd'hui, ne soit intervenu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Manuel G. DE ACILU.

Son Excellence,
Monsieur Jaan Tõnisson,
Ministre des Affaires étrangères,
Tallinn.

TALLINN, le 23 juin 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A la date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu m'adresser la lettre dont la teneur est la suivante :

« Pendant les négociations pour la conclusion de la Convention de commerce et de navigation signée à la date d'aujourd'hui, la Délégation estonienne a fait ressortir l'intérêt que l'Estonie attache à ce que la question de la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage, réservée pour en faire objet des négociations spéciales, soit soumise, pendant cette période transitoire, à un régime provisoire selon lequel les certificats de jaugeage délivrés par les autorités estoniennes, en tant qu'ils s'accordent avec les règles de calcul dictées par le Board of Trade de la Grande-Bretagne pour le mesurage des navires, soient acceptés par les autorités des ports espagnols, sans procéder à un remesurage desdits navires.

A cet égard je suis autorisé à vous déclarer que mon gouvernement est d'accord sur le régime provisoire qui précède, demandé par la Délégation estonienne, à condition qu'un traitement strictement réciproque soit appliqué par les autorités estoniennes aux navires espagnols se rendant dans un port d'Estonie.

Ce régime couvrira la période transitoire jusqu'à ce que l'accord définitif visé par l'article II de la Convention esto-espagnole signée à la date d'aujourd'hui, ne soit intervenu. »

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de cette communication et de lui confirmer l'accord du Gouvernement estonien à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

J. TÕNISSON.

Son Excellence
Monsieur Manuel Garcia de Acilu,
Ministre d'Espagne,
Tallinn.

calculating the measurement of ships, be accepted by the Spanish port authorities without remeasurement of the said ships.

In this connection, I am authorised to state that my Government will agree to the above provisional regime proposed by the Estonian delegation, provided the Estonian authorities extend strictly reciprocal treatment to Spanish ships in Estonian ports.

This regime shall apply to the transitional period prior to the conclusion of the final agreement mentioned in Article 11 of the Estonian-Spanish Convention signed this day.

I have the honour, Monsieur le Ministre, etc.

Manuel G. DE ACILU.

His Excellency
Monsieur Jaan Tõnisson,
Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

TALLINN, June 23, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Your Excellency was good enough to address to me, under to-day's date, a letter the contents of which are as follows :

" During the negotiations with a view to the conclusion of the Convention of Commerce and Navigation signed to-day, the Estonian delegation pointed out that Estonia considers it important that the question of its reciprocal recognition of tonnage measurement certificates, which is held over for special negotiation, should be subject, during this transitional period, to a provisional regime under which tonnage measurement certificates issued by the Estonian authorities would, in so far as they are in conformity with the rules of the Board of Trade of Great Britain for calculating the measurement of ships, be accepted by the Spanish port authorities without remeasurement of the said ships.

" In this connection, I am authorised to state that my Government will agree to the above provisional regime proposed by the Estonian delegation, provided the Estonian authorities extend strictly reciprocal treatment to Spanish ships in Estonian ports.

" This regime shall apply to the transitional period prior to the conclusion of the final agreement mentioned in Article 11 of the Estonian-Spanish Convention signed this day. "

I have the honour to acknowledge receipt of this communication and to inform your Excellency of the Estonian Government's agreement on this subject.

I have the honour, Monsieur le Ministre,

J. TÕNISSON.

His Excellency,
Monsieur Manuel Garcia de Acilu,
Minister of Spain,
Tallinn.

N° 3304.

AUTRICHE ET POLOGNE

Traité en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs et de régler l'assistance judiciaire en matière fiscale, avec protocole final. Signés à Vienne, le 22 avril 1932.

AUSTRIA AND POLAND

Treaty for the avoidance of Double Taxation in the Field of Direct Taxes and to provide for Judicial Assistance in connection with Fiscal Matters, and Final Protocol. Signed at Vienna, April 22, 1932.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

Nº 3304. — UMOWA¹ MIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A REPUBLIKĄ AUSTRJACKĄ O ZAPOBIEŻENIU PODWÓJNEMU OPODATKOWANIU W DZIEDZINIE PODATKÓW BEZPOŚREDNICH ORAZ O POMOCY PRAWNEJ W SPRAWACH DANIN PODPISANA W WIEDNIU, DNIA 22 KWIETNIA 1932 R.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 12 décembre 1933.

RZECZPOSPOLITA POLSKA

i

REPUBLIKA AUSTRJACKA

pragnąc zapobiec podwójnemu opodatkowaniu w dziedzinie podatków bezpośrednich oraz unormować udzielanie pomocy prawnej w sprawach danin, postanowiły zawrzeć umowę. W tym celu zamianował swymi pełnomocnikami :

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

P. Juliusza ŁUKASIEWICZA, Posła Nadzwyczajnego i Ministra Pełnomocnego Rzeczypospolitej Polskiej w Wiedniu
i P. Edwarda WERNERA, Naczelnika Wydziału w Ministerstwie Skarbu w Warszawie,

PREZYDENT ZWIĄZKOWY REPUBLIKI AUSTRJACKIEJ :

P. dr. Alfreda KEMPFA, Szefa Sekcji w Związkowym Ministerstwie Skarbu w Wiedniu
i P. dr. Rudolfa EGGERA, Radcę Ministerjalnego w Związkowym Ministerstwie Skarbu w Wiedniu.

Pełnomocnicy ci, po wzajemnem okazaniu sobie swych pełnomocnictw, uznanych za właściwe, zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł 1.

1) Przedmiot niniejszej umowy stanowią :

a) w odniesieniu do postanowień artykułów 2 — 12, pobierane przez Państwo (Związek) oraz inne publiczno-prawne związki terytorjalne bezpośrednie podatki, obecne i przyszłe, od przychodu, dochodu, majątku lub od przemysłu (zajęcia) oraz wszelkiego rodzaju dodatki do tych podatków,

b) w odniesieniu do postanowień artykułu 13, pobierane przez Państwo (Związek) oraz inne publiczno-prawne związki terytorjalne publiczne daniny wraz z wszelkiego

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 7 novembre 1933.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3304. — VERTRAG¹ ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DER REPUBLIK POLEN, ZUR VERMEIDUNG DER DOPPEL-BESTEuerung AUF DEM GEBIETE DER DIREKTEN STEUERN, SOWIE ÜBER RECHTSHILFE IN ABGABENSACHEN. GEZEICHNET IN WIEN, AM 22. APRIL 1932.

German and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place December 12, 1933.

DIE REPUBLIK OESTERREICH
und

DIE REPUBLIK POLEN

haben, von dem Wunsche geleitet, auf dem Gebiete der direkten Steuern die Doppelbesteuerung zu vermeiden, sowie die Rechtshilfe in Abgabensachen anzubahnen, beschlossen, einen Vertrag abzuschliessen. Zu diesem Zwecke haben als Bevollmächtigte ernannt :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK OESTERREICH :

Herrn Dr. Alfred KEMPF, Sektionschef im Bundesministerium für Finanzen in Wien

und Herrn Dr. Rudolf EGGER, Ministerialrat im Bundesministerium für Finanzen,

DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK POLEN :

Herrn Juljusz ŁUKASIEWICZ, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Republik Polen in Wien und

Herrn Edward WERNER, Abteilungsvorstand im Finanzministerium in Warschau.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und diese als richtig befunden haben, folgendes vereinbart :

Artikel 1.

1) Gegenstand dieses Vertrages sind :

a) insoweit die Bestimmungen der Artikel 2-12 in Betracht kommen, die vom Staate (Bunde) und von sonstigen öffentlich-rechtlichen Gebietskörperschaften erhobenen gegenwärtigen und zukünftigen direkten Steuern vom Ertrag, Einkommen, Vermögen und vom Gewerbebetriebe (Berufsbeschäftigung) sowie Zuschläge aller Art zu den erwähnten Steuern,

b) insoweit die Bestimmungen des Artikels 13 in Betracht kommen, die vom Staate (Bunde) und sonstigen öffentlich-rechtlichen Gebietskörperschaften erhobenen öffentlichen

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, November 7, 1933.

rodzaju dodatkami, pobieranymi łącznie z temi podatkami, z wyłączeniem celi i podatków spożywczych ; podatku od obrotu i podatku od zbytku nie uważa się za podatek spożywczy.

2) Ministrowie Skarbu obu umawiających się Państw wyjaśniają we wzajemnem porozumieniu wątpliwości co do tego, czy pewna danina należy do wspomnianych rodzajów danin.

3) Postanowienia ustępu (1) lit. a) dotyczą się obywateli polskich i austriackich, jednakże zastosowanie tych postanowień odnośnie do innych podatników zastrzega się w poszczególnych przypadkach porozumieniu Ministrów Skarbu obu umawiających się Państw ; postanowienia ustępu (1) lit. b) dotyczą się wszystkich podatników bez względu na ich przynależność państwową.

Artykuł 2.

1) Przychód i dochód z majątku nieruchomego łącznie z przychodem (dochodem) z dzierzawionego gospodarstwa rolnego i leśnego podlegają podatkom bezpośrednim wyłącznie w tem Państwie, w którym znajduje się ten majątek.

2) Powyższa zasada ma zastosowanie również do zabezpieczonych na nieruchomościach wierzytelności hipotecznych i do innych w ten sposób zabezpieczonych praw.

3) Postanowienia zawarte w ustępach (1) i (2) mają zastosowanie także i wówczas, gdy przychód (dochód) osiągnięty został w wykonywaniu przedsiębiorstwa handlowego lub przemysłowego.

Artykuł 3.

1) Przedsiębiorstwa handlowe i przemysłowe, nie wyłączając przedsiębiorstw bankowych, ubezpieczeniowych i komunikacyjnych z wyjątkiem jednak przedsiębiorstw komunikacji lotniczej, jak również przychody i dochody tych przedsiębiorstw podlegają podatkom bezpośrednim wyłącznie w tem Państwie, w którym znajduje się zakład służący do wykonywania przedsiębiorstwa.

2) Za zakłady uważa się zakład główny, zakłady filjalne, zakłady wytwórcze (fabryki), biura, miejsca zakupów i sprzedaży, stałe składy towarów, wogóle wszelkie inne trwałe urządzenia do prowadzenia przedsiębiorstwa przez przedsiębiorcę, spółnika lub stałego zastępcę.

3) W przypadku, gdy zakłady jednego i tego samego przedsiębiorstwa znajdują się na obszarze obu umawiających się Państw, wówczas podatki bezpośrednie pobiera się w każdym Państwie jedynie w miarę działalności znajdującego się w tem Państwie zakładu.

4) Ministrowie Skarbu obu umawiających się Państw mogą porozumieć się co do wydania postanowień dotyczących odpowiedniego podziału przychodu i dochodu takich przedsiębiorstw.

5) Narówni z przedsiębiorstwami zarobkowymi traktuje się udziały w przedsiębiorstwach o charakterze spółek, z wyjątkiem uzewnętrzniczonych w papierach wartościowych udziałów w gwarectwach, spółkach akcyjnych i spółkach komandytowo-akcyjnych.

6) Rządowi Polskiemu pozostaje zastrzeżone prawo opodatkowania podatkami bezpośrednimi wykonywanego — bez utrzymywania zakładu handlowego — skupu zawodowego w celu odprzedaży wewnątrz Państwa lub na wywóz zagranicę surowców krajowych, produktów rolnictwa i leśnictwa oraz zwierząt domowych, drobiu, tudzież innych towarów, — określonego nazwą « skup zawodowy » w polskiej ustawie o państwowym podatku przemysłowym w brzmieniu obwieszczenia Ministra Skarbu z dnia 27 stycznia 1932 r. (Dz. U. R. P. Nr. 17, poz. 110). Przepis niniejszy nie narusza austriackiego opodatkowania w myśl poprzednich ustępów.

7) Przedsiębiorstwa komunikacji lotniczej podlegają opodatkowaniu wyłącznie w tem Państwie, w którym znajduje się ich faktyczne kierownictwo.

Abgaben, sowie die einheitlich mit diesen Abgaben erhobenen Zuschläge, ausschliesslich der Zölle und Verbrauchsabgaben; die Umsatz- und Luxussteuer gilt dabei nicht als Verbrauchsabgabe.

2) Zweifel über die Zugehörigkeit einer Abgabe zu den genannten Abgabenarten werden die beiderseitigen Finanzminister einvernehmlich klären.

3) Die im ersten Absatze unter Buchstabe a) genannten Bestimmungen beziehen sich auf österreichische und polnische Staatsangehörige, doch bleibt ihre Anwendung auf andere Steuerträger einer Vereinbarung der beiderseitigen Finanzminister von Fall zu Fall vorbehalten; die unter Buchstabe b) genannten Bestimmungen gelten für alle Steuerträger ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit.

Artikel 2.

1) Erträge, Einkommen aus unbeweglichem Vermögen einschliesslich der Erträge (Einkommen) aus gepachteter Land- und Forstwirtschaft, werden nur in dem Staate zu den direkten Steuern herangezogen, in dem sich das Vermögen befindet.

2) Dieser Grundsatz gilt auch für die auf Grundstücken sichergestellten Hypothekarforderungen und andere in gleicher Art sichergestellte Rechte.

3) Die Bestimmungen der Absätze (1) und (2) gelten auch dann, wenn der Ertrag (Einkommen) in Ausübung eines Handels- oder Gewerbebetriebes erworben wurde.

Artikel 3.

1) Handels- und Gewerbebetriebe einschliesslich der Bank-, Versicherungs- und Verkehrsunternehmen, jedoch mit Ausschluss der Luftschiffahrtunternehmen, sowie Erträge und Einkommen daraus, werden zu den direkten Steuern nur in dem Staate herangezogen, in welchem eine Betriebsstätte zur Ausübung der Unternehmung unterhalten wird.

2) Als Betriebsstätten gelten die Hauptanstalt, die Zweigniederlassungen, Produktionsstätten (Fabriken), Büros, Ein- und Verkaufsstellen, ständige Warenlager, sowie sonstige ständige Geschäftseinrichtungen zur Ausübung des Betriebes durch den Unternehmer, Teilhaber oder ständigen Vertreter.

3) Befinden sich Betriebsstätten desselben Unternehmens in den Gebieten beider Vertragsstaaten, so soll die Heranziehung zu den direkten Steuern in jedem Gebiete nur nach Massgabe des von der inländischen Betriebsstätte aus stattfindenden Betriebes erfolgen.

4) Die Finanzminister der beiden Staaten können Bestimmungen über eine angemessene Aufteilung der Erträge und Einkommen solcher Unternehmungen vereinbaren.

5) Wie Erwerbsunternehmen sind auch Beteiligungen an gesellschaftlichen Unternehmungen zu behandeln, mit Ausnahme der durch Wertpapiere verkörpertten Beteiligungen an Gewerkschaften, Aktiengesellschaften und Kommanditgesellschaften auf Aktien.

6) Es bleibt der polnischen Regierung unbenommen, den ohne Unterhalten einer Betriebsstätte gewerbmässig ausgeübten Einkauf inländischen Rohstoffen, von Erzeugnissen der Land- und Forstwirtschaft, von Haustieren, Geflügel und anderen Waren, in der nach dem polnischen Gesetze über die staatliche Gewerbesteuer in der Fassung der Kundmachung des Finanzministers von 27. Jänner 1932. Gesetzblatt Stück 17, Nr. 110, mit dem Worte Zusammenkauf (skup zawodowy) bezeichneten Form, sofern dieser Einkauf zum Zwecke des Wiederverkaufes oder der Ausfuhr erfolgt, der direkten Besteuerung zu unterwerfen. Dadurch wird die den vorangehenden Absätzen entsprechende österreichische Besteuerung nicht berührt.

7) Luftschiffahrtunternehmen unterliegen der Besteuerung nur in dem Staate, in dem sich die tatsächliche Leitung der Unternehmung befindet.

Artykuł 4.

Zajęcia zawodowe i inne zatrudnienia o celach zarobkowych nie wyłączając wolnych zawodów, jak również przychody i dochody z tych zajęć podlegają podatkowi bezpośredniemu wyłącznie na obszarze tego Państwa, w którym działalność jest wykonywana ze stałego ośrodka. O ile stałe ośrodki znajdują się na obszarze obu Państw, mają odpowiednie zastosowanie postanowienia ustępów (3) i (4) artykułu 3.

Artykuł 5.

1) Uposażenia służbowe (pobory, płace i inne wynagrodzenia za pracę), które są wypłacane z tytułu istniejącego stosunku służbowego lub z tytułu najmu pracy, podlegają podatkowi bezpośredniemu tylko w tem Państwie, w którym działalność, podlegająca wynagrodzeniu, jest wykonywana; o ile działalność ta wykonywana jest na obszarze obu umawiających się Państw lub i na innych obszarach, wówczas opodatkowanie następuje według miejsca zamieszkania osoby uprawnionej do pobierania uposażenia. Zaopatrzenia emerytalne, ubezpieczeniowe i t. p., które są wypłacane z tytułu byłego stosunku służbowego lub z tytułu najmu pracy, podlegają opodatkowaniu wyłącznie w tem Państwie, w którym ma miejsce zamieszkania osoba uprawniona do pobierania tych zaopatrzeń. W przypadku podwójnego miejsca zamieszkania mają odpowiednie zastosowanie postanowienia ustępu (2) artykułu 8.

2) Uposażenia służbowe i wszelkiego rodzaju zaopatrzenia emerytalne, wypłacane z kas publiczno-prawnych związków terytorjalnych, podlegają podatkowi bezpośredniemu wyłącznie w tem Państwie, z którego one płyną.

Artykuł 6.

Specjalny podatek od tantjem i z wszelkich innych wynagrodzeń, nie będących przychodem z tytułu stosunku służbowego lub z tytułu najmu pracy, wypłacanych osobom wchodzącym w skład władz spółek i innych zrzeszeń (podatek od przychodu z tantjem), pobiera tylko to Państwo, na którego obszarze znajduje się faktyczne kierownictwo spółki akcyjnej lub innego zrzeszenia.

Artykuł 7.

Podatek od kapitałów lub rent z przychodów z lokaty kapitałów ruchomych, w szczególności z procentów i przychodów z wkładów oszczędnościowych, z niezabezpieczonych hipotecznie wierzytelności, z obligacyj, z wkładów na rachunek bieżący i z wszelkiego rodzaju papierów wartościowych pobiera jedynie to Państwo, na którego obszarze dłużnik ma miejsce zamieszkania albo na którego obszarze znajduje się miejsce faktycznego kierownictwa osoby prawnej, o ile dłużnikiem jest osoba prawna.

Artykuł 8.

1) W przypadku, gdy nie mają zastosowania postanowienia poprzednich artykułów, obywatele polscy i austriaccy podlegają podatkowi bezpośredniemu tylko w tem Państwie, w którym mają zamieszkanie, względnie w braku zamieszkania — pobyt.

2) O ile miejsce zamieszkania znajduje się w obu Państwach, wówczas podatnik podlega opodatkowaniu w każdym z tych Państw tylko od tej części podstawy opodatkowania, która odpowiada stosunkowi trwania pobytu w okresie miarodajnym dla wymiaru podatku, przyczem pobyt poza obszarem obu umawiających się Państw, należy uważać za pobyt w tem Państwie,

Artikel 4.

Berufsbeschäftigungen und andere Berufstätigkeiten einschliesslich der freien Berufe sowie Erträge und Einkommen daraus werden zu den direkten Steuern nur auf dem Gebiete jenes Staates herangezogen, in welchem die Tätigkeit von einem festen Mittelpunkt aus stattfindet. Befinden sich in beiden Staatsgebieten feste Mittelpunkte, so finden die Bestimmungen des Artikels 3, Absätze (3) und (4), entsprechende Anwendung.

Artikel 5.

1) Dienstbezüge (Gehalte, Löhne und sonstige Arbeitsentlohnungen), die für ein bestehendes Dienst- oder Lohnverhältnis ausgezahlt werden, sind zu den direkten Steuern nur in dem Staate heranzuziehen, in dem die entlohnte Tätigkeit ausgeübt wird; erstreckt sich diese Tätigkeit auf beide oder mehrere Staatsgebiete, so richtet sich die Besteuerung nach dem Wohnsitz des Bezugsberechtigten. Ruhegehälter, Versorgungsbezüge u. dgl., die für ein bestandenes Dienst- oder Lohnverhältnis ausgezahlt werden, unterliegen der Besteuerung nur in dem Staate, in dem der Bezugsberechtigte seinen Wohnsitz hat. Bei doppeltem Wohnsitz finden die Bestimmungen des Artikels 8, Absatz (2), Anwendung.

2) Dienstbezüge und Ruhegehälter aller Art, die aus den Kassen öffentlich-rechtlicher Gebietskörperschaften gezahlt werden, unterliegen den direkten Steuern nur im Staate, aus dem sie fliessen.

Artikel 6.

Die besondere Abgabe von Tantiemen und allen anderen Bezügen, die sich nicht als Einkünfte aus einem Dienst- oder Lohnverhältnis darstellen und den Mitgliedern des leitenden Vertretungsorganes von Aktiengesellschaften und anderen Körperschaften ausgezahlt werden (Ertragssteuer von Tantiemen) steht nur dem Staate zu, auf dessen Gebiet sich die tatsächliche Leitung der auszahlenden Körperschaft befindet.

Artikel 7.

Der Kapitalertrag — oder Rentensteuer von Einkünften aus der Anlage beweglichen Kapitalvermögens, insbesondere von Zinsen und Erträgen aus Spareinlagen, nichthypothekierten Forderungen, Obligationen, Einlagen in laufender Rechnung und Wertpapieren aller Art steht dem Staate zu, auf dessen Gebiet der Schuldner seinen Wohnsitz oder, wenn er eine juristische Person ist, den Sitz der tatsächlichen Leitung hat.

Artikel 8.

1) Soweit nicht die Bestimmungen der vorangehenden Artikel Anwendung zu finden haben, werden die österreichischen und polnischen Staatsangehörigen zu den direkten Steuern nur in dem Staate herangezogen, in welchem sie ihren Wohnsitz oder in Ermangelung eines solchen ihren Aufenthalt haben.

2) Besteht ein Wohnsitz in beiden Staaten, so wird der Steuerpflichtige in jedem der beiden Staaten nur mit dem Teile der Besteuerungsgrundlage zur Steuer herangezogen, der dem Verhältnis der Aufenthaltsdauer während des für die Besteuerung massgebenden Zeitraumes entspricht. Dabei ist ein Aufenthalt ausserhalb der vertragschliessenden Staaten als Aufenthalt in dem Staate

którego przynależność posiada podatnik. O ile jedno z miejsc zamieszkania jest wyłącznem miejscem zamieszkania rodziny podatnika, wówczas opodatkowaniu w tem Państwie podlega co najmniej połowa podstawy wymiaru podatku. W odniesieniu do osób, które mają miejsce zamieszkania również i poza obszarem obu umawiających się Państw, Ministrowie Skarbu mają dla poszczególnych przypadków ustalić specjalne normy. Opodatkowanie spadków wakujących następuje według przynależności państwowej spadkodawcy.

3) Za miejsce zamieszkania w rozumieniu niniejszej umowy uważa się to miejsce, gdzie podatnik ma mieszkanie wśród okoliczności, uzasadniających domniemanie, że ma on zamiar utrzymania tego mieszkania.

Artykuł 9.

Przy wymiarze stałego podatku majątkowego mają odpowiednie zastosowanie ustalone w poprzednich artykułach zasady co do podatku dochodowego.

Artykuł 10.

1) Poprzednie postanowienia mają odpowiednie zastosowanie w odniesieniu do osób prawnych z tem, że za ich miejsce zamieszkania należy uważać miejsce faktycznego kierownictwa.

2) Prawo jednak włączenia przychodów, określonych w artykule 2, do podstaw wymiaru podatku przypadającego od osób prawnych, nie zostaje naruszone, chyba że przychody te należą do zakładu znajdującego się na obszarze drugiego Państwa.

Artykuł 11.

Niniejsza umowa nie ma zastosowania przy opodatkowaniu handlu obnośnego, rozwoźnego i jarmarcznego; opodatkowanie to następuje w każdym Państwie według własnego ustawodawstwa.

Artykuł 12.

Celem uniknięcia podwójnego opodatkowania w przypadkach, które nie zostały wyraźnie przewidziane w niniejszej umowie, oraz celem usunięcia wątpliwości przy wykładni poszczególnych jej postanowień jak również trudności przy ich wykonaniu, jako też celem osiągnięcia jednolitego postępowania w poszczególnych przypadkach, Ministrowie Skarbu obu umawiających się Państw porozumiają się co do wydania odpowiednich zarządzeń, odpowiadających intencji niniejszej umowy.

Artykuł 13.

Umawiające się Państwa będą udzielały sobie wzajemnej pomocy prawnej przy wymiarze danin publicznych zarówno w postępowaniu wymiarowym jak i odwoławczem, jako też przy skutecznianiu dorczeń. Obydwa Państwa będą sobie udzielały wzajemnej pomocy prawnej również i przy przymusowem ściąganiu danin. Ministrom Skarbu obu umawiających się Państw zastrzega się ustalenie w drodze szczególnych porozumień przepisów wykonawczych w tym względzie, w szczególności postanowień co do zakresu pomocy prawnej przy przymusowem ściąganiu danin, co do użycia przytem środków i organów, jak również co do przekazywania ściągniętych należności i co do przerachowywania podlegających ściąganiu należności.

anzurechnen, dessen Staatsangehörigkeit der Steuerpflichtige besitzt. Ist einer dieser Wohnsitze der ausschliessliche Familienwohnsitz des Steuerpflichtigen, so ist im Staate dieses Wohnsitzes zumindest die Hälfte der Besteuerungsgrundlage der Steuer zu unterwerfen. Für Personen, die ausserhalb der Vertragsstaaten noch einen weiteren Wohnsitz haben, können die Finanzminister von Fall zu Fall eine besondere Regelung treffen. Für die Besteuerung ruhender Erbschaften ist die Staatsangehörigkeit des Erblassers massgebend.

3) Einen Wohnsitz im Sinne dieses Vertrages hat jemand dort, wo er eine Wohnung unter Umständen innehat, die auf die Absicht der Beibehaltung einer solchen schliessen lassen.

Artikel 9.

Für die laufende Vermögenssteuer gelten die sich nach den vorangehenden Artikeln für die Einkommensbesteuerung ergebenden Grundsätze sinngemäss.

Artikel 10.

1) Die vorstehenden Bestimmungen finden auf juristische Personen sinngemäss mit der Massgabe Anwendung, dass an Stelle des Wohnsitzes der Sitz der tatsächlichen Leitung zu treten hat.

2) Die Einbeziehung von Erträgen der im Artikel 2 genannten Art in die Besteuerung juristischer Personen wird dadurch nicht berührt, sofern solche Erträge nicht einer Betriebsstätte im anderen Staate zugehören.

Artikel 11.

Der gegenständliche Vertrag bezieht sich nicht auf die Besteuerung des Hausier- und Wandergewerbes und des auf Jahrmärkten ausgeübten Handels; diese Besteuerung richtet sich in beiden Staaten nach der inländischen Gesetzgebung.

Artikel 12.

Zur Vermeidung der Doppelbesteuerung in jenen Fällen, welche in diesem Vertrage nicht ausdrücklich geregelt sind, und zur Beseitigung von Zweifeln über die Auslegung einzelner Bestimmungen des Vertrages und von Schwierigkeiten der Durchführung der Vertragsbestimmungen, sowie zur Erzielung eines übereinstimmenden Vorgehens in Einzelfällen, werden die Finanzminister der beiden Staaten miteinander behufs Erlassung geeigneter Verfügungen im Geiste dieses Vertrages in Verbindung treten.

Artikel 13.

Die beiden Staaten werden sich bei der Bemessung von öffentlichen Abgaben, sowohl im Veranlagungs- als im Rechtsmittelverfahren, sowie bei der Vornahme von Zustellungen Rechtshilfe leisten. Sie werden sich auch bei der Eintreibung von Abgaben gegenseitig Rechtshilfe gewähren. Die Bestimmungen über die Durchführung, insbesondere Bestimmungen über den Umfang der Eintreibungsrechtshilfe, die dabei zu verwendenden Mittel und Organe sowie über die Abfuhr von Vollstreckungserlösen und über die Umrechnung der einzutreibenden Beträge bleiben besonderen Uebereinkommen der beiderseitigen Finanzminister vorbehalten.

Artykuł 14.

1) Niniejsza umowa będzie ratyfikowana i dokumenty ratyfikacyjne będą wymienione w Warszawie w możliwie najkrótszym czasie.

2) Niniejsza umowa wchodzi w życie w czternaście dni po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych i ma zastosowanie do danin przypadających począwszy od 1 stycznia 1932 r.

3) Niniejsza umowa będzie obowiązywać tak długo, dopóki jedno z umawiających się Państw jej nie wypowie ; o ile wypowiedzenie nastąpi najpóźniej na sześć miesięcy przed upływem roku kalendarzowego, wówczas umowa traci moc obowiązującą z końcem tegoż roku kalendarzowego w przeciwnym razie z końcem następnego roku kalendarzowego.

Na dowód czego pełnomocnicy podpisali niniejszą umowę w Wiedniu w dniu dwudziestego drugiego kwietnia tysiąc dziewięćset trzydziestego drugiego roku w dwóch równobrzmiących oryginałach w języku polskim i niemieckim, przyczem oba teksty są w równym stopniu autentyczne.

Za Rzeczpospolitą Polską :

J. ŁUKASIEWICZ.

Edward WERNER.

Za Republikę Austriacką :

Dr. Alfred KEMPF.

Dr. Rudolf EGGER.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY.

Przy podpisaniu umowy zawartej dnia dzisiejszego między Rzeczpospolitą Polską a Republiką Austriacką o zapobieżeniu podwójnemu opodatkowaniu w dziedzinie podatków bezpośrednich oraz o pomocy prawnej w sprawach danin, podpisani pełnomocnicy zgodzili się na następujące postanowienie :

O ile w Rzeczypospolitej Polskiej w miejsce obecnego podatku przemysłowego od obrotu wejdzie w życie podatek od obrotu oparty na zasadach jednorazowego poboru podatku za późniejsze fazy obrotów oraz podatku wyrównawczego przy wwozie towarów, to ten podatek od obrotu nie będzie podpadał pod postanowienia niniejszej umowy.

WIEDEŃ, dnia 22 kwietnia 1932 r.

J. ŁUKASIEWICZ.

Edward WERNER.

Dr. Alfred KEMPF.

Dr. Rudolf EGGER.

Artikel 14.

- 1) Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen ehestmöglich in Warschau ausgetauscht werden.
- 2) Der Vertrag tritt 14 Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und findet auf Abgaben, die die Zeit vom 1. Jänner 1932 an betreffen, Anwendung.
- 3) Dieser Vertrag soll solange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der vertragsschliessenden Staaten gekündigt wird; erfolgt die Kündigung spätestens 6 Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres, verliert der Vertrag für das nächstfolgende, andernfalls für das zweitfolgende Kalenderjahr seine Wirksamkeit.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den vorliegenden Vertrag in Wien am zweiundzwanzigsten April eintausend neunhundert zweiunddreissig in zwei gleichlautenden Urschriften in deutscher und polnischer Sprache unterfertigt, wobei beide Texte in gleicher Weise authentisch sind.

Für die Republik Oesterreich:

Dr. Alfred Kempf.
Dr. Rudolf EGGER.

Für die Republik Polen:

J. ŁUKASIEWICZ.
Edward WERNER.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des zwischen der Republik Oesterreich und der Republik Polen am heutigen Tage abgeschlossenen Vertrages zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der direkten Steuern, sowie über Rechtshilfe in Abgabensachen, haben sich die unterzeichneten Bevollmächtigten über Nachstehendes geeinigt:

Wenn in der Republik Polen an Stelle der jetzigen Gewerbesteuer vom Umsatz eine nach den Grundsätzen der Phasenpauschalierung und Ausgleichsbelastung bei der Einfuhr aufgebaute Umsatzsteuer treten wird, so wird diese Umsatzsteuer aus dem Rahmen dieses Vertrages fallen.

WIEN, am 22. April 1932.

J. ŁUKASIEWICZ.
Edward WERNER.
Dr. Alfred KEMPF.
Dr. Rudolf EGGER.

¹ TRADUCTION.

N^o 3304. — TRAITÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE D'IMPÔTS DIRECTS ET DE RÉGLER L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE FISCALE. SIGNÉ A VIENNE, LE 22 AVRIL 1932.

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, désireuses d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs et de régler l'assistance judiciaire en matière fiscale, ont résolu de conclure un traité. A cet effet, ils ont désigné pour plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le D^r Alfred KEMPF, chef de section au Ministère fédéral des Finances à Vienne ; et
Le D^r Rudolf EGGER, conseiller ministériel au Ministère fédéral des Finances ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. ŁUKASIEWICZ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Pologne à Vienne ; et
M. Edward WERNER, directeur de département au Ministère des Finances à Varsovie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Le présent traité concerne :

a) Pour autant qu'il s'agit des dispositions des articles 2 à 12, les impôts directs présents et futurs perçus par l'Etat (la Confédération) et par les autres collectivités territoriales de droit public sur les bénéfices, le revenu, la fortune et l'activité commerciale et industrielle (professionnelle), ainsi que les surtaxes de toutes sortes afférentes auxdits impôts ;

b) Pour autant qu'il s'agit des dispositions de l'article 13, les taxes publiques perçues par l'Etat (la Confédération) et les autres collectivités territoriales de droit public, ainsi que les surtaxes additionnelles perçues en même temps que ces taxes, à l'exclusion des droits de douane et des taxes de consommation ; toutefois, l'impôt sur le chiffre d'affaires et la taxe de luxe (*Umsatz- und Luxussteuer*) ne seront pas considérés comme taxes de consommation.

2. En cas de doute, il appartiendra aux ministres des Finances des deux Etats de déterminer d'un commun accord dans laquelle de ces catégories doit rentrer une taxe donnée.

3. Les dispositions visées au littéra a) du paragraphe premier s'appliquent aux ressortissants autrichiens et polonais ; toutefois, il sera loisible d'en étendre l'application à d'autres contribuables

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3304. — TREATY BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE POLISH REPUBLIC, FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION IN THE FIELD OF DIRECT TAXES AND TO PROVIDE FOR JUDICIAL ASSISTANCE IN CONNECTION WITH FISCAL MATTERS. SIGNED AT VIENNA, APRIL 22, 1932.

THE REPUBLIC OF AUSTRIA and THE POLISH REPUBLIC, being desirous of avoiding double taxation in the field of direct taxes, as also of providing for judicial assistance in connection with fiscal matters, have resolved to conclude a Treaty, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Dr. Alfred KEMPF, Chief of Section at the Federal Ministry of Finance at Vienna, and
Dr. Rudolf EGGER, Ministerial Counsellor at the Federal Ministry of Finance ;

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. ŁUKASIEWICZ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Poland at Vienna,
M. Edward WERNER, Director of Department at the Ministry of Finance at Warsaw ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

1. This Treaty concerns :

(a) For the purpose of Articles 2 to 12, all present or future direct taxes levied by the Polish State or Austrian Confederation and all or any other territorial public law corporate units on profits, income, capital or the exercise of a business or trade (professional occupation), together with all supplements or additions to such taxes.

(b) For the purpose of Article 13, all public dues levied by the Polish State or Austrian Confederation and all or any other territorial public law corporate units, together with all supplements or additions levied in conjunction with such dues, other than Customs duties and duties on consumption : for which purpose taxes on turnover and luxuries shall not be regarded as duties on consumption ².

2. All questions as to whether a particular due falls within one or other of the categories of dues mentioned above shall be determined by agreement between the Finance Ministers of the two countries.

3. The provisions of paragraph 1 a shall apply to Austrian and Polish nationals, the question of their application to other tax-payers being left for decision by agreement between the Finance

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² In the German text " for which purpose the Tax on Turnover and Luxuries (*Umsatz- und Luxussteuer*) shall not count as a duty on consumption ".

en vertu d'un accord à intervenir, dans chaque cas, entre les ministres des Finances des deux Etats ; les dispositions visées au littéra *b*) sont applicables à tous les contribuables, quelle que soit leur nationalité.

Article 2.

1. Les revenus et autres produits des biens immobiliers, y compris les revenus et autres produits des exploitations agricoles et forestières affermées, ne seront soumis aux impôts directs que dans l'Etat où sont situés ces biens.

2. La même règle s'applique également aux créances hypothécaires immobilières et aux autres droits garantis de la même manière.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 s'appliquent également aux bénéfices (revenus) tirés des entreprises commerciales ou industrielles.

Article 3.

1. Les entreprises commerciales et industrielles, y compris les banques et entreprises d'assurance et de transport, à l'exclusion toutefois des entreprises de navigation aérienne, ainsi que les bénéfices et revenus qui en dérivent, ne seront soumis aux impôts directs que dans l'Etat où l'entreprise dont il s'agit a un établissement.

2. On entend par « établissement » (*Betriebsstätte*), l'établissement principal, les succursales ou agences, les établissements de production (fabriques), les bureaux, les locaux d'achat et de vente, les magasins permanents, ainsi que toutes autres installations commerciales permanentes servant à l'exploitation de l'entreprise par le chef d'entreprise lui-même, un associé ou un représentant permanent.

3. Une entreprise ayant des établissements sur le territoire des deux Etats ne sera assujettie aux impôts directs dans chacun des Etats qu'à raison des opérations effectuées par l'établissement situé sur son territoire.

4. Les ministres des Finances des deux Etats pourront convenir de dispositions concernant une juste ventilation des bénéfices et revenus de ces entreprises.

5. Seront également considérées comme entreprises lucratives les parts sociales, à l'exception des participations dans les sociétés minières (*Gewerkschaften*), sociétés par actions (*Aktiengesellschaften*) et sociétés en commandite par actions (*Kommanditgesellschaften auf Aktien*), constatées par la création matérielle de titres.

6. Le Gouvernement polonais se réserve le droit de soumettre aux impôts directs les achats commerciaux de matières premières indigènes, de produits agricoles et forestiers, d'animaux domestiques, de volailles et d'autres marchandises, effectués directement — sans que l'acheteur ait un établissement commercial — sous la forme appelé *skup zawodowy* (achat commercial), dans la loi polonaise sur les impôts commerciaux perçus par l'Etat (*podatek przemysłowy*), dans la teneur de l'avis du ministre des Finances en date du 27 janvier 1932 (*Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej*, N° 17, titre 110), pour autant que ces achats ont lieu en vue de la revente ou de l'exportation. La présente disposition n'affecte pas les impôts perçus en Autriche conformément aux précédents paragraphes.

7. Les entreprises de navigation aérienne ne sont imposables que dans l'Etat où se trouve la direction effective de l'entreprise.

Article 4.

Les occupations professionnelles et autres activités lucratives, y compris les professions libérales, ainsi que les bénéfices et revenus qui en dérivent, ne sont soumis aux impôts directs que dans l'Etat où l'intéressé aurait un bureau ou un centre d'activité fixe. S'il existe des centres d'activité fixes dans les deux Etats, les dispositions de l'article 3, paragraphes 3 et 4, seront applicables, *mutatis mutandis*.

Ministers of the two countries in each particular case. The provisions of paragraph 1 b shall apply to all tax-payers irrespective of nationality.

Article 2.

1. Profits, income from immovable property, including profits or income from leased agricultural or forest properties, shall be subject to direct taxation only in the State in which the property is situate.

2. The same principle shall apply equally to mortgages or similar claims secured on landed properties.

3. The provisions of paragraphs (1) and (2) shall apply equally to profits or income earned in the exercise of a trade or industry.

Article 3.

1. Trades and industries, including banking, insurance and transport undertakings other than air transport undertakings, and profits or income derived therefrom, shall be subject to direct taxation only in the State in which a business establishment is maintained for the conduct of the undertaking.

2. The term "business establishment" (*Betriebsstätte*) shall be taken to mean the head office, branch establishments, workshops or factories, offices, places of purchase or sale, permanent warehouses or other permanent establishments for the conduct of the business by the owner or his partners or permanent representatives.

3. If one and the same undertaking has business establishments in each of the two Contracting States, it shall be subject to direct taxation in each State only in proportion to the volume of business done by the establishment situate in that State.

4. The Finance Ministers of the two States may issue agreed regulations for the equitable apportionment of the profits or income derived from such undertakings.

5. Participations in undertakings in the form of companies, other than participations in the form of stocks or shares in mining companies (*Gewerkschaften*), share companies (*Aktiengesellschaften*) and commandite share companies (*Kommanditgesellschaften auf Aktien*), shall count as profit-earning undertakings.

6. The Polish Government shall have the right to tax directly purchases of raw materials, agricultural or forest products, domestic animals, poultry and other articles, where such purchases are effected, without the maintenance of a business establishment, as "trade purchases" (*skup zawodowy*) within the meaning of the Polish Law concerning the State Tax on Commercial Occupations (*podatek przemysłowy*) as amended by the Finance Minister's Proclamation of January 27, 1932 (*Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej*, No. 17, item 110) with a view to resale or export. Taxation in Austria in accordance with the preceding paragraphs shall not be affected thereby.

7. Air transport undertakings shall be subject to taxation only in the State in which the centre of effective management of the undertaking is situate.

Article 4.

Professional or other activities including the liberal professions, and profits or income derived therefrom, shall be subject to direct taxation only in the State in which such activities are carried on from a permanent centre. If there are permanent centres in both States, the provisions of Article 3, paragraphs 3 and 4, shall be applicable, *mutatis mutandis*.

Article 5.

1. Les rémunérations de services (traitements, salaires et autres rétributions du travail) payées à raison d'un contrat de service ou de louage de travail en cours, ne sont soumises aux impôts directs que dans l'Etat où s'exerce l'activité rémunérée. Si cette activité s'exerce sur le territoire des deux Etats, ou sur d'autres territoires, l'imposition sera déterminée par le domicile de l'ayant droit. Les pensions de retraite, autres pensions ou allocation, etc., payées à raison d'un ancien contrat de service ou de louage de travail ne sont imposables que dans l'Etat où l'ayant droit est domicilié. En cas de double domicile, il sera fait application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 8.

2. Les rémunérations de services, et les pensions de retraite de toutes sortes payées par les caisses des collectivités territoriales de droit public ne sont soumises aux impôts directs que dans l'Etat d'où elles proviennent.

Article 6.

L'impôt spécial sur les tantièmes et autres émoluments payés aux membres des conseils d'administration des sociétés anonymes et autres associations et qui ne constituent pas un revenu dérivé d'un contrat de service ou d'un louage de travail (impôt sur les tantièmes) sera perçu uniquement par l'Etat sur le territoire duquel se trouve la direction effective de la société anonyme ou association qui verse lesdits tantièmes et émoluments.

Article 7.

L'impôt sur les revenus des capitaux ou impôt sur les rentes (*Kapitalertrags- oder Rentensteuer*) (*podatek od Kapitałow lub rent*) frappant les revenus dérivés du placement de capitaux mobiliers, notamment les intérêts et produits des dépôts de caisses d'épargne, des créances non gagées sur hypothèque, des obligations, des dépôts en compte courant, et des valeurs mobilières de toute nature, sera perçu par l'Etat sur le territoire duquel se trouve le domicile du débiteur ou, s'il s'agit d'une personne morale, le siège de sa direction effective.

Article 8.

1. Dans les cas où les dispositions des articles précédents ne seront pas applicables, les ressortissants autrichiens et polonais ne seront assujettis aux impôts directs que dans l'Etat où ils auront leur domicile (*Wohnsitz*) ou, à défaut, leur résidence (*Aufenthalt*).

2. Au cas où le contribuable serait domicilié dans les deux Etats, il ne sera assujetti à l'impôt dans chacun d'eux que pour la fraction imposable correspondant à la durée de son séjour pendant la période d'imposition. Tout séjour dans un Etat tiers comptera dans la durée du séjour passé dans l'Etat dont l'assujetti est ressortissant. Si l'un de ces domiciles est le domicile unique de la famille de l'assujetti, la moitié au moins de la matière imposable sera soumise à l'impôt dans l'Etat de ce domicile. En ce qui concerne les personnes qui ont encore un autre domicile dans un Etat tiers, les ministres des finances des deux Etats pourront établir dans chaque cas des règles spéciales. L'imposition des successions vacantes dépend de la nationalité du *de cuius*.

3. On entend par domicile (*Wohnsitz*) au sens du présent traité toute habitation occupée dans des circonstances qui font présumer l'intention de la conserver.

Article 5.

1. Emoluments (salaries, wages or other remuneration of labour), which are paid in respect of an existing service or wage relationship, shall be subject to direct taxation only in the State in which the remunerated activity is carried on : if such activity extends to both States or to a number of States, the recipient of the emoluments shall be taxable in the State in which he is domiciled. Retired pay, pensions and the like, which are paid in respect of a post service or wage relationship, shall be subject to taxation only in the State in which the recipient is domiciled. In cases of double domicile the provisions of Article 8, paragraph 2, shall be applicable.

2. Salaries and pensions of any kind, which are paid out of the funds of territorial public law corporate units, shall be subject to direct taxation only in the State from which they are derived.

Article 6.

The special tax on directors' fees and all or any other emoluments, not being income received in respect of a service or wage relationship, which are paid to the members of the representative managing bodies of share companies or other corporations (*Ertragsteuer von Tantiemen*) (*podatek od przychodu z tantiem*) shall accrue exclusively to the State, in which the effective management of the corporation paying the fees or emoluments is situate.

Article 7.

The tax on income from capital and annuities (*Kapitalertrags- oder Rentensteuer*) (*podatek od Kapitałów lub rent*), derived from the investment of movable capital assets and, in particular, interest and income from invested savings, uncharged claims, bonds and debentures, deposits on deposit or current account and securities of any kind, shall accrue exclusively to the State in whose territory the obligor has his domicile or, if a legal person, his seat of effective management.

Article 8.

1. Where the provisions of preceding articles are not applicable, Austrian and Polish nationals shall be subject to direct taxation only in the State in which they have their domicile (*Wohnsitz*) or, in default of domicile, their residence (*Aufenthalt*).

2. If there is a domicile in both States, the tax-payer shall be taxable in each State only in respect of that part of the amount taken as the basis of assessment which corresponds to the proportion of the total period for which the tax is assessed during which he resided in the State concerned. Residence in a third State during the period for which the tax is assessed shall count as residence in the State of which the tax-payer is a national. Should one of the domiciles in question be the sole domicile of the tax-payer's family, at least one-half of the amount taken as the basis of assessment shall be taxable in the State in which such domicile is situate. In the case of persons domiciled in third States as well as in the Contracting States special arrangements may be made by the Finance Ministers in each particular instance. Legacies in abeyance shall be taxable by the State of which the testator was a national.

3. Domicile (*Wohnsitz*) for the purpose of this Treaty shall mean any habitation occupied under conditions which imply an intention to retain it continuously.

Article 9.

Les principes applicables à l'impôt sur le revenu en vertu des précédents articles seront applicables, *mutatis mutandis*, à l'impôt courant sur la fortune (*Vermögenssteuer*) (*podatek majątkowy*).

Article 10.

1. Les précédentes dispositions sont applicables, *mutatis mutandis*, aux personnes morales, le siège de la direction effective tenant lieu de domicile.

2. Cette disposition n'affecte en rien l'imposition des bénéfices tirés par une personne morale des sources mentionnées à l'article 2, à moins que ces bénéfices ne reviennent à un établissement situé dans un autre Etat.

Article 11.

Le présent traité n'est pas applicable à l'imposition du commerce ambulant ou du colportage, ni du commerce sur les foires ou marchés, qui est réglée par la législation interne des deux Etats.

Article 12.

Les ministres des finances des deux Etats se concerteront en vue d'édicter, dans l'esprit du présent traité, des mesures destinées à éviter la double imposition dans les cas qui n'y sont pas expressément prévus, à résoudre les difficultés d'interprétation et d'application des diverses dispositions du traité et à assurer une action concordante dans les cas d'espèce.

Article 13.

Les deux Etats se prêteront un concours réciproque pour déterminer l'assiette et la quotité des impôts publics, ainsi qu'en matière de voies de recours et pour la signification des actes. Ils se prêteront également une assistance réciproque pour le recouvrement des impôts. Il appartiendra aux ministres des finances des deux Etats de s'entendre sur les modalités d'application et de prévoir notamment l'étendue de l'assistance judiciaire en matière de recouvrement, les voies et moyens à utiliser à cet effet, ainsi que le transfert des sommes recouvrées par voie d'exécution et la conversion des sommes à recouvrer.

Article 14.

1. Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Varsovie aussitôt que possible.

2. Le traité entrera en vigueur quatorze jours après la date de l'échange des instruments de ratification et sera applicable aux impôts qui auront pris naissance depuis le 1^{er} janvier 1932.

3. Le présent traité restera en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été dénoncé par l'une des Hautes Parties contractantes. Il cessera d'avoir effet à la fin de l'année civile où il aura été dénoncé, si

Article 9.

The principles applicable under preceding Articles to the taxation of income shall apply, *mutatis mutandis*, to the current tax on property (*Vermögenssteuer*) (*podatek majątkowy*).

Article 10.

1. The preceding provisions shall be applicable, *mutatis mutandis*, to legal persons, their centre of effective management being taken as equivalent to the domicile of physical persons.

2. The taxation of legal persons on profits of the kind specified in Article 2 shall not thereby be affected, provided such profits do not accrue to a business establishment in the other State.

Article 11.

The present Treaty does not concern the taxation of hawking or peddling or trading at fairs, which is left in both States to internal legislation.

Article 12.

To avoid double taxation in cases not explicitly governed by this Treaty, and to eliminate questions as to the interpretation of particular provisions of the Treaty and difficulties in the execution thereof, and further with a view to uniformity of procedure in individual cases, the Finance Ministers of the two States shall concert together for the issue of appropriate instruction conforming with the spirit of the Treaty.

Article 13.

In the apportionment of public dues the two States shall afford each other mutual legal assistance in connection with assessment and appeal proceedings as well as in connection with the service of documents. They shall further afford each other mutual legal assistance in connection with the collection of public dues. The issue of executory provisions and, in particular, provisions with regard to the extent of the judicial assistance to be afforded in connection with the collection of public dues, the instruments and agents to be employed, and the transfer of the proceeds of executions and conversion of the sums to be collected, is reserved for special agreement between the Finance Ministers of the two States.

Article 14.

1. This Treaty shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw at the earliest possible date.

2. The Treaty shall come into force 14 days after the exchange of the instruments of ratification, and shall be applicable to taxes relating to the period on and after January 1, 1932.

3. This Treaty shall remain in force so long as it is not denounced by one of the Contracting Parties: should it be denounced not less than six months before the close of a calendar year, it shall

la dénonciation a eu lieu six mois au moins avant l'expiration de l'année ou, sinon, à la fin de l'année suivante.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité. Fait à Vienne, le vingt-deux avril mil neuf cent trente-deux, en deux exemplaires identiques, en langue allemande et polonaise, les deux textes faisant également foi.

Pour la République d'Autriche :

D^r Alfred KEMPF,
D^r Rudolf EGGER.

Pour la République polonaise :

J. ŁUKASIEWICZ,
Edward WERNER.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du traité conclu ce jour entre la République d'Autriche et la République polonaise, en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs et de régler la coopération judiciaire en matière fiscale, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Au cas où l'impôt commercial sur le chiffre d'affaires actuellement perçu dans la République polonaise serait remplacé par un impôt sur le chiffre d'affaires comportant la perception d'une taxe unique pour les mutations ultérieures, et d'une taxe compensatoire à l'importation, ce nouvel impôt sur le chiffre d'affaires ne tombera pas sous le coup des dispositions du présent traité.

Vienne, le 22 avril 1932.

J. ŁUKASIEWICZ.
Edward WERNER.
D^r Alfred KEMPF.
D^r Rudolf EGGER.

cease to be in force in the next calendar year : if denounced less than six months before the close of a calendar year, it shall cease to be in force in the next calendar year but one.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty in Vienna this twenty-second day of April, one thousand nine hundred and thirty-two, in two identic copies in Polish and German respectively, both texts being equally authentic.

For the Republic of Austria :

Dr. Alfred KEMPF.

Dr. Rudolf EGGER.

For the Polish Republic :

J. ŁUKASIEWICZ.

Edward WERNER.

FINAL PROTOCOL

In proceeding to sign the Treaty this day concluded between the Republic of Austria and the Polish Republic to avoid double taxation in the case of direct taxes and to provide for legal assistance in connection with fiscal matters, the undersigned Plenipotentiaries are agreed as follows :

If in the Polish Republic the present commercial tax on turnover (*podatek przemysłowy od obrotu*) should be replaced by a turnover tax (*podatek od obrotu*) based on the principle of lump sum payments with compensatory imposition on import, such new tax shall not come within the scope of this Treaty.

VIENNA, April 22, 1932.

J. ŁUKASIEWICZ.

Edward WERNER.

Dr. Alfred KEMPF.

Dr. Rudolf EGGER.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

Convention additionnelle au Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Buenos-Ayres le 2 février 1825, avec protocole, signés à Londres, le 1^{er} mai 1933, et Convention complémentaire, avec protocole et annexes, signés à Buenos-Ayres, le 26 septembre 1933, et note y relative de la même date.

ARGENTINE REPUBLIC
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

Additional Convention to the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation concluded at Buenos Aires on February 2, 1825, and Protocol, signed at London, May 1st, 1933, and Supplementary Agreement, and Protocol and Annexes, signed at Buenos Aires, September 26, 1933, and Note relating thereto of the Same Date.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3305. — CONVENCIÓN¹ ACCESORIA AL TRATADO DE AMISTAD, COMERCIO Y NAVEGACION CONCLUIDO EN BUENOS AIRES EL 2 DE FEBRERO DE 1825, ENTRE LA REPUBLICA ARGENTINA Y EL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE. FIRMADA EN LONDRES, EL 1º DE MAYO DE 1933.

Textes officiels espagnol et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République Argentine et par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 décembre 1933.

EL GOBIERNO DEL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA ARGENTINA ;

Reafirmando su común propósito de mantener y perfeccionar el Tratado² de Amistad, Comercio y Navegación firmado en Buenos Aires el 2 de Febrero de 1825 ; y

Considerando que, para acrecentar y facilitar el intercambio comercial entre la República Argentina, por una parte, y el Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte por la otra, es conveniente completar dicho Tratado de 1825 con algunas disposiciones adicionales concernientes a las relaciones comerciales entre ambos países ; y

Deseando concertar una Convención con ese objeto, han convenido en lo siguiente :

Artículo 1º.

1. El Gobierno del Reino Unido, reconociendo plenamente la importancia de la industria de la carne vacuna enfriada (chilled beef) en la vida económica de la República Argentina, no impondrá ninguna restricción a las importaciones en el Reino Unido, de carne vacuna enfriada procedente de la Argentina, en cualquier trimestre del año, que reduzca las importaciones a una cantidad inferior a la importada en el trimestre correspondiente del año terminado el 30 de Junio de 1932, a menos y tan sólo cuando a juicio del Gobierno del Reino Unido, después de haber consultado al Gobierno Argentino e intercambiado con éste toda información pertinente, ello fuera necesario para asegurar un nivel remunerativo de precios en el mercado del Reino Unido ; tal restricción no será mantenida si resultara que las importaciones así excluidas fueran reemplazadas por aumentos de las importaciones en el Reino Unido de otras clases de carne (siempre que no se trate de embarques experimentales de carne vacuna enfriada de otras partes de la Comunidad Británica de Naciones) que vinieran a neutralizar el efecto deseado sobre los precios.

2. Si debido a circunstancias imprevistas, el Gobierno del Reino Unido considera necesario que las importaciones de carne vacuna enfriada de la Argentina en el Reino Unido sean reducidas, en cualquier año, en un volumen mayor del 10 % por debajo de la cantidad importada en el año terminado el 30 de Junio de 1932, consultará con el Gobierno Argentino y con los Gobiernos de los

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 7 novembre 1933.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, tome VI (deuxième partie), page 670.

No. 3305. — ADDITIONAL CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC TO THE TREATY OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION CONCLUDED AT BUENOS AIRES, FEBRUARY 2, 1825. SIGNED AT LONDON, MAY 1, 1933.

Spanish and English official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the Argentine Republic and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place December 16, 1933.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC ;

Affirming their common determination to uphold and carry out the Treaty² of Amity, Commerce and Navigation signed at Buenos Aires on the 2nd February, 1825 ; and

Considering it to be expedient, in order to increase and facilitate trade and commerce between the Argentine Republic on the one hand and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on the other, to supplement the said treaty of 1825 by certain additional provisions relating to trade and commerce between these two countries ; and

Being desirous of concluding a convention for this purpose, have accordingly agreed as follows :

Article 1.

1. The Government of the United Kingdom, fully recognising the importance of the chilled beef industry to the economic life of Argentina, will not impose any restriction on the imports of chilled beef into the United Kingdom from Argentina in any quarter of a year below the quantity imported in the corresponding quarter of the year ended the 30th June, 1932, unless, and then only in so far as, it appears to the Government of the United Kingdom after consulting and exchanging all relevant information with the Argentine Government to be necessary in order to secure a remunerative level of prices in the United Kingdom market, and no such restriction will be maintained if it appears that the imports so excluded are being replaced by increased imports into the United Kingdom of other kinds of meat (other than experimental shipments of chilled beef from other parts of the British Commonwealth of Nations) with the result of neutralising the desired effect on prices.

2. If owing to unforeseen circumstances the Government of the United Kingdom consider it necessary that imports into the United Kingdom from Argentina of chilled beef should be reduced in any year to an amount more than 10 % below the quantity imported in the year ended the 30th June, 1932, they will consult with the Argentine Government and with the Governments

¹ The exchange of ratifications took place at London, November 7, 1933.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 12, page 29.

otros principales países exportadores (con inclusión de los que forman parte de la Comunidad Británica de Naciones) con objeto de convenir la reducción en las importaciones de carne vacuna enfriada y congelada de todos los países productores. El Gobierno del Reino Unido no reducirá las importaciones de carne vacuna enfriada de la Argentina, en un monto mayor del 10% por debajo de la cantidad importada en el año terminado el 30 de Junio de 1932, a menos que las importaciones de carne vacuna enfriada (excluidos los razonables embarques de carácter experimental) o de carne congelada en el Reino Unido, procedentes de todos los países exportadores de carne que forman parte de la Comunidad Británica de Naciones, sean reducidos también en un porcentaje igual al porcentaje de reducción de la carne vacuna enfriada argentina por debajo del noventa por ciento de la cantidad importada en el trimestre correspondiente del año terminado el 30 de Junio de 1932. El Gobierno del Reino Unido se compromete a no imponer ninguna restricción a las importaciones en el Reino Unido de carne vacuna u ovina congelada, mayor que las restricciones especificadas en la planilla H, del Convenio celebrado entre el Gobierno del Reino Unido y el Gobierno de la Confederación Australiana el 20 de Agosto de 1932, a menos que sean restringidas las importaciones de tales carnes procedentes de los países que forman parte de la Comunidad Británica de Naciones, y en esta eventualidad, se dará a la carne argentina un tratamiento justo y equitativo y se tendrán en cuenta todas las circunstancias pertinentes.

Artículo 2º.

1. Siempre que en la República Argentina funcione un sistema de control de cambios, las condiciones bajo las cuales se efectuará, en cualquier año, la disponibilidad de divisas extranjeras serán tales que para satisfacer la demanda para remesas corrientes de la Argentina al Reino Unido, se destine la suma total de cambio en libras esterlinas proveniente de la venta de productos argentinos en el Reino Unido, después de deducir una suma razonable anual para el pago del servicio de la deuda pública externa Argentina (nacional, provincial y municipal) pagadera en países que no sean el Reino Unido.

2. Previa la reserva anterior para el servicio de las deudas públicas externas, el orden en que el cambio en libras esterlinas así disponible será distribuido entre las diversas categorías de solicitantes de remesas al Reino Unido será resuelto mediante acuerdo entre el Gobierno Argentino y el Gobierno del Reino Unido.

3. Del cambio en libras esterlinas que quedase disponible, de acuerdo a las disposiciones del párrafo 1 anterior, para las remesas de la Argentina al Reino Unido durante el año 1933, se apartará el equivalente en libras esterlinas de 12.000.000 de pesos papel, con el fin de realizar pagos en efectivo hasta un importe a fijarse entre el Gobierno del Reino Unido y el Gobierno Argentino, con respecto a cada uno de los casos de saldos en pesos que, hasta el primero de Mayo de 1933, estuvieran esperando cambio en libras esterlinas para ser remitidos al Reino Unido.

4. El Gobierno Argentino ofrecerá emitir bonos en libras esterlinas en cambio de los saldos en pesos que hubiesen quedado al primero de Mayo de 1933 a la espera de cambio en libras esterlinas para ser remitidos al Reino Unido, después de haberse agotado los 12.000.000 de pesos papel a que se refiere el párrafo precedente. Estos bonos serán emitidos a la par, a un plazo de 20 años, comenzando su amortización a los 5 años de su emisión y devengarán un interés del 4 % anual.

El tipo de conversión y demás condiciones de los bonos, serán convenidos entre el Gobierno Argentino y una Comisión de representantes de los tenedores de los saldos en cuestión.

5. El Gobierno Argentino se compromete a que en ningún caso las solicitudes de cambio para remesas al Reino Unido, ya sea con respecto a los saldos en pesos o a las transacciones corrientes, serán tratadas menos favorablemente que las solicitudes similares de cambio para remitir a cualquier otro país.

6. El Gobierno del Reino Unido cooperará en la medida que le sea posible con el Gobierno Argentino, a fin de conseguir que la cantidad de cambio en libras esterlinas obtenido en la Argentina por la exportación de productos argentinos al Reino Unido, corresponda lo más exactamente que sea posible con el valor obtenido por tales productos en el mercado del Reino Unido, teniéndose debidamente en cuenta las deducciones necesarias en concepto de fletes, seguros, etcétera.

of the other chief meat-exporting countries (including those which are parts of the British Commonwealth of Nations) with a view to arranging for a reduction in the imports of chilled and frozen meat from all producing countries. The Government of the United Kingdom will not reduce the imports of chilled beef from Argentina to an amount more than 10 % below the quantity imported in the year ended the 30th June, 1932, unless the imports of chilled beef (other than reasonable shipments of an experimental nature) or of frozen meat into the United Kingdom from all the meat-exporting countries, parts of the British Commonwealth of Nations, are also reduced by a percentage equal to the percentage reduction of Argentine chilled beef below 90 % of the quantity imported in the corresponding quarter of the year ended the 30th June, 1932. The Government of the United Kingdom undertake that no restriction shall be imposed upon the imports into the United Kingdom of frozen beef, mutton or lamb in excess of those specified in Schedule H to the Agreement concluded between the Government of the United Kingdom and the Government of the Commonwealth of Australia on the 20th August, 1932, unless the imports of such meat from countries parts of the British Commonwealth of Nations are restricted, and in this event fair and equitable treatment will be given to Argentine meat, and all relevant circumstances will be taken into account.

Article 2.

1. Whenever any system of exchange control is in operation in Argentina, the conditions under which foreign currency shall be made available in any year shall be such as to secure that there shall be available, for the purpose of meeting applications for current remittances from Argentina to the United Kingdom, the full amount of the sterling exchange arising from the sale of Argentine products in the United Kingdom after deduction of a reasonable sum annually towards the payment of the service of the Argentine public external debts (national, provincial and municipal) payable in countries other than the United Kingdom.

2. Subject to the aforesaid provision being first made towards the service of the public external debts, the order in which the sterling exchange so made available shall be distributed among the various classes of applicants for remittances to the United Kingdom shall be settled by agreement between the Argentine Government and the Government of the United Kingdom.

3. Out of the sterling exchange becoming available in accordance with the provisions of paragraph 1 above for remittance to the United Kingdom from Argentina during the year 1933, the sterling equivalent of 12 million paper pesos shall be set aside for payment in cash, up to an amount in respect of each claim to be agreed between the Government of the United Kingdom and the Argentine Government, of claims in respect of peso balances awaiting on the 1st May, 1933, sterling exchange for remittance to the United Kingdom.

4. The Argentine Government will offer to issue sterling bonds in exchange for the peso balances awaiting on the 1st May, 1933, sterling exchange for remittance to the United Kingdom and remaining after the exhaustion of the 12 million paper pesos referred to in the preceding paragraph. These bonds will be issued at par, will carry a rate of interest of 4 per cent. per annum and will be repaid within twenty years, repayment beginning after five years.

The rate of conversion and other conditions of the bonds will be agreed between the Argentine Government and a committee representative of holders of the balances concerned.

5. The Argentine Government undertake that in no event shall applications for exchange for remittance to the United Kingdom, whether in respect of peso balances or of current transactions, be less favourably treated than similar applications for exchange for remittance to any other country.

6. The Government of the United Kingdom will co-operate with the Argentine Government to the best of their ability in order to secure that the amount of sterling exchange, realised in Argentina by the export of Argentine products to the United Kingdom, shall correspond as closely as possible with the value realised for such products on the United Kingdom market, due account being taken of the necessary deductions for freight, insurance, etc.

Artículo 3º.

1. Entre las partes contratantes se concluirá, tan pronto como sea posible, un convenio suplementario que será considerado como parte integrante y esencial de esta convención, que contendrá disposiciones relativas a los derechos y otros gravámenes similares, así como a las regulaciones cuantitativas a ser aplicadas a las mercaderías del Reino Unido en la República Argentina y las similares a ser aplicadas a las mercaderías argentinas en el Reino Unido.

2. Si tal convenio suplementario no se hubiera realizado antes del 1º de Agosto de 1933, cualquiera de las partes contratantes puede, a pesar de las disposiciones del Art. 6º, dar por terminada esta Convención en cualquier tiempo posterior, con previo aviso de un mes.

Artículo 4º.

1. Ninguna disposición de la presente Convención afectará los derechos y obligaciones emergentes del Tratado de Amistad, Comercio y Navegación firmado en Buenos Aires el 2 de Febrero de 1825.

Artículo 5º.

1. Las partes contratantes convienen en que cualquier divergencia que pueda surgir entre ellas, relacionada con la interpretación o aplicación de la presente Convención, será sometida, a pedido de una de las partes, a la Corte Permanente de Justicia Internacional, a menos que en cualquier caso particular las partes contratantes convengan en someter la divergencia a otro Tribunal o resolverla por otro procedimiento.

Artículo 6º.

1. La presente Convención deberá ser ratificada. Las ratificaciones deberán ser canjeadas en Londres tan pronto como sea posible. Entrará en vigor en la fecha del canje de las ratificaciones. Quedará en vigencia durante tres años a partir de la fecha en que entre en vigor y continuará en vigencia a no ser que cualquiera de las partes contratantes diese aviso a la otra, por vía diplomática, de la terminación de la Convención. En este caso, la Convención se prorrogará por el término de 6 meses, a partir de la fecha en que se hubiera dado el aviso de su terminación.

En testimonio de lo cual, los infrascriptos, debidamente autorizados al efecto, han firmado la presente Convención y estampado en ella sus sellos.

Dada en Londres el primer día de Mayo de 1933, en duplicado, en inglés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

(L. S.) (Fdo.): Julio A. ROCA.

(L. S.) (Fdo.): Walter RUNCIMAN.

Article 3.

1. A supplementary agreement, which shall contain provisions in regard to the duties and other similar charges and with regard to the quantitative regulations to be levied on or applied to United Kingdom goods in the Argentine Republic and with regard to those to be levied on or applied to Argentine goods in the United Kingdom, shall be concluded between the Contracting Parties as soon as possible and shall be regarded as an integral and essential part of this Convention.

2. If such a supplementary agreement is not concluded by the 1st August, 1933, either Contracting Party may, notwithstanding the provisions of Article 6, terminate this Convention at any time thereafter at one month's notice.

Article 4.

Nothing in the present Convention shall be deemed to affect the rights and obligations arising out of the Treaty of Commerce and Navigation signed at Buenos Aires on the 2nd February, 1825.

Article 5.

The Contracting Parties agree that any dispute, which may arise between them relating to the interpretation or application of the present Convention, shall at the request of either of them be submitted to the Permanent Court of International Justice unless in any particular case the Contracting Parties agree to submit the dispute to some other Tribunal or to dispose of it by some other form of procedure.

Article 6.

The present Convention shall be ratified. Ratifications shall be exchanged as soon as possible in London. It shall come into force on the date of the exchange of the ratifications. It shall remain in force for three years from the date of its entry into force, and thereafter, unless either Contracting Party shall have given notice of termination to the other through the diplomatic channel, it shall remain in force until the expiration of six months after the date on which the notice of termination is given.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised to this effect, have signed the present convention and affixed thereto their seals.

Done at London this 1st day of May, 1933, in duplicate in both English and Spanish, both texts being equally authentic.

(L. S.) (Fdo.) Walter RUNCIMAN.

(L. S.) (Fdo.) Julio A. ROCA.

Es copia del original :

Carlos A. Alcorta,

Subsecretario de Relaciones exteriores.

PROTOCOLO.

En el acto de firmar esta Convención en el día de la fecha, relativa al intercambio comercial entre el Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte y la República Argentina, los Plenipotenciarios infrascriptos, debidamente autorizados a este efecto por sus respectivos gobiernos, declaran :

1. — Que el Gobierno Argentino, valorando los beneficios de la colaboración del capital británico en las empresas de servicios públicos y otras, ya sean nacionales, municipales o privadas, que funcionan en la República Argentina, y consecuente en ello con su tradicional política de amistad, se propone dispensar a tales empresas dentro de la órbita de su acción constitucional, un tratamiento benévolo que tienda a asegurar el mayor desarrollo económico del país y la debida y legítima protección de los intereses ligados a tales empresas.
2. — Que el Gobierno del Reino Unido está dispuesto a cooperar con el Gobierno Argentino para una conjunta investigación de la estructura económica y financiera y del funcionamiento del comercio de carnes, con especial referencia a los medios a adoptarse para asegurar un razonable beneficio a los ganaderos.
3. — Que en caso que el Gobierno Argentino, o los ganaderos argentinos, bajo la acción de una ley especial, tuvieran la propiedad, control o administración, de empresas que no persigan primordialmente fines de beneficio privado, sino una mejor regulación del comercio, con el propósito de asegurar un razonable beneficio al ganadero, el Gobierno del Reino Unido estará dispuesto a permitir a importadores autorizados a importar carne proveniente de tales empresas, hasta el 15 % de la cantidad total importada de la Argentina al Reino Unido (tal porcentaje debe incluir las importaciones actualmente permitidas del Frigorífico Gualaguaychú y del Frigorífico Municipal de Buenos Aires), sobreentendiéndose que dichos embarques serán colocados eficientemente en el mercado por las vías normales, teniendo en cuenta la necesidad de la coordinación del comercio en el Reino Unido, y toda autorización concedida por el Gobierno del Reino Unido bajo las disposiciones del presente párrafo, será acordada en tal inteligencia.
4. — Que el Gobierno del Reino Unido comunicará periódicamente al Gobierno Argentino el detalle de todos los permisos acordados referentes a la importación de carne de la Argentina.
5. — Que el Gobierno del Reino Unido se compromete a no restringir las importaciones en el Reino Unido de menudencias comestibles de la Argentina a no ser que el volumen de tales menudencias de esa procedencia sobrepase la relación normal con otras carnes importadas de la Argentina.
6. — Que es intención del Gobierno Argentino :
 - a) Mantener libres de derechos el carbón y todas las otras mercaderías que actualmente se importan en la Argentina libre de derechos.
 - b) Con respecto a las mercaderías en que una proporción considerable de las importaciones en la Argentina provengan del Reino Unido y respecto de las cuales se le han sometido las proposiciones correspondientes de reducción de derechos aduaneros, volver en general a las tasas y aforos de tales mercaderías en vigencia en 1930 hasta donde lo permitan las necesidades fiscales y el interés de las industrias nacionales ; y además, en los casos pertinentes, efectuar modificaciones en la clasificación, respecto a las cuales el Gobierno del Reino Unido le ha hecho proposiciones.
 - c) Entablar conversaciones con el Gobierno del Reino Unido a objeto de considerar los medios para mantener la actual situación del carbón del Reino Unido en el mercado argentino.

PROTOCOL.

At the moment of signing the convention of this day's date relating to trade and commerce between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Argentine Republic, the undersigned plenipotentiaries, being duly authorised to this effect by their respective Governments, declare :

(1) That the Argentine Government, fully appreciating the benefits rendered by the collaboration of British capital in public utility and other undertakings, whether State, municipal or private, carrying on business in Argentina, and following their traditional policy of friendship, hereby declare their intention to accord to those undertakings, as far as lies within their constitutional sphere of action, such benevolent treatment as may conduce to the further economic development of the country, and to the due and legitimate protection of the interests concerned in their operation.

(2) That the Government of the United Kingdom are prepared to co-operate with the Argentine Government in a joint enquiry into the economic and financial structure and working of the meat trade, with particular reference to the means to be adopted to ensure a reasonable return to the cattle producers.

(3) That should the Argentine Government, or the Argentine producers, operating under a special law, own, control or manage undertakings not conducted primarily for private profit but for the better regulation of the trade with the purpose of assuring a reasonable return to the cattle producer, the Government of the United Kingdom will be prepared to license approved importers to import meat from such undertakings up to 15 % of the total quantity imported from Argentina to the United Kingdom (such percentage to include the imports now permitted from the Frigorífico Gualeguaychú and the Buenos Aires Municipal Frigorífico), on the understanding that any such shipments are efficiently marketed through normal channels, taking into consideration the necessity of co-ordination of the trade in the United Kingdom, and any licences granted by the Government of the United Kingdom under the provisions of this paragraph will be issued on this understanding.

(4) That the Government of the United Kingdom will communicate from time to time to the Argentine Government particulars of all licences issued in respect of the importation of meat from Argentina.

(5) That the Government of the United Kingdom undertake not to restrict the imports into the United Kingdom of edible meat offals from Argentina unless the volume of such offals from Argentina is out of normal relation to that of other meat imports from Argentina.

(6) That it is the intention of the Argentine Government :

(a) To maintain in the free list coal and all other goods that are at present imported into Argentina free of duty.

(b) As regards goods, of which a substantial proportion of the imports into Argentina is derived from the United Kingdom and in respect of which proposals have been submitted to them for reduction of Customs duties, to revert in general to the rates of duty and valuation for duty on such goods in force in 1930, so far as fiscal considerations and the interests of national industries permit ; and, in addition, in appropriate cases, to make changes in classification in respect of which proposals have been submitted to them by the Government of the United Kingdom.

(c) To enter into discussions with the Government of the United Kingdom with a view to considering means by which the present position of United Kingdom coal in the markets of Argentina may be assured.

7. — Que el Gobierno Argentino se compromete en lo que respecta a las mercaderías a que se refiere el párrafo 6 anterior, a no imponer, mientras esté pendiente la conclusión del Acuerdo suplementario, ningún nuevo derecho, ni aumentar los existentes, ya sean por aumentos de tasas o por aumento de aforos, o por aumento en la sobretasa temporaria del 10 %, o por aplicación de una sobretasa a mercaderías a las cuales no se le aplica actualmente, o por cualquier otro medio.

8. — Que es propósito del Gobierno del Reino Unido :

a) No imponer nuevos derechos o gravámenes o aumentos de derechos a la carne, bacón, jamones, trigo, lino, maíz y extracto de quebracho importados de la Argentina en el Reino Unido ;

b) No establecer limitaciones cuantitativas sobre las importaciones en el Reino Unido de trigo, maíz, lino, afrecho y afrechillo, rebacillo, lana en bruto, *premier jus*, sebo sin refinar, cerda, tripas y extracto de quebracho ;

c) En el caso de establecerse regulaciones cuantitativas sobre mercaderías no mencionadas en el inciso b) anterior, se dará un tratamiento equitativo a aquellas mercaderías importadas de la Argentina en el Reino Unido.

9. — Que el Gobierno del Reino Unido se compromete, mientras esté pendiente la conclusión del Acuerdo suplementario, a no imponer o aplicar nuevos derechos de la clase a que se refiere el inciso a) del párrafo 8 anterior, ni aumentarlos, ni a establecer limitación cuantitativa de la clase a que se refiere el inciso b) del párrafo 8 anterior.

10. — Que el Gobierno Argentino designará una Comisión especial, a cuyas deliberaciones serán invitados a tomar parte representantes del Gobierno del Reino Unido, con el objeto de explicar y discutir el punto de vista de su gobierno. Esta Comisión examinará las proposiciones hechas por el Gobierno del Reino Unido, a que se refiere el párrafo 6 anterior y preparará el Acuerdo suplementario a que se refiere el Art. 3º de la Convención, a fin de que pueda ser completada antes del 1º de Agosto de 1933.

11. — Que el conjunto de dicha Convención, incluyendo los párrafos precedentes de este protocolo, entrará en vigor provisionalmente desde la fecha de su firma, con excepción de las disposiciones del párrafo 4 del Art. 2º de la Convención, relativo a la emisión de los bonos en libras esterlinas ; la emisión de estos bonos no es necesario que se efectúe hasta que se realice el Acuerdo suplementario a que hace referencia el Art. 3.

Dado en Londres el primer día de Mayo de 1933 en duplicado en inglés y español.

(L. S.) (Fdo.) : Julio A. ROCA.

(L. S.) (Fdo.) : Walter RUNCIMAN.

(7) That the Argentine Government undertake, as regards goods referred to in paragraph 6 above, that, pending the conclusion of the supplementary agreement, no new or increased duties or charges shall be levied, whether by way of increased rate of duty, of increased valuation for duty, of an increase in the temporary surcharge of 10 % by the application of the surcharge to goods to which it does not now apply, or in any other manner.

(8) That it is the intention of the Government of the United Kingdom :

(a) That no new or increased duties or charges shall be levied on meat, bacon, hams, wheat, linseed, maize, or quebracho extract imported into the United Kingdom from Argentina.

(b) That no quantitative limitations shall be established on the imports into the United Kingdom of wheat, maize, linseed, bran and pollard, sharps and middlings, raw wool, *premier jus*, unrefined tallow, horse hair, casings and quebracho extract.

(c) That in the case of quantitative regulations being established on goods not referred to in sub-paragraph (b) above, equitable treatment will be given to those goods imported into the United Kingdom from Argentina.

(9) That, the Government of the United Kingdom undertake that, pending the conclusion of the Supplementary Agreement, no new or increased duties of the kind referred to in paragraph 8 (a) above, and no quantitative limitations of the kind referred to in paragraph 8 (b) above, will be levied or applied.

(10) That the Argentine Government will set up a special committee, in whose deliberations representatives of the Government of the United Kingdom will be invited to take part for the purpose of explaining and discussing the point of view of their Government. This committee will examine the proposals submitted by the Government of the United Kingdom referred to in paragraph 6 above and prepare the Supplementary Agreement referred to in Article 3 of the Convention in order that it may be completed before the 1st August, 1933.

(11) That the whole of the said Convention, including the preceding paragraphs of this Protocol, shall come into force provisionally as from the date of signature, with the exception of the provisions of paragraph 4 of Article 2 of the Convention relating to the issue of sterling bonds ; the issue of these bonds need not take place until the Supplementary Agreement referred to in Article 3 is concluded.

Done at London this 1st day of May, 1933, in duplicate in English and Spanish.

(L. S.) (Fdo.) Walter RUNCIMAN.

(L. S.) (Fdo.) Julio A. ROCA.

Es copia del original :

Carlos A. Alcorta,

Subsecretario de Relaciones exteriores.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

CONVENIO¹ SUPLEMENTARIO A LA CONVENCIÓN FIRMADA EN LONDRES DEL 1º MAYO DE 1933 ENTRE LA REPUBLICA ARGENTINA Y EL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE. FIRMADO EN BUENOS AIRES, EL 26 DE SEPTIEMBRE DE 1933.

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA ARGENTINA y EL GOBIERNO DEL REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE :

Deseosos de proceder, de acuerdo con el artículo 3º de la Convención Comercial² firmada en Londres el 1º de Mayo de 1933, a la celebración de un Convenio Suplementario, conteniendo disposiciones relativas a las materias expuestas en ese artículo ;

Considerando que en el párrafo 10 del Protocolo de la Convención el Gobierno Argentino se comprometió a constituir una Comisión especial a cuyas deliberaciones serían invitados a tomar parte representantes del Gobierno del Reino Unido para la preparación del Convenio Suplementario arriba mencionado y que las deliberaciones entre los representantes de los dos Gobiernos se han realizado de conformidad en Buenos Aires, habiéndose llegado en el curso de las mismas a un acuerdo con respecto a las materias de que tratará el Convenio Suplementario, han convenido, en consecuencia, en las siguientes disposiciones :

Artículo 1º.

Los artículos enumerados en el Anexo I de este Convenio, producidos o manufacturados en el Reino Unido, cualquiera que sea el lugar de su procedencia, no serán sometidos a su importación en la República Argentina a derechos o cargas que fueren otros o más elevados, ni se les fijarán aforos más elevados que los especificados en el referido Anexo I.

Siempre que se siga percibiendo un adicional no mayor del 10% del aforo, se entiende que es intención del Gobierno Argentino mantener ese adicional solamente si las circunstancias financieras lo exigieran y como medida de emergencia ; y es también su intención reducir y finalmente abolir tal adicional, tan pronto como lo permitan las condiciones fiscales, de manera que las cargas totales imponibles a la importación de los artículos enumerados en el Anexo I no excedan las especificadas en él³.

Artículo 2º.

Los artículos enumerados en el Anexo II de este Convenio, producidos o manufacturados en el Reino Unido, cualquiera que sea el lugar de su procedencia, no serán sometidos a su importación en la República Argentina a derechos o cargas que fueren otros o más elevados, ni se les fijarán aforos más elevados que los especificados en el referido Anexo II, con las reservas establecidas en tal anexo.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 7 novembre 1933.

² Voir page 68 de ce volume.

³ Voir page 128 de ce volume.

SUPPLEMENTARY AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC TO THE CONVENTION SIGNED AT LONDON, MAY 1, 1933. SIGNED AT BUENOS AIRES, SEPTEMBER 26, 1933.²

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
AND THE GOVERNMENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC :

Desiring to proceed in accordance with Article 3 of the Commercial Convention³ signed in London on the 1st May, 1933, to the conclusion of the Supplementary Agreement containing provisions in regard to the matters set forth in that Article ;

Seeing that in paragraph 10 of the Protocol to the Convention the Argentine Government undertook to set up a special committee, in whose deliberations representatives of the Government of the United Kingdom would be invited to take part, for the preparation of the above-mentioned supplementary agreement, and that discussions between the representatives of the two Governments have taken place accordingly at Buenos Aires, in the course of which agreement has been reached in regard to the matters to be dealt with in the Supplementary Agreement, have in consequence agreed to the following provisions :

Article 1.

The Articles enumerated in Schedule I to this Agreement, produced or manufactured in the United Kingdom, from whatever place arriving, shall not on importation into the Argentine Republic be subjected to duties or charges other or higher, and shall not be assessed at higher valuations, than those specified in the said Schedule :

Provided that a surcharge not exceeding 10 per cent. of valuation for duty may continue to be levied, it being understood that it is the intention of the Argentine Government to maintain such surcharge only if financial circumstances necessitate it and as an emergency measure ; it is further their intention to reduce and ultimately to abolish such surcharge so soon as fiscal considerations permit, so that the total charges leviable on importation of the articles enumerated in Schedule I shall not exceed those therein specified ⁴.

Article 2.

The Articles enumerated in Schedule II to this Agreement, produced or manufactured in the United Kingdom, from whatever place arriving, shall not on importation into the Argentine Republic be subjected to duties or charges other or higher, and shall not be assessed at higher valuations, than those specified in the said Schedule, subject to the reservations established in the said Schedule.

¹ The exchange of ratifications took place at London, November 7, 1933.

² The texts of the Agreement as here published incorporate corrections in the English text as signed. These corrections were agreed between the two Governments in an exchange of notes dated December 22/23, 1933.

³ See page 69 of this Volume.

⁴ See page 129 of this Volume.

Siempre que se siga percibiendo un adicional no mayor del 10 % del aforo, se entiende que es intención del Gobierno Argentino mantener ese adicional solamente si las circunstancias financieras lo exigieran y como medida de emergencia ; y es también su intención reducir y finalmente abolir tal adicional, tan pronto como lo permitan las condiciones fiscales, de manera que las cargas totales imponibles a la importación de los artículos enumerados en el Anexo II no excedan las especificadas en él¹.

Artículo 3º.

No se exigirá ningún derecho o carga de ninguna clase sobre la importación en la República Argentina de carbón de piedra, coke o cualquier otro artículo admitido libre de derechos al 1º de Mayo de 1933 producido o manufacturado en el Reino Unido.

Artículo 4º.

No se impondrán en la República Argentina, sobre whisky fabricado en el Reino Unido, impuestos internos que fueren otros o más elevados que los que se imponen o puedan imponerse a las bebidas de graduación alcohólica nacionales o de cualquier otro origen.

Artículo 5º.

Los artículos enumerados en el Anexo III de este Convenio, producidos o manufacturados en la República Argentina, cualquiera que sea el lugar de su procedencia, no serán sometidos a su importación en el Reino Unido, a derechos o cargas que fueren otros o más elevados que los especificados en el referido Anexo III.

Artículo 6º.

No se establecerán limitaciones cuantitativas a la importación en el Reino Unido sobre los artículos enumerados en el Anexo IV de este Convenio, producidos o manufacturados en la República Argentina, cualquiera que sea el lugar de su procedencia.

Artículo 7º.

En caso de establecerse limitaciones cuantitativas a la importación en el Reino Unido de artículos no enumerados en el Anexo IV se concederá un tratamiento equitativo a tales artículos producidos o manufacturados en la República Argentina cualquiera que sea su procedencia, teniendo en cuenta la proporción, sobre el total de importaciones desde el extranjero de esos artículos, que ha sido prevista por la Argentina en los últimos años ; el Gobierno del Reino Unido consultará con el Gobierno de la República Argentina antes de hacer cualquier distribución relativa a tales artículos importados de la Argentina y se tendrán en cuenta todas las circunstancias pertinentes.

Artículo 8º.

Los impuestos establecidos en el Anexo I de este Convenio entrarán en vigencia de acuerdo con las disposiciones de la nota A de dicho Anexo.

¹ Voir page 128 de ce volume.

Provided that a surcharge not exceeding 10 per cent of valuation for duty may continue to be levied, it being understood that it is the intention of the Argentine Government to maintain such surcharge only if financial circumstances necessitate it and as an emergency measure ; it is further the intention to reduce and ultimately to abolish such surcharge so soon as fiscal considerations permit so that the total charges leviable on importation of the articles enumerated in Schedule II shall not exceed those therein specified ¹.

Article 3.

No duty or charge of any kind shall be levied on imports into the Argentine Republic of coal, coke or any other article admitted free of duty on the 1st May, 1933, produced or manufactured in the United Kingdom, from whatever place arriving.

Article 4.

No internal taxes shall be imposed in the Argentine Republic on whisky of United Kingdom origin other or higher than those which are or may be imposed on potable spirits according to their alcoholic strength of national or any other origin.

Article 5.

The articles enumerated in Schedule III to the present Agreement, produced or manufactured in the Argentine Republic, from whatever place arriving, shall not on importation into the United Kingdom be subjected to duties or charges other or higher than those specified in the said Schedule.

Article 6.

No quantitative limitations shall be established on imports into the United Kingdom of the articles enumerated in Schedule IV to the present Agreement, produced or manufactured in the Argentine Republic, from whatever place arriving.

Article 7.

In the event of quantitative limitations being established on imports into the United Kingdom of articles other than those enumerated in Schedule IV to the present Agreement, equitable treatment shall be accorded to such articles produced or manufactured in Argentina from whatever place arriving, having regard to the proportion of the total foreign imports of such article which has been supplied by Argentina in recent years ; and the Government of the United Kingdom will consult with the Government of the Argentine Republic before any allocation is made in respect of such article imported from Argentina, and will take all relevant circumstances into account.

Article 8.

The rates of duty set out in the first Schedule to this Agreement shall come into force in accordance with the provisions of Note A to the said Schedule.

¹ See page 129 of this Volume.

Artículo 9º.

El presente Convenio constituirá parte integrante de la Convención de Londres de 1º de Mayo de 1933. Entrará en vigor en la misma fecha que la Convención y caducará a la terminación de la misma.

En fe de lo cual, los que suscriben, debidamente autorizados al efecto, firman y sellan el presente Convenio Suplementario.

Hecho en Buenos Aires, hoy 26 de Septiembre de 1933, en doble ejemplar, en castellano e inglés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

(L. S.) (Fdo.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Es copia del original :

(L. S.) (Fdo.) H. G. CHILTON.

Carlos A. Alcorta,

Subsecretario de Relaciones exteriores.

PROTOCOLO.

En el día de la fecha y en el acto de firmar el Convenio Suplementario del Tratado de Londres de 1º de Mayo de 1933, los plenipotenciarios infrascriptos, debidamente autorizados a este efecto por sus respectivos Gobiernos, considerando que es intención de los Gobiernos de la República Argentina y del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte mantener la situación actual en los mercados argentinos del carbón, coke y combustible manufacturado, producidos o manufacturados en el Reino Unido, han convenido en las siguientes disposiciones que se consideran parte integrante del referido Convenio Suplementario :

Artículo 1º.

Durante la vigencia del presente Convenio no se impondrá ningún gravamen nuevo ni mayor de los existentes, por concepto de eslingaje, gastos de descarga u otros sobre el carbón de piedra, coke y combustible manufacturado con derivados del carbón de piedra, producidos o manufacturados en el Reino Unido.

Artículo 2º.

Si el Gobierno del Reino Unido considera que la situación actual del mercado de carbón, coke y combustible manufacturado producidos o manufacturados en el Reino Unido, no se hubiera mantenido, se realizarán consultas entre los dos Gobiernos para estudiar la situación.

Subscripto en Buenos Aires el 26 de Septiembre de 1933, en doble ejemplar redactado en castellano e inglés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

(L. S.) (Fdo.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Es copia del original :

(L. S.) (Fdo.) H. G. CHILTON.

Carlos A. Alcorta,

Subsecretario de Relaciones exteriores.

Article 9.

The present Agreement shall constitute an integral part of the Convention of the 1st May, 1933. It shall come into force on the same date as the Convention and shall lapse on termination thereof.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Buenos Aires this 26th day of September, 1933, in duplicate in both English and Spanish, both texts being equally authentic.

(L. S.) (Fdo.) H. G. CHILTON.

Es copia del original :

(L. S.) (Fdo.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Carlos A. Alcorta,
Subsecretario de Relaciones exteriores.

PROTOCOL.

At the moment and in the act of signing the Supplementary Agreement to the Treaty of London of the 1st May, 1933, the undersigned plenipotentiaries, being duly authorised by their respective Governments to that effect, seeing that it is the intention of the Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and of the Argentine Republic to maintain the present position in the markets of the Argentine Republic of coal, coke and manufactured fuel produced or manufactured in the United Kingdom, have agreed on the following provisions, which shall form an integral part of the the said Supplementary Agreement.

Article 1.

During the currency of the present Convention no new or increased charge by way of slingage, landing charges or otherwise shall be imposed on coal, coke or manufactured fuel produced or manufactured in the United Kingdom.

Article 2.

If the Government of the United Kingdom should consider that the present position of the market for coal, coke and manufactured fuel produced or manufactured in the United Kingdom is not being maintained, consultations shall take place between the two Governments with a view to studying the situation.

Done at Buenos Aires the 26th day of September, 1933, in duplicate, in both Spanish and English, both texts being equally authentic.

(L. S.) (Fdo.) H. G. CHILTON.

Es copia del original :

(L. S.) (Fdo.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Carlos A. Alcorta,
Subsecretario de Relaciones exteriores.

ANEXO I.

Nota A : Fíjense, excluido el 10 % adicional, los siguientes impuestos aduaneros sujetos a las normas vigentes del despacho y modifícanse las partidas y notas de la Tarifa de Avalúos, las que entrarán en vigor en la siguiente forma :

A los cuarenta y cinco días de la promulgación de la ley que apruebe este convenio de la Convención del 1.º de Mayo de 1933, las modificaciones que importen una nueva clasificación, desdoblamientos de partidas, alteración de porcentajes en las mezclas o en la composición de los artículos, mermas, tolerancias y nuevas normas en el despacho comprendidas en las siguientes partidas y notas :

61; 61 A; 62; 62 A; 98; 98 *bis*; 159; 159 *bis*; 223; 223 *bis*; 233 : Nota para la sal destinada a salazón, etcétera; 362; 362 *bis*, Accesorios y repuestos para automóviles y camiones; 1031; 1032; 1033; 1034; 1035; 1036; 1150; 1150 A; 1150 C; 1177 : Nota acordando tara cualquier envase; 1249 : Nota referente a calderas; 1333; 1333 *bis*; 1533; 1533 B; Nota 19, Sección Cerámica y Cristales ; Notas 3 *bis* y 6 *bis* Sección Tejidos; 2001; 2001 *bis*; 2010; 2010 *bis*; 2013; 2013 *bis*; 2016 *bis*; 2021; 2021 *bis*; 2048; 2048 *bis*; 2052; 2052 A; 2052 B; 2057; 2057 A; 2057 B; 2114; 2114 *bis*; 2279; 2280; 2505; 2506; 2506 A; 2506 B : Nota rebaja a las varas para palos golf; 2522; 2539 A; 2687 *bis*; 2730 : Nota para botellas barro; 2886; 3226; 3227; 3228; 3229; 3229 *bis*; 3230; 3231; 3232; 3232 A; 3232 B; 3233; 3234; 3234 A; Nota rebaja para envases mayores en pinturas; 3296; 3296 *bis* : Inciso K : Tableros distribución y Nota referente a los mismos.

A los treinta días de la promulgación de la ley que aprueba este convenio las modificaciones de aforos y derechos de las siguientes partidas :

14; 58; 86; 99; 116; 117; 127; 128; 204; 234; 235; 275; 286; 287; 371; Nota 5ª de la sección Mueblería; 604; 782; 782 *bis*; 785; 893; 998; 999; 1005; 1006; 1014; 1040; 1076; 1150 B; 1155; 1317; 1457; 1533 A; 1536; 1537; 1641; 1663; 1691; 1692; Nota 18 de la Sección Cerámica y Cristales; 1769; 1771; 1775; 1779; 1789; 1790; 1791; 1807; 1808; 1824; 1825; 1828; 1899; 1916; 1917; 1954; 1972; 1973; 1974; 1975; 1995; 1996; 2015; 2019; 2020; 2025; 2025 *bis*; 2026; 2032; 2033; 2037; 2040; 2041; 2045; 2046; 2047; 2049; 2050; 2068; 2073; 2074; 2083; 2084; 2085; 2086; 2157; 2163; 2181; 2195; 2196; 2512; 2512 *bis*; 2522; 2533 A; 2533 H; 2616; 2653; 2687; 2867; 2877; 2877 *bis*; 2967; 3072; 3193; 3241; 3481; Paños higiénicos de gasa con algodón hidrófilo del Inc. N; Substancias para curar ganado y vegetales y utensilios para ese objeto.

Partida

Dinamita :

14 Para minas.

Aforo : kilo \$0,20 o/s. más 60 % al 5 %.

Albayalde :

58 Inclusive el envase.

Aforo : kilo \$0,20 o/s. más 60 % al 10 % y adicional de 2 %.

Algodón :

61 Hilado, crudo, para ser entregado al telar, de título hasta el 40 (medida inglesa).

Aforo : kilo \$0,40 o/s. más 60 % al 10 % y adicional de 2 %.

61 A Hilado, crudo, de título superior al 40 (medida inglesa), para ser entregado al telar.

Aforo : kilo \$0,40 o/s. más 60 % al 9 %.

62 Hilado de color, hasta el título 40 (medida inglesa), para ser entregado al telar.

Aforo : kilo \$0,50 o/s. más 60 % al 10 % y adicional de 2 %.

62 A Hilado de color, de título superior a 40 (medida inglesa), para ser entregado al telar.

Aforo : kilo \$0,50 o/s. más 60 % al 9 %.

SCHEDULE I.

Note A : The following valuations and rates of duty, which exclude the 10 % surcharge, and the following changes in the tariff headings and notes to the Valuation Tariff, shall come into force (subject to the Customs regulations at present in force) as follows :

The changes which involve a new classification, sub-division of tariff numbers, alteration of percentages in mixtures or in the composition of the articles concerned, the allowances, tolerances, and new Customs regulations, relating to the following tariff numbers and notes, shall come into force forty-five days after promulgation of the Law which sanctions the present Agreement :

61: 61 A: 62: 62 A: 98: 98 *bis*: 159: 159 *bis*: 223: 223 *bis*: 233; note regarding salt for curing, etc.; 362: 362 *bis*: accessories and parts for automobiles and commercial vehicles: 1031: 1032, 1033: 1034: 1035: 1036: 1150: 1150 A: 1150 C: 1177; note according tare allowance for packing of any kind: 1249, note referring to boilers; 1333: 1333 *bis*: 1533: 1533 B; note 19, pottery and crystal ware section; notes 3 *bis* and 6 *bis*: textile section: 2001: 2001 *bis*: 2010: 2010 *bis*: 2013: 2013 *bis*: 2016 *bis*: 2021: 2021 *bis*: 2048: 2048 *bis*: 2052: 2052 A: 2052 B: 2057: 2057 A: 2057 B: 2114: 2114 *bis*: 2279: 2280: 2505: 2506: 2506 A: 2506 B: note regarding reduction on shafts for golf clubs: 2522: 2539 A: 2687 *bis*: 2730: note regarding stone bottles: 2886: 3226: 3227: 3228: 3229: 3229 *bis*: 3230: 3231: 3232: 3232 A: 3232 B: 3233: 3234: 3234 A: note regarding containers for paints in bulk; 3296: 3296 *bis*: section K.: Switchgear and note referring to the same.

The changes in the valuations and duties under the following tariff numbers shall come into force thirty days after promulgation of the Law which sanctions the present Agreement :

14: 58: 86: 99: 116: 117: 127: 128: 204: 234: 235: 275: 286: 287: 371; Note 5 to the Furniture section: 604: 782: 782 *bis*: 785: 893: 998: 999: 1005: 1006: 1014: 1040: 1076: 1150 B: 1155: 1317: 1457: 1533 A: 1536: 1537: 1641: 1663: 1691: 1692; Note 18 to the Pottery and Glass section; 1769: 1771: 1775: 1779: 1789: 1790: 1791: 1807: 1808: 1824: 1825: 1828: 1899: 1916: 1917: 1954: 1972: 1973: 1974: 1975: 1995: 1996: 2015: 2019: 2020: 2025: 2025 *bis*: 2026: 2032: 2033: 2037: 2040: 2041: 2045: 2046: 2047: 2049: 2050: 2068, 2073: 2074: 2083: 2084: 2085: 2086: 2157: 2163: 2181: 2195: 2196: 2512: 2512 *bis*: 2522: 2533 A: 2533 H: 2616: 2653: 2687: 2867: 2877: 2877 *bis*: 2967: 3072: 3193: 3241: 3481; Sanitary towels of gauze with absorbent cotton, Section N., Specifics for the treatment of livestock and plants and appliances for their use.

Tariff No.

Dynamite :

- 14 For mines.
Valuation : \$0.20 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 5 % on valuation.

White Lead :

- 58 Including packing.
Valuation : \$0.20 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 10 % plus 2 % on valuation.

Cotton :

- 61 Yarn, unbleached, for weaving, of counts up to 40 (English measure).
Valuation : \$0.40 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 10 % plus 2 % on valuation.
- 61 A Yarn, unbleached, for weaving, of counts above 40 (English measure).
Valuation : \$0.40 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 9 % on valuation.
- 62 Yarn, dyed, for weaving, of counts up to 40 (English measure).
Valuation : \$0.50 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 10 % plus 2 % on valuation.
- 62 A Yarn, coloured, for weaving, of counts above 40 (English measure).
Valuation : \$0.50 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 9 % on valuation.

Partida

Kaolín :

- 86 Para la industria.
Aforo : 10 kilos \$0,09 o/s. más 60 % al 5 %.

Soda :

- 98 Nitrato para la industria, inclusive el envase.
Aforo : K B \$0,03 o/s. más 60 % al 10 % y adicional de 2 %.
- 98 bis Carbonato, ceniza, soda Solvay y silicato para la industria, inclusive el envase.
Aforo : K. B. \$0,03 o/s. más 60 % al 5 %.
- 99 Sulfato e hidrato impuros (soda cáustica).
Aforo : kilo bruto \$0,05 o/s. más 60 % al 5 %.

Arenques :

- 116 Ahumados en cuñetes, inclusive éstos.
Aforo : kilo \$0,20 o/s. más 60 % al 10 % y adicional de 2 %.
- 117 Como los anteriores, en cajas, inclusive éstas.
Aforo : kilo \$0,30 o/s. más 60 % al 10 % y adicional de 2 %.

Bacalao :

- 127 Entero, y otros pescados análogos.
Aforo : kilo \$0,14 o/s. más 60 %, derecho específico \$0,0446 o/s., sin 25 % de recargo.
Con adicional de 2 %.
- 128 Cortado, inclusive el envase.
Aforo : kilo \$0,20 o/s. más 60 %, derecho específico \$0,064 o/s., sin 25 % de recargo.
Con adicional de 2 %.

Conservas :

- 159 En cualquier clase de preparación, de pescados, mariscos y hongos, inclusive el envase, excepto los arenques.
Aforo : (con excepción de hongos secos) kilo \$0,35 o/s. más 60 %, derecho específico \$0,50 o/s. más 25 % y adicional de 7 %.
- Aforo : (hongos secos) kilo \$0,35 o/s. más 60 %, derecho específico \$1,50 o/s. más 25 % y adicional de 7 %.
- 159 bis De arenques en cualquier forma de preparación, en envase de lata o vidrio.
Aforo : kilo \$0,35 o/s. más 60 %, derecho específico \$0,35 o/s., sin 25 % de recargo ni adicionales.

Mostaza :

- 204 Llamada inglesa, en tarros, paquetes o frascos, inclusive el envase.
Aforo : kilo \$0,30 o/s. más 60 %, derecho específico \$0,08 o/s. más 25 % y adicional de 7 %.

Pescados :

- 223 En salmuera o aprensados, en tabales o latas, inclusive el envase, con exclusión de los arenques.
Aforo : kilo \$0,15 o/s. más 60 %, derecho específico \$0,10 o/s. más 25 % y adicional de 7 %.
- 223 bis Arenques en salmuera o aprensados en tabales o latas, inclusive el envase.
Aforo : kilo \$0,15 o/s. más 60 %, derecho específico \$0,0368 o/s. más 25 % y adicional de 2 %.

Tariff No.

China Clay :

- 86 For industrial use.
Valuation : \$0.09 gold per 10 kilos, increased by 60 %.
Duty : 5 % on valuation.

Soda :

- 98 Nitrate for industrial purposes including the packing.
Valuation : \$0.03 gold per gross kilo, increased by 60 %.
Duty : 10 % plus 2 % on valuation.
- 98 bis Carbonate, soda ash, Solvay soda and silicate for industrial purposes including the packing.
Valuation : \$0.03 gold per gross kilo, increased by 60 %.
Duty : 5 % on valuation.
- 99 Sulphate and hydrate, impure (caustic soda).
Valuation : \$0.05 gold per gross, increased by 60 %.
Duty : 5 % on valuation.

Herrings :

- 116 Smoked in kegs, including such packing.
Valuation : \$0.20 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 10 % plus 2 % on valuation.
- 117 The same, in boxes, including such packing.
Valuation : \$0.30 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 10 % plus 2 % on valuation.

Dried cod fish (bacalao) :

- 127 Whole, and other similar fish.
Valuation : \$0.14 gold per kilo, increased by 60 %.
Specific duty : \$0.0446 gold, without the 25 % surcharge.
Additional duty, 2 % on valuation.
- 128 Cut, including the packing.
Valuation : \$0.20 gold per kilo, increased by 60 %.
Specific duty : \$0.064 gold without the 25 % surcharge.
Additional duty, 2 % on valuation.

Preserved goods :

- 159 Fish, shell-fish and mushrooms preserved in any manner, including the packing, with the exception of herrings.
Valuation (with the exception of dried mushrooms) : \$0.35 gold per kilo increased by 60 %.
Specific duty, \$0.50 gold, increased by 25 %.
Additional duty of 7 % on valuation.
Valuation (dried mushrooms) : \$0.35 gold per kilo increased by 60 %.
Specific duty : \$1.50 gold, increased by 25 %.
Additional duty of 7 % on valuation.
- 159 bis Herrings, preserved in any manner, in tins or glass containers.
Valuation : \$0.35 gold per kilo, increased by 60 %.
Specific duty : \$0.35 gold, without 25 % surcharge and additional duties.

Mustard :

- 204 Called English, in pots, packets or bottles, including such packing.
Valuation : \$0.30 gold per kilo, increased by 60 %.
Specific duty : \$0.08 gold, increased by 25 %.
Additional duty, 7 % on valuation.

Fish :

- 223 Pickled or salted, excluding herrings, in small casks or tins, including the packing.
Valuation : \$0.15 gold per kilo, increased by 60 %.
Specific duty : \$0.10 gold, increased by 25 %.
Additional duty, 7 % on valuation.
- 223 bis Herrings, pickled or salted, in small casks or tins, including the packing.
Valuation : \$0.15 gold per kilo, increased by 60 %.
Specific duty : \$0.0368 gold, increased by 25 %.
Additional duty, 2 % on valuation.

Partida

Sal :

- 233 Fina, en barricas o bolsas, inclusive el envase.
Aforo : kilo \$0,02 o/s. más 60 %, derecho específico \$0,01 o/s. más 25 % y adicional de 7 %.

Nota : La sal fina, destinada a la salazón de cueros y de carnes, siempre que se compruebe su destino, se despachará por la partida N° 232.

- 234 En tarros de vidrio o en latas, inclusive éstos.
Aforo : kilo \$0,06 o/s. sin recargo de 60 %, derecho específico \$0,02 o/s. sin 25 % de recargo. Con adicional de 7 %.

Salsa :

- 235 Inglesa y sus similares, en frascos inclusive éstos.
Aforo : kilo \$0,50 o/s. más 60 %, derecho específico \$0,1088 o/s. más 25 % y adicional de 7 %.

- 275 *Ginger-Ale :*

Aforo : doc. bot. \$2,00 o/s. más 60 %, derecho específico \$0,50 o/s. más 25 % y adicional de 2 %.

Refrescos :

- 286 Embotellados.
Aforo : doc. bot. \$4,00 o/s. más 60 %, derecho específico c/botella \$0,15 o/s. más 25 % y adicional de 7 %.
- 287 Con soda, embotellados.
Aforo : doc. bot. \$2,00 o/s. más 60 %, derecho específico \$0,50 o/s. más 25 % y adicional de 2 %.

AUTOMOVILES.

- 362 *Automóviles con carrocería o completos :*

a) Para el transporte de personas :

Inc. 1° — De hasta 1000 kilogramos bruto, inclusive, de peso. (Se declara valor.)

Aforo : V. D., derecho específico kilo \$0,20 o/s. sin el 25 % de recargo ni adicional de 2 % ó 7 %.

Inc. 2° — De más de 1000 kilos y hasta 1500 kilos bruto inclusive. (Se declara valor.)

Aforo : V. D., derecho fijo \$200,00 o/s., y derecho específico \$0,30 o/s. por cada kilo de exceso de los 1000 kilos, sin el 25 % de recargo ni adicional de 2 % ó 7 %.

Inc. 3° — De más de 1500 y hasta 1900 kilos bruto inclusive. (Se declara valor.)

Aforo : V. D. derecho fijo \$350 o/s. y derecho específico de \$0,40 o/s. por cada kilo de exceso de los 1500 kilos sin el 25 % de recargo ni adicional de 2 % ó 7 %.

Inc. 4° — De más de 1900 kilos de peso bruto. (Se declara valor.)

Aforo : V. D. al 40 % y adicional de 7 %.

Inc. 5° — Todo automóvil que estando comprendido por su peso bruto en el inciso 1°, 2° ó 3°, valga en depósito de Aduana más de 1600 pesos oro sellado, será considerado como automóvil de lujo y se despachará por el inciso 4°.

Tariff No.

Salt :

- 233 Fine, in barrels or bags, including the packing.
 Valuation : \$0.02 gold per kilo, increased by 60 %.
 Specific duty : \$0.01 gold, increased by 25 %.
 Additional duty, 7 % on valuation.

Note : Fine salt, intended for curing hides or preserving meat, provided proof of its intended use is furnished, will be dutiable under Tariff item No. 232.

- 234 In glass bottles or in tins, including such packing.
 Valuation : \$0.06 gold per kilo, without 60 % surcharge.
 Specific duty : \$0.02 gold, without 25 % surcharge.
 Additional duty, 7 % on valuation.

Sauce :

- 235 English and the like, in bottles, including such packing.
 Valuation : \$0.50, increased by 60 %.
 Specific duty : \$0.1088 gold, increased by 25 %.
 Additional duty, 7 % on valuation.

275 *Ginger Ale :*

Valuation : \$2.00 gold per dozen bottles, increased by 60 %.
 Specific duty : \$0.50, increased by 25 %.
 Additional duty, 2 % on valuation.

Soft Drinks :

- 286 Bottled.
 Valuation : \$4.00 per dozen bottles, increased by 60 %.
 Specific duty : \$0.15 gold per bottle, increased by 25 %.
 Additional duty, 7 % on valuation.
- 287 With soda, bottled.
 Valuation : \$2.00 gold per dozen bottles, increased by 60 %.
 Specific duty : \$0.50 gold, increased by 25 %.
 Additional duty, 2 % on valuation.

AUTOMOBILES AND COMMERCIAL MOTOR VEHICLES.

362 *Automobiles with body, or complete :*

(a) For the conveyance of passengers :

Section 1 : Weighing up to 1,000 kilos gross inclusive (value to be declared).

Valuation : Declared value.

Specific duty : \$0.20 gold per kilo, without the 25 % surcharge and without the additional duty of 2 % or 7 %.

Section 2 : Weighing more than 1,000 kilos up to 1,500 kilos gross inclusive (value to be declared).

Valuation : Declared value. Fixed duty, \$200.00 gold.

Specific duty : \$0.30 gold for each kilo in excess of 1,000 kilos, without the 25 % surcharge and without the additional duty of 2 % or 7 %.

Section 3 : Weighing more than 1,500 and up to 1,900 kilos gross inclusive (value to be declared).

Valuation : Declared value. Fixed duty, \$350.00 gold.

Specific duty : \$0.40 gold for each kilo in excess of 1,500 kilos, without the 25 % surcharge and without the additional duty of 2 % or 7 %.

Section 4 : Weighing more than 1,900 kilos gross weight (value to be declared).

Valuation : Declared value.

Duty : 40 % plus 7 % on valuation.

Section 5 : Every automobile whose gross weight brings it within Sections 1, 2 or 3 and whose value in the Customs warehouse is more than \$1,600.00 gold pesos will be considered as an " automobile de luxe " and will be dutiable under Section 4.

Partida

362 bis *Chassis de automobiles :*

a) Para el transporte de personas.

Se despacharán por el Inc. que les corresponda de la partida 362 exceptuando los para ómnibus que se despacharán en la siguiente forma :

Aforo : V. D. derecho específico kilo \$0,08 o/s. sin el 25 % de recargo ni adicional de 2 % ó 7 %.

b) Para camiones y coches de reparto . (Se declara valor.)

Aforo : V. D. derecho específico kilo \$0,08 o/s. sin el 25 % de recargo ni adicional de 2 % ó 7 %.

Los mismos con carrocería o completos pagarán un recargo del 50 % en el derecho específico.

*Accesorios y repuestos para automóviles y camiones.*Inc. 1º — *Carrocería :*

Caja ; capot ; estribos ; puertas ; asientos ; capota ; alas ; respaldos ; manijas con o sin cerraduras ; limpia parabrisas y sus accesorios ; bañiles ; cristales de puerta ; ventanas ; parabrisas y aletas ; molduras de puertas y ventanas ; parabrisas ; cortinas ; estores ; espejos ; resortes de hierro o acero tapizado y otros que le sean propios.

Aforo : kilo \$0,60 o/s. sin 60 % de recargo, al 30 % y adicional de 7 %.

Inc. 2º — *Transmisión y dirección :*

Caja de velocidad ; embragues y pedales ; diferenciales ; árboles de transmisión ; discos y platos de engranajes ; pedales y pernos mecánicos ; manubrios de cambio de velocidad ; volantes y sus árboles ; manubrios de frenos de ruedas ; bola del brazo de dirección y acoplamiento ; brazo dirección carter ; bujes ; control de frenos ; y otros que le sean propios.

Aforo : kilo \$1,20 o/s. sin 60 % de recargo al 30 % y adicional de 7 %.

Inc. 3º — *Chassis :*

Armazones y cuadros ; guardabarros ; ruedas y sus partes, resortes de inspección ; paragolpes ; depósitos de nafta ; aparatos y depósitos de engrase ; ejes delanteros y traseros ; llantas de hierro y goma ; portaneumáticos ; portabaúl ; amortiguadores ; caño silenciador ; y otros que le sean propios.

Aforo : kilo \$0,80 o/s. sin 60 % de recargo, al 30 % y adicional de 7 %.

Inc. 4º — *Motor :*

Blocks de cilindros ; culata ; árbol de leva ; émbolo ; bielas ; cigüeñal ; cajas y cadena de distribución ; volante motor ; bombas ; aceite y agua ; ventilador ; carburador ; válvulas ; pistones ; aros radiador ; y otros que le sean propios.

Aforo : kilo \$1,50 o/s. sin 60 % de recargo, al 30 % y adicional de 7 %.

Inc. 5º — *Encendido :*

Bujías ; distribuidor ; magneto ; interruptores ; arranque y dínamos ; cornetas ; cables terminales ; amperómetros ; manómetros ; faros y faroles, y artefactos ; fusibles tubulares ; indicadores de hierro para aceite de motores ; llaves de contacto ; cuenta kilómetros ; velocímetros ; metómetros ; taxímetros ; y otros que le sean propios.

Aforo : kilo \$3,00 o/s. sin 60 % de recargo, al 30 % y adicional de 7 %.

371 *Bombas :*

Aforo : kilo \$1,30 o/s. más 60 % al 30 % y adicional de 7 %.

Quedan suprimidas las partidas números : 366, 367, 368, 369, 370 y 372.

Tariff No.

362 bis *Chassis for Automobiles :*

(a) For the conveyance of passengers, will be dutiable according to the relevant section of tariff number 362, excepting chassis for omnibuses which will be dutiable as follows :

Valuation : Declared value.

Specific duty : \$0.08 gold per kilo without the 25 % surcharge and without the additional duty of 2 % or 7 %.

(b) For commercial vehicles and automobiles for the conveyance of goods (value to be declared).

Valuation : Declared value.

Specific duty : \$0.08 gold per kilo, without the 25 % surcharge and without the additional duty of 2 % or 7 %.

The same with body or complete will pay a surcharge of 50 % on the specific duty.

*Accessories and Spare Parts for Automobiles and Commercial Vehicles.*Section 1. *Body :*

Body, bonnet, running boards, doors, seats, hood, " alas ", squabs, door handles with or without locks, wind-screen wipers and their accessories, trunks, glass for doors, windows windscreens and windscreen extension, door and window mouldings, windscreens, curtains, blinds, mirrors, cushion springs of iron or steel and other appropriate parts,

Valuation : \$0.60 gold per kilo without 60 % surcharge.

Duty : 30 % plus 7 % on valuation.

Section 2. *Transmission and Steering :*

Gear box, clutch and pedals, differential, propeller shaft, clutch facings and driver plate assembly, pedals and bushings, change speed selectors, fly wheel and bearings, brake drum, rocker shaft and parts, drop arm, sump, plugs, brake control cables and other appropriate parts.

Valuation : \$1.20 gold per kilo without 60 % surcharge.

Duty : 30 % plus 7 % on valuation.

Section 3. *Chassis :*

Frame and cross members, wings, road wheels and parts, inspection springs, bumpers, petrol tank, grease nipples, front and rear axles, iron rims and rubber rims, spare wheel carriers, luggage grid, shock absorbers, silencers and other appropriate parts.

Valuation : \$0.80 gold per kilo without 60 % surcharge.

Duty : 30 % plus 7 % on valuation.

Section 4. *Engine :*

Cylinder block, cylinder head, cam shaft, pistons, con rods, crank shaft, timing cover and chain, flywheel, water and oil pumps, fan, carburetter, valves, pistons, piston-rings, radiator and other appropriate parts.

Valuation : \$1.50 gold per kilo without 60 % surcharge.

Duty : 30 % plus 7 % on valuation.

Section 5. *Ignition :*

Sparking plugs, distributor, magneto, switches, self-starter and dynamo, horn, cable terminals, ammeters, manometers, head and side lights, lamps and glasses, &c., tubular fuses, iron gauges for oiling engines, contact keys, speedometers, milometers, thermostat, taximeter and other appropriate parts.

Valuation : \$3.00 gold per kilo, without 60 % surcharge.

Duty : 30 % plus 7 % on valuation.

371 *Pumps :*

Valuation : \$1.30 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 30 % plus 7 % on valuation.

Note : Tariff numbers 366, 367, 368, 369, 370 and 372 are suppressed.

Sección IX.

MUEBLERIA.

Partida

Nota 5ª : Los muebles comprendidos en esta Sección tributarán el derecho de 40 % y adicional de 7 %, con excepción de los artículos comprendidos en las siguientes partidas : 496, 497, 498, 499, 500, 570, 598, 599, 600.

Adornos o artículos de bazar :

- 604 De plata, sin adherencias de cristal, porcelana o acero.
Aforo : kilo \$22,50 o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.

Acero :

- 782 En barras, planchas o planchuelas, hierro acerado o acero calidad inferior desde 0,25 % a 0,40 % de carbono.
Aforo : kilo \$0,10 o/s. más 60 % al 17 % y adicional de 2 %.

- 782 bis Como el anterior, con más de 0,40 % de carbono.
Aforo : kilo \$0,15 o/s. más 60 % al 17 %, adicional de 2 %.

Agua :

- 785 O líquido para limpiar metales.
Aforo : litro \$0,20 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Cabo, considerándose como tal al que pase de 22 milímetros de circunsferencia :

- 893 De alambre de hierro o acero galvanizado.
Aforo : kilo \$0,20 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Cobre, bronce o metal amarillo :

- 998 Bronce en alambre en general, desnudo.
Aforo : kilo \$0,45 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Cocinas :

- 1005 De hierro para quemar carbón.
Aforo : kilo \$0,20 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

- 1006 Para gas, aceite mineral y alcohol.
Aforo : kilo \$0,25 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Correas :

- 1014 De cáñamo, pelo, algodón, pita u otras fibras, con o sin goma, gutapercha u otras sustancias por el estilo.
Aforo : kilo \$0,50 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Cuchillos y tenedores :

- 1031 Para mesa, con cabo de hierro o hierro niquelado, aluminio, hueso, madera clavada, madera teñida y peltre, ordinarios.
Aforo : docena \$0,70 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

- 1032 Como los anteriores, para postre.
Aforo : docena \$0,50 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

- 1033 Para mesa, con cabo, como los citados, de ébano, pero, ciervo, búfalo, cuerno o imitación marfil y otros hasta regulares.
Aforo : docena \$1,50 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Section IX.

FURNITURE.

Tariff No.

Note 5 : The articles of furniture comprised in this section will pay duty at 40 % plus 7 %, with the exception of the articles comprised in the following tariff items : 496, 497, 498, 499, 500, 570, 598, 599, 600.

Ornamental and bazaar goods :

604 Of silver, without accessories of crystal, porcelain or steel.

Valuation : \$22.50 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 50 % plus 7 % on valuation.

Steel :

782 In bars, plates or strips, mild steel or low-grade steel containing from 0.25 % to 0.40 % of carbon.

Valuation : \$0.10 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 17 % plus 2 % on valuation.

782 bis The same, with more than 0.40 % of carbon.

Valuation : \$0.15 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 17 % plus 2 % on valuation.

Water :

785 Or liquid for cleaning metals.

Valuation : \$0.20 gold per litre, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Cable, exceeding 22 millimetres in circumference :

893 Of wire of iron or steel, galvanised.

Valuation : \$0.20 per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Copper, brass or yellow metal :

998 Brass wire in general, uncovered.

Valuation : \$0.45 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Stoves or cookers :

1005 Of iron for coal-burning.

Valuation : \$0.20 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

1006 For gas, mineral oil and spirit.

Valuation : \$0.25 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Belting :

1014 Of hemp, hair, cotton, agave or other fibres, with or without rubber, guttapercha or other similar substances.

Valuation : \$0.50 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Knives and Forks :

1031 Table, with handles of iron, nickled iron, aluminium, bone, rivetted wood, stained wood and spelter, common quality.

Valuation : \$0.70 gold per dozen, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

1032 The same, for dessert.

Valuation : \$0.50 gold per dozen, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

1033 Table, with handles like those mentioned, of ebony, pear wood, stag-horn, buffalo horn, horn or imitation ivory and others, medium quality.

Valuation : \$1.50 gold per dozen, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Partida

Cuchillos y tenedores (seguida) :

- 1034 Como los anteriores, para postre.
Aforo : docena \$1,20 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 1035 Para mesa, finos, con exclusión de los de cabo marfil o metal.
Aforo : docena \$2,50 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 1036 Como los anteriores, para postre.
Aforo : docena \$1,80 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Nota : los artículos comprendidos en las partidas anteriores, se aforarán por docena de juegos.

Cuchillos :

- 1040 De punta y los llamados puñalitos franceses, ordinarios.
Aforo : centímetro \$0,006 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Estaño :

- 1076 En chapas o planchas, barras o lingotes :
En barras o lingotes.
Aforo kilo \$0,30 o/s. más 60 % al 10 % y adicional de 2 %.
- En chapas o planchas.
Aforo : kilo \$0,60 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Hierro :

- 1150 En flejes y chapas rayadas, sin trabajar.
Aforo : kilo \$0,04 o/s. más 60 % al 5 %.
- 1150 A L. T. V. U. Z., varillas y demás perfiles en formas diversas, sin trabajar, incluyendo las varillas para cerco, agujereadas o no, alquitranadas, barnizadas y las con borde plegado o festoneado, perfiles I. V.
Aforo : kilo \$0,04 o/s. más 60 % al 10 % y adicional de 2 %.
- 1150 B En chapas, sin trabajar.
Aforo : kilo \$0,035 o/s. más 60 % al 5 %.
- 1150 C Tirantes de hierro macizo.
Aforo : kilo \$0,04 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 1155 Emplomado, en chapas o flejes.
Aforo : kilo \$0,045 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Hojalata :

- 1177 Sin trabajar, cortada o no.
Aforo : kilo \$0,08 o/s. más 60 % al 5 %.

Nota : la hojalata, cualquiera sea su envase, tendrá una deducción por tara de 5 % sobre su peso bruto.

Máquinas :

- 1249 Como las anteriores, de más de 1.000 kilos y las calderas para uso industrial mayores de 500 kilos, peso bruto.
Aforo : kilo bruto \$0,15 o/s. más 60 % al 5 %.

Tariff No.

Knives and Forks (continued) :

- 1034 The same, for dessert.
Valuation : \$1.20 gold per dozen, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 1035 Table, fine quality, except those with handles of ivory or metal.
Valuation : \$2.50 gold per dozen, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 1036 The same, for dessert.
Valuation : \$1.80 gold per dozen, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Note : The articles included under the above tariff numbers will be assessed for duty per dozen pairs.

Knives :

- 1040 Pointed, and those known as French daggers, common quality.
Valuation : \$0.006 gold per centimetre, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

1076 *Tin* :

In sheets or plates, bars or ingots :

In bars or ingots.

Valuation : \$0.30 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 10 % plus 2 % on valuation.

In sheets or plates.

Valuation : \$0.60 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Iron :

- 1150 In hoops and chequer-plating, unworked.
Valuation : \$0.04 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 5 % on valuation.
- 1150 A L. T. V. U. Z., bars and other sections in various forms, unworked, including droppers for fences, perforated or not, tarred, varnished and with the edges corrugated or scalloped Section I, V.
Valuation : \$0.04 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 10 % plus 2 % on valuation.
- 1150 B In sheets, unworked.
Valuation : \$0.035 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 5 % on valuation.
- 1150 C Joists of solid iron.
Valuation : \$0.04 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 1155 Coated with lead, in sheets or hoops.
Valuation : \$0.045 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Tinplate :

- 1177 Unworked, cut or not.
Valuation : \$0.08 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 5 % on valuation.

Note : Tinplate in whatever packing will receive a tare allowance of 5 % of the gross weight.

Machinery :

- 1249 The same, of more than 1,000 kilos and boilers for industrial use of more than 500 kilos gross weight.
Valuation : \$0.15 gold per kilo gross, increased by 60 %.
Duty : 5 % on valuation.

Partida

Nota : Cuando una instalación completa de calderas de vapor vengan despachadas por distintos embarques y/o de distintos puertos de procedencia, serán consideradas como instalaciones completas, siempre que en el primer despacho se hiciera constar esa circunstancia, y se justifique la exactitud de lo declarado.

Motocicletas :

- 1317 En general, sin sidecar o acoplados en general, con motor hasta 350 centímetros cúbicos de capacidad.
Aforo : c/u. \$75,00 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Palas :

- 1333 Con cabo.
Aforo : kilo \$0,18 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 1333 bis De cubo, con cabo.
Aforo : kilo \$0,18 o/s. más 60 %. Libre de derechos.

Soldadura :

- 1456 De plomo con estaño conteniendo hasta 3 ½ % de antimonio.
Aforo : kilo \$0,27 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 1457 Para hierro o acero.
Aforo : kilo \$0,40 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Válvulas :

- 1533 De hierro, en general.
Aforo : kilo \$0,15 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 1533 A De hierro, hasta 40 % de bronce.
Aforo : kilo \$0,30 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 1533 B De hierro, más de 40 % hasta 60 % de bronce.
Aforo : kilo \$0,90 o/s. sin recargo de 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Velocípedos, bicicletas o triciclos :

- 1536 De un asiento, en general, con exclusión de los para niños cuyas ruedas no pasen de 61 centímetros de diámetro exterior, concluidos o no, completos o incompletos.
Aforo : c/u. \$30,00 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 1537 Para niños, cuyas ruedas lleguen hasta 60 centímetros de diámetro exterior.
Aforo : c/u. \$12,50 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Velas en general :

- 1641 De estearina, sebo, parafina o sus mezclas.
Aforo : kilo \$0,30 o/s. más 60 %, derecho específico \$0,072 o/s., por kilo, sin recargo de 25 %. Con adicional de 7 %.

Dinamita :

- 1663 En general.
Aforo : kilo \$0,20 o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.

Pólvora :

- 1691 Negra, en general.
Aforo : kilo \$0,40 o/s más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.

Tariif No.

Note : When a complete steam boiler installation is despatched in various shipments and/or by different ports, it will be considered as a complete installation, provided that proof to this effect is furnished with the first shipment, and the accuracy of the declaration is verified.

Motocycles :

- 1317 In general, without sidecar or combination, up to 350 c.c. capacity.
Valuation : \$75.00 gold each, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Spades :

- 1333 With handles.
Valuation : \$0.18 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 1333 bis Shovels fitted with handles.
Valuation : \$0.18 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty free.

Solder :

- 1456 Of lead, with tin, containing up to 3.5 % of antimony.
Valuation : \$0.27 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 1457 For iron and steel.
Valuation : \$0.40 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Valves :

- 1533 Of iron, in general.
Valuation : \$0.15 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 1533 A Of iron, containing up to 40 % of brass.
Valuation : \$0.30 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 1533 B Of iron, containing more than 40 % and up to 60 % of brass.
Valuation : \$0.90 gold per kilo, without the 60 % surcharge.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Velocipedes, Bicycles or Tricycles :

- 1536 Single seated, in general, except those for children with wheels not exceeding 61 cms. in external diameter, finished or not, complete or incomplete.
Valuation : \$30.00 gold each, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 1537 For children with wheels up to 60 cms. in external diameter.
Valuation : \$12.50 gold each, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Candles in general :

- 1641 Of stearine, tallow, paraffin wax or mixtures thereof.
Valuation : \$0.30 gold per kilo, increased by 60 %.
Specific Duty : \$0.072 gold per kilo, without the surcharge of 25 %. Additional duty of 7 % on valuation.

Dynamite :

- 1663 In general.
Valuation : \$0.20 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.

Gunpowder :

- 1691 Black, in general.
Valuation : \$0.40 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.

Partida

Pólvora (seguida) :

- 1692 Rosada o de celulosa.
Aforo : kilo \$1,20 o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.

Vidrios planos :

- 1769 Blancos o de colores de fantasía, impreso, de todo espesor.
Aforo : metro cuadrado \$1,20 más 60 % sin el 25 % de recargo ; al 25 % y adicional de 7 %.
- 1771 Finos o cristales, sin platear, siempre que no excedan de 87 centímetros de largo por 61 de ancho o su equivalente en superficie.
Vidrio.
Aforo : metro cuadrado \$2,60 o/s. más 60 % sin el 25 % de recargo ; al 25 % y adicional de 7 %.
- Cristal.
Aforo : metro cuadrado \$2,60 o/s. más 60 % sin el 25 % de recargo ; al 40 % y adicional de 7 %.
- 1775 Finos o cristales, de toda otra medida, sin platear.
Vidrio.
Aforo : metro cuadrado \$3,70 o/s. más 60 % sin el 25 % de recargo ; al 25 % y adicional de 7 %.
- Cristal.
Aforo : metro cuadrado \$3,70 o/s. más 60 % sin el 25 % de recargo ; al 40 % y adicional de 7 %.
- 1779 Rayados o lisos para claraboyas.
De vidrio.
Aforo : kilo bruto \$0,03 o/s. más el 60 % sin el 25 % de recargo ; al 25 % y adicional de 7 %.
- De cristal.
Aforo : kilo bruto \$0,03 o/s. más 60 % sin el 25 % de recargo ; al 40 % y adicional de 7 %.

Sección XVI.

CERAMICA Y CRISTALES

Nota 18ª : El recargo de 25 % sobre los aforos de los artículos comprendidos en esta Sección, no será aplicable a los de loza detallados en las siguientes partidas : 1783, 1785, 1786, 1792, 1794, 1796, 1798, 1800, 1805, 1810, 1812, 1814, 1822, 1829, 1831, 1833, 1837.

Nota 19ª : Se considerarán como de loza, los artículos fabricados con un cuerpo substancialmente opaco, no muy blanco a veces coloreado, fractura terrosa, de más de 0,5 % de absorción.

LOZA Y PORCELANA.

Bidets :

- 1789 De pedestal de loza blanco.
Aforo : c/u. \$4,00 o/s. más 60 % sin el 25 % de recargo ; al 25 % y adicional de 7 %.
- 1790 Como los anteriores, pintados.
Aforo : c/u. \$5,00 o/s. más 60 % sin el 25 % de recargo ; al 25 % y adicional de 7 %.
- 1791 Con útiles. — Sufrirán un 20 % de recargo.

Tariff No.

Gunpowder (continued) :

- 1692 Pink, or cellulose.
 Valuation : \$1.20 gold per kilo, increased by 60 %.
 Duty : 50 % plus 7 % on valuation.

Sheet Glass :

- 1769 White or fancy coloured, printed, of all thicknesses.
 Valuation : \$1.20 gold per square metre, increased by 60 %, without the 25 % surcharge.
 Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 1771 Fine or crystal, not silvered, not exceeding 87 by 61 cms., or equivalent, in dimensions.
- Glass.
 Valuation : \$2.60 gold per square metre, increased by 60 % without 25 % surcharge.
 Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- Crystal :
 Valuation : \$2.60 gold per square metre, increased by 60 % without 25 % surcharge.
 Duty : 40 % plus 7 % on valuation.
- 1775 Fine or crystal, not silvered, of other dimensions :
- Glass.
 Valuation : \$3.70 gold per square metre, increased by 60 % without 25 % surcharge.
 Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- Crystal.
 Valuation : \$3.70 gold per square metre, increased by 60 % without 25 % surcharge.
 Duty : 40 % plus 7 % on valuation.
- 1779 Channelled or plain for skylights.
- Glass.
 Valuation : \$0.03 gold per kilo gross, increased by 60 % without 25 % surcharge.
 Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- Crystal.
 Valuation : \$0.03 gold per kilo gross, increased by 60 %, without 25 % surcharge.
 Duty : 40 % plus 7 % on valuation.

Section XVI.

POTTERY AND CRYSTAL WARE.

Note 18^a : The surcharge of 25 % on the valuations of the articles comprised in this Section will not be applicable to articles of earthenware specified under the following tariff numbers : 1783, 1785, 1786, 1792, 1794, 1796, 1798, 1800, 1805, 1810, 1812, 1814, 1822, 1829, 1831, 1833, 1837.

Note 19^a : Articles having a substantially opaque body, not very white, sometimes coloured, earthy fracture, of more than 0.5 % absorption, will be classified as " earthenware ".

EARTHENWARE (FAIENCE) AND PORCELAIN.

Bidets :

- 1789 Pedestal, of white earthenware (faience).
 Valuation : \$4.00 gold each, increased by 60 %, without the 25 % surcharge.
 Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 1790 The same, coloured.
 Valuation : \$5.00 gold each, increased by 60 % without 25 % surcharge.
 Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 1791 With accessories.
 Dutiable as above with a surcharge of 20 %.

Partida

Inodoros :

- 1807 De barro ordinarios, de dos piezas.
Aforo : c/u. \$0,60 o/s. más 60 % sin el 25 % de recargo ; al 25 % y adicional de 7 %.
- 1808 De pie de loza, blancos y amarillos.
Aforo : c/u. \$2,50 o/s. más 60 % sin el 25 % de recargo ; al 25 % y adicional de 7 %.

Palanganas :

- 1824 De loza blanca o pintada, para lavatorios de aguas corrientes, con desagüe.
Aforo : c/u. \$5,00 o/s. más 60 % sin el 25 % de recargo ; al 25 % y adicional de 7 %.
- 1825 Como las anteriores, con sopapa.
Aforo : c/u. \$4,00 o/s. más 60 % sin el 25 % de recargo ; al 25 % y adicional de 7 %.
- 1828 Con llaves o útiles. — Sufrirán un recargo de 20 %.

Piletas :

- 1899 O sumideros de barro, enlozados o no.
Aforo : c/u. \$0,90 o/s. más 60 % sin el 25 % de recargo ; al 25 % y adicional de 7 %.

*Sección XVII.**TEJIDOS.*

Nota 3 bis : Los tejidos de lana o mezcla de lana en piezas, que contengan en su trama y/o urdimbre hasta el 5 % en su peso específico por metro cuadrado de seda natural o artificial, serán considerados como de lana o mezcla de lana. A los efectos de no alterar los porcentajes que fija la Nota 3ª de la Sección Tejidos, para la clasificación de los tejidos de lana y mezcla de lana, el 5 % de seda, que se admite como tolerancia, será considerado como fibra de lana.

Nota 6 bis : Los tejidos comprendidos en las partidas 2021 *bis*, 2048 *bis*, 2052 A y 2057 A y B, se aforarán por las 2021, 2048, 2052 y 2057, respectivamente, cuando vengan bordados al sistema Jacquard.

Alfombras :

- 1916 De tripe cortado, de lana o mezclas en general comprendidas las hechas a mano hasta regulares, con excepción de las llamadas de la India.
Aforo : kilo \$1,70 o/s. más 60 % al 40 % y adicional de 7 %.
- 1917 De tripe rizado, de lana o mezcla.
Aforo : kilo \$0,70 o/s. más 60 % al 40 % y adicional de 7 %.

Frazadas :

- 1954 De lana, dobladilladas o ribeteadas.
Aforo : kilo \$2,25 o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.

Pañuelos :

- 1972 De algodón vainillados, hasta 60 centímetros.
Aforo : kilo \$1,95 o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.
- 1973 De algodón, sin vainilla, hasta 60 centímetros.
Aforo : kilo \$1,63 o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.

Tariff No.

Water closet pans :

- 1807 Of ordinary earthenware (barro), two section.
Valuation : \$0.60 gold each, increased by 60 % without 25 % surcharge.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 1808 With pedestal of earthenware (faience), white or yellow.
Valuation : \$2.50 gold each, increased by 60 % without 25 % surcharge.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Basins :

- 1824 Of white or coloured earthenware (faience), for running water lavatories, with waste pipe
Valuation : \$5.00 gold each, increased by 60 % without 25 % surcharge.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 1825 The same with valve.
Valuation : \$4.00 gold each, increased by 60 % without 25 % surcharge.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 1828 With taps or accessories.
Dutiable as above with a surcharge of 20 %.

Sinks :

- 1899 Or sumps of earthenware (barro), glazed or not.
Valuation : \$0.90 gold each, increased by 60 % without 25 % surcharge.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Section XVII.

TISSUES.

Note 3 bis : Tissues of wool or mixed wool in the piece which contain in their warp and/or in their weft up to 5 % by specific weight per square metre, of natural or artificial silk, shall be considered as tissues of wool or mixed wool. In order not to change the percentages fixed by note 3 of the Textile section of the Tariff for the classification of tissues of wool and mixed wool, the 5 % of silk which is admitted as a tolerance will be considered as woollen " fibre ".

Note 6 bis : Tissues comprised in tariff items 2021 *bis*, 2048 *bis*, 2052 A, and 2057 A and B will be classified under 2021, 2048, 2052 and 2057 respectively when they are embroidered by the Jacquard system.

Carpets :

- 1916 Cut pile, of wool or wool mixture, in general, including handmade carpets up to ordinary quality, except those known as Indian carpets.
Valuation : \$1.70 gold per kilo increased by 60 %.
Duty : 40 % plus 7 % on valuation.
- 1917 Uncut pile of wool or wool mixtures.
Valuation : \$0.70 gold per kilo increased by 60 %.
Duty : 40 % plus 7 % on valuation.

Blankets :

- 1954 Of wool, hemmed or bound.
Valuation : \$2.25 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.

Handkerchiefs :

- 1972 Of cotton, hemstitched, up to 60 centimetres.
Valuation : \$1.95 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.
- 1973 Of cotton, not hemstitched, up to 60 centimetres.
Valuation : \$1.63 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.

Partida

Pañuelos (seguida) :

- 1974 De algodón, sin vainilla, de más de 60 centímetros.
Aforo : kilo \$0,91 o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.
- 1975 De algodón, con vainilla, de más de 60 centímetros.
Aforo : kilo \$1,30 o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.

Tejidos de algodón :

- 1995 Crudo, llamado lienzo.
Aforo : kilo \$0,50 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 2 %.
- 1996 Crudo, con listas de colores.
Aforo : kilo \$0,60 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 2 %.
- 2001 Pana, felpa o terciopelo, hasta 200 gramos el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$1,40 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2001 bis Pana, felpa o terciopelo, de más de 200 gramos el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$1,40 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 2 %.
- 2010 Blancos, lisos o asargados de más de 80 gramos y hasta 160 gramos el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$0,80 o/s. más 60 % al 20 % y adicional de 2 %.
- 2010 bis Los mismos, de más de 160 gramos el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$0,80 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2013 Pintados, de más de 80 gramos y hasta 160 gramos el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$0,90 o/s. más 60 % al 20 % y adicional de 2 %.
- 2013 bis Los mismos, de más de 160 gramos el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$0,90 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2015 De colores, de más de 80 gramos y hasta 130 gramos, inclusive, el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$0,90 o/s. más 60 % al 25 % sin adicional de 7 %.
- 2016 bis Esta partida, creada por Decreto 170 de Septiembre 15 de 1931, queda suprimida. Los tejidos comprendidos en la misma se despacharán por las partidas que les comprenda según su peso específico.
- 2019 Con goma, llamado impermeable.
Aforo : kilo \$0,80 o/s. más 60 % al 25 %, adicional de 7 %.
- 2020 Con goma y lana, llamados impermeables.
Aforo : kilo \$2,00 o/s. más 60 % al 25 %, adicional de 7 %.
- 2021 Con seda natural.
Aforo : kilo \$4,00 o/s. más 60 % al 25 %, adicional de 7 %.
- 2021 bis Con seda artificial, exclusivamente.
Aforo : kilo \$3,12 o/s. más 60 % al 25 %, adicional de 7 %.

Tejidos de hilo o mezcla :

- 2025 Para entretelas.
Aforo : kilo \$0,70 o/s. más 60 % al 35 %, adicional de 7 %.
- 2025 bis Brines llamados de Rusia, las crehuelas y los para lienzos o repasadores.
Aforo : kilo \$0,80 o/s. más 60 % al 35 %, adicional de 7 %.

Tariff No.

Handkerchiefs (continued) :

- 1974 Of cotton, not hemstitched, more than 60 centimetres.
Valuation : \$0.91 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.
- 1975 Of cotton, hemstitched, more than 60 centimetres.
Valuation : \$1.30 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.

Cotton Tissues :

- 1995 Unbleached (lienzo).
Valuation : \$0.50 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 2 % on valuation.
- 1996 Unbleached, with coloured stripes.
Valuation : \$0.60 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 2 % on valuation.
- 2001 Velvet, plush or velveteen, weighing up to 200 grammes per square metre.
Valuation : \$1.40 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2001 *bis* Velvet, plush or velveteen, weighing more than 200 grammes per square metre.
Valuation : \$1.40 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 2 % on valuation.
- 2010 Bleached, plain or twilled, weighing more than 80 grammes and up to 160 grammes per square metre.
Valuation : \$0.80 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 20 % plus 2 % on valuation.
- 2010 *bis* The same, weighing more than 160 grammes per square metre.
Valuation : \$0.80 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2013 Printed, weighing more than 80 grammes and up to 160 grammes per square metre.
Valuation : \$0.90 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 20 % plus 2 % on valuation.
- 2013 *bis* The same, weighing more than 160 grammes per square metre.
Valuation : \$0.90 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2015 Dyed, weighing more than 80 grammes and up to 130 grammes, inclusive, per square metre.
Valuation : \$0.90 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % without additional duty of 7 %.
- 2016 *bis* This item, created by Decree 170 of September 15, 1931, is suppressed. The tissues comprised in it will be classified under their appropriate tariff number according to their specific weight.
- 2019 With rubber, called water-proofed.
Valuation : \$0.80 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2020 With rubber and wool, called water-proofed.
Valuation : \$2.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2021 With natural silk.
Valuation : \$4.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2021 *bis* With artificial silk, exclusively.
Valuation : \$3.12 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Tissues of linen, pure or mixed :

- 2025 For interlinings.
Valuation : \$0.70 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 35 % plus 7 % on valuation.
- 2025 *bis* So-called Russian hollands, Osnaburgs and those for " lienzos " or dish cloths.
Valuation : \$0.80 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 35 % plus 7 % on valuation.

Partida

Tejidos de hilo o mezcla (seguida) :

- 2026 Brines crudos, con o sin listas de colores para trajes o forros de muebles.
Aforo : kilo \$1,00 o/s. más 60 % al 35 %, adicional de 7 %.
- 2032 No mencionados en las partidas anteriores y hasta 150 gramos, inclusive, el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$2,25 o/s. más 60 % al 35 %, adicional de 7 %.
- 2033 No mencionados, de más de 150 gramos el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$1,50 o/s. más 60 % al 35 %, adicional de 7 %.

Tejidos de lana :

- 2037 O mezcla, llamados lanilla para banderas y la bayeta.
Aforo : kilo \$1,50 o/s. más 60 % al 30 % y adicional de 7 %.
- 2040 No mencionados en otras partidas, desde 201 hasta 400 gramos el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$2,80 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2041 No mencionados en otras partidas, de más de 400 gramos el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$2,50 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2045 Mezcla no mencionados, hasta 200 gramos el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$1,80 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2046 Mezcla no mencionados, desde 201 hasta 400 gramos el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$1,70 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2047 Mezcla no mencionados, de más de 400 gramos el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$1,50 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2048 Con seda natural o con algodón y seda natural.
Aforo : kilo \$4,00 o/s. más 60 % al 30 % y adicional de 7 %.
- 2048 bis Con seda artificial o con algodón y seda artificial.
Aforo : kilo \$3,20 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2049 Con goma, llamado impermeable.
Aforo : kilo \$3,00 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2050 Con goma y algodón, llamado impermeable.
Aforo : kilo \$2,00 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- Tejidos de seda :*
- 2052 Natural, pura o con un 15 % de otro textil.
Aforo : kilo \$15,00 o/s. más 60 % al 40 % y adicional de 7 % con una deducción de 50 % en los derechos.
- 2052 A Artificial exclusivamente con más de 85 % de este textil.
Aforo : kilo \$11,25 o/s. más 60 % al 40 % y adicional de 7 % con una deducción de 50 % en los derechos.
- 2052 B Artificial exclusivamente, semielaborados para industrializar.
Aforo : kilo \$8,50 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %, con una deducción de 50 % en los derechos.
- 2057 Natural, mezcla.
Aforo : kilo \$8,00 o/s. más 60 % al 40 % y adicional de 7 %, con una deducción de 50 % en los derechos.

Tariff No.

Tissues of linen, pure or mixed (continued) :

- 2026 Hollands unbleached, with or without coloured stripes, for clothing or upholstery.
Valuation : \$1.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 35 % plus 7 % on valuation.
- 2032 Not specially mentioned in the above items, and weighing up to 150 grammes, inclusive, per square metre.
Valuation : \$2.25 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 35 % plus 7 % on valuation.
- 2033 Not specially mentioned, weighing more than 150 grammes per square metre.
Valuation : \$1.50 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 35 % plus 7 % on valuation.

Wool Tissues :

- 2037 Or mixed wool, called bunting for flags, and baize.
Valuation : \$1.50 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 30 % plus 7 % on valuation.
- 2040 Not specially mentioned in other tariff items, weighing from 201 up to 400 grammes per square metre.
Valuation : \$2.80 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2041 Not specially mentioned in other tariff items, weighing more than 400 grammes per square metre.
Valuation : \$2.50 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2045 Mixed wool, not specially mentioned, weighing up to 200 grammes per square metre.
Valuation : \$1.80 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2046 Mixed wool, not specially mentioned, weighing from 201 up to 400 grammes per square metre.
Valuation : \$1.70 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2047 Mixed wool, not specially mentioned, weighing more than 400 grammes per square metre.
Valuation : \$1.50 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2048 With natural silk, or with cotton and natural silk.
Valuation : \$4.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 30 % plus 7 % on valuation.
- 2048 bis With artificial silk or with cotton and artificial silk.
Valuation : \$3.20 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2049 With rubber, called water-proofed.
Valuation : \$3.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2050 With rubber and cotton, called water-proofed.
Valuation : \$2.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Silk Tissues :

- 2052 Natural, pure or with 15 % of other textiles.
Valuation : \$15.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 40 % plus 7 % on valuation, with a deduction of 50 % in the duties leviable.
- 2052 A Artificial, exclusively, with more than 85 % of this textile.
Valuation : \$11.25 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 40 % plus 7 % on valuation, with a deduction of 50 % in the duties leviable.
- 2052 B Artificial, exclusively, in the raw state, undyed or white, for dyeing and printing.
Valuation : \$8.50 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation, with a deduction of 50 % in the duties leviable.
- 2057 Natural, mixed.
Valuation : \$8.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 40 % plus 7 % on valuation, with a deduction of 50 % in the duties leviable.

Partida

Tejidos de seda (seguida) :

- 2057 A Mezcla de algodón con seda artificial exclusivamente con más de 40 % y hasta 85 % de este textil.
Aforo : kilo \$6,24 o/s. más 60 % al 40 % y adicional de 7 %, con una deducción de 50 % en los derechos.
- 2057 B Mezcla de lana con seda artificial exclusivamente, con más de 40 % y hasta 85 % de este textil.
Aforo : kilo \$7,12 o/s. más 60 % al 40 % y adicional de 7 %, con una deducción de 50 % en los derechos.

Toallas :

- 2068 De algodón, con frisa y mezcla con hilo, y las sábanas con frisa.
Aforo : kilo \$2,00 o/s. más 60 % al 50 %, adicional de 7 %.

Tripe :

- 2073 Rizado, en general, de lana o mezcla.
Aforo : kilo \$0,60 o/s. más 60 % al 40 % y adicional de 7 %.
- 2074 Cortado, en general, de lana o mezcla.
Aforo : kilo \$1,30 o/s. más 60 % al 40 % y adicional de 7 %.

Confecciones de tejidos de punto :

- 2083 De lana o mezcla, en enaguas, chaquetones o mamelucos.
Aforo : kilo \$2,85 o/s. más 60 % al 40 % y adicional de 7 %.
- 2084 De lana o mezcla, no mencionadas en la partida anterior.
Aforo : kilo \$3,35 o/s. más 60 % al 40 % y adicional de 7 %.
- 2085 De lana o mezcla con seda, en chaquetones y enaguas.
Aforo : kilo \$4,00 o/s. más 60 % al 40 % y adicional de 7 %.
- 2086 De lana, o mezcla con seda, no mencionados en la partida anterior.
Aforo : kilo \$5,00 o/s. más 60 % al 40 % y adicional de 7 %.

Colchas acolchadas :

- 2114 De tela de algodón, con relleno de pluma.
Aforo : kilo \$3,00 o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.
- 2114 bis De tela de algodón, con relleno que no sea de plumas.
Aforo : kilo \$1,50 o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.

Medias :

- 2157 De lana o mezcla, con exclusión de la seda.
Aforo : kilo \$3,50 o/s. más 60 % al 40 % y adicional de 7 %.

Paletos o sobretodos inclusive los perramus :

- 2163 De tela de lana o mezcla de otras fibras, en general, para hombre o señora.
Aforo : c/u. \$20,00 o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.

Sábanas y fundas :

- 2181 Como las anteriores, de hilo o mezcla de otras fibras.
Aforo : kilo \$2,25 o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.

Tariff No.

Silk Tissues (continued) :

- 2057A Mixtures of cotton with artificial silk exclusively, containing more than 40 % and up to 85 % of the latter.
Valuation : \$6.24 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 40 % plus 7 % on valuation, with a deduction of 50 % in the duties leviable.
- 2057 B Mixtures of wool with artificial silk exclusively, containing more than 40 % and up to 85 % of the latter.
Valuation : \$7.12 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 40 % plus 7 % on valuation, with a deduction of 50 % in the duties leviable.

Towels :

- 2068 Of cotton with pile, and mixed with linen, and bath sheets with pile.
Valuation : \$2.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.

Carpeting :

- 2073 With uncut pile, in general, of wool or mixed wool.
Valuation : \$0.60 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 40 % plus 7 % on valuation.
- 2074 Cut pile, in general, of wool or mixed wool.
Valuation : \$1.30 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 40 % plus 7 % on valuation.

Made-up hosiery.

- 2083 Of wool or mixed wool, petticoats, house jackets, or combinations.
Valuation : \$2.85 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 40 % plus 7 % on valuation.
- 2084 Wool or mixed wool, not mentioned under the previous tariff item.
Valuation : \$3.35 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 40 % plus 7 % on valuation.
- 2085 Of wool or mixed wool with silk, house jackets or petticoats.
Valuation : \$4.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 40 % plus 7 % on valuation.
- 2086 Of wool or mixed wool with silk, not mentioned in the previous tariff item.
Valuation : \$5.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 40 % plus 7 % on valuation.

Quilted coverlets :

- 2114 Of cotton fabric, filled with feathers.
Valuation : \$3.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.
- 2114 bis Of cotton fabric, filled with materials other than feathers.
Valuation : \$1.50 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.

Stockings and Socks :

- 2157 Of wool or wool mixed with other materials, except silk.
Valuation : \$3.50 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 40 % plus 7 % on valuation.

Greatcoats and Overcoats, including waterproofs :

- 2163 Of fabric of wool or wool mixed with other fibres, in general, for men and women.
Valuation : \$20.00 gold each, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.

Sheets and Pillowcases :

- 2181 The same of linen or linen mixed with other fibres.
Valuation : \$2.25 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.

Partida

Trajes :

- 2195 Para hombre, de tela de lana o mezcla, forma jaquet, levita, frac o smoking.
Aforo : c/u. \$30,00 o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.
- 2196 Como los anteriores, forma saco.
Aforo : c/u. \$20,00 o/s. más 60 % al 50 %, adicional de 7 %.

Artículos de metal :

- 2279 Plateados o de electroplata, calidad fina.
Aforo : kilo \$8,00 o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.
- 2280 Como los anteriores, calidad regular.
Aforo : kilo \$5,00 o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.

Hilo :

- 2505 De algodón para coser en carreteles de madera hasta 70 gramos, debiendo manifestarse los metros de cada carretel.
Aforo : c/1000 metros \$0,10 o/s. más 60 % al 10 % y adicional de 2 %.
- 2506 De algodón para coser, en ovillo, madejas, bobinas, y los en carreteles de madera de más de 70 gramos, en este caso se deduce el peso del carretel.
Aforo : kilo \$1,00 o/s. más 60 % al 10 % y adicional de 2 %.
- 2506 A De algodón para bordar y tejer en carreteles, ovillos y madejas.
Aforo : kilo \$1,00 o/s. más 60 % al 20 % y adicional de 2 %.
- 2506 B De lino o cáñamo crudo o de color, para coser, bordar y tejer en bobinas, ovillos, madejas o carreteles. Se deduce el peso del carretel de madera cuando sea mayor de 70 gramos.
Aforo : kilo \$1,00 o/s. más 60 % al 20 % y adicional de 2 %.

Hule :

- 2512 En piezas, con o sin friso, inclusive el palo.
Aforo : kilo \$0,40 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2512 bis Los mismos, en carpetas o alfombritas.
Aforo : kilo \$0,40 o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.

Impresos :

- 2522 En papel, para avisos y los impresos comunes sobre cartón, también para avisos, no mencionados en las partidas anteriores, así como los blocks sueltos para calendarios. Por esta partida se despacharán las listas de precios y los catálogos de comercio que exclusivamente se refieran a artículos importados.
Aforo : kilo \$0,50 o/s. más 60 % al 40 % y adicional de 7 %.
- 2533 A Palos para golf.
Aforo : c/u. \$2,50 o/s. sin 60 % de recargo al 25 % y adicional de 7 %.

Nota : Las varas de madera o acero para palos de golf, se aforarán con una deducción de 50 %.

- 2533 H Pelotas para golf y tennis.
Aforo : kilo \$1,50 o/s. más 60 % al 30 % y adicional de 7 %.

Tariff No.

Suits :

- 2195 For men, of wool or mixed wool, frock-coat, morning, evening or dinner dress.
Valuation : \$30.00 gold each, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.
- 2196 The same, lounge suits.
Valuation : \$20.00 gold each, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.

Articles of Metal :

- 2279 Plated or electro-plated, fine quality.
Valuation : \$8.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.
- 2280 The same, medium quality.
Valuation : \$5.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.

Thread :

- 2505 Of cotton, for sewing, on wooden reels up to 70 grammes, it being necessary to declare the number of metres on each reel.
Valuation : \$0.10 gold per 1,000 metres, increased by 60 %.
Duty : 10 % plus 2 % on valuation.
- 2506 Of cotton, for sewing, in balls, skeins or on bobbins, and those on wooden reels of more than 70 grammes, the weight of the reel being deducted in this case.
Valuation : \$1.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 10 % plus 2 % on valuation.
- 2506 A Of cotton, for embroidering and crocheting or knitting, on reels, or in balls or skeins.
Valuation : \$1.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 20 % plus 2 % on valuation.
- 2506 B Of linen or hemp (càñamo), unbleached or dyed, for sewing, embroidering and knitting on bobbins, in balls or skeins, or on reels, the weight of the wooden reel being deducted when over 70 grammes.
Valuation : \$1.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 20 % plus 2 % on valuation.

Oiled Cloth :

- 2512 In the piece, with or without fringe, including pole.
Valuation : \$0.40 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2512 bis The same, in the form of table-cloths or mats.
Valuation : \$0.40 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.

Printed Matter :

- 2522 On paper, for advertisements and ordinary advertising matter printed on cardboard, not mentioned in the previous tariff numbers, as well as separate blocks for calendars. Price lists and commercial catalogues referring exclusively to imported articles will be dutiable under this tariff number.
Valuation : \$0.50 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 40 % plus 7 % on valuation.
- 2533 A Golf clubs.
Valuation : \$2.50 gold each, without 60 % surcharge.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- Note :* Shafts of wood or steel for golf clubs will be assessed for duty with a deduction of 50 % from the valuation.
- 2533 H Balls for golf and tennis.
Valuation : \$1.50 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 30 % plus 7 % on valuation.

Partida

Juguetes :

- 2539 A De toda clase, no comprendidos en otras partidas inclusive los llamados Meccano y Hornby, mecánicos o no.
Aforo : kilo \$0,40 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Papel :

- 2616 Como el anterior, para máquinas de escribir.
Aforo : kilo \$3,00 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Plumas :

- 2653 Para escribir, de acero u otro metal.
Aforo : kilo \$2,50 o/s. sin 60 % de recargo al 25 % y adicional de 7 %.

Raquetas :

- 2687 Como las anteriores, encordadas, para otros juegos.
Aforo : c/u. \$3,75 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

- 2687 bis Las mismas, sin encordar.
Aforo : c/u. \$1,875 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Tinta :

- 2730 Para escribir, negra o de color, en cualquier condición, inclusive el envase exterior.
Aforo : kilo bruto \$0,10 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Nota : La tinta para escribir, negra o de color, envasada en botellas de barro, se aforará con una deducción de 10 %.

Arrowroot :

- 2867 Araruta, en general.
Aforo : kilo \$0,20 o/s. más 60 % al 20 % y adicional de 2 %.

Azul :

- 2877 Y verde de ultramar.
Aforo : kilo bruto \$0,10 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

- 2877 bis En pancitos y bolsitas, en general.
Aforo : kilo bruto \$0,13 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

2886 *Barnices :*

Inc. 1º — A base de celuloide, celulosa, nitrocelulosa, acetil-celulosa y similares, coloreados o no.
Aforo : kilo \$0,70 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Inc. 2º — Grasos a base de aceites secantes y aceites polimerizados, con resinas o gomas naturales o artificiales, resinatos, etcétera, coloreados o no, comprendiendo también a los barnices secantes líquidos, como el terebene y similares.
Aforo : kilo \$0,50 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Inc. 3º — Volátiles en general, constituidos por resinas naturales o artificiales disolventes volátiles, coloreados o no.
Aforo : kilo \$0,375 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Inc. 4º — Constituidos por aceites polimerizados, oxidados o sopladados, sin resinas agregadas, con o sin disolvente volátil.
Aforo : kilo \$0,25 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Tariff No.

Toys :

- 2539 A Of every kind, not comprised in other tariff items, including those called Meccano and Hornby, mechanical or not.
Valuation : \$0.40 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Paper :

- 2616 The same, for typewriters.
Valuation : \$3.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Pens :

- 2653 For writing, of steel or other metal.
Valuation : \$2.50 gold per kilo, without 60 % surcharge.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Racquets :

- 2687 The same, strung, for other games.
Valuation : \$3.75 gold each, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2687 bis The same, unstrung.
Valuation : \$1.875 gold each, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Ink :

- 2730 For writing, black or coloured, in any condition, including the exterior packing.
Valuation : \$0.10 gold per kilo gross, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- Note :* Writing ink, black or coloured, packed in stone jars, will be assessed for duty with a deduction of 10 % from the valuation.

Arrowroot :

- 2867 Arrowroot, in general.
Valuation : \$0.20 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 20 % plus 2 % on valuation.

Blue :

- 2877 And green, ultramarine.
Valuation : \$0.10 gold per kilo gross, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2877 bis In small cakes or bags, in general.
Valuation : \$0.13 gold per kilo gross, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

2886 *Varnishes :*

Section 1. Varnishes with a base of celluloid, cellulose, nitrocellulose, acetyl-cellulose and the like, coloured or not.

Valuation : \$0.70 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Section 2. Oily varnishes with a base of siccative and polymerised oils with natural or synthetic resins or gums, resinsates, etc., coloured or not, and liquid drying varnishes such as terebene and the like.

Valuation : \$0.50 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Section 3. Volatile varnishes in general, composed of natural or synthetic resins, volatile solvents, coloured or not.

Valuation : \$0.375 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Section 4. Varnishes of polymerised or oxidized oils or stand oils without resins, with or without volatile solvents.

Valuation : \$0.25 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Partida

Barnices (seguida) :

Inc. 5° — Grasos de color negro a base de asfaltos naturales o artificiales, con aceites secantes, con resinas.

Aforo : kilo \$0,225 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Inc. 6° — Volátiles de color negro a base de brea, asfaltos o alquitranes y disolventes volátiles.

Aforo : kilo \$0,094 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Inc. 7° — Al agua.

Aforo : kilo \$0,20 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Cobre :

2967

Sulfato impuro.

Aforo : kilo \$0,10 o/s. más 60 % al 5 %.

Fósforo :

3072

Sexquisulfuro.

Aforo : kilo neto \$1,15 o/s. más 60 % al 5 %.

Nueces :

3193

Moscada.

Aforo : kilo \$1,00 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Pinturas :

3226

En pasta, bermellón o cinabrio.

Aforo : kilo \$1,00 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

3227

En pasta, con pigmento a base exclusiva de compuestos de cobre, óxido de cromo, cromatos y azul de Prusia.

Aforo : kilo \$0,30 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

3228

En pasta no especificada y los tapaporos, no mencionados en otras partidas.

Aforo : kilo \$0,14 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

3229

O pigmento en polvo o terrones, no especificados.

Aforo : kilo \$0,20 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

3229 bis

Ferrite en polvo o terrones y el litophone.

Aforo : kilo \$0,10 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

3230

En pomos.

Aforo : kilo \$0,50 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

3231

Líquidas en general sin barniz, y las anticorrosivas.

Aforo : kilo \$0,22 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

3232

En pasta o líquidas con barniz, exceptuando las de las partidas 3232 (A y B), pinturas antiincrustantes para fondos de buques, cuando contengan compuesto de mercurio, cobre o arsénico, tapaporos o masillas a la peroxilina, celulosa, celuloide, viscosa y sus éteres.

Aforo : kilo \$0,40 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

3232 A

Llamadas esmaltes y las a base de celuloide, celulosa, acetilcelulosa y similares.

Aforo : kilo \$0,55 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

3232 B

Con aluminio, bronce o cobre.

Aforo : kilo \$0,70 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Tariff No.

Varnishes (continued) :

Section 5. Oily black varnishes with a base of natural or synthetic asphalt with siccative oils and resins.

Valuation : \$0.225 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Section 6. Black volatile varnishes with a base of pitch, asphalt or tar and volatile solvents.

Valuation : \$0.094 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Section 7. Water varnishes.

Valuation : \$0.20 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Copper :

2967

Sulphate, impure.

Valuation : \$0.10 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 5 % on valuation.

Phosphorus :

3072

Sesquisulphide.

Valuation : \$1.15 gold per kilo nett, increased by 60 %.

Duty : 5 % on valuation.

Nuts :

3193

Nutmegs.

Valuation : \$1.00 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Paints :

3226

In paste, vermilion or cinnabar.

Valuation : \$1.00 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

3227

In paste, with pigment exclusively with base of copper compounds, chromic oxides, chromates and Prussian blue.

Valuation : \$0.30 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

3228

In paste, unspecified, and fillers, not mentioned in other tariff numbers.

Valuation : \$0.14 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

3229

Paints or pigments in powder or lumps, not specially mentioned.

Valuation : \$0.20 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

3229 bis

Iron oxide in powder or lumps and lithophone.

Valuation : \$0.10 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

3230

In tubes.

Valuation : \$0.50 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

3231

Liquid, in general, without varnish, and anti-corrosives.

Valuation : \$0.22 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

3232

In paste or liquid with varnish, excepting those of tariff numbers 3232 A and B, anti-corrosive, paints for ships' bottoms containing compounds of mercury, copper or arsenic, fillers and putties of pyroxylene, cellulose, celluloid, viscose and their ethers.

Valuation : \$0.40 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

3232 A

Called enamels and those with a base of celluloid, cellulose, acetyl-cellulose and the like.

Valuation : \$0.55 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

3232 B

With aluminium, bronze or copper.

Valuation : \$0.70 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Partida

Pinturas (seguida) :

- 3233 Para marcar ovejas.
Aforo : kilo \$0,08 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 3234 Al agua.
Aforo : kilo \$0,157 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 3234 A Con caucho.
Aforo : kilo \$0,40 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Nota : Cuando se importen las pinturas en envases mayores de 50 kilos neto, tendrán una rebaja de 20 % en su aforo o derecho.

Plomo :

- 3241 Minio.
Aforo : kilo \$0,15 o/s. más 60 % al 20 % y adicional de 2 %.

Sodio :

- 3296 Hiposulfito para usos industriales.
Aforo : kilo \$0,05 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 3296 bis Bicarbonato para usos industriales.
Aforo : kilo \$0,03 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Sal :

- 3481 De frutas, Enos y similares.
Aforo : doc. \$4,00 o/s. más 60 % al 40 % y adicional de 7 %.

Tableros :

- Inc. (K). Principales de distribución o interrupción eléctrica totalmente blindados o encerrados en cajas de hierro fundido, rellenos con composición aisladora, de más de 300 kilos hasta 500 kilos.
Aforo : kilo, \$0,48 o/s. sin recargo de 60 %.
- Los mismos, de más de 500 kilos hasta 1000 kilos.
Aforo : kilo, \$0,32 o/s. sin recargo de 60 %.
- Los mismos, de más de 1000 kilos.
Aforo : kilo, \$0,24 o/s. sin recargo de 60 %.

Nota : Los menores de 300 kilos se seguirán despachando como « accesorios eléctricos en cajas de hierro » de la partida del Inciso K.

Paño :

- Inc. (Ñ). De gasa con algodón hidrófilo.
Aforo : kilo, \$1 o/s. sin recargo de 60 %.

Substancias para curar ganado y vegetales y utensilios para ese objeto :

- Las substancias para curar ganado y otros remedios en forma de polvo, pasta o líquido, utilizados para la curación de pestes y enfermedades de los animales ; tabletas, polvos y líquidos purgantes para administrar al ganado a objeto de destruir parásitos internos ; instrumentos a máquina y a mano, utilizados para la aplicación de insecticidas a los árboles frutales y las mieses, así como baños de inmersión y máquinas para rociar al ganado, abonarán el impuesto aduanero con las siguientes tasas sobre los aforos establecidos en la Tarifa de Avalúos y leyes complementarias :
- 22 %, los artículos que paguen el 47 %.
- 17 %, los que paguen el 32 %.
- 5 %, los sujetos a derechos superiores al 5 %, y no alcancen al 32 %.
- Libres de derechos, los que abonen el 5 %.

Tariff No.

Paints (continued) :

- 3233 For marking sheep.
Valuation : \$0.08 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 3234 For mixing with water.
Valuation : \$0.157 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 3234 A With rubber.
Valuation : \$0.40 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Note : When paints are imported in containers weighing more than 50 kilos nett, they will be accorded a reduction of 20 % either in their valuations or duties.

Lead :

- 3241 Minium (red lead).
Valuation : \$0.15 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 20 % plus 2 % on valuation.

Sodium :

- 3296 Hypo-sulphite, for industrial use.
Valuation : \$0.05 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 3296 bis Bicarbonate, for industrial use.
Valuation : \$0.03 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Salts :

- 3481 Fruit, Eno's and the like.
Valuation : \$4.00 gold per dozen, increased by 60 %.
Duty : 40 % plus 7 % on valuation.

Panels :

Section K. Main electrical, distribution or circuit-breaking, totally armoured or enclosed in boxes of cast iron filled with insulating compound weighing more than 300 kilos up to 500 kilos.
Valuation : \$0.48 gold per kilo, without surcharge of 60 %.

The same weighing more than 500 up to 1,000 kilos.
Valuation : \$0.32 gold per kilo, without surcharge of 60 %.

The same weighing more than 1,000 kilos.
Valuation : \$0.24 gold per kilo, without surcharge of 60 %.

Note : Those weighing less than 300 kilos will continue to be classified as " electrical accessories in iron boxes " in the relevant tariff item of Section K.

Towels :

Section N. Sanitary, of gauze with absorbent cotton.
Valuation : \$1.00 gold per kilo, without surcharge of 60 %.

Specifics for treating livestock and plants, and appliances for that purpose :

Specifics for treating livestock and other remedies in paste, powder or liquid form, employed for the treatment of animal pests and diseases ; tablets, powders and liquid drenches for administration to livestock for the destruction of internal parasites ; appliances, both power and hand, employed in the application of insecticides to fruit trees and crops, also dipping baths and cattle spraying machines, shall pay Customs duties at the following rates on the valuations established in the Valuation Tariff and complementary laws :

- 22 %, the articles which pay 47 %.
- 17 %, those which pay 32 %.
- 5 %, those subject to duties higher than 5 % and less than 32 %.
- Duty free, those which pay 5 %.

El Gobierno Argentino se compromete mientras rija la Convención firmada con el Reino Unido de Gran Bretaña, a no aumentar los impuestos aduaneros de las partidas de la Tarifa de Avalúos que se mencionan a continuación de las cuales está excluido el 10 % adicional :

Partida

Animales :

- 3 En pie de pedigree, ovinos, bovinos y equinos para la reproducción.
 (Caballos) :
 Aforo : c/u. \$1.000 o/s. sin 60 % de recargo, libre de derechos.
 (Yeguas) :
 Aforo : c/u. \$300 o/s. sin 60 % de recargo, libre de derechos.
 (Carneros) :
 Aforo : c/u. \$100 o/s. sin 60 % de recargo, libre de derechos.
 (Ovejas) :
 Aforo : c/u. \$50 o/s. sin 60 % de recargo, libre de derechos.
 (Toros) :
 Aforo : c/u. \$1.000 o/s. sin 60 % de recargo, libre de derechos.
 (Vacas) :
 Aforo : c/u. \$300 o/s. sin 60 % de recargo, libre de derechos.

Carbón :

- 9 De piedra para combustible.
 Aforo : 1000 kilos \$7.— o/s. más 60 % libre de derechos.
 12 Coke.
 Aforo : 1000 kilos \$8.— o/s. más 60 % libre de derechos.

Cuñas :

- 13 Rieles de acero o de hierro, travesaños de hierro y eclisas para ferrocarriles o tranvías a vapor o a sangre o electricidad, y el material destinado a la instalación de los tranvías eléctricos y tracción, comprendiéndose en este rubro únicamente a los motores para los coches, tren de éstos, cables, trolleys, alambre, bobinas, cajas, fusibles, frenos, llantas, pararrayos, resortes aisladores, controllers, ruedas, rosetas, cruces y cambios.
 Aforo : Valor declarado — siempre que no estén comprendidos en otras partidas — al 5 %.

Destinados a ciudades de menos de 100.000 habitantes y llenados los requisitos del artículo 4º de la Ley N° 11.281. libre de derechos.

Embarcaciones :

- 16 Para clubs de regatas, de remo.
 Aforo : Valor declarado al 10 % y adicional de 2 %.

Locomotoras :

- 26 Y piezas de repuesto para las mismas.
 Aforo : Valor declarado, al 5 %.

Huevos :

- 191 En general.
 Aforo : kilo bruto \$0,20 o/s. más 60 %, libre de derechos.

The Argentine Government undertakes, during the currency of the Convention signed with the Government of the United Kingdom not to increase the Customs duties payable under the following tariff numbers of the Valuation Tariff. The 10 % surcharge is not included in the rates of duty shown.

Tariff No.

Animals :

- 3 Pedigree livestock, bovine, ovine and equine for breeding.
 (Horses) :
 Valuation : \$1,000.00 gold each, without the 60 % surcharge.
 Duty : free.
 (Mares) :
 Valuation : \$300.00 gold each, without the 60 % surcharge.
 Duty : free.
 (Rams) :
 Valuation : \$100.00 gold each, without the 60 % surcharge.
 Duty : free.
 (Ewes) :
 Valuation : \$50.00 gold each, without the 60 % surcharge.
 Duty : free.
 (Bulls) :
 Valuation : \$1,000.00 gold each, without the 60 % surcharge.
 Duty : free.
 (Cows) :
 Valuation : \$300.00 gold each, without the 60 % surcharge.
 Duty : free.

Coal :

- 9 Mineral, for burning.
 Valuation : \$7.00 gold, increased by 60 %, per 1,000 kilos.
 Duty : free.

12 *Coke :*

- Valuation : \$8.00 gold, increased by 60 %, per 1,000 kilos.
 Duty : free.

Wedges :

- 13 Rails of steel or iron, sleepers of iron and fishplates for railways or tramways (steam, animal or electric power), also plant for the installation and traction of electric tramways, comprising as plant, only motors for coaches, coach undergear, cables, trolleys, wire, coils, fuse boxes, brakes, tyres, lightning conductors, springs, insulating media, controllers, wheels, " rosetas ", crossings and switches.
 Valuation : Declared value, provided that these articles are not comprised in other tariff numbers.
 Duty : 5 % on valuation.
 When intended for use in towns of less than 100,000 inhabitants and complying with the requirements of Article 4 of Law No. 11281, duty free.

Boats :

- 16 For rowing clubs.
 Valuation : Declared value.
 Duty : 10 % plus 2 % on valuation.

Locomotives :

- 26 And spare parts for same.
 Valuation : Declared value.
 Duty : 5 % on valuation.

Eggs :

- 191 In general.
 Valuation : \$0.20 gold per kilo gross, increased by 60 %.
 Duty : free.

Partida

Te :

- 239 En general en envases comunes incluyendo los de hojalata.
Aforo : kilo \$0,60 o/s. más 60 %, derecho específico kilo neto \$0,05 más 25 % de recargo.

Ginebra :

- 273 Embotellada, aromática, que no exceda de 50° centesimales por litro.
Aforo : docena botellas \$3.— o/s. más 60 % derecho específico cada botella \$0,33 o/s. más 25 % y adicional de 25 % *ad valorem*.

Amianto o asbesto :

- 813 En cartón, en polvo y la magnesia plástica.
Aforo : kilo \$0,08 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 814 En meollar, empaquetaduras, telas y tejidos en general.
Aforo : kilo \$0,45 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Caños, tubos, mangas, codos o uniones :

- 927 De hierro fundido hasta 75 milímetros de diámetro interior.
Aforo : kilo \$0,04 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 928 De hierro fundido de más de 75 milímetros de diámetro interior.
Aforo : kilo \$0,03 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 929 De hierro dulce o batido, comprendidos los de hierro maleable.
Aforo : kilo \$0,08 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 930 De hierro galvanizado.
Aforo : kilo \$0,10 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 933 De goma sin inserciones de tela, con excepción de las de hoja inglesa o sus similares.
Aforo : kilo \$1,30 o/s. más 60 % al 30 % y adicional de 7 %.
- 934 Como las anteriores con inserciones de tela, con o sin alambre.
Aforo : kilo \$0,90 o/s. más 60 % al 30 % y adicional de 7 %.
- 936 De lona.
Aforo : kilo \$0,80 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Nota : Los artículos comprendidos en las partidas 1.005, 1.006 y 1.090 cuando vengan enlozados sufrirán un recargo de 25 % sobre sus respectivos aforos.

Empaquetadura :

- 1062 En general y no especificada en otras partidas.
Aforo : kilo \$0,45 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Engrasadores :

- 1066 Aceiteras de hierro.
Aforo : kilo \$0,35 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Hierro :

- 1148 En lingotes para fundición.
Aforo : kilo \$0,018 o/s. más 60 % al 5 %.
- 1154 Galvanizado en chapas o caballetes.
Aforo : kilo \$0,07 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Tariff No.

Tea :

- 239 In general, in the usual containers, including those of tinsplate.
Valuation : \$0.60 gold per kilo, increased by 60 %.
Specific duty : \$0.05 gold per kilo nett, increased by 25 %.

Gin :

- 273 In bottles, aromatic, not exceeding 50 centesimal degrees per litre.
Valuation : \$3.00 gold per dozen bottles, increased by 60 %.
Specific duty : \$0.33 gold per bottle, increased by 25 %.
Additional duty : 25 % *ad valorem*.

Amianthus or Asbestos :

- 813 In sheets, in powder, and plastic magnesia.
Valuation : \$0.08 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
814 Thread, machine packing, cloth and tissues, in general.
Valuation : \$0.45 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Pipes, Tubes, Conduits, Elbows and Joints.

- 927 Of cast iron, up to 75 millimetres internal diameter.
Valuation : \$0.04 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
928 Of cast iron, more than 75 millimetres internal diameter.
Valuation : \$0.03 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
929 Of mild or wrought iron.
Valuation : \$0.08 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
930 Of galvanised iron.
Valuation : \$0.10 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
933 Of rubber, not combined with cloth, except those of English sheet or the like.
Valuation : \$1.30 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 30 % plus 7 % on valuation.
934 The same, combined with cloth, with or without wire.
Valuation : \$0.90 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 30 % plus 7 % on valuation.
936 Of canvas.
Valuation : \$0.80 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Note. The articles comprised in tariff Nos. 1005, 1006 and 1090 when enamelled will be subject to a surcharge of 25 % on their respective valuations.

Packing :

- 1062 In general, not specially mentioned in other tariff numbers.
Valuation : \$0.45 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Oilers :

- 1066 Oil cans of iron.
Valuation : \$0.35 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Iron :

- 1148 In ingots for casting.
Valuation : \$0.018 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 5 % on valuation.
1154 Galvanized, in sheets or ridgings.
Valuation : \$0.07 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Partida

Hilo, piola o piolin :

1171 De otras materias.

Aforo : kilo \$0,30 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Típico para coser bolsas de cereales con comprobación de destino, libre de derechos.

Hojalata :

1177 Sin trabajar, cortada o no.

Aforo : kilo \$0,08 o/s. más 60 % al 5 %.

Lonas y carpas :

1196 • Enceradas o no para cubrir parvas o vagones y para otros usos análogos.

Aforo : kilo \$0,80 o/s. más 60 % al 5 %.

PARTIDAS VARIAS.

Herramientas de hierro y acero para artesanos, detalladas en la resolución N° 327 de 9 de Agosto de 1932.

Aforos varios, libres de derechos.

Tierra :

1484 Hidráulica o romana.

Aforo : 100 kilos bruto \$1,10 o/s. más 60 % al 35 % y adicional de 7 %.

Destinada a obras públicas :

Aforo : 100 kilos bruto \$1,10 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Tubos :

1636 Aisladores o caños de hierro batido o fundido, con o sin sus accesorios, barnizados o no.

Aforo : kilo \$0,12 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Baldosas :

1847 Enlozadas (azulejos), lisas, pintadas o no.

Aforo : kilo bruto \$0,06 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Caños :

1873 De barro hasta 20 centímetros de diámetro.

Aforo : c/u. \$0,20 o/s. más 60 % más 25 % al 25 % y adicional de 7 %.

Ladrillos :

1887 De fuego, fusibles o refractarios.

Aforo : 100 \$2,— o/s. más 60 % más 25 % al 5 %.

Tejidos de algodón :

2006 Bordados, tableados, plegados (crepé) y calados hasta 200 gramos el metro cuadrado

Aforo : kilo \$1,50 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

2006 bis Bordado al sistema Jacquard.

Aforo : kilo \$3,— o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Tariff No.

Thread, Twine or String :

1171 Of other materials.

Valuation : \$0.30 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Note : When of the type used for sewing cereal bags, and accompanied with proof of intended use, duty free.

Tinplate :

1177 Unworked, cut or not.

Valuation : \$0.08 increased by 60 %.

Duty : 5 % on valuation.

Canvas or Tarpaulins :

1196 Oiled or not, for covering ricks or waggons and for similar uses.

Valuation : \$0.80 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 5 % on valuation.

VARIOUS ITEMS.

Artisans' Tools of Iron and Steel, scheduled in Resolution No. 327 of August 9, 1932.

Valuation : various. Duty : free.

Cement :

1484 Hydraulic or Roman.

Valuation : \$1.10 gold per 100 kilos gross, increased by 60 %.

Duty : 35 % plus 7 % on valuation.

Intended for use in public works.

Valuation : \$1.10 gold per 100 kilos gross increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Tubes :

1636 Insulated, or pipes of wrought or cast iron, with or without accessories, varnished or not.

Valuation : \$0.12 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Tiles :

1847 Glazed (azulejos), plain, coloured or not.

Valuation : \$0.06 gold per kilo gross, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Pipes :

1873 Of earthenware (barro) up to 20 centimetres in diameter.

Valuation : \$0.20 gold each, increased by 60 % and 25 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Bricks :

1887 Fire, fusible or refractory.

Valuation : \$2.00 gold per 100, increased by 60 % and 25 %.

Duty : 5 % on valuation.

Cotton Tissues :

2006 Embroidered, box-pleated, pleated (crepe), and open-worked, weighing up to 200 grammes per square metre.

Valuation : \$1.50 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

2006 bis Embroidered on the Jacquard system.

Valuation : \$3.00 gold per kilo, increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Partida

Tejidos de algodón (seguida) :

- 2009 Blancos, no mencionados hasta 80 gramos inclusive, el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$1,40 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2011 Blancos, labrados con listas u otros diseños al telar de más de 80 gramos el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$0,90 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2012 Pintados, no mencionados hasta 80 gramos inclusive, el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$1,50 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2014 De colores, no mencionados hasta 80 gramos inclusive el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$1,50 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2016 De colores de más de 130 gramos el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$0,80, o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2018 Con lana no mencionados.
Aforo : kilo \$1,20 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Tejidos de lana :

- 2039 No mencionados en otras partidas, hasta 200 gramos inclusive, el metro cuadrado.
Aforo : kilo \$3.— o/s. más 60 % al 30 % y adicional de 7 %.

Tejidos de seda :

- 2051 Engomado llamado crespón.
Aforo : kilo \$12.— o/s. más 60 % al 40 % menos 50 % y adicional de 7 % menos 50 %.

Artículos de metal :

- 2280 Como los anteriores, calidad regular.
Aforo : kilo \$5.— o/s. más 60 % al 50 % y adicional de 7 %.

Encajes o cuadros para almohadones :

- 2440 O mallas gruesas de algodón.
Aforo : kilo \$1,60 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- 2441 De algodón, lana o mezcla imitación valenciana, bretona guipiur o crochet, inclusive los que vengan con hilos metálicos o con canutillo.
Aforo : kilo \$4.— o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Lanas :

- 2542 Para bordar o tejer.
Aforo : kilo \$1,40 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Papel :

- 2605 Albuminado y los especiales para fotografía. Peso con lata.
Aforo : kilo \$2.— o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Tinta :

- 2730 Para escribir, negra o de color, en cualquier condición, inclusive el envase exterior.
Aforo : kilo bruto \$0,10 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Tariff No.

Collon Tissues (continued) :

- 2009 Bleached, not specially mentioned, weighing up to 80 grammes inclusive, per square metre.
Valuation : \$1.40 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2011 Bleached, with stripes or other woven designs, weighing more than 80 grammes per square metre.
Valuation : \$0.90 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2012 Printed, not specially mentioned, weighing up to 80 grammes inclusive, per square metre.
Valuation : \$1.50 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2014 Dyed, not specially mentioned, weighing up to 80 grammes inclusive, per square metre.
Valuation : \$1.50 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2016 Dyed, weighing more than 130 grammes per square metre.
Valuation : \$0.80 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2018 With wool, not specially mentioned.
Valuation : \$1.20 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Wool Tissues :

- 2039 Not specially mentioned in other tariff numbers, weighing up to 200 grammes inclusive, per square metre.
Valuation : \$3.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 30 % plus 7 % on valuation.

Silk Tissues :

- 2051 Sized, called crape.
Valuation : \$12.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 40 % less 50 %, plus 7 % less 50 %, on valuation.

Articles of metal :

- 2280 The same, medium quality.
Valuation : \$5.00 gold per kilo increased by 60 %.
Duty : 50 % plus 7 % on valuation.

Lace or Squares for Bedspreads :

- 2440 Or coarse net of cotton.
Valuation : \$1.60 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
- 2441 Of cotton, pure or mixed wool, imitation Valenciennes, Breton, guipure or crochet, including those mixed with metal threads or beaded embroidery.
Valuation : \$4.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Wool :

- 2542 Yarns for embroidery or knitting.
Valuation : \$1.40 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Paper :

- 2605 Albuminized and special photographic papers, including the weight of the tin.
Valuation : \$2.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Ink :

- 2730 For writing, black or coloured, in any condition, including the exterior packing.
Valuation : \$0.10 gold per kilo gross, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Partida

Tiras :

- 2743 Embutidos, guarniciones y cuadrados, de algodón, bordados, con o sin seda.
Aforo : kilo \$4.— o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Calcio :

- 2914 Cloruros en general impuros.
Aforo : kilo \$0,02 o/s. más 60 % al 5 %.

Gasas medicinales :

- 3080 Hidrófila en general.
Aforo : kilo \$1.— o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Pasta :

- Inc. E. para calzado de toda procedencia.
Aforo : kilo \$0,50 o/s. sin 60 % de recargo al 25 % y adicional de 7 %.

ANEXO II.

El Gobierno Argentino se compromete mientras rija la Convención firmada con el Reino Unido de Gran Bretaña a no aumentar los impuestos aduaneros de las partidas de la Tarifa de Avalúos que se mencionan a continuación y de las cuales está excluido el 10 % adicional con las reservas y aclaraciones que en cada una de ellas se establece.

Partida

- 18 Específico para curar la sarna y específicos garrapaticidas.
Aforo : kilo \$0,30 o/s. más 60 %.
Libre de derechos cuando el Ministerio de Agricultura los declara aptos para ese destino.
- 880 Bombas de otras clases, de uno o más cuerpos, de hierro con accesorios de bronce, inclusive los burritos o bombas a vapor, las movidas a electricidad y las combinadas a malacate.
Aforo : kilo \$0,25 o/s. más 60 % al 15 % y adicional de 2 %.
- En esta partida se comprende únicamente a las bombas para pozo o extracción de agua y la fijación de los impuestos se compromete hasta tanto se implante en general una nueva clasificación arancelaria.
- Específicos para curar ganado. Libre de derechos con las comprobaciones del Ministerio de Agricultura cuando correspondan.
- 1247 A Máquinas en general y piezas de repuesto para las mismas no comprendidas en otras partidas, hasta 100 kilos neto.
Aforo : kilo bruto \$0,30 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.
- Se compromete la fijación de los impuestos hasta tanto se implante en general una nueva clasificación arancelaria.
- 1247 B Máquinas en general y piezas de repuesto para las mismas no comprendidas en otras partidas, desde 100 y hasta 500 kilogramos.
Aforo : kilo bruto \$0,30 o/s. más 60 %, derechos :
Para máquinas, al 5 %. Para piezas de repuesto, al 10 % y adicional de 2 %.
- Se compromete la fijación de los impuestos hasta tanto se implante en general una nueva clasificación arancelaria.

Tariff No.

Bands :

- 2743 Insertions, trimmings and motifs, of cotton, embroidered, with or without silk.
Valuation : \$4.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Calcium :

- 2914 Chlorides, in general, impure.
Valuation : \$0.02 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 5 % on valuation.

Medicinal Gauzes :

- 3080 Absorbent, in general.
Valuation : \$1.00 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

Paste :

- Section E. For footwear, of every origin.
Valuation : \$0.50 gold per kilo, without the 60 % surcharge.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

SCHEDULE II.

The Argentine Government undertake, while the Convention signed with the Government of the United Kingdom remains in force, not to increase the Customs duties payable under the Tariff numbers of the Valuation Tariff mentioned hereunder, with the reservations and explanations established in each case. The 10 % surcharge is not included in the rates of duty shown.

Tariff No.

- 18 Specifics for treating scab, and tick specifics.
Valuation : \$0.30 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : free when the Ministry of Agriculture declares that they are suitable for that purpose.
- 880 Pumps of other classes, of one or more cylinders, of iron with accessories of brass, including donkey steam pumps, electric pumps and capstan driven pumps.
Valuation : \$0.25 gold per kilo, increased by 60 %.
Duty : 15 % plus 2 % on valuation.
Only pumps for wells or for the extraction of water will be included in this tariff number and the consolidation of the duties is established until such time as a new Customs classification is introduced.
Specifics for treating livestock. Duty free when they have been approved by the Ministry of Agriculture, when necessary.
- 1247 A Machinery, in general, and spare parts for same not provided for in other tariff numbers, weighing less than 100 kilos nett.
Valuation : \$0.30 gold per kilo gross, increased by 60 %.
Duty : 25 % plus 7 % on valuation.
The consolidation of the duties is established until such time as a new Customs classification is introduced.
- 1247 B Machinery, in general, and spare parts for same not provided for in other tariff numbers, weighing from 100 up to 500 kilos.
Valuation : \$0.30 gold per kilo gross, increased by 60 %.
Duty : For machinery, 5 % on valuation ; spare parts, 10 % plus 2 % on valuation.
The consolidation of the duties is established until such time as a new Customs classification is introduced.

Partida

1248

Como las anteriores de más de 500 y hasta 1.000 kilogramos.

Aforo : kilo bruto \$0,20 o/s. más 60 %, derechos :

Para máquinas, al 5 %. Para piezas de repuesto, al 10 % y adicional de 2 %.

Se compromete la fijación de los impuestos hasta tanto se implante en general una nueva clasificación arancelaria.

Nota : No se despacharán por las partidas 1.247, 1.248 y 1.249 los repuestos para las máquinas, las piezas o accesorios que tengan en el arancel partida propia cuando no se importen juntamente con las máquinas que integran o forman parte. En tales casos se despacharán por las partidas que especialmente las comprendan y con el derecho que corresponda.

Nota : Si se redujera el impuesto que grava las motocicletas de más de 350 centímetros cúbicos de capacidad (Partida 1.317) se rebajaría en la misma proporción el de las de menor capacidad.

1612

Motores o dínamos eléctricos en general de más de $\frac{1}{4}$ de caballo.

Aforo : kilo bruto \$0,30 o/s. más 60 % al 5 %.

Se fija el impuesto para los motores o dínamos eléctricos en general de más de 500 kilos.

Nota : Si se redujera el impuesto que grava la cera de parafina para usos industriales, con exclusión de la parafina para uso medicinal de la partida 3.215 y de la cera mineral o ceracina de la partida 2.952, se hará otra reducción correspondiente en el arancel que se establece para las velas.

2010 bis

Tejidos de algodón blancos, lisos o asargados de más de 160 gramos el metro cuadrado.

Aforo : kilo \$0,80 o/s. más 60 % al 25 % y adicional de 7 %.

Si se redujera el impuesto aduanero que grava a los tejidos comprendidos en esta partida, la rebaja no será mayor que la concedida a los de 80 a 160 gramos (Partida 2.010), y en caso de que se hiciera, se acordará otra rebaja igual a los de la Partida 2.010.

Si se redujeran los impuestos aduaneros que gravan a los tejidos de seda natural, se efectuará una rebaja proporcional a los de seda artificial.

Modifícase el inciso d) del artículo 5º de la ley 11.252, en la siguiente forma :

d) Los ajenjos y en general las bebidas que lo contengan, pagarán por cada botella de capacidad hasta (50) cincuenta centilitros (\$4,50 m/n.) cuatro pesos cincuenta centavos moneda nacional, y por la de capacidad de cincuenta y un centilitros hasta el litro (\$9 m/n.) nueve pesos moneda nacional.

El whisky pagará la tasa que le corresponda, según su graduación alcohólica, de acuerdo a la ley 11.252. Esta disposición empezará a regir al día siguiente de su publicación ; y simultáneamente quedará sin efecto la rebaja de 50 % de los derechos aduaneros acordada por el Poder Ejecutivo por autorización del Artículo 76 de la ley 11.281 ; y le comprenderá el adicional de 25 % al igual que las bebidas alcohólicas de su categoría.

ANEXO III.

Carne, es decir, carne vacuna, ternera, carnero, cordero, cerdo, panceta, jamón y menudencias comestibles, sin incluir extractos y esencias de carne o conserva de carne en cualquier envase hermético
Extractos y esencias de carne y conserva de carne en envases herméticos, con exclusión de pastas de carnes mezcladas o no y salchichas
Trigo en grano
Semilla de lino
Maíz en grano, con exclusión del maíz blanco chato
Extracto de quebracho

Arancel

Libre

10 % *ad valorem*
2 chel. por quar-
ter de 480 libras
10 % *ad valorem*
Libre
10 % *ad valorem*

Tariff No.

- 1248 The same, weighing more than 500 up to 1,000 kilos.
 Valuation : \$0.20 gold per kilo gross, increased by 60 %.
 Duty : For machinery, 5 % on valuation ; for spare parts, 10 % plus 2 % on valuation.
 The consolidation of the duties is established until such time as a new Customs classification is introduced.

Note : Parts and accessories for machinery which have a separate classification in the Tariff will not be dutiable under tariff numbers 1247, 1248 and 1249, when not imported together with the machinery to which they belong. In such case, they will be dutiable under the tariff numbers to which they belong and will pay the relevant duty.

Note : If the duty payable on motorcycles of more than 350 c.c. capacity (Tariff No. 1317) is reduced, the duty on those of a lower capacity will be reduced in the same proportion.

- 1612 Electric motors or dynamos in general of more than $\frac{1}{4}$ horse power.
 Valuation : \$0.30 gold per kilo gross, increased by 60 %.
 Duty : 5 % on valuation.
 The duty on electrical dynamos and motors in general weighing more than 500 kilos is fixed.

Note : If the duty payable on paraffin wax for industrial purposes, excepting paraffin for medicinal uses (tariff number 3215) and mineral wax or ceraine (tariff number 2952), is reduced, a corresponding reduction will be made in the rate of duty established for candles.

- 2010 bis Cotton tissues, bleached, plain or twilled, weighing more than 160 grammes per square metre.

Valuation : \$0.80 gold per kilo increased by 60 %.

Duty : 25 % plus 7 % on valuation.

If the Customs duty payable on tissues comprised in this tariff number is reduced, the reduction will not be greater than that accorded on those weighing from 80 to 160 grammes (Tariff No. 2010), and in the event of the reduction being greater, a further corresponding reduction will be accorded to those under Tariff Number 2010.

If the Customs duties payable on tissues of natural silk are reduced, a proportionate reduction will be effected in duties payable on tissues of artificial silk.

Section (d) of Article 5 of Law 11252 is modified in the following manner :

(d) Absinthe in general and drinks containing it shall pay \$4.50 m/n. on each bottle of a capacity up to 50 centilitres, and \$9.00 m/n. on each bottle of a capacity from 51 centilitres up to 1 litre.

Whisky shall be taxed according to its alcoholic graduation in accordance with Law 11252.

This disposition will come into force the day following publication. The 50 % reduction accorded under Article 76 of Law 11281 will simultaneously cease to have effect and whisky shall pay the additional 25 % on alcoholic drinks in accordance with its category.

SCHEDULE III.

	Rate of duty
Meat, that is to say, beef, veal, mutton, lamb, pork, bacon, ham and edible offals, but not including extracts and essences of meat or meat preserve in any air-tight container	free
Meat extracts and essences and meat preserve in air-tight containers, excluding meat pastes whether mixed or not and sausages	10 % <i>ad valorem</i>
Wheat in grain	2s. per quarter of 480 lbs.
Linseed	10 % <i>ad valorem</i>
Maize in grain, not being flat white maize	free
Quebracho extract	10 % <i>ad valorem</i>

ANEXO IV.

Trigo en grano,
Maíz en grano, con exclusión del maíz blanco chato,
Semilla de lino,
Afrecho y afrechillo,
Semitín y rebacillo,
Lana en bruto,
Premier jus,
Sebo sin refinar,
Cerda de caballo en bruto,
Tripas,
Extracto de quebracho.

NOTE ¹

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères de la République argentine, le 1^{er} mars 1934.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE
RELACIONES EXTERIORES Y CULTO

Nº 226.
Reservada.

BUENOS AIRES, *septiembre 26 de 1933.*

SEÑOR EMBAJADOR :

Cuando fué firmada la Convención Anglo-Argentina en Londres el 1º de Mayo de 1933 estaba en vigencia la Ley Nº 11.681, de Enero 3 de 1933 que en su Art. 4 establecía la abolición gradual del adicional del 10 % impuesto como medida de emergencia por decreto de 6 de Octubre de 1931, disposición legal que el Gobierno de S. M. del Reino Unido tuvo en cuenta para formular los pedidos de concesiones de derechos aduaneros para las mercaderías que del Reino Unido se importaran a la Argentina.

El Gobierno Argentino declara su intención de no mantener ese adicional del 10 % excepto en el caso que su mantenimiento fuese indispensable por razones financieras, en cuyo caso la vigencia o modificación de ese adicional se mantendría siempre como medida de emergencia.

Se complace igualmente en declarar el Gobierno Argentino, que en caso de mantenerlo o de modificarse ese adicional, tan pronto como las circunstancias financieras se lo permitieran, prestaría una especial consideración a los artículos incluidos en el Anexo A. del Convenio firmado hoy.

Saludo al señor Embajador, con los sentimientos de mi mayor consideración.

A S. E. el señor Henry G. Chilton,
Embajador de Su Majestad Británica.

(Fdo.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Es copia del original :

Carlos A. Alcorta,
Subsecretario de Relaciones exteriores.

¹ Voir articles 1 et 2 de la convention, pages 78 et 80.

SCHEDULE IV.

Wheat in grain,
Maize in grain, not being flat white maize,
Linseed,
Bran and pollards,
Sharps and middlings,
Raw wool,
Premier jus,
Unrefined tallow,
Raw horse hair,
Sausage casings,
Quebracho extract.

NOTE ¹

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Minister for Foreign Affairs of the Argentine Republic, March 1st, 1934.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

No. 226.
Reserved

BUENOS AIRES, *September 26, 1933.*

M. L'AMBASSADEUR,

When the Anglo-Argentine Convention was signed in London on the 1st May, 1933, Article 4 of Law No. 11681 of the 3rd January, 1933, then in force, provided for the gradual abolition of the 10 % surcharge imposed as an emergency measure by Decree of the 6th October, 1931, a legal provision which the Government of the United Kingdom took into account when formulating their requests for concessions as regards Customs duties on goods imported from the United Kingdom into Argentina.

The Argentine Government declare their intention not to maintain the 10 % surcharge in force unless its maintenance becomes indispensable for financial reasons, in which case the surcharge will only be maintained in force or modified as an emergency measure.

The Argentine Government further declare that if the surcharge is maintained in force or modified, as soon as financial circumstances permit, they will give special consideration to the goods included in Schedule I of the Agreement signed this day.

I avail, etc.

(Signed) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

To His Excellency M. Henry G. Chilton,
His Britannic Majesty's Ambassador.

¹ See Articles 1 and 2 of the Agreement, pages 79 and 81.

² Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

² Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3305. — CONVENTION ADDITIONNELLE AU TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU A BUENOS-AYRES LE 2 FÉVRIER 1825, ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD. SIGNÉE A LONDRES LE 1^{er} MAI 1933.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE,

Réaffirmant leur commune intention de maintenir et de perfectionner le Traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Buenos-Aires le 2 février 1825 ; et

Considérant que, pour accroître et faciliter les échanges commerciaux entre la République argentine, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part, il convient de compléter ledit Traité de 1825 par certaines dispositions additionnelles concernant les relations commerciales entre les deux pays ; et

Désireux de conclure une convention à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni, reconnaissant pleinement l'importance de l'industrie de la viande de bœuf congelée (*chilled beef*) pour la vie économique de la République Argentine, ne soumettra les importations dans le Royaume-Uni de viande de cette nature provenant de la République Argentine, au cours d'un trimestre quelconque, à aucune restriction qui réduise ces importations à une quantité inférieure à celle qui a été importée pendant le trimestre correspondant de l'année qui a pris fin le 30 juin 1932, à moins que le Gouvernement du Royaume-Uni, après avoir consulté le Gouvernement argentin et échangé avec celui-ci toutes les informations utiles, ne juge cette restriction nécessaire pour maintenir les prix à un niveau rémunérateur sur le marché du Royaume-Uni. Toutefois cette restriction ne sera pas maintenue si elle a été suivie d'une augmentation des importations, dans le Royaume-Uni, d'autres catégories de viande (à l'exclusion des expéditions à l'essai de viande de bœuf congelée, d'autres parties du Commonwealth britannique) mettant obstacle au redressement des prix.

2. Si, en raison de circonstances imprévues, le Gouvernement du Royaume-Uni juge nécessaire de limiter, une année quelconque, les importations dans le Royaume-Uni de viande de bœuf congelée argentine à un contingent inférieur de plus de 10 % à la quantité importée pendant l'année qui a pris fin le 30 juin 1932, il consultera le Gouvernement argentin et les gouvernements des autres principaux pays exportateurs (y compris ceux qui font partie du Commonwealth britannique) afin de s'entendre sur la réduction des importations de viande de bœuf congelée et frigorifiée de tous les pays producteurs. Le Gouvernement du Royaume-Uni ne limitera pas les importations de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

viande de bœuf congelée argentine à un contingent inférieur de plus de 10 % à la quantité importée pendant l'année qui a pris fin le 30 juin 1932, à moins que les importations dans le Royaume-Uni de viande de bœuf congelée (non comprises les expéditions raisonnables à titre d'essai) ou de viande frigorifiée, provenant de tous les pays exportateurs de viande faisant partie du Commonwealth britannique, ne soient réduites d'un pourcentage égal au pourcentage de réduction appliqué à la viande de bœuf congelée argentine au-dessous de 90 % de la quantité importée pendant le trimestre correspondant de l'année qui a pris fin le 30 juin 1932. Le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à ne soumettre les importations dans le Royaume-Uni de viande congelée de bœuf ou de mouton à aucune restriction excédant celles prévues au tableau H de la Convention conclue le 20 août 1932 entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la Confédération australienne, sauf en cas de restriction des importations de viande de cette nature provenant des pays qui font partie du Commonwealth britannique, auquel cas la viande argentine recevra un traitement juste et équitable, compte tenu de toutes les circonstances pertinentes.

Article 2.

1. Tant que les opérations en devises étrangères resteront soumises à un contrôle dans la République Argentine, les conditions de transfert des devises étrangères, au cours d'une année quelconque, seront telles que la somme totale en livres sterling provenant de la vente des produits argentins dans le Royaume-Uni sera affectée à satisfaire les demandes courantes de règlements de l'Argentine au Royaume-Uni, sous déduction d'une somme raisonnable affectée annuellement au service de la dette publique extérieure de l'Argentine (nationale, provinciale, et municipale) envers d'autres pays que le Royaume-Uni.

2. Sous la réserve formulée au précédent paragraphe concernant le service de la dette publique extérieure, un accord conclu entre le Gouvernement argentin et le Gouvernement du Royaume-Uni déterminera dans quel ordre les livres sterling ainsi disponibles seront répartis entre les diverses catégories de personnes ayant à effectuer des règlements au Royaume-Uni.

3. Il sera prélevé, sur les livres sterling disponibles selon les dispositions du paragraphe premier ci-dessus, pour les règlements de l'Argentine au Royaume-Uni pendant l'année 1933, la contre-valeur en livres sterling de 12 millions de pesos papier, en vue de payer en numéraire, jusqu'à concurrence d'une somme à convenir entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement argentin, chacune des créances en pesos dont le transfert au Royaume-Uni restait en souffrance le premier mai 1933, faute de disponibilités en livres sterling.

4. Après épuisement de la somme de 12 millions de pesos papier mentionnée au paragraphe précédent, le Gouvernement argentin offrira des bons libellés en livres sterling, en contre-partie des créances en pesos dont le transfert restait en souffrance le premier mai 1933 faute de disponibilités en livres sterling. Ces bons seront émis au pair, amortissables en 20 ans à partir de la cinquième année de la date d'émission et porteront intérêt au taux de 4 % l'an.

Le mode de conversion et les autres conditions d'émission des bons feront l'objet d'un accord entre le Gouvernement argentin et une commission de représentants des créanciers intéressés.

5. Le Gouvernement argentin s'engage à ne traiter en aucun cas les demandes de devises destinées à être transférées au Royaume-Uni, soit au titre des créances en pesos, soit au titre des opérations courantes, d'une manière moins favorable que les demandes analogues de devises destinées à être transférées à d'autres pays.

6. Le Gouvernement du Royaume-Uni coopérera, autant que possible, avec le Gouvernement argentin, afin que la quantité de livres sterling obtenues en Argentine par suite de l'exportation de produits argentins à destination du Royaume-Uni corresponde le plus exactement possible à la valeur de ces produits sur le marché du Royaume-Uni, déduction faite des frais de transport, assurances, etc.

Article 3.

1. Les Parties contractantes concluront, aussitôt que possible, une convention complémentaire qui fera partie intégrante de la présente convention et qui fixera les droits et autres charges analogues, ainsi que les contingents, applicables aux marchandises importées du Royaume-Uni en Argentine, et réciproquement.

2. Au cas où cette convention complémentaire ne serait pas intervenue avant le premier août 1933, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, nonobstant les dispositions de l'article 6, dénoncer la présente convention à tout moment ultérieur, moyennant un préavis d'un mois.

Article 4.

Aucune disposition de la présente convention n'affectera les droits et obligations dérivant du Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Buenos-Ayres le 2 février 1825.

Article 5.

Les Parties contractantes conviennent que tout différend qui pourrait surgir entre elles, concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention, sera soumis, à la demande de l'une des Parties, à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les Parties contractantes ne conviennent de soumettre un différend particulier à un autre tribunal ou de le résoudre par une autre voie.

Article 6.

La présente convention sera ratifiée. Les ratifications seront échangées à Londres aussitôt que possible. Elle aura effet le jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant trois ans à compter de ce jour. Elle continuera à avoir effet jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait fait connaître à l'autre Partie, par la voie diplomatique, son intention de la dénoncer. Dans ce cas, la convention prendra fin, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, le premier mai mil neuf cent trente-trois, en double exemplaire, en langues anglaise et espagnole, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) (Signé) Julio A. ROCA.

(L. S.) (Signé) Walter RUNCIMAN.

PROTOCOLE

Au moment de signer la présente convention en date de ce jour, relative aux échanges commerciaux entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la République Argentine, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont déclaré ce qui suit :

1^o Le Gouvernement argentin, appréciant les avantages de la participation des capitaux britanniques aux entreprises de services publics et autres, nationales, municipales,

ou privées, qui fonctionnent dans la République Argentine, et fidèle à sa politique traditionnelle d'amitié, a l'intention d'accorder à ces entreprises, dans les limites de ses pouvoirs constitutionnels, un traitement de faveur tendant à assurer un plus grand développement économique du pays ainsi que la légitime protection des intérêts liés à ces entreprises.

2° Le Gouvernement du Royaume-Uni est disposé à coopérer avec le Gouvernement argentin afin d'étudier en commun la structure économique et financière et le fonctionnement du commerce des viandes, notamment les moyens à adopter pour assurer un bénéfice raisonnable aux éleveurs.

3° Au cas où le Gouvernement argentin ou les éleveurs argentins, en vertu d'une loi spéciale, obtiendraient la propriété, le contrôle ou l'administration d'entreprises n'ayant pas principalement un but lucratif, mais poursuivant une meilleure réglementation du commerce en vue d'assurer un bénéfice raisonnable à l'élevage, le Gouvernement du Royaume-Uni sera disposé à permettre aux importateurs qualifiés d'importer de la viande provenant de ces entreprises jusqu'à 15 % des exportations totales de l'Argentine à destination du Royaume-Uni (ce pourcentage comprenant les exportations actuellement autorisées du « Frigorífico Gualedguaychú » et du Frigorífico Municipal » de Buenos-Ayres). Il est entendu que ces importations seront mises effectivement sur le marché par les voies normales, eu égard à la nécessité de coordonner le commerce dans le Royaume-Uni, et que toute autorisation accordée par le Gouvernement du Royaume-Uni en vertu des dispositions du présent paragraphe sera conçue dans ce sens.

4° Le Gouvernement du Royaume-Uni communiquera périodiquement au Gouvernement argentin le détail de tous les permis accordés pour l'importation de viandes provenant de l'Argentine.

5° Le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à ne pas restreindre les importations dans le Royaume-Uni de la triperie argentine ; toutefois, le volume de ces importations ne devra pas dépasser leur proportion normale par rapport aux importations des autres viandes argentines.

6° Le Gouvernement argentin a l'intention :

a) De continuer à importer en franchise le charbon et toutes les autres marchandises actuellement importées en Argentine en franchise de droits ;

b) En ce qui concerne les marchandises dont les importations en Argentine proviennent en grande partie du Royaume-Uni et pour lesquelles le Gouvernement du Royaume-Uni a soumis des propositions de réduction des droits de douane : de revenir, en général, aux taxes et aux évaluations en vigueur pour ces marchandises en 1930, dans la mesure où le permettront les nécessités fiscales et les intérêts des industries nationales ; et, en outre, le cas échéant, de modifier la classification dans le sens proposé par le Gouvernement du Royaume-Uni ;

c) D'entrer en pourparlers avec le Gouvernement du Royaume-Uni afin d'envisager les moyens de maintenir la situation actuelle du charbon du Royaume-Uni sur le marché argentin.

7° Le Gouvernement argentin s'engage, en ce qui concerne les marchandises visées au paragraphe 6 ci-dessus, à n'imposer, en attendant la conclusion de la convention complémentaire, aucun droit nouveau, et à ne pas augmenter les droits actuels, soit en relevant les taxes ou les évaluations, soit en augmentant la surtaxe temporaire de 10 %, soit en appliquant une surtaxe aux marchandises qui en sont actuellement exemptes, soit de toute autre manière.

8° Le Gouvernement du Royaume-Uni a l'intention :

a) De n'introduire aucun nouveau droit ou charge ou relèvement de droits sur la viande, le lard, le jambon, le blé, le lin, le maïs et l'extrait de « quebracho » importés d'Argentine dans le Royaume-Uni ;

b) De ne pas contingenter les importations dans le Royaume-Uni des articles suivants : blé, maïs, lin, son et menu son, « rebacillo », laine brute, premier jus, suif non raffiné, crin, triperie et extrait de quebracho ;

c) En cas de contingentement de marchandises non reprises au littera b) ci-dessus, d'accorder un traitement équitable aux marchandises importées d'Argentine.

9° Le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage, en attendant la conclusion de la convention complémentaire, à n'imposer ni appliquer aucun nouveau droit à la catégorie de marchandises visée au littera a) du paragraphe 8 ci-dessus, ni augmenter les droits actuels, ni contingenter les marchandises de la catégorie visée au littera b) du paragraphe 8 ci-dessus.

10° Le Gouvernement argentin désignera une commission spéciale, aux délibérations de laquelle les représentants du Gouvernement du Royaume-Uni seront invités à participer, et qui sera chargée d'expliquer et de discuter le point de vue de son gouvernement. Cette commission examinera les propositions faites par le Gouvernement du Royaume-Uni, dont il est question au paragraphe 6 ci-dessus, et préparera la convention complémentaire visée à l'article 3 de la présente convention, afin que celle-ci puisse être complétée avant le 1^{er} août 1933.

11° L'ensemble de la présente convention, y compris les précédents paragraphes du présent protocole, entrera provisoirement en vigueur dès la date de sa signature, sauf les dispositions du paragraphe 4 de l'article 2 de la convention concernant l'émission des bons libellés en livres sterling, cette émission n'étant pas nécessaire jusqu'à la conclusion de la convention complémentaire visée à l'article 3.

Fait à Londres, le premier mai mil neuf cent trente-trois, en double exemplaire, en langues anglaise et espagnole.

(L. S.) (Signé) Julio A. ROCA.

(L. S.) (Signé) Walter RUNCIMAN.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

CONVENTION COMPLÉMENTAIRE A LA CONVENTION SIGNÉE A LONDRES LE 1^{er} MAI 1933 ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI. SIGNÉE A BUENOS-AYRES, LE 26 SEPTEMBRE 1933.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD :

Désireux de procéder, dans les termes de l'article 3 de la Convention signée à Londres le 1^{er} mai 1933, à la conclusion d'une convention complémentaire réglementant les questions visées audit article ;

Considérant qu'aux termes du paragraphe 10 du protocole de la convention précitée, le Gouvernement argentin s'est engagé à constituer une commission spéciale, aux délibérations de laquelle les représentants du Gouvernement du Royaume-Uni seront invités à participer et qui sera chargée de préparer ladite convention complémentaire,

Considérant que les délibérations entre les représentants des deux gouvernements ont eu lieu, comme il était prévu, à Buenos-Ayres, et ont abouti à un accord constaté par la présente convention complémentaire, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les articles énumérés à l'annexe I de la présente convention, produits ou fabriqués dans le Royaume-Uni, quel qu'en soit le lieu de provenance, ne seront pas soumis, à leur importation dans la République Argentine, à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont prévus dans l'annexe I précitée, et ne donneront pas lieu à des évaluations supérieures à celles de ladite Annexe.

Il est entendu que le Gouvernement argentin n'a l'intention de percevoir une surtaxe maximum de 10 % de l'évaluation qu'aussi longtemps que l'exigera la situation financière, et comme ressource extraordinaire, et qu'il a également l'intention de réduire et finalement d'abolir cette surtaxe dès que le permettra la situation fiscale, afin que les charges totales imposées à l'importation des articles énumérés à l'annexe I ne dépassent pas celles qui y sont prévues.

Article 2.

Les articles énumérés à l'annexe II de la présente convention, produits ou fabriqués dans le Royaume-Uni, quel qu'en soit le lieu de provenance, ne seront pas soumis, à leur importation dans la République argentine, à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont prévus dans l'annexe II précitée, et ne donneront pas lieu à des évaluations supérieures à celles de ladite annexe, sous les réserves formulées à ladite annexe.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Il est entendu que le Gouvernement argentin n'a l'intention de percevoir une surtaxe maximum de 10 % de l'évaluation qu'aussi longtemps que l'exigera la situation financière et comme ressource extraordinaire et qu'il a également l'intention de réduire et finalement d'abolir cette surtaxe dès que le permettra la situation fiscale, afin que les charges totales imposées à l'importation des articles énumérés à l'annexe II ne dépassent pas celles qui y sont prévues.

Article 3.

Il ne sera perçu aucun droit ni charge, d'une nature quelconque, à l'importation dans la République Argentine de la houille, du coke ou de tous autres articles, produits ou fabriqués dans le Royaume-Uni et admis en franchise de droits à la date du 1^{er} mai 1933.

Article 4.

Les impôts intérieurs perçus dans la République Argentine sur le whisky fabriqué dans le Royaume-Uni ne seront ni autres ni plus élevés que ceux qui sont actuellement perçus ou qui seraient ultérieurement perçus sur les boissons alcooliques nationales ou d'une autre origine.

Article 5.

Les articles énumérés à l'annexe III de la présente convention, produits ou fabriqués dans la République Argentine, quel qu'en soit le lieu de provenance, ne seront pas soumis, à leur importation dans le Royaume-Uni, à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont prévus dans l'annexe III précitée.

Article 6.

Le Gouvernement du Royaume-Uni ne contingentera l'importation d'aucun des articles énumérés à l'annexe IV de la présente convention, produits ou fabriqués dans la République Argentine, quel qu'en soit le lieu de provenance.

Article 7.

Au cas où le Gouvernement du Royaume-Uni contigenterait l'importation d'articles non-repris à l'annexe IV, il accordera un traitement équitable aux articles produits ou fabriqués dans la République Argentine, quelle qu'en soit la provenance, en tenant compte de la proportion des importations argentines par rapport aux quantités totales de ces articles importés de l'étranger au cours des dernières années. Le Gouvernement du Royaume-Uni consultera le Gouvernement de la République Argentine avant de contigenter lesdits articles importés d'Argentine et tiendra compte de toutes les circonstances pertinentes.

Article 8.

Les droits prévus à l'annexe I de la présente convention entreront en vigueur selon les dispositions de la note A de ladite annexe.

Article 9.

La présente convention fera partie intégrante de la Convention de Londres en date du 1^{er} mai 1933. Elle entrera en vigueur et prendra fin en même temps que cette dernière convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention complémentaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Buenos-Ayres, le 26 septembre 1933, en double exemplaire, en langues espagnole et anglaise, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) (*Signé*) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

(L. S.) (*Signé*) H. G. CHILTON.

PROTOCOLE

Au moment de signer la convention complémentaire à la Convention de Londres du 1^{er} mai 1933, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, considérant que le Gouvernement de la République argentine et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord entendent maintenir la situation actuelle sur les marchés argentins du charbon, du coke et des combustibles dérivés, qui sont produits ou fabriqués dans le Royaume-Uni, sont convenus des dispositions suivantes qui feront partie intégrante de ladite convention complémentaire.

Article premier.

Tant que la présente convention restera en vigueur, il ne sera imposé aucune charge autre ni plus élevée que celles qui sont actuellement applicables à la manipulation, au déchargement, etc., de la houille, du coke et des combustibles dérivés de la houille, qui sont produits ou fabriqués dans le Royaume-Uni.

Article 2.

Si le Gouvernement du Royaume-Uni estime que la situation actuelle du marché du charbon, du coke et des combustibles dérivés, qui sont produits ou fabriqués dans le Royaume-Uni, ne s'est pas maintenue, les deux gouvernements se consulteront pour étudier la situation.

Fait à Buenos-Ayres, le 26 septembre 1933, en double exemplaire, en langues espagnole et anglaise, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) (*Signé*) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

(L. S.) (*Signé*) H. G. CHILTON.

ANNEXE I

NOTE A. — Les droits de douane fixés ci-après ne comprennent pas la surtaxe de 10 % et sont sujets aux dispositions en vigueur en matière de dédouanement. Les positions et notes du tarif douanier qui sont modifiées entreront en vigueur de la manière suivante :

Dans les quarante-cinq jours qui suivront la promulgation de la loi approuvant la présente convention complémentaire à la Convention du 1^{er} mai 1933, les modifications entraînant de nouvelles classifications, subdivisions, modifications, de pourcentages dans les mélanges ou dans la composition des articles, réfections, tolérances et nouvelles règles de dédouanement comprises dans les positions et notes ci-après :

61, 61 A, 62, 62 A, 98, 98 bis, 159, 159 bis, 223, 223 bis, 233 (note pour le sel destiné à la salaison, etc.), 362, 362 bis (accessoires et pièces de rechange pour automobiles et camions), 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1150, 1150 A, 1150 C, 1177 (note fixant une tare d'emballage), 1249 (note sur les chaudières), 1333, 1333 bis, 1533, 1533 B, note 19 (section céramique et cristaux), notes 3 bis à 6 bis (section des tissus), 2001, 2001 bis, 2010, 2010 bis, 2013, 2013 bis, 2016 bis, 2021, 2021 bis, 2048, 2048 bis, 2052, 2052 A, 2052 B, 2057, 2057 A, 2057 B, 2114, 2114 bis, 2279, 2280, 2505, 2506, 2506 A, 2506 B (note relative au rabais sur tiges pour clubs de golf), 2522, 2539 A, 2687 bis, 2730 (note pour les bouteilles de poterie), 2886, 3226, 3227, 3228, 3229, 3229 bis, 3230, 3231, 3232, 3232 A, 3232 B, 3233, 3234, 3234 A (note relative au rabais pour les grands emballages coloriés), 3296, 3296 bis (littéra K : tableaux de distribution et note y relative).

Dans les trente jours de la promulgation de la loi approuvant la présente convention, les modifications d'évaluations et de droits des positions ci-après :

14, 58, 86, 99, 116, 117, 127, 128, 204, 234, 235, 275, 286, 287, 371, note 5 a) de la section des meubles, 604, 782, 782 bis, 785, 893, 998, 999, 1005, 1006, 1014, 1040, 1076, 1150 B, 1155, 1317, 1457, 1533 A, 1536, 1537, 1641, 1663, 1691, 1692, note 18 de la section céramique et cristaux, 1769, 1771, 1775, 1779, 1789, 1790, 1791, 1807, 1808, 1824, 1825, 1828, 1899, 1916, 1917, 1954, 1972, 1973, 1974, 1975, 1995, 1996, 2015, 2019, 2020, 2025, 2025 bis, 2026, 2032, 2033, 2037, 2040, 2041, 2045, 2046, 2047, 2049, 2050, 2068, 2073, 2074, 2083, 2084, 2085, 2086, 2157, 2163, 2181, 2195, 2196, 2512, 2512 bis, 2522, 2533 A, 2533 H, 2616, 2653, 2687, 2867, 2877, 2877 bis, 2967, 3072, 3193, 3241, 3481, étoffes hygiéniques en gaze avec coton hydrophile du littéra N, substances pour soigner le bétail et les végétaux et ustensiles destinés au même usage.

Position

Dynamite :

14 Pour les mines.

Evaluation : \$0,20 o/s.¹ le kg., majoré de 60 %. Droit : 5 %.

Céruse :

58 Y compris le contenant.

Evaluation : \$0,20 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 10 % et surtaxe de 2 %.

Coton :

61 Filé, écru, pour métier jusqu'à 40 (mesure anglaise).

Evaluation : \$0,40 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 10 % et surtaxe de 2 %.

61 A Filé, écru, au-dessus de 40 (mesure anglaise), pour métier.

Evaluation : \$0,40 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 9 %.

62 Filé, de couleur, jusqu'à 40 (mesure anglaise), pour métier.

Evaluation : \$0,50 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 10 % et surtaxe de 2 %.

62 A Filé, de couleur, au-dessus de 40 (mesure anglaise), pour métier.

Evaluation : \$0,50 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 9 %.

Kaolin :

86 Pour l'industrie.

Evaluation : \$0,09 o/s. les 10 kg., majoré de 60 %. Droit : 5 %.

¹ Oro sellado : peso-or défini par la loi monétaire argentine (N. d. T.).

Position

Soude :

- 98 Nitrate industriel, y compris le contenant.
Evaluation : \$0,03 o/s. le kg. brut, majoré de 60 %. Droit : 10 % et surtaxe de 2 %.
- 98 bis Carbonate, cendres, soude Solvay et silicate industriel, y compris le contenant.
Evaluation : \$0,03 o/s. le kg. brut, majoré de 60 %. Droit : 5 %.
- 99 Sulfate et hydrate, impurs (soude caustique).
Evaluation : \$0,05 o/s. le kg. brut, majoré de 60 %. Droit : 5 %.

Harengs :

- 116 Fumés, en tonnelets, y compris le tonnelet.
Evaluation : \$0,20 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 10 % et surtaxe de 2 %.
- 117 Les mêmes, en caisses, y compris la caisse.
Evaluation : \$0,30 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 10 % et surtaxe de 2 %.

Morue :

- 127 Entière et autres poissons analogues.
Evaluation : \$0,14 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit spécifique \$0,0446 o/s., sans majoration de 25 %. Avec surtaxe de 2 %.
- 128 En morceaux, y compris le contenant.
Evaluation : \$0,20 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit spécifique \$0,064 o/s., sans majoration de 25 %. Avec surtaxe de 2 %.

Conserves :

- 159 Préparées, de poissons, coquillages ou champignons, à l'exception des harengs, y compris le contenant.
Evaluation : (excepté les champignons secs) \$0,35 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit spécifique \$0,50 o/s., majoré de 25 % et surtaxe de 7 %.
Evaluation : (champignons secs) \$0,35 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit spécifique \$1,50 o/s., majoré de 25 % et surtaxe de 7 %.
- 159 bis De harengs, préparées, en récipients de fer-blanc ou de verre.
Evaluation : \$0,35 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit spécifique \$0,35 o/s., sans majoration de 25 % ni surtaxe.

Moutarde :

- 204 Anglaise, en pots, paquets ou flacons, y compris le contenant.
Evaluation : \$0,30 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit spécifique \$0,08 o/s. majoré de 25 % et surtaxe de 7 %.

Poissons :

- 223 En saumure ou pressés, en baquets ou boîtes de fer-blanc, y compris le contenant, à l'exclusion des harengs.
Evaluation : \$0,15 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit spécifique \$0,10 o/s. majoré de 25 % et surtaxe de 7 %.
- 223 bis Harengs en saumure ou pressés, en baquets ou boîtes de fer-blanc, y compris le contenant.
Evaluation : \$0,15 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit spécifique \$0,0368 o/s. majoré de 25 % et surtaxe de 2 %.

Sel :

- 233 Fin, en barils ou sacs, y compris le contenant.
Evaluation : \$0,02 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit spécifique \$0,01 o/s. majoré de 25 % et surtaxe de 7 %.

Note : Le sel fin, destiné à la salaison des cuirs et des viandes, rentre sous la position 232 à condition que sa destination soit établie.

- 234 En pots ou flacons de verre, ou en boîtes de fer-blanc, y compris ces contenants.
Evaluation : \$0,06 o/s. le kg., sans majoration de 60 %. Droit spécifique \$0,02 o/s. sans majoration de 25 % ; avec surtaxe de 7 %.

Sauce :

- 235 Anglaise et similaires en flacons, y compris le flacon.
Evaluation : \$0,50 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit spécifique \$0,1088 o/s., majoré de 25 % et surtaxe de 7 %.

Position

275

Ginger-ale :

Evaluation : par 12 bouteilles \$2,00 o/s. plus 60 %, droit spécifique \$0,50 o/s. plus 25 % et surtaxe de 2 %.

Boissons rafraîchissantes :

286

En bouteilles .

Evaluation : \$4,00 o/s. les 12 bouteilles, majorés de 60 %. Droit spécifique \$0,15 o/s. la bouteille, majoré de 25 % et surtaxe de 7 %.

287

Au soda, en bouteilles.

Evaluation : \$2,00 o/s. les 12 bouteilles, majorés de 60 %. Droit spécifique \$0,50 o/s., majoré de 25 % et surtaxe de 2 %.

AUTOMOBILES.

362

*Automobiles avec carrosserie ou complètes :**a) Pour le transport des personnes :*

1° Pesant jusqu'à 1.000 kg. brut inclusivement (d'après la valeur déclarée).

Evaluation : valeur déclarée, droit spécifique \$0,20 o/s. le kg., sans majoration de 25 %, ni surtaxe de 2 % ou 7 %.

2° Pesant plus de 1.000 jusqu'à 1.500 kg. brut inclusivement (d'après la valeur déclarée).

Evaluation : valeur déclarée, droit fixe \$200,00 o/s. et droit spécifique \$0,30 o/s. le kg. au delà de 1.000 kg., sans majoration de 25 % ni surtaxe de 2 % ou de 7 %.

3° Pesant plus de 1.500 jusqu'à 1.900 kg. brut, inclusivement (d'après la valeur déclarée).

Evaluation : valeur déclarée, droit fixe \$350 o/s. et droit spécifique \$0,40 le kg. au delà de 1.500 kg., sans majoration de 25 % ni surtaxe de 2 % ou de 7 %.

4° Pesant plus de 1.900 kg. brut (d'après la valeur déclarée).

Evaluation : valeur déclarée 40 % et surtaxe de 7 %.

5° Toute automobile, rentrant en raison de son poids brut dans les paragraphes 1°, 2° ou 3°, mais valant en douane plus de 1.600 pesos o/s., sera considérée comme automobile de luxe et dédouanée comme il est prévu au paragraphe 4°.

362 bis *Châssis d'automobiles :**a) Pour le transport des personnes.*

Suivront le paragraphe correspondant de la position 362, sauf les châssis pour autobus qui seront dédouanés comme suit :

Evaluation : valeur déclarée, droit spécifique \$0,08 o/s. le kg., sans majoration de 25 % ni surtaxe de 2 % ou 7 %.

b) Pour camions et voitures de livraison (d'après la valeur déclarée).

Evaluation : valeur déclarée, droit spécifique \$0,08 o/s. le kg., sans majoration de 25 % ni surtaxe de 2 % ou 7 %.

Les mêmes châssis, avec carrosserie ou complets, payeront un supplément de 50 % du droit spécifique.

*Accessoires et pièces de rechange pour automobiles et camions.**1° Carrosserie :*

Caisse ; capot ; marchepieds ; portes ; sièges ; capote ; ailes ; dossiers ; poignées avec ou sans serrure ; essuie-glaces et leurs accessoires ; coffres ; glaces de portière, de fenêtre, de pare-brise et d'auvent ; moulures de porte et de fenêtre ; pare-brise ; rideaux ; stores ; miroirs ; ressorts de fer ou d'acier garnis et autres parties constitutives.

Evaluation : \$0,60 o/s. le kg., sans majoration de 60 %. Droit 30 % et surtaxe de 7 %.

2° Transmission et direction :

Boîtes de vitesses ; embrayages et pédales ; différentiels ; arbres de transmission ; disques et plateaux d'embrayage ; pédales et joints mécaniques ; leviers de changement de vitesse ; volants et leurs arbres ; leviers de freins de roues ; barre d'accouplement ; levier de direction ; roulements ; contrôle des freins et autres parties constitutives.

Evaluation : \$1,20 o/s., le kg. sans majoration de 60 %. Droit 30 % et surtaxe de 7 %.

Position

Accessoires et pièces de rechange pour automobiles et camions (suite) :

3° Châssis :

Longerons et traverses ; garde-boues ; roues et leurs parties ; ressorts ; pare-chocs ; réservoirs d'essence ; dispositifs de graissage ; essieux avant et arrière ; bandages de fer et de caoutchouc ; jantes ; plateforme ; amortisseurs ; silencieux et autres parties constitutives.

Evaluation : \$0,80 o/s. sans majoration de 60 %. Droit 30 %, et surtaxe de 7 %.

4° Moteur :

Bloc-cylindres ; culasse ; arbre à cames ; pistons ; bielles ; arbre-manivelle ; boîtes et chaîne de distribution ; volant moteur ; pompes à huile et à eau ; ventilateurs ; carburateur ; soupapes, pistons ; bagues de ventilateur et autres parties constitutives.

Evaluation : \$1,50 o/s. le kg. sans majoration de 60 %. Droit 30 % et surtaxe de 7 %.

5° Allumage :

Bougies ; distributeur ; magnéto ; interrupteurs ; démarreur et dynamo ; avertisseurs ; câbles ; ampère-mètres ; manomètres ; phares ; lanternes et feux de position ; fusibles ; indicateurs de pression d'huile ; clés de contact ; compteurs kilométriques ; compteurs de vitesse ; « métomètres » ; taximètres et autres parties constitutives.

Evaluation : \$3,00 o/s. le kg. sans majoration de 60 %. Droit : 30 % et surtaxe de 7 %.

371 Pompes :

Evaluation : \$1,30 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 30 % et surtaxe de 7 %.

Demeurent abrogées les positions : 366, 367, 368, 369, 370 et 372.

Section IX.

MEUBLES.

Note 5 a : Les meubles repris dans la présente section acquitteront le droit de 40 % et la surtaxe de 7 %, sauf les articles repris sous les positions suivantes : 496, 497, 498, 499, 500, 570, 598, 599, 600.

Ornements et articles de bazar :

604 En argent, non combinés avec du cristal, de la porcelaine ou de l'acier.

Evaluation : \$22,50 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.

Acier :

782 En barres, plaques ou feuilles, acier de fer ou acier de qualité inférieure contenant 0,25 % à 0,40 % de carbone.

Evaluation : \$0,10 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 17 % et surtaxe de 2 %.

782 bis Comme ci-dessus, mais contenant plus de 0,40 % de carbone.

Evaluation : \$0,15 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 17 % et surtaxe de 2 %.

Eau :

785 Ou liquide pour nettoyer les métaux.

Evaluation : \$0,20 o/s. le litre, majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Câbles :

(On entend, par câble, tout cordage ayant plus de 22 m/m. de circonférence).

893 De fil de fer ou d'acier galvanisé.

Evaluation : \$0,20 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Cuivre, bronze ou métal jaune :

998 Fils de toute sorte non recouverts.

Evaluation : \$0,45 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Cuisinières :

1003 En fer, à charbon.

Evaluation : \$0,20 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

1006 A gaz, à huile minérale et à alcool.

Evaluation : \$0,25 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Position

Courroies :

- 1014 En chanvre, poils, coton, pite ou autre fibre, avec ou sans caoutchouc, gutta-percha ou autre matière de même espèce.
Evaluation : \$0,50 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Couteaux et fourchettes :

- 1031 De table, avec manche en fer ou en fer nickelé, aluminium, os, bois rivé, bois teint et « spelter » (*pelitre*), ordinaires.
Evaluation : \$0,70 o/s. la douzaine, majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1032 Les mêmes, à dessert.
Evaluation, \$0,50 o/s. la douzaine, majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1033 De table, avec manche en ébène, poirier, corne de cerf, buffle, corne ou imitation d'ivoire et autres, ordinaires et demi-fins.
Evaluation : \$1,50 o/s. la douzaine, majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1034 Les mêmes, à dessert.
Evaluation : \$1,20 o/s. la douzaine, majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1035 De table, fins, excepté ceux ayant le manche en ivoire ou métal.
Evaluation : \$2,50 o/s. la douzaine, majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1036 Les mêmes, à dessert.
Evaluation : \$1,80 o/s. la douzaine, majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Note : Les articles repris sous les positions précédentes seront évalués par douzaines de jeux.

Couteaux :

- 1040 Couteaux à pointe et couteaux dits « petits poignards français », ordinaires.
Evaluation : \$0,006 o/s. le centimètre de longueur, majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Etain :

- 1076 En plaques, feuilles, barres ou lingots :
En barres ou lingots.
Evaluation : \$0,30 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 10 % et surtaxe de 2 %.
- En plaques ou feuilles.
Evaluation : \$0,60 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Fer :

- 1150 En feuillards et plaques, rayé, non ouvré.
Evaluation : \$0,04 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 5 %.
- 1150 A En L. T. V. U. Z., tiges et autres profils de formes différentes, non ouvré, y compris les baguettes pour cercles, perforées ou non, goudronnées, vernies, et celles avec bords roulés ou festonnés, profils I. V.
Evaluation : \$0,04 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 10 % et surtaxe de 2 %.
- 1150 B En feuillards, non ouvré.
Evaluation : \$0,035 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 5 %.
- 1150 C En tirants de fer massif.
Evaluation : \$0,04 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1155 Recouvert d'une couche de plomb, en plaques ou feuillards.
Evaluation : \$0,045 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Fer-blanc :

- 1177 Non ouvré, découpé ou non.
Evaluation : \$0,08 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 5 %.

Note : Le fer-blanc, quel que soit son emballage, bénéficiera d'une déduction pour tare de 5 % sur le poids brut.

Machines :

- 1249 Les mêmes, pesant plus de 1.000 kg. et les chaudières pour usage industriel pesant plus de 500 kg. brut.
Evaluation : \$0,15 o/s. le kg. brut, majoré de 60 %. Droit : 5 %.

Position

Note : Une installation complète de chaudières à vapeur, expédiées en colis distincts ou provenant de ports différents, sera considérée comme une installation complète, à condition que l'intéressé ait fait constater cette circonstance à la première expédition et que la déclaration soit reconnue exacte.

Motocyclettes :

- 1317 De toute sorte, sans side-car ni remorque, d'une nature quelconque, avec moteur ayant jusqu'à 350 cm.³ de cylindrée.
Evaluation : \$75,00 o/s. la pièce, majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Pelles :

- 1333 Avec manches.
Evaluation : \$0,18 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1333 bis Évasées, avec manches.
Evaluation : \$0,18 o/s. le kg., majoré de 60 %. Exemptes de droit.

Soudures :

- 1456 De plomb avec étain contenant jusqu'à 3 ½ % d'antimoine.
Evaluation : \$0,27 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1457 Pour le fer ou l'acier.
Evaluation : \$0,40 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Souppapes :

- 1533 En fer, de toute sorte.
Evaluation : \$0,15 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1533 A En fer, jusqu'à 40 % de bronze.
Evaluation : \$0,30 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1533 B En fer, plus de 40 % et jusqu'à 60 % de bronze.
Evaluation : \$0,90 o/s. le kg., sans majoration de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Vélocipèdes, bicyclettes et tricycles :

- 1536 A un siège, de toute sorte, à l'exception des mêmes pour enfants dont les roues n'ont pas plus de 61 cm. de diamètre extérieur, finis ou non, complets ou incomplets.
Evaluation : \$30,00 o/s. la pièce, majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1537 Pour enfants, dont les roues ont jusqu'à 60 cm. de diamètre extérieur.
Evaluation : \$12,50 o/s. la pièce, majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Bougies de toute sorte :

- 1641 En stéarine, suif, paraffine ou leurs mélanges.
Evaluation : \$0,30 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit spécifique \$0,072 o/s. le kg., sans majoration de 25 %, avec surtaxe de 7 %.

Dynamite :

- 1663 De toute sorte.
Evaluation : \$0,20 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.

Poudre :

- 1691 Noire, de toute sorte.
Evaluation : \$0,40 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.
- 1692 Rose ou de cellulose.
Evaluation : \$1,20 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.

Verre en feuilles :

- 1769 Blanc ou de couleur, de fantaisie, imprimé, de toute épaisseur.
Evaluation : \$1,20 le m², majoré de 60 %, sans supplément de 25 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1771 Fin ou cristallin, non étamé, n'ayant pas plus de 87 cm. sur 61 cm. ou une surface équivalente.
Verre.
Evaluation : \$2,60 o/s. le m², majorés de 60 %, sans supplément de 25 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- Cristal.
Evaluation : \$2,60 o/s. le m², majorés de 60 %, sans supplément de 25 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 %.

Position

Verre en feuilles (suite) :

- 1775 Fin ou cristal, de toutes autres dimensions, non étamé.
Verre.
Evaluation : \$3,70 o/s. le m², majorés de 60 %, sans supplément de 25 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- Cristal.
Evaluation : \$3,70 o/s. le m², majorés de 60 %, sans supplément de 25 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 %.
- 1779 Rayé ou uni, pour claires-voies.
En verre.
Evaluation : \$0,03 o/s. le kg. brut, majoré de 60 %, sans supplément de 25 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- En cristal.
Evaluation : \$0,03 o/s. le kg. brut, majoré de 60 %, sans supplément de 25 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 %.

Section XVI.

CÉRAMIQUE ET CRISTAUX.

Note 18^a : Le supplément de 25 % sur les évaluations des articles repris dans la présente section ne sera pas applicable aux articles en faïence spécifiés dans les positions ci-après : 1783, 1785, 1786, 1792, 1794, 1796, 1798, 1800, 1805, 1810, 1812, 1814, 1822, 1829, 1831, 1833 et 1837.

Note 19^a : Sont considérés comme articles en faïence les articles fabriqués avec une substance opaque, pas très blanche, en faïence colorée, à fracture terreuse, ayant une capacité d'absorption de plus de 0,5 %.

FAÏENCE ET PORCELAINE.

Bidets :

- 1789 Avec supports en faïence blanche.
Evaluation : \$4,00 o/s. la pièce, majorés de 60 %, sans supplément de 25 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1790 Les mêmes coloriés.
Evaluation : \$5,00 o/s. la pièce, majorés de 60 %, sans supplément de 25 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1791 Avec accessoires (supplément de 20 %).

Appareils sanitaires :

- 1807 En terre, ordinaires, composés de deux pièces.
Evaluation : \$0,60 o/s. la pièce, majoré de 60 %, sans supplément de 25 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1808 Avec pieds en faïence, blancs ou jaunes.
Evaluation : \$2,50 o/s. la pièce, majorés de 60 %, sans supplément de 25 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Cuvelles :

- 1824 En faïence, blanche ou de couleur, pour lavabos à eau courante, avec déversoirs.
Evaluation : \$5,00 o/s. la pièce, majorés de 60 %, sans supplément de 25 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1825 Les mêmes, avec soupapes.
Evaluation : \$4,00 o/s. la pièce, majorés de 60 %, sans supplément de 25 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 1828 Avec robinets ou accessoires (supplément de 20 %).

Eviers :

- 1899 En terre, émaillés ou non.
Evaluation : \$0,90 o/s. la pièce, majoré de 60 %, sans supplément de 25 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Section XVII.

Tissus.

Position

Note 3 bis : Seront considérés comme tissus de laine ou mélange de laine les tissus de laine ou mélange de laine en pièces contenant, en trame ou en chaîne, jusqu'à 5 %, en poids spécifique par m², de soie naturelle ou artificielle. Afin de ne pas modifier les pourcentages fixés par la note 3^o de la section des tissus pour la classification des tissus de laine et mélange de laine, les 5 % de soie tolérés seront considérés comme fibres de laine.

N° 6 bis : Les tissus repris sous les positions 2021 *bis*, 2048 *bis*, 2052 A et 2057 A et B seront évalués, respectivement, comme prévu aux positions 2021, 2048, 2052 et 2057 lorsqu'ils sont bordés selon le système Jacquart.

Tapis :

- 1916 En tripe boudée, de laine pure ou mélangée, de toutes sortes, y compris les tapis faits à la main jusqu'aux tapis mi-fins, sauf ceux dits tapis indiens.
Evaluation : \$1,70 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 %.
- 1917 En tripe bouclée, de laine pure ou mélangée.
Evaluation : \$0,70 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 %.

Couvertures :

- 1954 En laine, ourlées ou bordées.
Evaluation : \$2,25 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.

Mouchoirs :

- 1972 De coton, ourlés ayant jusqu'à 60 cm.
Evaluation : \$1,95 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.
- 1973 De coton, non ourlés, ayant jusqu'à 60 cm.
Evaluation : \$1,63 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.
- 1974 De coton, non ourlés, ayant plus de 60 cm.
Evaluation : \$0,91 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe 7 %.
- 1975 De coton, ourlés, ayant plus de 60 cm.
Evaluation : \$1,30 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.

Tissus de coton :

- 1995 Ecrus ou toile.
Evaluation : \$0,50 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 2 %.
- 1996 Ecrus avec raies de couleur.
Evaluation : \$0,60 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 2 %.
- 2001 Panne, peluche ou velours pesant jusqu'à 200 grammes par m².
Evaluation : \$1,40 o/s le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2001 *bis* Panne, peluche ou velours, pesant plus de 200 grammes par m².
Evaluation : \$1,40 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 2 %.
- 2010 Blancs, unis ou sergés, pesant plus de 80 grammes et jusqu'à 160 grammes par m².
Evaluation : \$0,80 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 20 % et surtaxe de 2 %.
- 2010 *bis* Les mêmes pesant plus de 160 grammes par m².
Evaluation : \$0,80 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2013 Imprimés, pesant plus de 80 grammes et jusqu'à 160 grammes par m².
Evaluation : \$0,90 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 20 % et surtaxe de 2 %.
- 2013 *bis* Les mêmes, pesant plus de 160 grammes par m².
Evaluation : \$0,90 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2015 De couleur, pesant plus de 80 grammes et jusqu'à 130 grammes inclusivement par m².
Evaluation : \$0,90 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % sans surtaxe de 7 %.
- 2016 *bis* Cette position, créée par le Décret N° 170 du 15 septembre 1931, est supprimée. Les tissus repris sous cette position rentreront dans les positions auxquelles ils appartiennent selon leur poids spécifique.
- 2019 Avec caoutchouc (impermeables).
Evaluation : \$0,80 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2020 Avec caoutchouc et laine (impermeables).
Evaluation : \$2,00 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Position

Tissus de coton (suite) :

- 2021 Avec soie naturelle.
Evaluation : \$4,00 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2021 bis Avec soie artificielle exclusivement.
Evaluation : \$3,12 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Tissus de fil pur ou mélangé :

- 2025 Pour doublure intérieure.
Evaluation : \$0,70 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 35 % et surtaxe de 7 %.
- 2025 bis Brins dits de Russie, *crehuellas* et brins pour *lienzos* ou *repasadores*.
Evaluation : \$0,80 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 35 % et surtaxe de 7 %.
- 2026 Brins écrus, avec ou sans raies de couleur, pour vêtements ou pour recouvrir les meubles.
Evaluation : \$1,00 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 35 % et surtaxe de 7 %.
- 2032 Non dénommés ci-dessus et pesant jusqu'à 150 gr. inclusivement le mètre carré.
Evaluation : \$2,25 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 35 % et surtaxe de 7 %.
- 2033 Non dénommés, pesant plus de 150 gr. le mètre carré.
Evaluation : \$1,50 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 35 % et surtaxe de 7 %.

Tissus de laine :

- 2037 Pure ou mélangée, dits étamine pour drapeaux et bayette.
Evaluation : \$1,50 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 30 % et surtaxe de 7 %.
- 2040 Non dénommés, pesant de 201 à 400 gr. le mètre carré.
Evaluation : \$2,80 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2041 Non dénommés, pesant plus de 400 gr. le mètre carré.
Evaluation : \$2,50 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2045 Mélangée, non dénommés, pesant jusqu'à 200 gr. le mètre carré.
Evaluation : \$1,80 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2046 Mélangée, non dénommés, pesant de 201 à 400 gr. le mètre carré.
Evaluation : \$1,70 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2047 Mélangée, non dénommés, pesant plus de 400 gr. le mètre carré.
Evaluation : \$1,50 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2048 Avec soie naturelle ou avec coton et soie naturelle.
Evaluation : \$4,00 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 30 % et surtaxe de 7 %.
- 2048 bis Avec soie artificielle ou avec coton et soie artificielle.
Evaluation : \$3,20 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2049 Avec caoutchouc (imperméables).
Evaluation : \$3,00 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2050 Avec caoutchouc et coton (imperméables).
Evaluation : \$2,00 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Tissus de soie :

- 2052 Naturelle, pure ou avec 15 % de mélange d'une autre matière textile.
Evaluation : \$15,00 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 % avec une déduction de 50 % des droits.
- 2052 A Artificielle exclusivement avec plus de 85 % de ce textile.
Evaluation : \$11,25 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 % avec une déduction de 50 % des droits.
- 2052 B Artificielle exclusivement, semi-ouvrés pour des fins industrielles.
Evaluation : \$8,50 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 % avec une déduction de 50 % des droits.
- 2057 Naturelle, mélangée.
Evaluation : \$8,00 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 % avec une déduction de 50 % des droits.
- 2057 A Mélangée de coton et de soie artificielle exclusivement, avec plus de 40 % et jusqu'à 85 % de ce textile.
Evaluation : \$6,24 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 % avec une déduction de 50 % des droits.
- 2057 B Mélangée de laine et de soie artificielle exclusivement, avec plus de 40 % et jusqu'à 85 % de ce textile.
Evaluation : \$7,12 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 % avec une déduction de 50 % des droits.

Position

Essuie-mains :

- 2058 En coton, avec bords et avec mélange de lin, et draps de bains avec bords.
Evaluation : \$2,00 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.

Tripe :

- 2073 Bouclée de toute sorte, en laine pure ou mélangée.
Evaluation : \$0,60 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 %.
- 2074 Coupée de toute sorte, en laine pure ou mélangée.
Evaluation : \$1,30 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 %.

Articles confectionnés de tissus cousus :

- 2083 De laine pure ou mélangée : jupes, gilets (*chaquetones*) ou *mamelucos*.
Evaluation : \$2,85 o/s., le kg., majorés de 60 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 %.
- 2084 De laine pure ou mélangée, non dénommés ci-dessus.
Evaluation : \$3,35 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 %.
- 2085 De laine pure ou mélangée, avec soie : gilets (*chaquetones*) et jupes.
Evaluation : \$4,00 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 %.
- 2086 De laine pure ou mélangée, avec soie, non dénommés ci-dessus.
Evaluation : \$5,00 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 %.

Courtepointes piquées :

- 2114 En tissus de coton, avec rembourrage de plume.
Evaluation : \$3,00 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.
- 2114 bis En tissus de coton, avec rembourrage d'une autre matière que la plume.
Evaluation : \$1,50 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.

Bas :

- 2157 En laine pure ou mélangée de matières autres que la soie.
Evaluation : \$3,50 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 %.

Paletots ou pardessus y compris les imperméables :

- 2163 En tissu de laine pure ou mélangée d'autres fibres, de toute sorte, pour hommes ou pour dames.
Evaluation : \$20,00 o/s chacun, majorés de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.

Draps de lits et taies d'oreillers :

- 2181 Les mêmes, en lin pur ou mélangé d'autres fibres.
Evaluation : \$2,25 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.

Costumes :

- 2195 Pour hommes, en tissu de laine pure ou mélangée, forme jaquette, redingote, frac ou smoking.
Evaluation : \$30,00 o/s. chacun, majorés de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.
- 2196 Les mêmes, forme veston.
Evaluation : \$20,00 o/s. chacun, majorés de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.

Articles de métal :

- 2279 Argentés ou argentés au moyen de la galvanoplastie, de qualité fine.
Evaluation : \$8,00 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.
- 2280 Les mêmes, de qualité demi-fine.
Evaluation : \$5,00 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.

Fil :

- 2505 De coton à coudre sur bobine de bois pesant jusqu'à 70 gr., avec obligation d'indiquer le nombre de mètres de fil contenu sur chaque bobine.
Evaluation : \$0,10 o/s les 1.000 mètres, majorés de 60 %. Droit : 10 % et surtaxe de 2 %.
- 2506 De coton à coudre, en pelotes, écheveaux, cylindres ainsi qu'en bobines de bois pesant plus de 70 gr. (dans ce dernier cas, sous déduction du poids de la bobine).
Evaluation : \$1,00 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 10 % et surtaxe de 2 %.
- 2506 A De coton à broder et à tisser en bobines, pelotes et écheveaux.
Evaluation : \$1,00 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 20 % et surtaxe de 2 %.

Position

Fil (suite) :

- 2506 B De lin ou de chanvre écreu ou de couleur, à coudre, à broder et à tisser, en cylindres, pelotes, écheveaux ou bobines. On déduit le poids de la bobine de bois lorsqu'il est supérieur à 70 gr.
Evaluation : \$1,00 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 20 % et surtaxe de 2 %.

Toile cirée :

- 2512 En pièces, molletonnée ou non, y compris le bâton.
Evaluation : \$0,40 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2512 bis Les mêmes en tapis ou carpettes.
Evaluation : \$0,40 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.

Imprimés :

- 2522 Sur papier, pour annonces et imprimés ordinaires sur carton, également pour annonces, non mentionnés dans les positions ci-dessus, ainsi que blocs détachés pour calendriers. Cette rubrique s'applique aussi aux listes de prix et aux catalogues commerciaux concernant exclusivement des articles importés.
Evaluation : \$0,50 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 %.
- 2533 A Clubs de golf.
Evaluation : \$2,50 o/s. la pièce, sans majoration de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Note : Les tiges de bois ou d'acier pour clubs de golf feront l'objet d'une déduction de 50 %.

- 2533 H Balles de golf et de tennis.
Evaluation : \$1,50 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 30 % et surtaxe de 7 %.

Jouets :

- 2539 A De toute sorte, non dénommés dans d'autres numéros, y compris les jouets connus sous le nom de Meccano et Hornby, mécaniques ou non.
Evaluation : \$0,40 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Papier :

- 2616 Le même, pour machines à écrire.
Evaluation : \$3,00 o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Plumes :

- 2653 A écrire, en acier ou autre métal.
Evaluation : \$2,50 o/s. le kg., sans majoration de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Raquettes :

- 2687 Les mêmes, avec corde, pour autres jeux.
Evaluation : \$3,75 o/s. la pièce, majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2687 bis Les mêmes, sans corde.
Evaluation : \$1,875 o/s. la pièce, majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Encre :

- 2730 Pour écrire, noire ou de couleur, quelle que soit la condition dans laquelle elle est présentée, y compris le contenant extérieur.
Evaluation : \$0,10 o/s. l kg., brut, majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- Note :* L'encre pour écrire, noire ou de couleur, contenue dans des bouteilles d'argile, fera l'objet d'une déduction de 10 %.

Arrowroot :

- 2867 Arrowroot de toute sorte.
Evaluation : \$0,20 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 20 % et surtaxe de 2 %.

Bleu :

- 2877 Et vert d'outremer.
Evaluation : \$0,10 o/s. le kg. brut, majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2877 bis En petits pains et sachets, de toute sorte.
Evaluation : \$0,13 o/s. le kg. brut, majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Position

2886

Vernis :

- 1^o A base de celluloïd, cellulose, nitro-cellulose, acétyl-cellulose et similaires, colorés ou non.
Evaluation : \$0,70 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2^o Gras, à base d'huiles siccatives et d'huile polymérisées, avec résines ou gommés naturelles ou artificielles, résinés, etc..., colorés ou non, y compris les vernis siccatifs liquides tels que le vernis à la térébenthine (*terebene*) et similaires.
Evaluation : \$0,50 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 3^o Volatils de toute sorte, constitués par des résines naturelles ou artificielles dissolvantes volatiles, colorés ou non.
Evaluation : \$0,375 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 4^o Constitués par des huiles polymérisées, oxydées ou soufflées, sans adjonction de résine, avec ou sans dissolvant volatil.
Evaluation : \$0,25 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 5^o Gras, de couleur noire, à base d'asphaltes naturels ou artificiels, avec huiles siccatives, avec résines.
Evaluation : \$0,225 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 6^o Volatils de couleur noire à base de brai, asphaltes ou goudrons et de dissolvants volatils.
Evaluation : \$0,094 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 7^o A l'eau.
Evaluation : \$0,20 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Cuivre :

2967

Sulfate impur.

Evaluation : \$0,10 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 5 %.

Phosphore :

3072

Sesquisulfure.

Evaluation : \$1,15 o/s. le kg. net, majoré de 60 %. Droit : 5 %.

Noix :

3193

Muscades.

Evaluation : \$1,00 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Couleurs :

3226

En pâte, vermillon ou cinabre.

Evaluation : \$1,00 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

3227

En pâte, avec pigment à base exclusive de composés de cuivre, oxyde de chrome, chromés et bleu de Prusse.

Evaluation : \$0,30 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

3228

En pâte non spécifiée ainsi que les peintures imperméables non dénommées ailleurs.

Evaluation : \$0,14 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

3229

Ou pigment en poudre ou en morceaux, non dénommées.

Evaluation : \$0,20 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

3229 bis

Ferrite en poudre ou en morceaux ainsi que le lithophone.

Evaluation : \$0,10 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

3230

En tubes.

Evaluation : \$0,50 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

3231

Liquides de toute sorte sans vernis, et couleurs anticorrosives.

Evaluation : \$0,22 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

3232

En pâte ou liquides avec vernis, à l'exception de celles des positions 3232 A et B, couleurs anti-incrustantes pour carènes de navires, lorsqu'elles contiennent un composé de mercure, cuivre ou arsenic, couleurs imperméables ou mastics à la peroxyline, cellulose, celluloïd, visqueuse et leurs éthers.

Evaluation : \$0,40 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

3232 A

Connues sous le nom d'email ainsi que les couleurs à base de celluloïd, cellulose, acétyl-cellulose et similaires.

Evaluation : \$0,55 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Position

Couleurs (suite) :

- 3232 B Avec aluminium, bronze ou cuivre.
Evaluation : \$0,70 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 3233 Pour marquer les moutons.
Evaluation : \$0,08 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 3234 A l'eau.
Evaluation : \$0,157 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 3234 A Avec caoutchouc.
Evaluation : \$0,40 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Note : Les couleurs importées dans des récipients d'un poids supérieur à 50 kg. net bénéficieront d'une diminution de 20 % des évaluations ou des droits.

Plomb :

- 3241 Minium.
Evaluation : \$0,15 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 20 % et surtaxe de 2 %.

Sodium :

- 3296 Hyposulfite pour des usages industriels.
Evaluation : \$0,05 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 3296 bis Bicarbonate pour des usages industriels.
Evaluation : \$0,03 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Sels :

- 3481 De fruits, Enos et similaires.
Evaluation : \$4,00 o/s. la douzaine, majorés de 60 %. Droit : 40 % et surtaxe de 7 %.

Tableaux :

Rubrique K. Principaux de distribution ou d'interruption du courant électrique, totalement blindés ou enfermés dans des caisses de fonte, remplis d'une composition isolante, pesant plus de 300 kg. jusqu'à 500 kg.

Evaluation : \$0,48 o/s. le kg., sans majoration de 60 %.

Les mêmes, pesant plus de 500 kg. jusqu'à 1.000 kg.

Evaluation : \$0,32 o/s. le kg., sans majoration de 60 %.

Les mêmes, pesant plus de 1.000 kg.

Evaluation : \$0,24 o/s. le kg., sans majoration de 60 %.

Note : Les tableaux pesant moins de 300 kg. continueront à être considérés comme « accessoires électriques en caisses de fer » de la position de la rubrique K.

Tissus :

Rubrique N. De gaze avec coton hydrophile.

Evaluation : \$1,00 o/s. le kg., sans majoration de 60 %.

Substances pour soigner le bétail et les végétaux et ustensiles pour cet objet :

Les substances pour soigner le bétail et les autres remèdes sous forme de poudre, de pâte ou de liquide, utilisés pour soigner les épizooties et maladies des animaux ; les tablettes, poudres et liquides purgatifs destinés à être administrés au bétail pour détruire les parasites internes ; les instruments mécaniques et à main utilisés pour l'application d'insecticides aux arbres fruitiers et au moissons, ainsi que les bains d'immersion et les machines pour doucher le bétail, seront passibles des droits de douane avec les taxes suivantes sur les évaluations établies dans le tarif d'évaluations et dans les lois complémentaires :

22 %, les articles passibles de 47 %.

17 %, les articles passibles de 32 %.

5 %, les articles passibles de droits supérieurs à 5 % et inférieurs à 32 %.

Libres de droits, les articles passibles de 5 %.

Le Gouvernement argentin s'engage, pour la durée de la convention conclue avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, à ne pas augmenter les droits de douane sur les positions du tarif d'évaluation mentionnées ci-après, dont est exclue la surtaxe de 10 % :

Position

Animaux :

- 3 Sur pied, avec pédigrée, les races ovine, bovine et chevaline pour la reproduction.
 (Chevaux) :
 Evaluation : \$1.000 o/s. chacun sans majoration de 60 %, exempts de droits.
 (Juments) :
 Evaluation : \$300 o/s. l'une sans majoration de 60 %, libres de droits.
 (Moutons) :
 Evaluation : \$100 o/s l'un, sans majoration de 60 %, libres de droits.
 (Brebis) :
 Evaluation : \$50 o/s. l'une, sans majoration de 60 %, libres de droits.
 (Taureaux) :
 Evaluation : \$1.000 o/s. l'un, sans majoration de 60 %, libres de droits.
 (Vaches) :
 Evaluation : \$300 o/s. l'une, sans majoration de 60 %, libres de droits.

Charbon :

- 9 Minéral pour combustible.
 Evaluation : \$7.— o/s. les 1.000 kg., majorés de 60 %, libre de droits.
 12 Coke.
 Evaluation : \$8.— o/s. les 1.000 kg., majorés de 60 %, libre de droits.

Coins :

- 13 Rails en acier ou en fer, traverses en fer et éclisses pour chemins de fer ou tramways à vapeur, à traction animale ou électrique, ainsi que matériel destiné à l'installation et à la traction des tramways électriques, ne comprenant sous cette rubrique que les moteurs pour voitures, les châssis de voitures, câbles, trolleys, fils métalliques, bobines, boîtes fusibles, freins, jantes, paratonnerres, ressorts isolateurs, appareils de contrôle, roues, rosettes, croisements et changements de voie.
 Evaluation : valeur déclarée, à moins que ces articles ne figurent dans d'autres sections, aux 5 %.
 S'ils sont destinés à des villes de moins de 100.000 habitants et s'ils remplissent les conditions de l'article 4 de la loi N° 11.281, ces articles seront libres de droits.

Embarcations :

- 16 A rames, pour clubs de régates.
 Evaluation : valeur déclarée. Droit : 10 % et surtaxe de 2 %.

Locomotives :

- 26 Et leurs pièces de rechange.
 Evaluation : valeur déclarée. Droit : 5 %.

Oeufs :

- 191 De toute sorte.
 Evaluation : \$0,20 o/s. le kg. brut., majoré de 60 %, libres de droits.

Thé :

- 239 De toute sorte, en emballages ordinaires, y compris ceux de fer-blanc.
 Evaluation : \$0,60 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit spécifique : \$0,05 le kg. net, majoré de 25 %.

Genièvre :

- 273 Aromatique, ne dépassant pas 50° centésimaux par litre, en bouteilles.
 Evaluation : \$3.— o/s. la douzaine de bouteilles, majorée de 60 %. Droit spécifique \$0,33 o/s. la bouteille, majoré de 25 % et surtaxe de 25 % *ad valorem*.

Position

Amiante ou asbeste :

- 813 En feuilles, en poudre et magnésie plastique.
Evaluation : \$0,08 o/s. le kg. majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 814 En fils, garnitures de machines, toiles et tissus de toute sorte.
Evaluation : \$0,45 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Tuyaux, tubes, manches, coudes et raccords :

- 927 En fonte, ayant jusqu'à 75 mm. de diamètre intérieur.
Evaluation : \$0,04 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 928 En fonte, ayant plus de 75 mm. de diamètre intérieur.
Evaluation : \$0,03 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 929 En fer doux ou en fer battu, y compris ceux de fer malléable.
Evaluation : \$0,08 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 930 En fer galvanisé.
Evaluation : \$0,10 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 933 En caoutchouc, sans toile intercalée, à l'exception des tuyaux en feuille anglaise et leurs imitations.
Evaluation : \$1,30 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 30 % et surtaxe de 7 %.
- 934 Comme ci-dessus, avec toile intercalée, combinés ou non avec du fil métallique.
Evaluation : \$0,90 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 30 % et surtaxe de 7 %.
- 936 En toile à voiles.
Evaluation : \$0,80 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Note : Les articles compris sous les positions 1005, 1006 et 1090 subiront une surtaxe de 25 % sur leurs droits respectifs lorsqu'ils seront importés avec garniture de carrelage.

Bourrages :

- 1062 De toute sorte, non dénommés dans d'autres rubriques.
Evaluation : \$0,45 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Graisseurs :

- 1066 Ou lubrificateurs en fer.
Evaluation : \$0,35 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Fer :

- 1148 En lingots, pour fonderies.
Evaluation : \$0,018 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 5 %.
- 1154 Galvanisé, en plaques ou faitières.
Evaluation : \$0,07 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Fil, ficelle ou cordonnet :

- 1171 En matières autres :
Evaluation : \$0,30 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Note : Spécial pour coudre les sacs de céréales, avec garantie qu'il servira à cet usage : libre de droits.

Fer-blanc :

- 1177 Non ouvré, découpé ou non.
Evaluation : \$0,08 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 5 %.

Toiles et bâches :

- 1196 Cirées ou non, pour couvrir les meules ou wagons et pour d'autres usages analogues.
Evaluation : \$0,80 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 5 %.

DIVERSES POSITIONS.

Outils de fer et d'acier pour artisans énumérés en détail dans la décision N° 327 du 9 août 1932.
Evaluations diverses, libres de droits.

Position

Ciment :

- 1484 Hydraulique ou ciment romain.
 Evaluation : \$1,10 o/s. les 100 kg. bruts, majoré de 60 %. Droit : 35 % et surtaxe de 7 %.
 Destinée à des travaux publics :
 Evaluation : \$1,10 o/s. les 100 kg. bruts, majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Tubes :

- 1636 Isolants ou tuyaux en fer battu ou en fonte, avec ou sans accessoires, vernis ou non.
 Evaluation : \$0,12 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Carreaux :

- 1847 Céramiques, unis, de couleur ou non.
 Evaluation : \$0,06 o/s. le kg. brut, majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Conduits :

- 1873 En terre, ayant jusqu'à 20 cm. de diamètre.
 Evaluation : \$0,20 o/s. la pièce, majoré de 60 % plus 25 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Briques :

- 1887 A feu, fusibles ou réfractaires.
 Evaluation : \$2.— o/s. le cent, majorés de 60 % plus 25 %. Droit : 5 %.

Tissus de coton :

- 2006 Brodés, quadrillés, plissés (crépés) ou à jour, pesant jusqu'à 200 gr. le mètre carré.
 Evaluation : \$1,50 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2006 bis Brodés système Jacquard.
 Evaluation : \$3.— o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2009 Blancs, non dénommés, pesant jusqu'à 80 gr. inclusivement le mètre carré.
 Evaluation : \$1,40 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2011 Blancs, façonnés avec raies ou autres dessins au métier, pesant plus de 80 gr. le mètre carré.
 Evaluation : \$0,90 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2012 Imprimés, non dénommés, pesant jusqu'à 80 gr. inclusivement le mètre carré.
 Evaluation : \$1,50 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2014 De couleur, non dénommés pesant jusqu'à 80 gr. inclusivement le mètre carré.
 Evaluation : \$1,50 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2016 De couleur, pesant plus de 130 gr. le mètre carré.
 Evaluation : \$0,80 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2018 Avec laine, non dénommés.
 Evaluation : \$1,20 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Tissus de laine :

- 2039 Non dénommés sous d'autres positions, pesant jusqu'à 200 gr. inclusivement le mètre carré.
 Evaluation : \$3.— o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 30 % et surtaxe de 7 %.

Tissus de soie :

- 2051 Apprêtés dits crêpes.
 Evaluation : \$12.— o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 40 % moins 50 % et surtaxe de 7 % moins 50 %.

Articles en métal :

- 2280 Les mêmes, de qualité demi-fine.
 Evaluation : \$5.— o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 50 % et surtaxe de 7 %.

Position

Dentelles ou carrés pour couvre-lits :

- 2440 A grosses mailles de coton.
Evaluation : \$1,60 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
- 2441 De coton, laine pure ou mélangée, imitation de valenciennes, bretonne, guipure ou crochet, y compris les dentelles combinées avec des fils métalliques ou de la cannetille.
Evaluation : \$4.— o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Laine :

- 2542 A broder ou à tisser.
Evaluation : \$1,40 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Papier :

- 2605 Albuminé et papiers spéciaux pour photographies, y compris la boîte en fer-blanc.
Evaluation : \$2.— o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Encre :

- 2730 Pour écrire, noire ou de couleur, quelle que soit la condition dans laquelle elle est présentée, y compris le contenant extérieur.
Evaluation : \$0,10 o/s. le kg. brut, majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Bandes :

- 2743 Entre-deux, garnitures et carrés, brodés, en coton combiné ou non avec de la soie.
Evaluation : \$4.— o/s. le kg., majorés de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Calcium :

- 2914 Chlorures de toute sorte, impurs.
Evaluation : \$0,02 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 5 %.

Gazes médicales :

- 3080 Hydrophile de toute sorte.
Evaluation : \$1.— o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

Pâte :

- Rubrique E. Pour chaussures, de toute provenance.
Evaluation : \$0,50 o/s. le kg., sans majoration de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.

ANNEXE II

Le Gouvernement argentin s'engage, pour la durée de la convention conclue avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne à ne pas augmenter les droits de douane sur les positions du tarif d'évaluation mentionnées ci-après et dont est exclue la surtaxe de 10 % avec les réserves et explications ajoutées à chaque position.

Position

- 18 Spécifiques pour guérir le piétin et spécifiques contre l'arachnide trachéenne.
Evaluation : \$0,30 o/s. le kg., majoré de 60 %.
Libres de droit lorsque le Ministère de l'Agriculture les déclare propres à cet usage.
- 880 Pompes autres, avec un ou plusieurs corps, en fer, et accessoires en bronze, y compris les pompes à vapeur, les pompes à électricité et les pompes actionnées par une force animale.
Evaluation : \$0,25 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 15 % et surtaxe de 2 %.
Sous cette position figurent uniquement les pompes pour puits ou pour l'extraction de l'eau. Les droits ci-dessus ne sont établis que jusqu'au moment où sera adoptée, en général, une nouvelle classification du tarif douanier.
Spécifiques pour soigner le bétail. Libres de droit sous réserve de vérification, le cas échéant, par les soins du Ministère de l'Agriculture.
- 1247 A Machines de toute sorte et leurs pièces de rechange, non dénommées ailleurs, pesant jusqu'à 100 kg. net.
Evaluation : \$0,30 o/s. le kg. brut, majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
Ces droits ne sont établis que jusqu'au moment où sera adoptée, en général, une nouvelle classification du tarif.

Position

- 1247 B Machines de toute sorte et leurs pièces de rechange, non dénommées ailleurs, de 100 à 500 kg.
 Evaluation : \$0,30 o/s. le kg. brut, majoré de 60 %, droits : pour les machines, 5 % ; pour les pièces de rechange, 10 % et surtaxe de 2 %.
 Ces droits ne sont établis que jusqu'au moment où sera adoptée, en général, une nouvelle classification du tarif.
- 1248 Les mêmes, pesant plus de 500 jusqu'à 1.000 kg.
 Evaluation : \$0,20 o/s. le kg. brut, majoré de 60 %, droits : pour les machines, 5 % ; pour les pièces de rechange, 10 % et surtaxe de 2 %.
 Ces droits ne sont établis que jusqu'au moment où sera adoptée, en général, une nouvelle classification du tarif.
Note : Ne tomberont pas sous le coup des positions 1247, 1248 et 1249, les pièces de rechange et autres ou accessoires pour machines figurant au tarif sous une position déterminée, lorsque ces pièces ne sont pas importées avec les machines qu'elles complètent ou dont elles font partie. Dans ce cas, elles tomberont sous le coup des rubriques où elles figurent spécialement et acquitteront les droits dont elles sont passibles.
Note : En cas de diminution des droits sur les motocyclettes de plus de 350 centimètres cubes de capacité (position 1317), le droit sur les motocyclettes d'une capacité inférieure serait réduit dans la même proportion.
- 1612 Moteurs ou dynamos électriques de toute sorte d'une puissance supérieure à un quart de cheval-vapeur.
 Evaluation : \$0,30 o/s. le kg. brut, majoré de 60 %. Droit : 5 %.
 Ce droit est établi pour les moteurs ou dynamos électriques de toute sorte pesant plus de 500 kg.
Note : En cas de diminution des droits sur la cire de paraffine pour des fins industrielles, à l'exclusion de la paraffine médicinale de la position 3215 et de la cire minérale ou cérésine de la position 2952, les droits frappant les bougies feront l'objet d'une réduction proportionnelle.
- 2010 bis Tissus de coton blancs, unis ou sergés, pesant plus de 160 grammes le mètre carré.
 Evaluation : \$0,80 o/s. le kg., majoré de 60 %. Droit : 25 % et surtaxe de 7 %.
 En cas de diminution des droits sur les tissus figurant sous cette position, la réduction ne sera pas supérieure à celle qui aura été consentie pour les tissus pesant de 80 à 160 grammes (position 2010) ; si cette diminution a lieu, les tissus de la position 2010 feront l'objet d'une autre réduction identique.
 En cas de diminution des droits de douane sur les tissus de soie naturelle, les tissus de soie artificielle bénéficieront d'une réduction proportionnelle.
- Le paragraphe d) de l'article 5 de la loi 11.252 est modifié comme suit :
- d) L'anis et, en général, les boissons qui en contiennent, seront frappées, pour chaque bouteille d'une capacité allant jusqu'à (50) cinquante centilitres d'un droit de (\$4,50 m/n.) quatre pesos cinquante centavos de la monnaie nationale et, pour chaque bouteille d'une capacité de cinquante et un centilitres à un litre, d'un droit de (\$9 m/n.) neuf pesos de la monnaie nationale.
- Le whisky acquittera, selon son degré en alcool, la taxe prévue par la loi 11.252. Cette disposition entrera en vigueur le lendemain de sa publication ; simultanément sera abrogée la réduction de 50 % des droits de douane accordée par le pouvoir exécutif en vertu de l'article 76 de la loi 11.281 sans préjudice de la surtaxe de 25 %, au même titre que les boissons alcooliques de sa catégorie.

ANNEXE III

	Tarif
Viande de bœuf, de veau, de mouton, d'agneau, de porc, panceta, jambon et issues comestibles, à l'exclusion des extraits et essences de viande ou conserves de viande en récipients hermétiques	exempt
Extraits et essences de viande et conserves de viande en récipients hermétiques, à l'exclusion des hachis de viandes mélangées ou non et des saucisses . . .	10 % <i>ad valorem</i>
Blé en grains	2 shillings par quarter de 480 livres.
Graines de lin	10 % <i>ad valorem</i>
Mais en grains, à l'exclusion du maïs blanc aplati	exempt
Extrait de <i>quebracho</i>	10 % <i>ad valorem</i>

ANNEXE IV

Blé en grains,
 Mais en grains, à l'exclusion du maïs blanc aplati,
 Graines de lin,
 Son et repasse,
Semitin et rebacillo,
 Laine brute,
 Premier jus,
 Suif non raffiné,
 Crin de cheval brut,
 Boyaux,
 Extrait de *quebracho*.

NOTE

MINISTÈRE
 DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Nº 226.

Confidentielle.

BUENOS-AYRES, le 26 septembre 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Lorsque la Convention anglo-argentine fut signée à Londres, le 1^{er} mai 1933, l'article 4 de la loi Nº 11681 du 3 janvier 1933, alors en vigueur, stipulait la suppression graduelle de la surtaxe de 10 % imposée à titre de mesure exceptionnelle par décret en date du 6 octobre 1931, disposition juridique dont le Gouvernement du Royaume-Uni tint compte lorsqu'il formula ses demandes de concessions relativement aux taxes douanières applicables aux marchandises importées du Royaume-Uni en Argentine.

Le Gouvernement argentin déclare qu'il a l'intention de ne pas maintenir en vigueur la surtaxe de 10 %, à moins que son maintien ne devienne indispensable pour des raisons financières, auquel cas la surtaxe ne sera maintenue en vigueur ou modifiée qu'à titre de mesure exceptionnelle.

Le Gouvernement argentin déclare en outre que, si la surtaxe est maintenue en vigueur ou modifiée, il prendra spécialement en considération, dès que les circonstances financières le permettront, les marchandises comprises dans le tableau I de l'accord signé ce jour.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Carlos SAAVEDRA LANAS.

A Son Excellence

Monsieur Henry G. Chilton,

Ambassadeur de Sa Majesté britannique.

N° 3306.

**RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET AUTRICHE**

Convention concernant la réciprocité
de traitement en matière de réparation
des accidents du travail.
Signée à Buenos-Ayres, le 22
mars 1926.

**ARGENTINE REPUBLIC
AND AUSTRIA**

Convention concerning Reciprocity
of Treatment with respect to
Compensation for Industrial Accidents.
Signed at Buenos Aires,
March 22, 1926.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3306. — CONVENIO¹ ENTRE LA REPÚBLICA ARGENTINA Y LA REPÚBLICA DE AUSTRIA RELATIVO A LA RECIPROCIDAD DE TRATO EN MATERIA DE INDEMNIZACIONES POR ACCIDENTES DEL TRABAJO. FIRMADO EN BUENOS AIRES EL 22 DE MARZO DE 1926.

Textes officiels espagnol et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République Argentine. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 20 décembre 1933.

SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ARGENTINA y SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE AUSTRIA, animados del deseo de extender el campo de aplicación de las legislaciones de sus respectivos países en favor de sus nacionales en materia de indemnizaciones por accidentes del trabajo, resuelven celebrar al efecto una Convención, y nombran por sus Plenipotenciarios, a saber :

SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ARGENTINA :

A su Ministro Secretario de Estado en el Departamento de Relaciones Exteriores y Culto,
Su Excelencia el Doctor Don Angel GALLARDO ;

SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE AUSTRIA :

A su Ministro Residente en Buenos Aires, Su Excelencia el Señor Don Anton RETSCHEK ;

Quienes, después de haberse comunicado los Plenos Poderes de que se hallan investidos, encontrándolos en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

Artículo I.

En materia de indemnizaciones por accidentes del trabajo ambas partes contratantes convienen en asegurar la igualdad de tratamiento de los nacionales de la otra y los de la propia nacionalidad.

Artículo II.

La estipulación anterior subsistirá no obstante la residencia de los damnificados o de sus causa-habientes en uno u otro de los países contratantes.

El derecho a la indemnización se resolverá de acuerdo con la legislación del país en cuyo territorio hubiese ocurrido el accidente.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 3 novembre 1933.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 3306. — ÜBEREINKOMMEN¹ ZWISCHEN DER ARGENTINISCHEN REPUBLIK UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH, BETREFFEND ENTSCHÄDIGUNG FÜR ARBEITSUNFÄLLE. GEZEICHNET IN BUENOS AIRES, AM 22. MÄRZ 1926.

Spanish and German official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the Argentine Republic. The registration of this Convention took place December 20, 1933.

SEINE EXZELLENZ, DER HERR PRÄSIDENT DER ARGENTINISCHEN REPUBLIK, und SEINE EXZELLENZ, DER HERR BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH, vom Wunsche beseelt, das Anwendungsgebiet der Gesetzgebung ihrer Staaten zugunsten ihrer Staatsangehörigen, betreffend Entschädigung für Arbeitsunfälle, zu erweitern, beschliessen zu diesem Zwecke, ein Übereinkommen abzuschliessen, und ernennen zu ihren Bevollmächtigten, und zwar :

SEINE EXZELLENZ, DER HERR PRÄSIDENT DER ARGENTINISCHEN REPUBLIK :

Seinen Minister-Staatssekretär der Auswärtigen Angelegenheiten und des Kultus, Seine Exzellenz, den Doktor Don Angel GALLARDO ;

SEINE EXZELLENZ, DER HERR BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Seinen Ministerresidenten in Buenos Aires, Seine Exzellenz, den Herrn Don Anton RETSCHK ;

Die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten übereingekommen sind wie folgt :

Artikel I.

Auf dem Gebiete der Entschädigungen für Arbeitsunfälle kommen beide vertragschliessenden Teile überein, die Gleichheit in der Behandlung der Angehörigen des anderen mit jenen des eigenen Staates zu gewährleisten.

Artikel II.

Die vorstehende Bestimmung gilt unabhängig vom Aufenthalte der Geschädigten oder deren Hinterbliebenen in dem einen oder anderen der vertragschliessenden Staaten.

Das Recht auf Entschädigung wird auf Grund der Gesetzgebung des Staates, auf dessen Gebiet sich der Unfall ereignet hat, beurteilt werden.

¹ The exchange of ratifications took place on November 3, 1933.

Artículo III.

El presente Convenio se aplicará a los casos de indemnizaciones pendientes cuyo pago no hubiese caducado para los damnificados o sus causa-habientes conforme a las disposiciones legales y reglamentarias del país en que hubiese ocurrido el accidente.

Artículo IV.

Las dependencias nacionales correspondientes a cada una de las partes contratantes darán aviso a los Cónsules de la otra de todos los casos fatales de accidentes del trabajo ocurridos en el territorio respectivo, a fin de que los mencionados funcionarios comuniquen el hecho a los causa-habientes de la víctima.

Artículo V.

El presente Convenio será ratificado y las ratificaciones canjeadas a la brevedad posible en Buenos Aires o en Viena, entrando en vigor a los treinta días del canje de las ratificaciones.

Estará en vigencia por el término de cinco años y pasado este período se considerará prorrogado de año en año siempre que no fuera denunciado con uno de anterioridad.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios designados al efecto firman y sellan la presente Convención en Buenos Aires, Capital de la República Argentina a los veintidos días del mes de Marzo del año mil novecientos veintiseis.

(L. S.) (Fdo.) Angel GALLARDO.

(L. S.) (Fdo.) Anton RETSCHEK.

Es copia :
Antokoletz.

Artikel III.

Das gegenwärtige Übereinkommen wird auch auf jene in Schwebе befindlichen Entschädigungen Anwendung finden, deren Auszahlungen an die Geschädigten oder deren Hinterbliebene gemäss den gesetzlichen Bestimmungen und Verordnungen des Staates, in welchem sich der Unfall ereignet hat, noch nicht verfallen sind.

Artikel IV.

Die nationalen Anstalten jedes der vertragschliessenden Teile werden die Konsuln des anderen von allen tödlichen Arbeitsunfällen, welche sich im betreffenden Staatsgebiete ereignet haben, verständigen, damit die genannten Funktionäre die anspruchsberechtigten Hinterbliebenen des Verunglückten hievon in Kenntnis setzen können.

Artikel V.

Das gegenwärtige Übereinkommen wird ratifiziert und werden die Ratifizierungen baldmöglichst in Buenos Aires oder Wien ausgetauscht werden ; dreissig Tage nach dem Austausch der Ratifizierungen wird es in Kraft treten.

Das Übereinkommen gilt für den Zeitraum von fünf Jahren und wird nach Ablauf dieses Zeitraumes stets auf ein weiteres Jahr als verlängert betrachtet werden, insolange es nicht ein Jahr vorher gekündigt wird.

Urkund dessen zeichnen und siegeln die hiezu designierten Bevollmächtigten das vorliegende Übereinkommen in Buenos Aires, der Hauptstadt der Argentinischen Republik, am zweiundzwanzigsten Tage des Monates März des Jahres eintausendneunhundertsechszwanzig.

(Siegel) (gez.) Angel GALLARDO, *e. h.*

(Siegel) (gez.) Anton RETSCHEK, *e. h.*

Es copia fiel del original :

Carlos A. Alcorta,

Subsecretario de Relaciones exteriores.

¹ TRADUCTION.

N^o 3306. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET L'AUTRICHE CONCERNANT LA RÉCIPROCITÉ DE TRAITEMENT EN MATIÈRE DE RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL. SIGNÉE A BUENOS-AIRES, LE 22 MARS 1926.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, désireux d'étendre le champ d'application de la législation de leurs pays respectifs en faveur de leurs nationaux en matière de réparation des accidents du travail, ont décidé de conclure une convention à cet effet, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE :

Son Excellence le docteur Angel GALLARDO, son ministre-secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères et du Culte ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Son Excellence M. Anton RETSCHEK, ministre résident à Buenos-Ayres ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les deux Parties contractantes conviennent d'assurer, en matière de réparation des accidents du travail, l'égalité de traitement entre les ressortissants de l'autre Etat et leurs propres ressortissants.

Article II.

La disposition ci-dessus reste applicable, que les victimes ou leurs ayants droit résident dans l'un ou l'autre des Etats contractants.

Le droit à la réparation sera apprécié conformément à la législation du pays où s'est produit l'accident.

Article III.

La présente convention sera applicable aux affaires de réparation pendantes, lorsque le paiement aux victimes ou à leurs ayants droit, conformément aux dispositions des lois et décrets de l'Etat dans lequel s'est produit l'accident, n'a pas cessé d'être exigible.

¹ Traduction du Bureau international du Travail.

¹ TRANSLATION.

No. 3306. — CONVENTION BETWEEN THE ARGENTINE REPUBLIC AND AUSTRIA CONCERNING RECIPROCITY OF TREATMENT WITH RESPECT TO COMPENSATION FOR INDUSTRIAL ACCIDENTS. SIGNED AT BUENOS AIRES, MARCH 22, 1926.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC, being desirous of extending the scope of the laws of their respective countries so as to cover compensation to their nationals for industrial accidents, have resolved to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC :

His Excellency Dr. Angel GALLARDO, His Minister and Secretary of State in the Department of Foreign Affairs and Public Worship ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Anton RETSCHEK, His Resident Minister at Buenos Aires ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The two Contracting Parties agree to guarantee the granting by each of equality of treatment to its own nationals and those of the other country with respect to compensation for industrial accidents.

Article II.

The provision laid down above shall apply irrespective of the contracting country in which the victims of the accidents or their surviving dependents are resident.

The claim to compensation shall be decided in conformity with the legislation of the country in the territory of which the accident occurred.

Article III.

This Convention shall apply to all pending compensation cases in which payment to the victims of the accidents or their surviving dependents has not lapsed in conformity with the statutory provisions and regulations of the country in which the accident occurred.

¹ Translation of the International Labour Office.

Article IV.

Les autorités nationales de chacun des Etats contractants aviseront les consuls de l'autre Etat de tous les accidents mortels qui se produisent sur leur territoire, afin que lesdits fonctionnaires en fassent part aux ayants droit de la victime.

Article V.

La présente convention sera soumise à ratification et les instruments de ratification seront échangés dans le plus bref délai à Buenos-Ayres ou à Vienne ; elle entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification.

Elle restera en vigueur pendant une durée de cinq ans ; passé ce délai, elle sera considérée comme prorogée d'année en année, tant qu'elle n'aura pas été dénoncée un an à l'avance.

En foi de quoi les plénipotentiaires désignés à cet effet ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux à Buenos-Ayres, capitale de la République Argentine, le vingt-deux mars mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) (Signé) Angel GALLARDO.

(L. S.) (Signé) Anton RETSCHEK.

Article IV.

The competent national administrative departments of each of the two Contracting Parties shall notify the Consuls of the other Party of all fatal industrial accidents occurring in their respective territories, in order that the said officials may communicate the occurrence to the surviving dependents of the victim.

Article V.

This Convention shall be ratified and the instruments of ratification exchanged as soon as possible in Buenos Aires or in Vienna, and the Convention shall come into operation thirty days after the exchange of the instruments of ratification.

The Convention shall remain in operation for a period of five years, and on the expiry of this period shall be deemed to be extended from year to year, provided that it has not been denounced one year in advance.

In faith whereof the Plenipotentiaries appointed for that purpose have signed and sealed the present Convention at Buenos Aires, capital of the Argentine Republic, on the twenty-second day of March, one thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) (Signed) Angel GALLARDO.

(L. S.) (Signed) Anton RETSCHEK.

N° 3307.

**POLOGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Protocole modifiant ou complétant
certaines dispositions de la Con-
vention du 30 mai 1927 concer-
nant la réglementation du trafic
ferroviaire entre les deux pays.
Signé à Prague, le 17 février 1933.

**POLAND
AND CZECHOSLOVAKIA**

Protocol amending or supplementing
Certain Provisions of the Conven-
tion of May 30, 1927, concerning
the Regulation of Railway Traffic
between the Two Countries. Signed
at Prague, February 17, 1933.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 3307. — PROTOKÓŁ¹ POMIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A REPUBLIKĄ CZESKOSŁOWACKĄ ZMIENIAJĄCY LUB UZUPEŁNIAJĄCY NIEKTÓRE POSTANOWIENIA KONWENCJI W PRZEDMIOCIE UREGULOWANIA WZAJEMNEJ KOMUNIKACJI KOLEJOWEJ, PODPISANEJ W PRADZE DNIA 30 MAJA 1927. PODPISANY W PRADZE, DNIA 17 LUTEGO 1933 R.

Textes officiels polonais et tchécoslovaque communiqués par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations et le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 21 décembre 1933.

RZECZPOSPOLITA POLSKA i REPUBLIKA CZESKOSŁOWACKA z uwagi na przeniesienie na obszar Republiki Czeskosłowackiej odcinka tranzytowego, o jakim mowa w ustępie 2 a Art. 4 konwencji w przedmiocie uregulowania wzajemnej komunikacji kolejowej podpisanej w Pradze dnia 30 maja 1927², postanowiły zawrzeć w tej sprawie porozumienie. Mianowani w tym celu pełnomocnicy :

ZA RZECZPOSPOLITĄ POLSKĄ :

Pan Jan ZAJAS, Magister praw, Dyrektor Departamentu w Ministerstwie Komunikacji.

ZA REPUBLIKĘ CZESKOSŁOWACKĄ :

Pan Dr. Kamil KROFTA, Posel Nadzwyczajny i Minister Pełnomocny, i

Pan Dr. Emil NOVOTNÝ, Szef Sekcji w Ministerstwie Kolei Żelaznych ;

Po okazaniu swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i sporządzone w należytej formie, zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł 1.

Obie Umawiające się Strony zgadzają się na to, że postanowienia Art. 4 i 5 konwencji w przedmiocie uregulowania wzajemnej komunikacji kolejowej z dnia 30 maja 1927, o ile dotyczą odcinka tranzytowego, o jakim mowa w ustępie 2 a Art. 4 konwencji, stały się bezprzedmiotowymi, i na to, aby zostały zastąpione przez postanowienia niniejszego protokołu.

Artykuł 2.

Obie Umawiające się Strony zgadzają się, aby prawa i obowiązki odnoszące się do odcinka tranzytowego pozostałego na obszarze Rzeczypospolitej Polskiej, zostały wraz z jej własnością przeniesione na Województwo Śląskie.

Bliższe warunki zostaną ustalone w kontrakcie kupna i sprzedaży między właścicielem tej Kolei (Ostrawsko-Frydlandska Kolej) a Śląskiem Województwem.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 14 novembre 1933.
Entré en vigueur le 14 décembre 1933.

² Vol. XCVIII, page 233, de ce recueil.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 3307. — PROTOKOL¹ MEZI REPUBLIKOU POLSKOU A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU, KTERÝM SE MĚNÍ NEB DOPLNUJÍ NĚKTERÁ USTANOVENÍ SMLOUVY O ÚPRAVĚ VZÁJEMNÉHO ŽELEZNIČNÍHO STYKU, PODEPSANÉ V PRAZE DNE 30. KVĚTNA 1927. PODEPSANÝ V PRAZE DNE 17. ÚNORA 1933.

Polish and Czechoslovak official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place December 21, 1933.

REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ a REPUBLIKA POLSKÁ vzhledem na to, že byla na území Republiky Československé přenesena průběžná trať, o níž jest řeč v odst. 2 a) čl. 4. smlouvy o úpravě vzájemného železničního styku, podepsané v Praze dne 30. května 1927², rozhodly se sjednati o tom dohodu. Plnomocníci k tomu účelu jmenovaní :

ZA REPUBLIKU ČESKOSLOVENSKOU :

Pan Dr Kamil KROFTA, mimořádný vyslanec a zplnomocněný ministr, a
Pan Dr Emil NOVOTNÝ, odborový přednosta v ministerstvu železnic,

ZA REPUBLIKU POLSKOU :

Pan Jan ZAJAS, magister prav odborový přednosta v ministerstvu dopravy,
sdělivše si své plné moci, které shledali obsahem i formou správnými, dohodli se na těchto ustanoveních :

Článek 1.

Obě smluvní strany shodují se v tom, že ustanovení čl. 4. a 5. smlouvy o úpravě vzájemného železničního styku ze dne 30.V.1927, pokud jde o průběžnou trať, o níž jest řeč v odst. 2 a) čl. 4. smlouvy, stala se bezpředmětnými, a aby byla nahrazena ustanoveními tohoto protokolu.

Článek 2.

Obě smluvní strany shodly se, aby práva a povinnosti, pokud jde o průběžnou trať, zbylou na území Polské Republiky, byly přeneseny i s jejím vlastnictvím na Slezské Vojvodství.

Bližší podmínky budou stanoveny v tržové smlouvě mezi vlastníkem této dráhy (ostravsko-frýdlantskou dráhou) a Slezským Vojvodstvím.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, November 14, 1933.
Came into force December 14, 1933.

² Vol. XCVIII, page 233, of this Series.

Artykuł 3.

Obie Umawiające się Strony zgadzają się, aby obowiązki i warunki utrzymania mostu pod stacją Český Těšín na rzece Olszy zostały uregulowane przez Zarządy Kolejowe obu Umawiających się Stron w umowie granicznej dla stacji Český Těšín. Obowiązek utrzymania mostu obok Markłowice ustaje. Konstrukcja żelazna tego mostu może być rozebrana przez Czeskosłowackie Koleje także i w części leżącej na polskim obszarze, oraz wywieziona bez cła i opłat wywozowych do Czechosłowacji w myśl Art. 28 konwencji.

Artykuł 4.

Obie Umawiające się Strony zgadzają się, aby wykaz przejść kolejowych, zawarty w Art. 6 konwencji z dnia 30 maja 1927, został uzupełniony nowym przejściem kolejowym Markłowice — Český Těšín, dla którego wyznacza się jako stację zdawczo-odbiorczą Český Těšín.

Artykuł 5.

W związku z otwarciem nowego przejścia kolejowego, o którym mowa w Art. 4 niniejszego protokołu, obie Umawiające się Strony zgadzają się, aby jako uzupełnienie Art. 7 wyżej wymienionej konwencji wyznaczyć na tem przejściu dla odprawy celnej i rewizji paszportowej po stronie polskiej stację Markłowice a po stronie czeskosłowackiej stację Český Těšín.

Artykuł 6.

Protokół niniejszy będzie ratyfikowany. Dokumenty ratyfikacyjne zostaną wymienione w Warszawie. Wejdzie on w życie 30 dnia po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych i może być wypowiedziany jednocześnie z konwencją w terminie przewidzianym dla tej konwencji.

Protokół niniejszy sporządzono w dwóch egzemplarzach w językach polskim i czeskosłowackim, przyczem oba teksty są autentyczne.

Na dowód czego Pełnomocnicy obu Umawiających się Stron podpisali protokół niniejszy i wycisnęli na nim swe pieczęcie.

Działo się w Pradze, dnia siedemnastego lutego tysiąc dziewięćset trzydziestego trzeciego roku.

J. ZAJAS.

Dr. K. KROFTA.

Dr. NOVOTNÝ.

Článek 3.

Obě smluvní strany se dohodly, aby povinnost a podmínky udržovati most u Českého Těšína na řece Olši upravily železniční správy obou smluvních stran v přípojové smlouvě pro stanici Český Těšín. Povinnost udržovati most u Marklovic přestává. Železná konstrukce tohoto mostu může býti československými drahami rozebrána také i v části na polském území a vyvezena do Československa bez celních a vývozních poplatků podle čl. 28 smlouvy.

Článek 4.

Obě smluvní strany se dohodly, aby byl doplněn seznam železničních přechodů, uvedený v čl. 6 smlouvy ze dne 30. května 1927, novým železničním přechodem Marklovice-Český Těšín, pro který se stanoví výměnnou stanicí Český Těšín.

Článek 5.

Z příčiny otevření nového železničního přechodu, o němž jest řeč v čl. 4 tohoto protokolu, dohodly se obě smluvní strany, aby čl. 7 shora uvedené smlouvy doplněn byl tak, že pro tento přechod se stanoví pro celní a pasové odbavování na polské straně stanice Marklovice a na československé straně stanice Český Těšín.

Článek 6.

Tento protokol bude ratifikován. Ratifikační listiny budou vyměněny ve Varšavě. Nabude platnosti 30. dne po výměně ratifikačních listin a může býti vypověděn zároveň se smlouvou ve lhůtě předvídané pro tuto smlouvu.

Tento protokol jest vyhotoven ve 2 kusech v jazyku československém a polském, při čemž oba texty jsou autentické.

Na doklad toho plnomocníci obou smluvních stran podepsali tento protokol a připojili k němu své pečeti.

Dáno v Praze dne 17. února 1933.

Dr. K. KROFTA.

J. ZAJAS.

Dr. NOVOTNÝ.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 12 décembre 1933.

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

¹ TRADUCTION.

N° 3307. — PROTOCOLE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, MODIFIANT OU COMPLÉTANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DU 30 MAI 1927, CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION DU TRAFIC FERROVIAIRE ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A PRAGUE, LE 17 FÉVRIER 1933.

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, tenant compte du transfert sur le territoire de la République tchécoslovaque du secteur de transit mentionné au paragraphe 2 a) de l'article 4 de la Convention concernant la réglementation du trafic ferroviaire entre les deux pays, signée à Prague le 30 mai 1927, ont décidé de conclure un accord à ce sujet. A cet effet, ont été désignés comme plénipotentiaires :

POUR LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Jan ZAJAS, docteur en droit, directeur de département au Ministère des Communications ;

POUR LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

D^r Camille KROFTA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et

D^r Emile NOVOTNÝ, chef de section au Ministère des chemins de fer ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les deux Parties contractantes conviennent que les dispositions des articles 4 et 5 de la Convention concernant la réglementation du trafic ferroviaire entre les deux pays, en date du 30 mai 1927, n'ont plus d'objet dans la mesure où elles concernent le secteur de transit mentionné au paragraphe 2 a) de l'article 4 de ladite convention, et qu'elles sont remplacées par les dispositions du présent protocole.

Article 2.

Les deux Parties contractantes conviennent que les droits et obligations concernant le secteur de transit resté sur le territoire de la République de Pologne ont été transférés, en même temps que la propriété dudit secteur, à la voïvodie de Silésie.

Les conditions détaillées ont été fixées dans le contrat d'achat-vente conclu entre le propriétaire de la voie en question (Chemin de fer d'Ostrawa-Frydland) et la voïvodie de Silésie.

Article 3.

Les deux Parties contractantes conviennent que les obligations et conditions concernant l'entretien du pont sur la rivière Olsza, à proximité de la gare de Český-Těšín, ont été réglées par

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3307. — PROTOCOL BETWEEN THE POLISH REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, AMENDING OR SUPPLEMENTING CERTAIN PROVISIONS OF THE CONVENTION OF MAY 30, 1927, CONCERNING THE REGULATION OF RAILWAY TRAFFIC BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT PRAGUE, FEBRUARY 17, 1933.

THE POLISH REPUBLIC and THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, taking account of the transfer to the territory of the Czechoslovak Republic of the transit section of line referred to in paragraph 2 (a) of Article 4 of the Convention concerning the regulation of railway traffic between the two countries, signed at Prague on May 30, 1927, have decided to conclude an agreement with regard to that matter. The Plenipotentiaries appointed for that purpose :

FOR THE POLISH REPUBLIC :

M. Jan ZAJAS, doctor of law, head of department in the Ministry of Communications ;

FOR THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Kamil KROFTA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, and
Dr. Emil NOVOTNÝ, head of section in the Ministry of Railways ;

Having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The two Contracting Parties agree that the provisions of Articles 4 and 5 of the Convention concerning the regulation of railway traffic between the two countries, dated May 30, 1927, are no longer applicable so far as they concern the transit section mentioned in paragraph 2 (a) of Article 4 of the Convention, and that they shall be replaced by the provisions of the present Protocol.

Article 2.

The two Contracting Parties agree that the rights and obligations connected with the transit section remaining on the territory of the Polish Republic have been transferred, together with the ownership of the said section, to the Voivodship of Silesia.

The detailed conditions will be laid down in the contract of purchase and sale between the owner of the line in question (the Ostrava-Frydlant Railway) and the Voivodship of Silesia.

Article 3.

The two Contracting Parties agree that the obligations and conditions connected with the maintenance of the bridge over the river Olša near the station of Český Těšín have been established

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

les administrations ferroviaires des deux Parties contractantes dans l'accord de frontière visant la gare de Český-Těšín. L'obligation concernant l'entretien du pont à proximité de Marklowice cesse d'exister. La charpente de fer dudit pont pourra être démontée par les Chemins de fer tchécoslovaques, également pour la partie située en territoire polonais, et exportée en Tchécoslovaquie sans droits de douane ni taxes à l'exportation, conformément à l'article 28 de la convention.

Article 4.

Les deux Parties contractantes conviennent de compléter la liste des points de passage ferroviaires donnée à l'article 6 de la Convention du 30 mai 1927 par l'addition d'un nouveau point de passage ferroviaire Marklowice-Český-Těšín, pour lequel Český-Těšín est désigné comme gare d'échange.

Article 5.

A l'occasion de l'ouverture du nouveau point ferroviaire mentionné à l'article 4 du présent protocole, les deux Parties contractantes conviennent, à titre de complément à l'article 7 de la convention susmentionnée, de désigner audit point de passage, pour l'expédition en douane et la revision des passeports, du côté polonais la gare de Marklowice et du côté tchécoslovaque celle de Český-Těšín.

Article 6.

Le présent protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront échangés à Varsovie. Le protocole entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification et pourra être dénoncé en même temps que la convention dans le délai qui y est prévu.

Le présent protocole est établi en deux exemplaires, en langues polonaise et tchécoslovaque, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Prague, le 17 février 1933.

J. ZAGAS.

D^r K. KROFTA.

D^r NOVOTNÝ.

by the railway administrations of the two Contracting Parties in the Frontier Agreement concerning the station of Český Těšín. The obligation to maintain the bridge near Marklowice lapses. The ironwork of the said bridge, including the part of the bridge in Polish territory, may be taken down by the Czechoslovak railways and exported to Czechoslovakia without Customs or export duties, in accordance with Article 28 of the Convention.

Article 4.

The two Contracting Parties agree to enlarge the list of railway crossings given in Article 6 of the Convention of May 30, 1927, by the addition of a new railway crossing Marklowice-Český Těšín, in respect of which Český Těšín is designated as exchange station.

Article 5.

At the time of opening the new railway crossing mentioned in Article 4 of the present Protocol the two Contracting Parties agree to supplement Article 7 of the above-mentioned Convention by designating as Customs and passport stations at that crossing, on the Polish side the station of Marklowice, and on the Czechoslovak side the station of Český Těšín.

Article 6.

The present Protocol shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw. The Protocol shall come into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification, and may be denounced at the same time as the Convention within the period of time provided for that Convention.

The present Protocol is drawn up in duplicate in the Polish and Czechoslovak languages, both texts being equally authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Prague, February 17, 1933.

J. ZAGAS.

Dr. K. KROFTA.

Dr. NOVOTNÝ.

N° 3308.

**ALLEMAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Traité concernant les assurances
sociales. Signé à Berlin, le 21
mars 1931.

**GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Treaty regarding Social Insurance.
Signed at Berlin, March 21, 1931.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 3308. — ÚMLUVA¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A ŘÍŠÍ NĚMECKOU O SOCIÁLNÍM POJIŠTĚNÍ. PODEPSANÁ V BERLÍNĚ, DNE 21. BŘEZNA 1931.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 23 décembre 1933.

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a NĚMECKÝ ŘÍŠSKÝ PRESIDENT dohodli se na tom, aby vzájemné styky na poli sociálního pojištění byly smluvně upraveny. Za tím účelem jmenovali svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Dra Jana BRABLECE, odborového přednostu ministerstva sociální péče, a
pana Dra Květoslava GREGORA, min. radu v ministerstvu zahraničních věcí ;

NĚMECKÝ ŘÍŠSKÝ PRESIDENT :

pana Dra Andrease GRIESERA, ministerského ředitele v říšském ministerstvu práce, a
pana Dra Adolfa SIEDLERA, referujícího legačního radu v zahraničním úřadě.

Zmocněnci tito vyměnivše si navzájem plné moci, jež shledali správnými a náležitými, shodli se na tomto :

A. USTANOVENÍ VŠEOBECNÁ.

Článek 1.

(1) Tato úmluva týče se těchto odvětví sociálního pojištění :

1. nemocenského pojištění dělníků a zaměstnanců ve vyšších službách,
2. úrazového pojištění dělníků a zaměstnanců ve vyšších službách,
3. invalidního a starobního pojištění (invalidního pojištění),
4. pensijního pojištění soukromých zaměstnanců ve vyšších službách (pojištění zaměstnanců ve vyšších službách a hornického pensijního pojištění zaměstnanců ve vyšších službách),
5. pojištění u báňských bratrských pokladen (hornického pensijního pojištění dělníků).

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Praha, le 16 novembre 1933.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nº 3308. — VERTRAG¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER ČECHOSLOVAKISCHEN REPUBLIK ÜBER SOZIALVERSICHERUNG. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 21. MÄRZ 1931.

German and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place December 23, 1933.

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT und DER PRÄSIDENT DER ČECHOSLOVAKISCHEN REPUBLIK sind übereingekommen, die wechselseitigen Beziehungen auf dem Gebiete der Sozialversicherung vertraglich zu regeln. Zu diesem Zwecke haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

den Ministerialdirektor im Reichsarbeitsministerium Herrn Dr. Andreas GRIESER und den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Herrn Dr. Adolf SIEDLER,

DER PRÄSIDENT DER ČECHOSLOVAKISCHEN REPUBLIK :

den Sektionschef im Ministerium für soziale Fürsorge Herrn Dr. Jan BRABLEC und den Ministerialrat im Ministerium des Äussern Herrn Dr. Květoslav GREGOR.

Die Bevollmächtigten haben nach Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten Nachstehendes vereinbart :

A. ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN.

Artikel 1.

(1) Dieser Vertrag bezieht sich auf folgende Zweige der Sozialversicherung :

1. die Krankenversicherung der Arbeiter und Angestellten,
2. die Unfallversicherung der Arbeiter und Angestellten,
3. die Invalidenversicherung (Invaliditäts- und Altersversicherung),
4. die Angestelltenversicherung und die knappschaftliche Pensionsversicherung der Angestellten (Pensionsversicherung der Privatangestellten in höheren Diensten),
5. die knappschaftliche Pensionsversicherung der Arbeiter (Bruderladenprovisionsversicherung).

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, November 16, 1933.

(2) Úmluva netýče se — až na výhody, jež vyplývají pro oprávněné osoby ze článků 3, 4, 13 a 14. — pojištění posádek lodí (vlečných lodí atd.) plujících na Dunaji a jiných na těchto lodích trvale zaměstnaných osob, jakož i pojištění posádek leteckých.

Článek 2.

(1) Při provádění odvětví sociálního pojištění, uvedených v článku 1., použití dlužno zásadně právních předpisů státu, na jehož území se vykonává zaměstnání rozhodné pro pojištění. Z tohoto pravidla jsou tyto výjimky :

a) vyšle-li podnik (zaměstnavatel), jenž má své sídlo (bydliště) v jednom státě, zaměstnance k přechodnému zaměstnání do území druhého státu, použití jest po dobu jednoho roku právních předpisů státu, v němž jest sídlo vysílajícího podniku, nebo není-li tu podniku, bydliště zaměstnavatelovo. Právní předpisy tohoto státu platí i pro zaměstnání, jež podle své povahy vyžaduje opětovného, v jednotlivém případě jeden rok nepřesahujícího pobytu v druhém státním území.

b) Na pojištění zaměstnanců :

1. veřejných dopravních podniků jednoho státu, kteří — ať přechodně, ať na připojových tratích, průběžných tratích, nebo pohraničních neb přechodových nádražích trvale — zaměstnání jsou na území druhého státu,

2. podniků republiky Československé, československých zemí, okresů a obcí a podniků říše Německé, německých zemí, obcí a obecních svazů, kteří jsou zaměstnání na území druhého státu, použití jest právních předpisů toho státu, v němž má své sídlo správa podniku, již tito zaměstnanci podléhají ve svých osobních věcech. U československých státních drah, u společností německých, říšských drah a u obojí poštovní správy, rozhoduje sídlo vyššího správního orgánu.

Za podnik po rozumu ustanovení pod písm. a) a b) pokládá se i pobočka nebo jiné stálé zařízení, jež podnik, mající své sídlo v jednom státě, zřídí ve státě druhém.

c) Na pojištění zaměstnanců diplomatických a skutečných konsulárních zastupitelstev a jinakých úřadů (celních, pasových úřadů atd.) jednoho státu, které mají své sídlo na území druhého státu, použití jest právních předpisů vysílajícího státu, jsou-li tito zaměstnanci občany tohoto státu. Totéž platí pro pojištění zaměstnanců přednostů, členů a jiných úředníků jmenovaných úřadů. V oboru pojištění nemocenského platí však na žádost zaměstnavatelovu právní předpisy státu přijímajícího.

d) Při přesahujících zemědělských a lesních podnicích, jež mají své sídlo na území jednoho z obou států, použije se právních předpisů toho státu, v němž jest sídlo podniku, výlučně také na pojištění osob, které jsou zaměstnány v části podniku ležící ve druhém státě.

e) Na pojištění zaměstnanců, kteří jsou zaměstnání na lodích nebo vorech lodních a vorových podniků na Labi, použije se právních předpisů toho státu, v němž zaměstnanci mají své bydliště. Totéž platí pro lodní a vorové podniky na Odře.

(2) Rozhodují-li podle odst. 1. při podniku, jenž má sídlo v jednom státě, právní předpisy druhého státu co do zaměstnání v tomto státě, klade se zaměstnání podle těchto právních předpisů na roveň podniku.

(2) Der Vertrag bezieht sich — unbeschadet der Vergünstigungen, die sich aus den Artikeln 3, 4, 13 und 14 für die Berechtigten ergeben —, nicht auf die Versicherung der Bemannung der die Donau befahrenden Schiffe (Schleppe usw.) und der sonstigen auf diesen Schiffen ständig beschäftigten Personen sowie der Bemannung der Luftfahrzeuge.

Artikel 2.

(1) Bei der Durchführung der in Artikel 1 bezeichneten Zweige der Sozialversicherung finden grundsätzlich die Rechtsvorschriften des Staates Anwendung, in dessen Gebiet die für die Versicherung massgebende Beschäftigung ausgeübt wird. Von dieser Regel gelten folgende Ausnahmen:

a) Werden Arbeitnehmer von einem Betriebe (Arbeitgeber), der in dem einen Staate seinen Sitz (Wohnsitz) hat, zu einer vorübergehenden Beschäftigung in das andere Staatsgebiet entsandt, so finden für die Dauer eines Jahres die Rechtsvorschriften des Staates Anwendung, in dem der Sitz des entsendenden Betriebes, in Ermangelung eines Betriebes der Wohnsitz des Arbeitgebers gelegen ist. Die Rechtsvorschriften dieses Staates gelten auch für eine Beschäftigung, die ihrer Natur nach einen wiederholten, in jedem einzelnen Falle ein Jahr nicht übersteigenden Aufenthalt im anderen Staatsgebiet erfordert.

b) Auf die Versicherung der Arbeitnehmer.

1. der in dem einen Staate bestehenden öffentlichen Verkehrsunternehmungen, die — sei es vorübergehend, sei es auf Anschlussstrecken, Durchzugsstrecken oder in Grenz- oder Übergangsbahnhöfen dauernd — im Gebiete des anderen Staates beschäftigt sind,

2. von Betrieben des Deutschen Reiches, der deutschen Länder, Gemeinden und Gemeindeverbände und von Betrieben der Čechoslovakischen Republik, der čechoslovakischen Länder, Bezirke und Gemeinden, die im Gebiete des anderen Staates beschäftigt sind,

finden die Rechtsvorschriften des Staates Anwendung, in dem die Stelle des Betriebes ihren Sitz hat, der solche Arbeitnehmer in ihren Personalangelegenheiten unterstehen. Bei der Deutschen Reichsbahn-Gesellschaft, den Čechoslovakischen Staatsbahnen und den beiderseitigen Postverwaltungen ist der Sitz der höheren Verwaltungsstelle massgebend.

Als Betrieb im Sinne der Bestimmungen unter a und b gilt auch eine Zweigniederlassung oder sonstige ständige Einrichtung, die ein Betrieb, der seinen Sitz in dem einen Staate hat, in dem anderen Staate begründet.

c) Auf die Versicherung der Arbeitnehmer der beiderseitigen diplomatischen und berufskonsularischen Vertretungen und der sonstigen amtlichen Stellen (Zollämter, Passtellen usw.) des einen Staates, die in dem anderen Staate ihren Sitz haben, finden die Rechtsvorschriften des entsendenden Staates Anwendung, wenn die Arbeitnehmer diesem Staate angehören. Das gleiche gilt für die Versicherung von Arbeitnehmern der Leiter und der Mitglieder und der sonstigen Beamten der genannten Stellen. In der Krankenversicherung gelten jedoch die Rechtsvorschriften des Empfangsstaates, wenn der Arbeitgeber (Dienstgeber) dies beantragt.

d) Bei übergreifenden land- und forstwirtschaftlichen Betrieben, die ihren Sitz im Gebiet eines der beiden Staaten haben, finden die Rechtsvorschriften des Staates, in dem der Sitz des Betriebes gelegen ist, ausschliesslich auch auf die Versicherung der Personen Anwendung, die in dem im anderen Staate gelegenen Betriebsteil tätig sind.

e) Auf die Versicherung der Arbeitnehmer, die auf Schiffen oder Flössen von Schiff- und Flossfahrtsunternehmungen auf der Elbe beschäftigt sind, finden die Rechtsvorschriften des Staates Anwendung, in dem die Arbeitnehmer ihren Wohnsitz haben. Das gleiche gilt für Schiff- und Flossfahrtsunternehmungen auf der Oder.

(2) Ist nach Abs. 1 bei einem Betriebe, der seinen Sitz in dem einen Staate hat, das Recht des anderen Staates für eine Beschäftigung in diesem Staate massgebend, so ist die Beschäftigung im Sinne dieses Rechtes einem Betriebe gleichzuachten.

(3) Je-li posuzovati úraz nastalý v jednom státě podle zákonů o úrazovém pojištění druhého státu, platí předpisy těchto zákonů, i pokud jde o další nároky na náhradu škody, jež z důvodu úrazu lze uplatňovati podle zákonů prvního státu; totéž platí, když podnik podléhá zákonodárství úrazovému jen v jednom z obou států. Utrpí-li železniční zaměstnanec úraz, vykonávaje zaměstnání podle odst. 1., písm. b), č. 1. při provozu cizí dráhy, posuzuje se tato dráha při použití ustanovení tohoto odstavce jako vlastní dráha zaměstnavatele.

(4) Použití právních předpisů jednoho státu podle odst. 1. má také v zápětí, že nositelé, úřady a soudy sociálního pojištění tohoto státu jsou příslušny pro provádění sociálního pojištění.

(5) Za pojištění úrazové po rozumu této úmluvy pokládá se také úrazové zaopatření, jež nahrazuje veřejnoprávní úrazové pojištění.

Článek 3.

Oba smluvní státy kladou co do dávek z odvětví sociálního pojištění uvedených v čl. 1., č. 2—5, příslušníky druhého státu a jich pozůstalé na roveň vlastním státním příslušníkům a jich pozůstalým. To platí pro zemědělské úrazové pojištění zemědělských sezonních dělníků a jich pozůstalých vůbec, jinak však jen potud, pokud zemědělské podniky nebo v nich zaměstnané osoby téhož druhu podle zákonodárství obou států podléhají úrazovému pojištění.

Článek 4.

Při použití zákonných předpisů jednoho státu o odbytu nároků z některého odvětví sociálního pojištění uvedeného v čl. 1., č. 2—5, nepokládá se pobyt v druhém státě pro oprávněné osoby, jež náležejí jednomu z obou států, za pobyt v cizině.

Článek 5.

Nositelé některého v čl. 1. uvedeného odvětví sociálního pojištění jednoho státu budou na žádost stejným způsobem, jako by šlo o provádění vlastního sociálního pojištění, zkoumati další trvání práva na požívání dávek osob, jimž se dostává odškodnění od nositele pojištění druhého státu, a prováděti lékařské prohlídky. Výlohy jdou na vrub žádajícího nositele pojištění.

Článek 6.

(1) Při provádění některého z odvětví sociálního pojištění uvedených v čl. 1. poskytnou nositelé, úřady a soudy sociálního pojištění jednoho státu nositelům, úřadům a soudům sociálního pojištění druhého státu správní pomoc ve stejném rozsahu, jako by šlo o provádění vlastního sociálního pojištění.

(2) Ustanovení čl. 5. a předchozího odstavce platí obdobně při provádění československého nemocenského pojištění veřejných zaměstnanců.

(3) Nositelé, úřady a soudy sociálního pojištění zjistí ve stejném rozsahu, jako by šlo o provádění vlastního sociálního pojištění, vše, co je nutné k objasnění skutkové podstaty, a to — spěchá-li věc a pokud jsou k tomu podle vlastních předpisů oprávněni — i z moci úřední.

(3) Fällt der in dem einen Staate eingetretene Unfall unter die Unfallversicherungsgesetze des anderen Staates, so gelten deren Vorschriften auch insoweit, als es sich um anderweitige Entschädigungsansprüche handelt, die wegen des Unfalls nach den Gesetzen des ersten Staates geltend gemacht werden; dies gilt auch, wenn ein Betrieb nur in einem der beiden Staaten der Unfallversicherungsgesetzgebung unterliegt. Erleidet ein Eisenbahnbediensteter während einer Beschäftigung gemäss Abs. 1 b Ziff. 1 einen Unfall beim Betriebe einer fremden Bahn, so wird diese Bahn bei der Anwendung der Bestimmungen dieses Absatzes der eigenen Bahn des Bediensteten gleichgestellt.

(4) Die Anwendung der Rechtsvorschriften des einen Staates gemäss Abs. 1 hat auch zur Folge, dass die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung dieses Staates für die Durchführung der Sozialversicherung zuständig sind.

(5) Als Unfallversicherung im Sinne dieses Vertrages gilt auch eine Unfallfürsorge, die an die Stelle der öffentlichrechtlichen Unfallversicherung tritt.

Artikel 3.

Die vertragschliessenden Staaten stellen für die Leistungen aus den in Artikel 1 Ziff. 2 bis 5 bezeichneten Zweigen der Sozialversicherung den eigenen Staatsangehörigen und ihren Hinterbliebenen die Angehörigen des anderen Staates und ihre Hinterbliebenen gleich. Dies gilt für die landwirtschaftliche Unfallversicherung zugunsten landwirtschaftlicher Wanderarbeiter und ihrer Hinterbliebenen allgemein, im übrigen nur insoweit, als landwirtschaftliche Betriebe oder die in ihnen beschäftigten Personen der gleichen Art nach der Gesetzgebung beider Staaten der Unfallversicherung unterliegen.

Artikel 4.

Bei Anwendung der gesetzlichen Vorschriften des einen Staates über die Abfindung von Ansprüchen aus den in Artikel 1 Ziff. 2 bis 5 bezeichneten Zweigen der Sozialversicherung gilt der Aufenthalt in dem anderen Staate für Berechtigte, die einem der beiden Staaten angehören, nicht als Aufenthalt im Ausland.

Artikel 5.

Die Träger der in Artikel 1 bezeichneten Zweige der Sozialversicherung des einen Staates werden auf Antrag in der gleichen Weise, wie wenn es sich um die Durchführung der eigenen Sozialversicherung handelte, die Fortdauer des Bezugsrechts von Personen prüfen, die von einem Versicherungsträger des anderen Staates Entschädigung beziehen, und ärztliche Untersuchungen besorgen. Auslagen fallen dem ersuchenden Versicherungsträger zur Last.

Artikel 6.

(1) Bei der Durchführung der in Artikel 1 bezeichneten Zweige der Sozialversicherung werden die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung des einen Staates den Trägern, Behörden und Gerichten der Sozialversicherung des anderen Staates Verwaltungshilfe in demselben Umfange leisten, wie wenn es sich um die Durchführung der eigenen Sozialversicherung handelte.

(2) Die Bestimmungen des Artikel 5 und des vorstehenden Absatzes gelten entsprechend für die Durchführung der tschechoslovakischen Krankenversicherung der öffentlichen Angestellten.

(3) Die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung stellen in demselben Umfange wie zur Durchführung der eigenen Sozialversicherung, in eiligen Fällen — soweit sie im Rahmen der eigenen Vorschriften dazu befugt sind — auch von Amts wegen, dasjenige fest, was zur Aufklärung des Sachverhalts notwendig ist.

(4) Náklady spojené s poskytnutím správní pomoci nahradí se ve stejném rozsahu jako ve vlastním sociálním pojištění.

(5) Při provádění některého z odvětví sociálního pojištění uvedených v čl. 1. poskytnou řádné soudy právní pomoc podle právních předpisů platných pro věci občanské a obchodní.

Článek 7.

Pohledávky podle článku 5. a 6., pokud nebude mezi zúčastněnými činiteli obou stran něco jiného umluveno, jsou splatné ke dni, kterého bylo skončeno úřední jednání, jež zavdalo podnět k výlohám. Pohledávky jsou splatny do měsíce po oznámení ve měně, ve které vzešly. V prodlení je platiti 4 % úrok ode dne splatnosti.

Článek 8.

(1) Konsulové obou států pokládají se za zmocněné, aby zastupovali zaměstnance náležející jejich státu před veškerými nositeli, úřady a soudy sociálního pojištění druhého státu; vnitrostátní právní předpisy, jež vyžadují zastupování zvláštním právním zástupcem, jsou nedotčeny.

(2) Jde-li o příslušníka druhého státu, je o skončení úrazového šetření vyrozuměti neprodleně příslušný konsulární úřad tohoto státu.

Článek 9.

Nejvyšší správní úřady obou států dohodnou se o tom, jakým způsobem bylo by upravití pokud možno nejúčelněji přímý styk co do podání příslušníků jednoho státu na nositele, úřady a soudy sociálního pojištění druhého státu.

Článek 10.

Při opravných prostředcích ve věcech některého z odvětví sociálního pojištění uvedeného v čl. 1. pokládají se zákonné lhůty za zachovány i tehdy, když opravný prostředek došel včas u nositele, úřadu nebo soudu sociálního pojištění druhého státu. V těchto případech budiž opravný prostředek neprodleně zaslán na ministerstvo sociální péče v Praze, je-li k rozhodnutí příslušnou instance československá, a na říšský pojišťovací úřad v Berlíně, je-li k rozhodnutí příslušnou instance německá.

Článek 11.

Předpisy o osvobození a úlevách ve věcech kolků a jiných poplatků, platné pro provádění vlastního sociálního pojištění v jednom státě, platí stejně i pro provádění sociálního pojištění druhého státu.

Článek 12.

(1) Vzejde-li mezi nositeli, úřady nebo soudy sociálního pojištění obou států v jednotlivém případě spor o to, zda jest použití práva jednoho neb druhého státu, může až do rozhodnutí podle čl. 30. nositel pojištění, u něhož nejprve byl ohlášen nárok ze sporného zaměstnaneckého poměru,

(4) Die mit der Verwaltungshilfe verbundenen Auslagen werden nur in dem gleichen Umfange wie in der eigenen Sozialversicherung vergütet.

(5) Bei der Durchführung der in Artikel 1 bezeichneten Zweige der Sozialversicherung leisten die ordentlichen Gerichte Rechtshilfe nach Massgabe der für Zivil- und Handelssachen geltenden Vorschriften.

Artikel 7.

Forderungen gemäss Artikel 5 und 6 werden, sofern nicht zwischen den beiderseitigen beteiligten Stellen etwas anderes vereinbart ist, in dem Zeitpunkt fällig, in dem die Amtshandlung, die den Anlass zur Entstehung der Auslagen gegeben hat, abgeschlossen ist. Die Forderungen sind binnen Monatsfrist nach Bekanntgabe in der Währung zu tilgen, in der sie entstanden sind. Bei Verzug sind sie mit vier vom Hundert vom Tage der Fälligkeit an zu verzinsen.

Artikel 8.

(1) Die Konsuln der beiden Staaten gelten als ermächtigt, die ihrem Staate angehörnden Arbeitnehmer vor allen Trägern, Behörden und Gerichten der Sozialversicherung des anderen Staates zu vertreten; innerstaatliche Rechtsvorschriften, welche die Vertretung durch einen besonderen Rechtsvertreter erfordern, bleiben unberührt.

(2) Von dem Abschluss von Unfalluntersuchungen ist, wenn es sich um Angehörige des anderen Staates handelt, der zuständigen Konsularbehörde dieses Staates unverzüglich Nachricht zu geben.

Artikel 9.

Die obersten Verwaltungsbehörden beider Staaten werden sich darüber verständigen, in welcher Weise der unmittelbare Verkehr hinsichtlich der Eingaben der Angehörigen des einen Staates an die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung des anderen Staates möglichst zweckdienlich geregelt werden könnte.

Artikel 10.

Bei Einlegung von Rechtsmitteln in Angelegenheiten der in Artikel 1 bezeichneten Zweige der Sozialversicherung gelten die gesetzlichen Fristen auch dann als gewahrt, wenn das Rechtsmittel rechtzeitig bei einem Träger, einer Behörde oder einem Gericht der Sozialversicherung des anderen Staates eingegangen ist. In diesen Fällen ist die Rechtsmittelschrift unverzüglich, wenn eine deutsche Stelle zur Entscheidung über das Rechtsmittel zuständig ist, an das Reichsversicherungsamt in Berlin, wenn eine tschechoslovakische Stelle zur Entscheidung zuständig ist, an das Ministerium für soziale Fürsorge in Prag abzugeben.

Artikel 11.

Die in dem einen Staate für die Durchführung der eigenen Sozialversicherung geltenden Vorschriften über Befreiungen oder Erleichterungen hinsichtlich der Stempel- und sonstigen Gebühren kommen in gleicher Weise auch der Durchführung der Sozialversicherung des anderen Staates zugute.

Artikel 12.

(1) Wird zwischen Trägern, Behörden oder Gerichten der Sozialversicherung der beiden Staaten im Einzelfalle die Frage streitig, ob das Recht des einen oder des anderen Staates anzuwenden ist, so kann, bis die Entscheidung gemäss Artikel 30 getroffen ist, der Versicherungsträger, bei dem

poskytnou prozatímní péči. Nositel pojištění na důchody může prováděním této péče pověřiti nemocenskou pojišťovnu. Péče záleží v poskytování dávek, k nimž by nositel pojištění byl povinen podle právních předpisů pro něj platných.

(2) Byla-li prozatímní péče odeprána anebo nebyla-li poskytnuta v potřebném rozsahu, může dozorcí úřad na podanou stížnost přidržeti nositele pojištění k poskytnutí prozatímní péče a stanoviti výměru dávek. Je-li spor mezi nositeli pojištění, kteří nepodléhají témuž dozorcímu úřadu, rozhoduje nejvyšší správní úřad — je-li toho potřebí, v dohodě se zúčastněnými ministerstvy — nebo orgán jím stanovený.

(3) Nositel pojištění posléze zavázaný nahradí nositeli pojištění, jenž poskytl prozatímní péči, náklady tím vzešlé. Článek 7. platí obdobně.

B. USTANOVENÍ ZVLÁŠTNÍ.

I. NEMOCENSKÉ POJIŠTĚNÍ.

Článek 13.

(1) Právo na dávky z nemocenského pojištění odpočívá, když osoba oprávněná odejde po vzniku pojistného případu dobrovolně bez svolení nositele pojištění do území druhého státu. Svolení není zapotřebí, odejde-li oprávněná osoba do pohraničního území druhého státu, jež sousedí s obvodem (okresem) jeho nemocenské pojišťovny, dokud tam pobývá. Nárok neodpočívá ani tehdy, bydlí-li osoba oprávněná již od dřívejška v takovém území, dokud tam pobývá.

(2) Za sousední pohraniční území po rozumu tohoto článku pokládá se obvod nemocenské pojišťovny druhého státu, jenž má společnou hranici s obvodem nemocenské pojišťovny příslušné k poskytování dávek.

(3) Nejvyšší správní úřady obou států sjednají mimo to, jaká další území považovati jest za pohraniční území po rozumu tohoto článku. Zásadně budou prohlášena za pohraniční území zvláště ta sousední území, kamž docházejí pravidelně pracovní síly z druhého státu.

(4) Při pobytu v pohraničním území může zavázaná pojišťovna poskytovat dávky buď sama anebo požádati pojišťovnu druhého státu za poskytování dávek. Dožádaná pojišťovna poskytne dávky podle předpisů, které platí pro žádající pojišťovnu. Dožádané pojišťovně nahraditi jest skutečně vzešlé útraty; pro náhradu nákladů za věcné dávky platí při tom sazby, jichž má použití dožádaná pojišťovna pro své vlastní oprávněné osoby. Článek 7 platí obdobně.

Článek 14.

(1) Zúčastněné nemocenské pojišťovny nebo jejich svazy mohou sjednati bližší podrobnosti o vzájemné pomoci a o poskytování dávek pro rodinné příslušníky v pohraničním území a pro posádky na vnitrozemských lodích a vorech.

(2) Se svolením nejvyšších správních úřadů po rozumu této úmluvy mohou zúčastněné nemocenské pojišťovny nebo jejich svazy ujednat, že členské doby, které byly získány na území jednoho státu, budou započítávány v druhém státě, pokud nároky jsou závislé na získání nejnižší členské doby.

ein Anspruch aus dem streitigen Beschäftigungsverhältnis zuerst angemeldet wird, eine vorläufige Fürsorge gewähren. Der Träger der Rentenversicherung kann eine Krankenkasse mit der Durchführung der Fürsorge betrauen. Die Fürsorge besteht in den Leistungen, zu denen der Versicherungsträger nach dem für ihn geltenden Recht verpflichtet wäre.

(2) Wird die vorläufige Fürsorge verweigert oder nicht in dem erforderlichen Umfange gewährt, so kann auf Beschwerde die Aufsichtsbehörde den Versicherungsträger zur Gewährung der vorläufigen Fürsorge anhalten und das Mass der Leistungen bestimmen. Bei Streit zwischen Versicherungsträgern, die nicht derselben Aufsichtsbehörde unterstehen, entscheidet die oberste Verwaltungsbehörde — gegebenenfalls im Einvernehmen mit den beteiligten Ministerien — oder die von ihr bestimmte Stelle.

(3) Der endgültig verpflichtete Versicherungsträger hat dem Versicherungsträger, der die vorläufige Fürsorge gewährt hat, die dafür gemachten Aufwendungen zu erstatten. Artikel 7 gilt entsprechend.

B. BESONDERE BESTIMMUNGEN.

I. KRANKENVERSICHERUNG.

Artikel 13.

(1) Die Leistungen aus der Krankenversicherung ruhen, wenn sich der Berechtigte nach Eintritt des Versicherungsfalles freiwillig ohne Zustimmung des Versicherungsträgers in das Gebiet des anderen Staates begibt. Die Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn sich der Berechtigte in ein dem Bezirke (Sprengel) seiner Krankenkasse benachbartes Grenzgebiet des anderen Staates begibt, solange er sich dort aufhält. Das Ruhen des Anspruchs ist auch dann ausgeschlossen, wenn der Berechtigte von vornherein in einem solchen Gebiete wohnt, solange er sich dort aufhält.

(2) Als benachbartes Grenzgebiet im Sinne dieses Artikels gilt der Bezirk der Krankenkasse des anderen Staates, der eine gemeinsame Grenze mit dem Bezirke der für die Gewährung der Leistungen zuständigen Krankenkasse hat.

(3) Die obersten Verwaltungsbehörden beider Staaten werden ausserdem vereinbaren, welche weiteren Gebiete jeweils als Grenzgebiete im Sinne dieses Artikels anzusehen sind. Grundsätzlich sollen zu Grenzgebieten insbesondere diejenigen Nachbargebiete erklärt werden, zwischen denen ein regelmässiger Verkehr von Arbeitskräften stattfindet.

(4) Beim Aufenthalt im Grenzgebiet kann die verpflichtete Kasse die Leistungen entweder selbst gewähren oder eine Kasse des anderen Staates um die Gewährung der Leistungen ersuchen. Die ersuchte Kasse hat die Leistungen nach Massgabe der Vorschriften zu gewähren, die für die ersuchende Kasse gelten. Der ersuchten Kasse sind die tatsächlich verauslagten Kosten zu erstatten; für die Erstattung der Kosten der Sachleistungen gelten dabei die Gebührensätze, die die ersuchte Kasse für ihre eigenen Berechtigten aufzuwenden hat. Artikel 7 gilt entsprechend.

Artikel 14.

(1) Die beteiligten Krankenkassen oder ihre Verbände können über die gegenseitige Hilfeleistung und die Gewährung von Familienhilfe in Grenzgebieten und für die Besatzungen von Binnenschiffen und Flüssen Näheres vereinbaren.

(2) Mit Zustimmung der obersten Verwaltungsbehörde im Sinne dieses Vertrages können die beteiligten Krankenkassen und ihre Verbände vereinbaren, dass Mitgliedschaftszeiten, welche im Gebiete des einen Staates zurückgelegt sind, im anderen Staate angerechnet werden, soweit Ansprüche von einer Mindestmitgliedschaftsdauer abhängen.

II. ÚRAZOVÉ POJIŠTĚNÍ.

Článek 15.

Podnikatelům nesmí býti předpisováno vyšší pojistné na pojištění úrazové proto, že podnik má své sídlo v druhém státu.

III. INVALIDNÍ A STAROBNÍ POJIŠTĚNÍ (INVALIDNÍ POJIŠTĚNÍ), PENSIJNÍ POJIŠTĚNÍ SOUKROMÝCH ZAMĚSTNANCŮ VE VYŠŠÍCH SLUŽBÁCH (POJIŠTĚNÍ ZAMĚSTNANCŮ VE VYŠŠÍCH SLUŽBÁCH A HORNICKÉ PENSIJNÍ POJIŠTĚNÍ ZAMĚSTNANCŮ VE VYŠŠÍCH SLUŽBÁCH) A POJIŠTĚNÍ U BÁŇSKÝCH BRATRSKÝCH POKLADEN (HORNICKÉ PENSIJNÍ POJIŠTĚNÍ DĚLNÍKŮ).

Článek 16.

(1) Byly-li za pojištěnce zapraveny příspěvky na československé pojištění invalidní a starobní a německé pojištění invalidní, sečtou se tyto příspěvkové doby, pokud se nekryjí, pro zachování nároků (čák), a pro dosažení čekací doby. O tom, jakou dobu jinak lze započísti, rozhodují pro nositele pojištění každého z obou států vnitrostátní předpisy právní.

(2) Nastane-li pojistný případ, poskytují nositelé pojištění obou států důchod, na nějž je nárok podle vnitrostátních předpisů, přihlížeje k odst. 1. tohoto článku. Pro vyměření důchodu vezmou se za základ vnitrostátní příspěvkové doby. Z československé základní částky, jakož i z německé základní částky a německého příplatku na děti, dlužno však toliko platiti díl, jenž odpovídá poměru vnitrostátní příspěvkové doby k úhrnu příspěvkových dob ztrávených v obou státech. K tomuto krácení nedojde, nebylo-li získáno v jednom z obou států více než dvacetšest příspěvkových týdnů. V tomto případě není nároku na důchod vůči nositeli pojištění státu, v němž nebylo získáno více než dvacetšest příspěvkových týdnů.

(3) Zkrácené důchody (odst. 2.) jež nepřevyšují měsíčně částku čtyřicet korun československých nebo pět říšských marek, mohou býti odbyty svou kapitálovou hodnotou.

(4) Požívání důchodu v jednom státě zachovává nároky (čáky) též ve státě druhém.

(5) Ustanovení tohoto článku neplatí pro jednorázové dávky.

Článek 17.

Článek 16. platí obdobně, byly-li zapraveny za pojištěnce příspěvky na československé pensijní pojištění soukromých zaměstnanců ve vyšších službách a na německé pojištění zaměstnanců ve vyšších službách nebo na německé hornické pensijní pojištění zaměstnanců ve vyšších službách s tím, že na místo dvacetišesti příspěvkových týdnů podle čl. 16., odst. 2., nastupuje dvanáct příspěvkových měsíců. Při tom platí ustanovení o základní částce také pro nejnižší důchody podle československých právních předpisů.

Článek 18.

Článek 16. platí obdobně, byly-li zapraveny za pojištěnce příspěvky na československé pojištění u báňských bratských pokladen a na německé hornické pensijní pojištění dělníků.

II. UNFALLVERSICHERUNG.

Artikel 15.

Betriebsunternehmer dürfen zur Unfallversicherung des einen Staates nicht deshalb mit höheren Versicherungsbeiträgen herangezogen werden, weil der Betrieb seinen Sitz in dem anderen Staate hat.

III. INVALIDENVERSICHERUNG (INVALIDITÄTS- UND ALTERSVERSICHERUNG), ANGESTELLTEN-VERSICHERUNG UND KNAPPSCHAFTLICHE PENSIONSVERSICHERUNG DER ANGESTELLTEN (PENSIONSVERSICHERUNG DER PRIVATANGESTELLTEN IN HÖHEREN DIENSTEN) SOWIE KNAPPSCHAFTLICHE PENSIONSVERSICHERUNG DER ARBEITER (BRUDERLADENPROVISIONSVERSICHERUNG).

Artikel 16.

(1) Sind für einen Versicherten Beiträge zur deutschen Invalidenversicherung und zur čechoslovakischen Invaliditäts- und Altersversicherung entrichtet, so werden diese Beitragszeiten, soweit sie sich nicht decken, für die Aufrechterhaltung der Anwartschaften (Ansprüche) und für die Erfüllung der Wartezeit zusammengerechnet. Welche Zeiten sonst anrechenbar sind, richtet sich für die Versicherungsträger jedes der beiden Staaten nach innerstaatlichem Recht.

(2) Beim Eintritt eines Versicherungsfalles gewähren die Versicherungsträger beider Staaten die Rente, auf die nach den innerstaatlichen Vorschriften unter Berücksichtigung des Abs. 1 dieses Artikels ein Anspruch besteht. Der Berechnung der Rente werden die innerstaatlichen Beitragszeiten zugrunde gelegt. Von dem deutschen Grundbetrag und Kinderzuschuss sowie von dem čechoslovakischen Grundbetrag ist aber nur der Teil zu zahlen, der dem Verhältnis der innerstaatlichen Beitragszeit zur Summe der in beiden Staaten zurückgelegten Beitragszeiten entspricht. Diese Kürzung tritt nicht ein, wenn in einem der beiden Staaten nicht mehr als sechsundzwanzig Beitragswochen zurückgelegt sind; in diesem Falle besteht gegen den Versicherungsträger des Staates, in dem nicht mehr als sechsundzwanzig Beitragswochen zurückgelegt sind, kein Anspruch auf Rente.

(3) Gekürzte Renten (Abs. 2), die den Betrag von fünf Reichsmark oder vierzig Kronen monatlich nicht übersteigen, können mit ihrem Kapitalwert abgefunden werden.

(4) Der Bezug der Rente in dem einen Staate erhält die Anwartschaften (Ansprüche) auch in dem anderen Staate.

(5) Die Bestimmungen dieses Artikels gelten nicht für einmalige Leistungen.

Artikel 17.

Artikel 16 gilt entsprechend, wenn für den Versicherten Beiträge zur deutschen Angestelltenversicherung oder knappschaftlichen Pensionsversicherung der Angestellten und zur čechoslovakischen Pensionsversicherung der Privatangestellten in höheren Diensten entrichtet worden sind, mit der Massgabe, dass an Stelle der sechsundzwanzig Beitragswochen nach Artikel 16, Abs. 2 zwölf Beitragsmonate treten. Dabei gelten die Bestimmungen über den Grundbetrag auch für die Mindestrenten nach den čechoslovakischen Rechtsvorschriften.

Artikel 18.

Artikel 16 gilt entsprechend, wenn für den Versicherten Beiträge zur deutschen knappschaftlichen Pensionsversicherung der Arbeiter und zur čechoslovakischen Bruderladenprovisionsversicherung entrichtet worden sind.

Článek 19.

Při zjišťování, zda je tu nárok na důchod z některého pojišťovacího odvětví uvedeného v čl. 1., č. 3—5, bude přihlíženo k příspěvkovým dobám, získaným na území jednoho z obou států v druhém státě tak, jako by tyto příspěvkové doby byly získány v tom kterém pojištění onoho druhého státu.

Článek 20.

Státní příspěvek (říšský příplatek) k důchodům z invalidního a starobního pojištění (invalidního pojištění), na nichž se účastní nositelé pojištění obou států, zaplatí stát, v němž oprávněná osoba nikoli pouze přechodně bydlí.

Článek 21.

Je-li úhrn důchodů (včetně státního příspěvku říšského příplatku) vypočtený podle předchozích ustanovení nižší, než důchod, jež by měl poskytovat nositel pojištění jednoho z obou států sám o sobě podle vnitrostátních předpisů na podkladě příspěvkové doby v jeho státě získané, zvýší tento nositel pojištění svůj podíl na důchodu o rozdíl. Pro srovnání je základem zlatá relace obou měn.

Článek 22.

Nositelé pojištění obou států stanoví dávky, jež mají poskytovat, a vydají o tom výměr. Příslušnému nositeli pojištění druhého státu jest předem dáti příležitost k vyjádření, byly-li příspěvky zapraveny v obou státech. Je-li tu již podle vnitrostátních předpisů právní nárok neodvisle od této úmluvy, je poskytnouti prozatímní dávku; jinak možno poskytnouti prozatímní dávku.

Článek 23.

Nositelé pojištění obou států mohou sjednat, že dílčí důchody, jež dlužno poskytovat podle předchozích ustanovení, bude vypláceti jeden z nich; druhý nahradí mu pak běžné částky naň připadající.

C. USTANOVENÍ ZÁVĚREČNÁ.*Článek 24.*

(1) Každý z obou států vydá samostatně ustanovení ku provedení této úmluvy, pokud je to pro jeho obor zapotřebí.

(2) Ustanovení podle toho vydaná jest sděliti nejvyššímu správnímu úřadu druhého státu.

Artikel 19.

Bei der Feststellung, ob ein Rentenanspruch aus einem der in Artikel 1, Ziff. 3 bis 5 bezeichneten Versicherungszweige besteht, werden die im Gebiet eines der beiden Staaten zurückgelegten Beitragszeiten im anderen Staat in dem gleichen Masse berücksichtigt, wie wenn diese Beitragszeiten in der entsprechenden Versicherung dieses anderen Staates zurückgelegt worden wären.

Artikel 20.

Der Reichszuschuss (Staatsbeitrag) zu den Renten der Invalidenversicherung (Invaliditäts- und Altersversicherung), an denen Versicherungsträger beider Staaten beteiligt sind, wird von dem Staate gezahlt, in dem der Berechtigte nicht nur vorübergehend wohnt.

Artikel 21.

Ist die nach den vorstehenden Bestimmungen berechnete Summe der Renten (einschliesslich Reichszuschuss — Staatsbeitrag) kleiner als die Rente, die der Versicherungsträger eines der beiden Staaten allein nach innerstaatlicher Vorschrift auf Grund der in seinem Staate zurückgelegten Beitragszeit zu gewähren hätte, so hat dieser Versicherungsträger seinen Rentenanteil um den Unterschiedsbetrag zu erhöhen. Für den Vergleich wird von der Goldrelation der beiden Währungen ausgegangen.

Artikel 22.

Die Versicherungsträger beider Staaten stellen die von ihnen zu gewährenden Leistungen fest und erteilen hierüber einen Bescheid. Dem entsprechenden Versicherungsträger des anderen Staates ist vorher Gelegenheit zur Äusserung zu geben, wenn Beiträge an beide Staaten entrichtet sind. Ist der Anspruch auch ohne die Bestimmungen dieses Vertrags nach innerstaatlichem Recht begründet, so ist eine vorläufige Leistung zu gewähren; im übrigen kann eine vorläufige Leistung gewährt werden.

Artikel 23.

Die Versicherungsträger der beiden Staaten können vereinbaren, dass die nach den vorstehenden Bestimmungen zu gewährenden Teilrenten von dem einen Versicherungsträger voll ausgezahlt werden; der andere erstattet dann laufend die ihm zur Last fallenden Beträge.

C. SCHLUSSBESTIMMUNGEN.*Artikel 24.*

(1) Bestimmungen zur Ausführung dieses Vertrages werden von jedem der beiden Staaten, soweit sie für seinen Bereich erforderlich sind, selbständig getroffen.

(2) Die hiernach getroffenen Bestimmungen sollen der obersten Verwaltungsbehörde des anderen Staates mitgeteilt werden.

Článek 25.

Nejvyšší správní úřady obou států dohodnou se o tom,

a) jakým způsobem bylo by zařídití pokud možno jednoduše a s nejmenšími náklady doručování a platby ku provedení sociálního pojištění z území jednoho státu do území druhého státu,

b) kterak vymáhati nedoplatky pojistného nebo jiné z pojišťovacího poměru vzešlé pohledávky nositele pojištění jednoho státu proti dlužníku ve státě druhém.

Článek 26.

Nejvyšším správním úřadem po rozumu této úmluvy je s československé strany ministr sociální péče, s německé strany říšský ministr práce.

Článek 27.

(1) Styk nositelů, úřadů a soudů sociálního pojištění obou států při provádění této úmluvy děje se přímo.

(2) Není-li přímý styk ze zvláštních důvodů možný, mohou nositelé, úřady a soudy sociálního pojištění jednoho státu dožádati se zprostředkování konsulárního úřadu druhého státu, příslušného podle jejich sídla.

Článek 28.

(1) Ustanovení čl. 3—12 je použito bez rozdílu, nastal-li pojistný případ přede dnem účinnosti této úmluvy nebo po tomto dni.

(2) Byla-li žádost za přiznání důchodu pro pozůstalé v pojištění úrazovém přede dnem účinnosti této smlouvy pravoplatně zamítnuta, budiž na žádost vydán nový výměr. Žádost možno podati jen do uplynutí jednoho roku ode dne účinnosti této úmluvy.

Článek 29.

Při použití této úmluvy jest přihlížeti i k příspěvkovým dobám, které byly získány přede dnem účinnosti této úmluvy.

Článek 30.

Nejvyšší správní úřady obou států (čl. 26) rozhodují v obapolné dohodě o sporech, jež se vyskytnou při výkladu a použití této úmluvy. Nedojde-li k dohodě, platí pro další řízení předpisy rozhodčí smlouvy mezi Československou republikou a Německou říší ze dne 16. října 1925¹.

Článek 31.

(1) Tato úmluva bude ratifikována. Ratifikační listiny budou pokud možno v brzkou vyměněny v Praze. Smlouva nabude účinnosti prvního dne měsíce, jenž následuje po výměně ratifikačních listin.

¹ Vol. LIV, page 341, de ce recueil.

Artikel 25.

Die obersten Verwaltungsbehörden beider Staaten werden sich darüber verständigen, in welcher Weise

a) Zustellungen und Zahlungen zur Durchführung der Sozialversicherung aus dem Gebiete des einen Staates in das des andern möglichst einfach und mit möglichst geringen Kosten bewirkt werden,

b) Beitragsrückstände oder andere aus einem Versicherungsverhältnis entstandene Forderungen der Versicherungsträger des einen Staates gegen Schuldner in dem anderen Staate beigetrieben werden.

Artikel 26.

Oberste Verwaltungsbehörde im Sinne dieses Vertrages ist auf deutscher Seite der Reichsarbeitsminister, auf čechoslovakischer Seite der Minister für Soziale Fürsorge.

Artikel 27.

(1) Bei der Durchführung dieses Vertrages verkehren die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung beider Staaten mit einander unmittelbar.

(2) Ist der unmittelbare Verkehr aus besonderen Gründen untunlich, so können die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung des einen Staates die Vermittlung der für ihren Sitz zuständigen Konsularbehörde des anderen Staates in Anspruch nehmen.

Artikel 28.

(1) Für die Anwendung der Artikel 3 bis 12 macht es keinen Unterschied, ob der Versicherungsfall vor oder nach dem Inkrafttreten dieses Vertrags eingetreten ist.

(2) Ist der Antrag auf Hinterbliebenenrente aus der Unfallversicherung vor dem Inkrafttreten dieses Vertrags rechtskräftig abgelehnt worden, so ist auf Antrag ein neuer Bescheid zu erteilen. Der Antrag kann nur bis zum Ablauf eines Jahres nach dem Inkrafttreten dieses Vertrags gestellt werden.

Artikel 29.

Bei der Anwendung dieses Vertrags sind auch die Beitragszeiten zu berücksichtigen, die vor dem Inkrafttreten des Vertrags zurückgelegt sind.

Artikel 30.

Die obersten Verwaltungsbehörden beider Staaten (Artikel 26) entscheiden im beiderseitigen Einvernehmen über Streitigkeiten, die sich bei der Auslegung und bei der Anwendung des vorliegenden Vertrags ergeben. Kommt es nicht zu einer Einigung, so richtet sich das weitere Verfahren nach dem Schiedsvertrage zwischen dem Deutschen Reiche und der Čechoslovakischen Republik vom 16. Oktober 1925¹.

Artikel 31.

(1) Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen so bald wie möglich in Prag ausgetauscht werden. Der Vertrag tritt mit dem ersten Tage des Monats in Kraft, der auf den Austausch der Ratifikationsurkunden folgt.

¹ Vol. LIV, page 341, of this Series.

(2) Každý z obou států může vypovědět tuto úmluvu ve lhůtě nejméně jednoho roku pro konec kalendářního roku. V každém případě však jsou nositelé pojištění, zavázání podle této úmluvy, povinni i nadále plnit závazky z pojistných případů, které nastaly za platnosti této úmluvy. Nároky (čáky), které podle ustanovení této úmluvy byly zachovány, nezanikají výpovědí této úmluvy. Jejich další zachování spravuje se pro dobu po zániku účinnosti této úmluvy podle vnitrostátních předpisů právních.

Na doklad toho podepsali zmocněnci vlastnoručně tuto úmluvu.

Vyhotoveno v dvojím prvopise v československé a německé řeči.

V BERLÍNĚ, dne 21. března 1931.

Dr. Jan BRABLEC.
Dr. K. GREGOR.
Dr. A. GRIESER.
Dr. Adolf SIEDLER.

(2) Jeder der beiden Staaten kann den Vertrag mit einer Frist von mindestens einem Jahr für den Schluss eines Kalenderjahres kündigen. In jedem Falle sind aber die Verpflichtungen aus den Versicherungsfällen, die während der Geltung des Vertrages eingetreten sind, von den auf Grund des Vertrages verpflichteten Versicherungsträgern weiter zu erfüllen. Anwartschaften, die nach den Bestimmungen dieses Vertrages aufrecht erhalten sind, erlöschen durch die Kündigung des Vertrages nicht; ihre weitere Aufrechterhaltung richtet sich für die Zeit nach dem Ausserkrafttreten des Vertrages nach innerstaatlichem Recht.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag mit ihren Unterschriften versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und in čechoslovakischer Sprache.

BERLIN, den 21. März 1931.

Dr. Jan BRABLEC.
Dr. K. GREGOR.
Dr. A. GRIESER.
Dr. Adolf SIEDLER.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 13 novembre 1933.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

¹ TRADUCTION.

N° 3308. — TRAITÉ ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, CONCERNANT LES ASSURANCES SOCIALES.
SIGNÉ A BERLIN, LE 21 MARS 1931.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE sont convenus de régler par traité les relations entre les deux pays dans le domaine des assurances sociales. A cet effet, ils ont désigné pour plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Andreas GRIESER, directeur ministériel au Ministère du Travail du Reich ;
M. Adolf SIEDLER, conseiller de légation au Ministère des Affaires étrangères du Reich ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Jan BRABLEC, chef de section au Ministère de la Prévoyance sociale ;
M. Květoslav GREGOR, conseiller ministériel au Ministère des Affaires étrangères.

Les plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier.

1. Le présent traité vise les branches d'assurance sociale énumérées ci-après :

- 1° L'assurance-maladie des ouvriers et employés.
- 2° L'assurance-accidents des ouvriers et employés.
- 3° L'assurance-invalidité (assurance-invalidité et vieillesse).
- 4° L'assurance des employés et l'assurance-pension minière des employés (assurance-pension des employés privés — *zaměstnanců v vyšších službách* — der Privatangestellten in höheren Diensten).
- 5° L'assurance-pension minière des ouvriers (assurance-retraite des mutualités minières).

2. Le traité ne se rapporte pas — sans préjudice des avantages résultant pour les ayants droit des articles 3, 4, 13 et 14 — à l'assurance des équipages des navires affectés à la navigation sur le Danube (remorqueurs, etc.) et des autres personnes employées en permanence à bord des navires ni à celle des équipages des engins de navigation aérienne.

¹ Traduction du Bureau international du Travail.

¹ TRANSLATION.

No. 3308. — TREATY BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE
CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING SOCIAL INSURANCE.
SIGNED AT BERLIN, MARCH 21, 1931.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC have agreed to settle by treaty the relations between the two countries in the field of social insurance. For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Andreas GRIESER, Ministerial Director at the Reich Ministry of Labour ;
Dr. Adolf SIEDLER, Counsellor of Legation at the Reich Ministry of Foreign Affairs.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Jan BRABLEC, Chief of Section at the Ministry of Social Welfare ;
Dr. Kvētoslav GREGOR, Ministerial Counsellor at the Ministry of Foreign Affairs.

The Plenipotentiaries, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

A. GENERAL PROVISIONS.

Article 1.

1. This Treaty shall cover the following branches of social insurance :

- (1) Sickness insurance of wage-earning and salaried employees ;
- (2) Accident insurance of wage-earning and salaried employees ;
- (3) Invalidity insurance (invalidity and old-age insurance) ;
- (4) Salaried employees' insurance and pension insurance for salaried employees in the mining industry (pension insurance for higher-grade salaried employees in private employment) ;
- (5) Pension insurance for wage-earning employees in the mining industry (pension insurance with miners' benefit societies).

2. The Treaty shall not cover the insurance of crews of vessels (tugs, etc.) plying on the Danube or other persons permanently employed on board such vessels, or of the crews of aircraft ; this shall be without prejudice to the advantages accruing to claimants in pursuance of Articles 3, 4, 13 and 14.

¹ Translation of the International Labour Office.

Article 2.

1. Dans l'exercice des branches de l'assurance mentionnées à l'article premier, sont applicables en principe les dispositions légales de l'Etat sur le territoire duquel est exercée l'occupation déterminant l'assurance. Les cas suivants font exception à la règle :

a) Lorsque des salariés d'une entreprise (employeur) ayant son siège (domicile) dans l'un des Etats sont délégués sur le territoire de l'autre Etat en vue d'une occupation temporaire, les dispositions légales de l'Etat où se trouve le siège de l'entreprise ou, à défaut d'entreprise, le domicile de l'employeur qui a délégué lesdits ouvriers, sont applicables pendant une durée d'un an. Les dispositions légales dudit Etat sont également applicables dans le cas d'un emploi qui, en raison de sa nature, nécessite des séjours répétés ne dépassant pas dans chaque cas une année, sur le territoire de l'autre Etat.

b) A l'assurance des salariés :

1° Des entreprises publiques de transports existant dans l'un des Etats s'ils sont occupés sur le territoire de l'autre Etat — soit à titre temporaire, soit sur des voies de raccordement, de transit ou dans des gares frontières ou de transbordement à titre durable ;

2° D'entreprises du Reich allemand ou des pays, communes ou unions de communes allemands et des entreprises de la République tchécoslovaque et des pays, districts et communes tchécoslovaques, s'ils sont occupés dans le territoire de l'autre Etat,

sont applicables les dispositions légales de l'Etat dans lequel a son siège celui des départements de l'entreprise auquel ces agents ressortissent dans les affaires qui les touchent en tant que salariés (*in ihren Personalangelegenheiten*). En ce qui concerne la Société des Chemins de fer du Reich allemand, les chemins de fer d'Etat tchécoslovaques et les administrations des postes respectives, fait foi le siège de l'instance administrative supérieure.

Sont également considérées comme entreprises au sens des dispositions a) et b) les succursales ou autres établissements permanents qu'une entreprise ayant son siège dans l'un des Etats fonde dans l'autre Etat.

c) A l'assurance des salariés attachés aux représentations diplomatiques et consulaires de carrière respectives des deux Etats, ainsi qu'aux autres organes officiels (bureaux de douane, des passeports, etc.) de l'un des Etats, ayant leur siège dans l'autre Etat, sont applicables les dispositions légales de l'Etat qui a délégué lesdits salariés, si ces derniers sont citoyens dudit Etat. La même disposition s'applique à l'assurance des salariés au service des directeurs, membres et autres fonctionnaires desdits bureaux. Toutefois, dans l'assurance-maladie, seront appliquées, sur demande de l'employeur, les dispositions légales de l'Etat dans lequel lesdits salariés sont délégués.

d) Dans le cas d'exploitations agricoles et forestières ayant leur siège dans l'un des Etats, mais empiétant sur le territoire de l'autre Etat, les dispositions légales de l'Etat où se trouve le siège de l'exploitation seront également applicables exclusivement à l'assurance des personnes occupées dans la partie de l'exploitation sise dans l'autre Etat.

e) A l'assurance des salariés occupés à bord des navires et radeaux des entreprises de navigation et de flottage sur l'Elbe, sont appliquées les dispositions légales de l'Etat où lesdits salariés sont domiciliés. Il en va de même pour les entreprises de navigation et de flottage sur l'Oder.

2. Lorsque le droit d'un Etat fait foi conformément à l'alinéa premier pour une occupation exercée dans ledit Etat pour le compte d'une entreprise ayant son siège dans l'autre Etat, l'occupation, au sens dudit droit, sera assimilée à une entreprise.

Article 2.

1. The legislative provisions of the State in whose territory the employment on which insurance is based is carried on shall apply as a rule with respect to the administration of the branches of social insurance specified in Article 1. The following cases shall be exceptions to this rule :

(a) If an employee is sent by an establishment (employer) which (who) has its head office (his domicile) in one State to undertake temporary employment in the territory of the other State, the legislative provisions of the State in which the establishment by which he is sent has its head office (in default of an establishment, the State in which the employer is domiciled) shall apply for a period of one year. The legislative provisions of this State shall also apply to employment which, owing to its nature, necessitates repeated sojourn in the territory of the other State for periods not exceeding one year on each occasion.

(b) The insurance of employees :

(1) Of public transport undertakings of one State who are employed in the territory of the other State either permanently on junction or transit lines or at frontier or transfer stations or temporarily ;

(2) Of establishments belonging to the German Federation, the German States, communes or federations of communes, or of establishments belonging to the Czechoslovak Republic or the Czechoslovak provinces, districts or communes, who are employed in the territory of the other State,

shall be governed by the legislative provisions of the State in which is situated the branch of the establishment to which the employee in question is subordinated in respect of questions of employment. In the case of the German Federal Railway Company, the Czechoslovak State Railways and the Post Office departments of both States, the situation of their superior administrative department shall be the decisive factor.

A branch office or other permanent organisation set up in one State by an establishment which has its head office in the other State shall also be deemed to be an establishment for the purposes of the provisions under (a) and (b).

(c) In respect of the insurance of employees of the diplomatic service, the regular consular service and other official departments (Customs offices, passport offices, etc.) of one State which have their head offices in the other State, the legislative provisions of the State by which they are employed shall apply, provided that the employees in question are nationals of that State. The same rule shall apply to the insurance of employees of the heads and members or other officials of the departments mentioned above. Nevertheless, as regards sickness insurance, the legislative provisions of the State in which they are employed shall apply if the employer requests this.

(d) In the case of undertakings in agriculture and forestry which have their head office in the territory of one of the two States but extend into the territory of the other State, only the legislative provisions of the State in which the head office of the undertaking is situated shall apply to the insurance of persons employed in the part of the undertaking situated in the other State.

(e) The legislative provisions of the State in which the employee is resident shall apply to the insurance of employees engaged on vessels or rafts belonging to shipping and rafting undertakings on the Elbe. The same rule shall apply to shipping and rafting undertakings on the Oder.

2. If in the case of an establishment which has its head office in one State the legislation of the other State is applicable under No. (1) to an employment in that State, the employment shall be placed on the same footing as an establishment for the purposes of the said legislation.

3. Lorsqu'un accident s'est produit dans l'un des Etats et tombe sous les lois d'assurance de l'autre Etat, les dispositions desdites lois sont applicables également s'il s'agit d'autres droits à réparation invoqués à raison de l'accident conformément aux lois du premier Etat ; ces dispositions s'appliquent également lorsqu'une entreprise n'est assujettie à la législation sur l'assurance-accident que dans l'un des deux Etats. Lorsqu'un agent des chemins de fer est victime d'un accident au cours d'une occupation visée à l'alinéa premier en b) 1^o dans l'exploitation d'un chemin de fer étranger, ce dernier est assimilé dans l'application des dispositions dudit alinéa au chemin de fer auquel ledit agent est attaché.

4. L'application des dispositions légales de l'un des Etats conformément à l'alinéa 1 a également pour effet d'attribuer aux institutions d'assurance, autorités et tribunaux de l'assurance sociale dudit Etat la compétence pour l'exécution des assurances sociales.

5. Sera également considérée comme assurance-accident, au sens du présent traité, toute organisation d'assistance en cas d'accident tenant lieu d'organisation d'assurance-accident de droit public.

Article 3.

En vue des prestations des branches de l'assurance sociale mentionnées à l'article premier, 2^o à 5^o, les Etats contractants assimilent les ressortissants de l'autre Etat et leurs survivants à leurs propres ressortissants et aux survivants de ceux-ci. Cette disposition est applicable à l'assurance-accident agricole en faveur des ouvriers agricoles migrants et de leurs survivants en général, pour le surplus, seulement en tant que des exploitations agricoles ou des personnes de même catégorie y occupées sont assujetties à l'assurance-accident, conformément à la législation des deux Etats.

Article 4.

Dans l'application des dispositions légales de l'un des Etats concernant le rachat de droits au titre des branches d'assurance sociale visées à l'article premier, 2^o à 5^o, le séjour dans l'autre Etat n'est pas considéré, pour l'ayant droit ressortissant à l'un des deux Etats, comme séjour à l'étranger.

Article 5.

Les institutions de chacun des deux Etats chargées des branches de l'assurance sociale visées à l'article premier examineront, sur demande, suivant la même procédure que s'il s'agissait de l'exercice de leur propre assurance sociale, le maintien du droit à prestations de personnes indemnisées par une institution d'assurance de l'autre Etat et feront procéder aux visites médicales. Les frais sont à la charge de l'institution d'assurance dont émane la demande.

Article 6.

1. Dans l'exercice des branches d'assurance sociale visées à l'article premier les institutions, autorités et tribunaux d'assurance sociale de l'un des Etats prêteront aux institutions, autorités et tribunaux de l'assurance sociale de l'autre Etat l'assistance administrative dans la même mesure que s'il s'agissait de l'exercice de leur propre assurance sociale.

2. Les dispositions de l'article 5 et de l'alinéa précédent, sont applicables par analogie à l'exécution de l'assurance-maladie tchécoslovaque des employés publics.

3. Les institutions, autorités et tribunaux d'assurance procéderont dans la même mesure que s'il s'agissait de l'exécution de leur propre assurance sociale — dans les cas urgents, lorsqu'il

3. If an accident occurring in one State is covered by the accident insurance laws of the other State, the provisions of the said laws shall also apply in so far as relates to other claims for compensation which may be made on account of the accident in conformity with the laws of the first State; this provision shall also apply when an establishment is covered by the accident insurance legislation of only one of the two States. If a railway employee meets with an accident on a foreign railway in the course of an employment covered by No. (1) (b), item 1, the said foreign railway shall be placed on the same footing as the railway employing the person in question for the purpose of the application of the provisions of this number.

4. The application of the legislative provisions of one State in pursuance of No. (1) shall also entail the competence of the social insurance carriers, authorities and courts of that State in connection with the administration of social insurance.

5. Accident relief which replaces public accident insurance shall be deemed to be equivalent to accident insurance for the purposes of this Treaty.

Article 3.

Each of the two contracting States shall place the nationals of the other State and their surviving dependants on the same footing as its own nationals and their surviving dependants for the purpose of benefits under the branches of social insurance specified in Article 1, Nos. 2-5. Under the agricultural accident insurance system, this rule shall apply to migrant agricultural workers and their surviving dependants in general, but not to other cases, except in so far as undertakings in agriculture or the persons of the same category employed therein are subject to accident insurance in conformity with the legislation of both States.

Article 4.

For the purpose of the administration of the legislative provisions of each State respecting the commutation of claims under the branches of social insurance specified in Article 1, Nos. 2-5, the residence in the other State of a claimant belonging to either of the two States shall not be deemed to be residence abroad.

Article 5.

The carriers of the branches of social insurance specified in Article 1 in each State shall on request verify the continuance of the right to benefit of persons who receive compensation from an insurance carrier of the other State, and shall make provision for medical examinations, in the same manner as in connection with the administration of the social insurance system of their own State. Any expenses incurred shall be defrayed by the insurance carrier which makes the request.

Article 6.

1. In connection with the administration of the branches of social insurance specified in Article 1, the social insurance carriers, authorities and courts of each State shall give the social insurance carriers, authorities and courts of the other State administrative assistance to the same extent as in connection with the administration of the social insurance system of their own State.

2. The provisions of Article 5 and of the preceding number of this Article shall apply to the administration of the Czechoslovak sickness insurance system for salaried employees in public employment, *mutatis mutandis*.

3. The social insurance carriers, authorities and courts shall make the inquiries necessary for the elucidation of the facts to the same extent as in connection with the administration of the

y sont autorisés dans le cadre de leurs propres dispositions, même d'office — aux constatations nécessaires pour établir les faits.

4. Les frais qu'entraîne l'assistance administrative ne seront remboursés qu'à concurrence des sommes remboursables dans la propre assurance sociale de l'organisme intéressé.

5. Dans l'exercice des branches d'assurance sociale visées à l'article premier, les tribunaux ordinaires se prêteront aux commissions rogatoires, conformément aux dispositions applicables dans les affaires civiles et commerciales.

Article 7.

Sauf convention contraire entre les instances respectives intéressées, les créances au titre des articles 5 et 6 viennent à échéance à la date à laquelle l'action officielle ayant entraîné les frais est close. Lesdites créances doivent être couvertes un mois au plus après leur présentation, dans la monnaie dans laquelle les frais ont été engagés. En cas de retard, elles porteront intérêt à 4 % à partir du jour de l'échéance.

Article 8.

1. Les consuls des deux Etats sont réputés autorisés à représenter les salariés ressortissant à leur Etat devant tous institutions, autorités et tribunaux de l'assurance sociale de l'autre Etat ; les dispositions légales nationales prescrivant l'intervention d'un représentant légal particulier ne sont pas touchées.

2. L'autorité consulaire compétente doit être avisée sans délai de la conclusion d'une enquête relative à un accident intéressant un de ses ressortissants.

Article 9.

Les autorités administratives suprêmes des deux Etats conviendront entre elles de la procédure la plus apte à régler efficacement les rapports immédiats en ce qui concerne l'introduction des requêtes par les ressortissants de l'un des Etats devant des institutions, autorités et tribunaux d'assurance sociale de l'autre Etat.

Article 10.

Pour l'introduction d'un recours dans les affaires concernant les branches d'assurance sociale visées à l'article premier, les délais légaux sont réputés observés lorsque le recours a été reçu en temps utile par une institution, une autorité ou un tribunal d'assurance sociale de l'autre Etat. Dans les cas de cette nature, l'acte de recours doit être transmis sans délai à l'Office des assurances sociales à Berlin si une autorité allemande est compétente pour statuer sur le recours, au Ministère de la Prévoyance sociale à Prague lorsqu'une autorité tchécoslovaque est compétente pour statuer.

Article 11.

Les dispositions relatives aux exemptions ou réductions de droits de timbre et autres en vigueur dans l'un des Etats pour l'application des assurances sociales nationales, seront également en vigueur pour l'application des assurances sociales de l'autre Etat.

Article 12.

1. Lorsqu'il y a contestation, dans un cas particulier, entre institutions, autorités ou tribunaux d'assurance sociale des deux Etats sur le point de savoir si le droit de l'un ou de l'autre Etat est

social insurance system of their own State, even acting *ex officio* in urgent cases, in so far as they are authorised to do so under their own provision.

4. Expenses incurred in connection with administrative assurance shall be refunded only to the same extent as in connection with the social insurance system of the body concerned.

5. In connection with the administration of the branches of social insurance specified in Article 1, the ordinary law courts shall give legal assistance in conformity with the provisions in force for civil and commercial cases.

Article 7.

Claims under Articles 5 and 6 shall mature at the date of the termination of the official proceedings which have given rise to the expenditure, unless an agreement to the contrary has been concluded by the authorities concerned in the two States. The claims shall be paid within a month of their notification, in the currency in which they were incurred. In case of delay, interest at 4 per cent shall be paid from the date of maturity.

Article 8.

1. The Consuls of both States shall have power to represent employees belonging to their State before all social insurance carriers, authorities and courts of the other State; provisions in the legislation of either State which require representation by a special legal representative shall remain unaffected.

2. The results of accident inquiries carried out in either State and involving nationals of the other State shall be communicated forthwith to the competent consular authority of the latter State.

Article 9.

The supreme administrative authorities of the two States shall come to an agreement respecting the manner in which direct communication with respect to applications by nationals of either State to the social insurance carriers, authorities and courts of the other State can be most conveniently arranged.

Article 10.

In matters connected with the branches of social insurance specified in Article 1, the statutory time-limits for the lodgment of appeals shall be deemed to have been observed if the appeal has been lodged in due time with a social insurance carrier, authority or court of the other State. In such cases, the document embodying the appeal shall be transmitted at once to the Federal Insurance Office in Berlin if a German authority is competent to decide respecting the appeal, and to the Ministry of Social Welfare in Prague if a Czechoslovak authority is competent to decide.

Article 11.

The provisions in force in each State for the administration of its own social insurance system in respect of exemptions or reductions in connection with stamp duty or other fees shall apply in the same manner to the administration of the social insurance system of the other State.

Article 12.

1. If a dispute arises in an individual case between social insurance carriers, authorities or courts of the two States as to whether the legislation of one or the other State is applicable, the

applicable, l'institution d'assurance ayant reçu en premier lieu la demande à raison de l'occupation litigieuse, pourra, jusqu'à ce qu'une décision intervienne en conformité de l'article 30, accorder une assistance à titre provisoire. L'institution d'assurance-rente peut charger de ladite assistance une caisse de maladie. L'assistance consiste dans les prestations auxquelles l'institution d'assurance serait tenue conformément au droit qui lui est applicable.

2. Si l'assistance provisoire est refusée ou n'est pas accordée dans la mesure exigible, l'autorité de surveillance peut, sur réclamation, imposer à l'institution d'assurance le paiement de l'assistance provisoire et fixer la mesure des prestations. En cas de litige entre institutions d'assurance ne ressortissant pas à la même autorité de surveillance, la décision appartient à l'autorité administrative suprême — éventuellement d'accord avec les Ministères intéressés — ou à une autorité désignée par elle.

3. L'institution d'assurance définitivement tenue aux prestations doit rembourser à l'institution d'assurance ayant accordé l'assistance provisoire les dépenses engagées de ce chef. L'article 7 est applicable par analogie.

B. DISPOSITIONS SPÉCIALES.

I. ASSURANCE-MALADIE.

Article 13.

1. Les prestations au titre de l'assurance-maladie sont suspendues lorsque l'ayant droit se rend après la réalisation du risque, volontairement et sans l'assentiment de l'institution d'assurance, dans le territoire de l'autre Etat. L'assentiment n'est pas nécessaire si l'ayant droit se rend dans une région frontière de l'autre Etat voisine du district (*ressort*) de sa caisse de maladie, pendant la durée de son séjour dans ladite région. La suspension des droits est également exclue lorsque l'ayant droit a vécu auparavant dans une telle région et aussi longtemps qu'il y séjourne.

2. Est considérée comme région frontière voisine au sens du présent article le district de la caisse de maladie de l'autre Etat ayant une frontière commune avec le district de la caisse de maladie à laquelle incombent les prestations.

3. Les autorités administratives suprêmes des deux Etats conviendront en outre de tous autres territoires devant être, le cas échéant, considérés comme régions frontières au sens du présent article. En principe, seront plus particulièrement désignés comme régions frontières les territoires limitrophes entre lesquels a lieu un mouvement régulier de main-d'œuvre.

4. Durant le séjour dans la région frontière, la caisse débitrice pourra soit accorder elle-même les prestations soit solliciter une caisse de l'autre Etat de les accorder. La caisse sollicitée accordera les prestations conformément aux dispositions applicables à la caisse demandante. La caisse sollicitée a droit au remboursement de ses frais effectifs ; le remboursement des frais de prestations en nature aura lieu conformément au barème que la caisse sollicitée doit appliquer à ses propres ayants droit. L'article 7 est applicable par analogie.

Article 14.

1. Les caisses de maladie intéressées ou leurs unions peuvent convenir plus en détail de l'assistance qu'elles se prêteront mutuellement et de l'octroi de secours de famille dans les régions frontalières et pour les équipages des bateaux de la navigation intérieure et des radeaux.

2. Avec l'assentiment de l'autorité administrative suprême au sens du présent traité, les caisses de maladie intéressées et leurs unions peuvent convenir entre elles que les périodes d'affiliation dans le territoire de l'un des Etats seront prises en compte dans l'autre Etat lorsque l'acquisition des droits est subordonnée à une durée minimum d'affiliation.

insurance carrier which was first notified of a claim based on the employment in dispute may grant provisional relief pending a decision in accordance with Article 30. The pension insurance carrier may delegate the administration of the relief to a sick fund. The relief shall consist of the benefits for which the insurance carrier would be liable in accordance with the legislation applicable to it.

2. If provisional relief is refused or is not granted to the requisite extent, the supervising authority on receipt of a complaint may require the insurance carrier to grant provisional relief and may fix the amount of the benefit. In case of a dispute between insurance carriers which are not under the same supervising authority, the supreme administrative authority (if necessary in agreement with the Ministries concerned) or an authority designated by it shall decide.

3. The insurance carrier which is ultimately liable shall refund to the insurance carrier which granted provisional relief the expenditure incurred in connection therewith. Article 7 shall apply, *mutatis mutandis*.

B. SPECIAL PROVISIONS.

I. SICKNESS INSURANCE.

Article 13.

1. Benefit under the sickness insurance system shall be suspended if the beneficiary voluntarily removes to the territory of the other State after the occurrence of the event giving rise to benefit and without the consent of the insurance carrier. Such consent shall not be necessary if the beneficiary removes to a frontier district of the other State adjacent to the district (area of jurisdiction) of his own sick fund, so long as he continues to reside there. Further, if the beneficiary has hitherto been resident in such a district, the claim to benefit shall not be suspended so long as he continues to reside there.

2. For the purposes of this Article, the area of the sick fund of the other State which has a common frontier with the area of the sick fund competent for the payment of benefit shall be deemed to be an adjacent frontier district.

3. In addition, the supreme administrative authorities of the two States shall come to an agreement respecting any other territory which must be deemed to be a frontier district for the purposes of this Article. As a rule, adjacent districts between which there is a constant movement of labour shall be declared to be frontier districts.

4. In case of residence in a frontier district, the fund liable for benefit may either pay the benefit itself or request a fund of the other State to pay the benefit. The fund to which the request is made shall pay the benefit in accordance with the rules applicable to the fund making the request. The moneys actually expended by the fund to which the request was made shall be refunded to it; expenditure on benefit in kind shall be refunded in conformity with the scales employed with regard to its own claimants by the fund to which the request was made. Article 7 shall apply, *mutatis mutandis*.

Article 14.

1. The sick funds concerned or federations thereof may come to an agreement respecting mutual assistance and the payment of family benefit in frontier districts and to the crews of vessels engaged in inland navigation and rafting.

2. Subject to the consent of the supreme administrative authorities within the meaning of this Treaty, the sick funds concerned and federations thereof may come to an agreement to provide that membership periods completed in the territory of one State shall be credited in the other State, in so far as claims are conditional on a minimum period of membership.

II. ASSURANCE-ACCIDENTS.

Article 15.

Le chef d'entreprise ne pourra être tenu au versement d'une cotisation d'assurance plus élevée à l'assurance-accidents de l'un des Etats du fait que cette entreprise a son siège dans l'autre Etat.

III. ASSURANCE-INVALIDITÉ (ASSURANCE-INVALIDITÉ ET VIEILLESSE). ASSURANCE DES EMPLOYÉS ET ASSURANCE-PENSION MINIÈRE DES EMPLOYÉS (ASSURANCE-PENSION DES EMPLOYÉS PRIVÉS SUPÉRIEURS). ASSURANCE-PENSION MINIÈRE DES OUVRIERS (ASSURANCE-RETRAITE DES MUTUALITÉS MINIÈRES).

Article 16.

1. Lorsque des cotisations ont été payées pour un assuré à l'assurance-invalidité allemande et à l'assurance-invalidité et vieillesse tchécoslovaque les périodes de cotisation sont, dans la mesure où elles ne se couvrent pas, totalisées en vue du maintien des droits expectatifs (droits) et pour l'accomplissement du stage d'assurance. Sur le point de savoir quelles autres périodes peuvent être totalisées, on se règle, pour les institutions d'assurance des deux Etats, d'après le droit national.

2. En cas de réalisation du risque assuré, les institutions d'assurance de chacun des Etats accordent la rente à laquelle un droit est acquis conformément aux dispositions nationales et en tenant compte des dispositions de l'alinéa premier du présent article. La rente est calculée sur la base des périodes de cotisation nationale. L'allocation pour enfants et le montant de base allemand ainsi que le montant de base tchécoslovaque ne sont dus que pour la partie correspondant à la période de cotisation nationale par rapport à la somme des périodes de cotisation effectuées dans les deux Etats. Cette réduction n'a pas lieu lorsque le nombre des semaines de cotisation effectuées dans l'un des deux Etats ne dépasse pas vingt-six ; en pareil cas, aucun droit à rente n'est acquis envers l'institution d'assurance de l'Etat dans lequel le nombre des semaines de cotisation effectuées ne dépasse pas vingt-six.

3. Les rentes réduites (alinéa 2) qui ne dépassent pas mensuellement un montant de 5 reichsmarks ou de 40 couronnes peuvent être rachetée moyennant leur valeur en capital.

4. Celui qui bénéficie d'une rente dans l'un des Etats conserve les droits expectatifs (droits) dans l'autre Etat.

5. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux prestations une fois payées.

Article 17.

L'article 16 est applicable par analogie lorsque des cotisations ont été versées pour l'assuré à l'assurance des employés ou à l'assurance-pension minière des employés allemande ou à l'assurance-pension tchécoslovaque des employés privés, sous réserve toutefois que les vingt-six semaines de cotisation prévues à l'alinéa 2 de l'article 16, seront remplacées par douze mois de cotisation. Ce faisant, les dispositions concernant le montant de base sont applicables également aux rentes minima aux termes des dispositions légales tchécoslovaques.

II. ACCIDENT INSURANCE.

Article 15.

Occupiers of undertakings shall not be required to pay higher insurance contributions to the accident insurance system of either State on the ground that their undertaking has its head office in the other State.

III. INVALIDITY INSURANCE (INVALIDITY AND OLD-AGE INSURANCE), SALARIED EMPLOYEES' INSURANCE AND PENSION INSURANCE FOR SALARIED EMPLOYEES IN THE MINING INDUSTRY (PENSION INSURANCE FOR HIGHER-GRADE SALARIED EMPLOYEES IN PRIVATE EMPLOYMENT) AND PENSION INSURANCE FOR WAGE-EARNING EMPLOYEES IN THE MINING INDUSTRY (PENSION INSURANCE WITH MINERS' BENEFIT SOCIETIES).

Article 16.

1. If contributions have been paid in respect of an insured person under the German invalidity insurance system and under the Czechoslovak invalidity and old-age insurance system, the contribution periods (in so far as they are not concurrent) shall be added together for the purposes of the maintenance of qualifications for benefit (claims) and for the completion of the qualifying period. The question whether other periods may also be credited shall be decided for the insurance carriers of each State in conformity with the legislation of that State.

2. On the occurrence of an event giving rise to benefit, the insurance carriers of both States shall grant the pension to which the person concerned is entitled under their respective national provisions, taking into account the provisions of No. (1) of this Article. The pension shall be assessed on the basis of the contribution periods in each State. Nevertheless, only that fraction of the German basic amount and children's bonus and of the Czechoslovak basic amount shall be paid which corresponds to the ratio between the contribution period in the State in question and the total duration of the contribution periods completed in the two States. This reduction shall not be made if the number of contribution weeks completed in one of the two States does not exceed twenty-six; in this case a claim to a pension shall not lie against the insurance carrier of the State in which not more than twenty-six weeks have been completed.

3. Reduced pensions (No. (2)) which do not exceed 5 Reichsmarks or 40 kronen a month may be commuted for their capital value.

4. Receipt of a pension in one State shall serve to maintain a qualification for benefit (claim) in the other State also.

5. The provisions of this Article shall not apply to lump-sum benefit.

Article 17.

Article 16 shall apply, *mutatis mutandis*, to cases where contributions have been paid in respect of an insured person under the German salaried employees' insurance system or the pension-insurance system for salaried employees in the mining industry and under the Czechoslovak pension-insurance system for higher-grade salaried employees in private employment, provided that twelve contribution months shall be substituted for the twenty-six contribution weeks under Article 16, No. (2). In this connection, the provisions respecting the basic amount shall also apply to minimum pensions under the Czechoslovak legislative provisions.

Article 18.

L'article 16 est applicable par analogie lorsque des cotisations ont été payées pour l'assuré à l'assurance-pension minière des ouvriers allemande et à l'assurance-retraite des mutualités minières tchécoslovaque.

Article 19.

En examinant si un droit à rente au titre de l'une des branches d'assurance énumérées à l'article premier, 3^o à 5^o, existe, chacun des Etats tiendra compte des périodes de cotisation effectuées dans l'autre Etat comme si lesdites périodes de cotisation avaient été effectuées dans sa propre assurance correspondante.

Article 20.

La subvention du Reich (subside de l'Etat) aux rentes de l'assurance-invalidité (assurance invalidité et vieillesse) dont bénéficient les institutions d'assurance des deux Etats, est payée par l'Etat dans lequel l'ayant droit est domicilié en permanence.

Article 21.

Lorsque la somme des rentes déterminée conformément aux dispositions qui précèdent (y compris la subvention du Reich — subside de l'Etat) est inférieure à la rente qui serait due par l'institution d'assurance de l'un des deux Etats seule conformément aux dispositions nationales et sur la base de la période de cotisations effectuées dans son Etat, cette institution d'assurance devra majorer sa quote-part de rente de la différence. La comparaison a lieu sur la base du rapport or des deux devises.

Article 22.

Les institutions d'assurance des deux Etats déterminent les prestations dont elles sont tenues et rendent une décision à cet égard. Lorsque des cotisations ont été versées aux deux Etats l'institution d'assurance correspondante de l'autre Etat sera invitée au préalable à exprimer son avis. Lorsque le droit est fondé indépendamment des dispositions du présent traité, conformément au droit national, il sera accordé une prestation provisoire ; dans les autres cas, une prestation provisoire pourra être accordée.

Article 23.

Les institutions d'assurance des deux Etats peuvent convenir que les rentes partielles dues aux termes des dispositions qui précèdent seront entièrement versées par l'une des institutions d'assurance ; l'autre institution versera ensuite régulièrement les montants qui lui incombent.

C. DISPOSITIONS FINALES.*Article 24.*

1. Chacun des deux Etats édictera, indépendamment, des dispositions d'exécution du présent traité, dans la mesure où elles seront nécessaires pour son ressort.

Article 18.

Article 16 shall apply, *mutatis mutandis*, to cases where contributions have been paid in respect of an insured person under the German miners' pension insurance system for wage-earning employees and under the Czechoslovak miners' pension insurance system.

Article 19.

For the purpose of deciding as to the existence of a claim to a pension under one of the branches of insurance specified in Article 1, Nos. (3)-(5), the contribution periods completed in the territory of either State shall be credited in the other State to the same extent as if they had been completed under the corresponding insurance system of the said other State.

Article 20.

The Federal or State subsidy to pensions under the invalidity insurance (invalidity and old-age insurance) system for which insurance carriers of both States are liable shall be paid by the State in which the beneficiary is resident otherwise than merely temporarily.

Article 21.

If the total amount of the pensions assessed in conformity with the preceding provisions (including the Federal or State subsidy) is less than the pension which would be payable by the insurance carrier of one of the two States alone under its national provisions on the basis of the contribution period completed in that State, the said insurance carrier shall increase its share of the pension by the amount of the difference. The comparison shall be based on the gold ratio of the two currencies.

Article 22.

The insurance carriers of the two States shall assess the benefits to be granted by them and shall issue an award in the matter. If contributions have been paid in both States, the competent insurance carrier of the other State shall previously be given an opportunity of expressing its opinion. If a claim is justified under the legislation of either State independently of the provisions of this Treaty, provisional benefit shall be granted; provisional benefit may also be granted in other cases.

Article 23.

The insurance carriers of the two States may agree that the part pensions to be granted under the preceding provisions shall be paid in full by one of the insurance carriers; the other insurance carrier shall then refund the amounts payable by it as they fall due.

C. FINAL PROVISIONS.*Article 24.*

1. Regulations for the carrying out of this Treaty shall be issued by each of the two States independently in so far as is necessary for its territory.

2. Les dispositions ainsi édictées seront communiquées à l'autorité administrative suprême de l'autre Etat.

Article 25.

Les autorités suprêmes des deux Etats conviendront entre elles :

a) D'une procédure aussi simple et économique que possible pour effectuer les significations et paiements nécessités par l'exécution de l'assurance sociale du territoire de l'un des Etats dans le territoire de l'autre ;

b) De la procédure de recouvrement des cotisations arriérées ou d'autres créances nées du rapport d'assurance des institutions d'assurance de l'un des Etats envers des débiteurs de l'autre.

Article 26.

L'autorité administrative suprême, au sens du présent traité, sera, du côté allemand, le ministre du Travail du Reich, du côté tchécoslovaque, le ministre de la Prévoyance sociale.

Article 27.

1. Dans l'exécution du présent traité, les institutions, autorités et tribunaux de l'assurance sociale des deux Etats traiteront directement les uns avec les autres.

2. Si, pour des raisons spéciales, les relations ne peuvent pas être directes, les institutions, autorités et tribunaux de l'assurance sociale de l'un des Etats pourront faire appel à l'entremise des autorités consulaires de l'autre Etat compétentes pour leur siège.

Article 28.

1. Pour l'application des articles 3 à 12, il est indifférent que le risque assuré se soit réalisé avant ou après l'entrée en vigueur du présent traité.

2. Lorsqu'une requête en rente de survivants au titre de l'assurance-accident aura été rejetée avec effet légal avant l'entrée en vigueur du présent traité, une nouvelle décision devra être rendue sur requête. La requête ne pourra être introduite que dans le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent traité.

Article 29.

Il y aura lieu, dans l'application du présent traité, de tenir compte également des périodes de cotisation effectuées avant l'entrée en vigueur du traité.

Article 30.

Les autorités administratives suprêmes des deux Etats (article 26) statuent d'un commun accord sur les litiges résultant de l'interprétation et de l'application du présent traité. A défaut d'accord, la procédure ultérieure sera réglée par le Traité d'arbitrage conclu entre le Reich allemand et la République tchécoslovaque, en date du 16 octobre 1925.

2. The regulations thus issued by each State shall be communicated to the supreme administrative authority of the other State.

Article 25.

The supreme administrative authorities of the two States shall come to an agreement respecting the manner in which :

(a) Communications and payments in connection with the administration of the social insurance system of each State may be effected in the territory of the other State as simply as possible and with the least possible expense ;

(b) Arrears of contributions or other claims arising out of insurance which are brought by an insurance carrier of one State against a debtor in the other State may be recovered.

Article 26.

The supreme administrative authority for the purpose of this Treaty shall be in Germany the Federal Minister of Labour and in the Czechoslovak Republic the Minister of Social Welfare.

Article 27.

1. The social insurance carriers, authorities and courts of the two States shall communicate with one another directly in connection with the carrying out of this Treaty.

2. If direct communication is impracticable for special reasons, the social insurance carriers, authorities and courts of each State may avail themselves of the services of the consular authorities of the other State which are competent for the places where their respective offices are situated.

Article 28.

1. For the purposes of Articles 3-12, it shall make no difference whether the event giving rise to benefit occurred before or after the coming into operation of this Treaty.

2. If an application for a surviving dependant's pension under the accident insurance system was disallowed by an enforceable decision before the coming into operation of this Treaty, a new award shall be issued on application. The application must be made within a year after the coming into operation of this Treaty.

Article 29.

For the purposes of this Treaty, contribution periods completed before the coming into operation of the Treaty shall also be credited.

Article 30.

The supreme administrative authorities of the two States (Article 26) shall give decisions by mutual agreement in disputes which arise in connection with the interpretation and application of this Treaty. In the event of failure to come to an agreement, the further procedure shall be governed by the Arbitration Treaty concluded between the German Federation and the Czechoslovak Republic on October 16, 1925.

Article 31.

1. Le présent traité devra être ratifié. Les instruments de ratification seront échangés dans le délai le plus bref possible à Prague. Le traité entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'échange des instruments de ratification.

2. Chacun des deux Etats pourra dénoncer le traité pour la fin de l'année civile, en observant, dans tous les cas, un délai d'un an au moins. Néanmoins, les obligations à raison des cas de réalisation du risque assuré qui se sont produits pendant la validité du traité devront dans tous les cas continuer à être remplies par les institutions d'assurance qui y sont tenues en vertu du traité. La dénonciation du traité n'éteint par les droits expectatifs maintenus conformément aux dispositions du présent traité ; pour le temps postérieur à l'abrogation du traité, le maintien de ces droits sera réglé par le droit national.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait en double original, en langues allemande et tchécoslovaque.

BERLIN, le 21 mars 1931.

D^r Jan BRABLEC.

D^r K. GREGOR.

D^r A. GRIESER.

D^r Adolf SIEDLER.

Article 31.

1. This Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible in Prague. The Treaty shall come into operation on the first day of the month following the exchange of the instruments of ratification.

2. Either of the two States may denounce the Treaty by giving not less than one year's notice to take effect at the end of a calendar year. Nevertheless, liabilities in connection with events giving rise to benefit which have occurred during the period of operation of the Treaty shall continue to be discharged in all cases by the insurance carriers which are liable under this Treaty. A qualification for benefit which has been maintained in conformity with the provisions of this Treaty shall not lapse on account of the denunciation of the Treaty ; the further maintenance of such qualifications shall be based on the legislation of the State concerned in respect of the period after the Treaty has ceased to be operative.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in duplicate, in the German and Czechoslovak languages.

BERLIN, *March 21*, 1931.

Dr. Jan BRABLEC.

Dr. K. GREGOR.

Dr. A. GRIESER.

Dr. Adolf SIEDLER.

N° 3309.

BELGIQUE ET FRANCE

Convention réglant le service des douanes sur les lignes ferrées franco-belges, en ce qui concerne la circulation des trains visités pendant le trajet. Signée à Bruxelles, le 11 avril 1927.

BELGIUM AND FRANCE

Convention regulating the Customs Services on Franco-Belgian Railways as regards the Traffic of Trains inspected during the Journey. Signed at Brussels, April 11, 1927.

N^o 3309. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE
RÉGLANT LE SERVICE DES DOUANES SUR LES LIGNES
FERRÉES FRANCO-BELGES, EN CE QUI CONCERNE LA CIRCU-
LATION DES TRAINS VISITÉS PENDANT LE TRAJET. SIGNÉE
A BRUXELLES, LE 11 AVRIL 1927.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française
et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu
lieu le 27 décembre 1933.*

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE [et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ
LE ROI DES BELGES, ayant décidé de régler par une convention le service des douanes, en ce qui
concerne exclusivement la circulation sur les lignes ferrées entre les deux pays, des trains qui sont
visités pendant le trajet, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les voies ferrées entre la France et la Belgique, utilisées pour la circulation de trains qui
subissent la visite de la douane pendant le trajet, seront considérées comme routes douanières
internationales pour les deux pays.

Les gares françaises et belges où les services des douanes de l'un et de l'autre pays pourront
être appelés à vérifier les bagages ou colis transportés par les trains susvisés, seront également
considérées, pour cet unique objet, comme gares internationales.

Article 2.

Pendant le trajet et aux gares de visite dont il est question à l'article premier les employés
feront leur service respectif et procéderont à leurs opérations conformément aux lois et règlements
de leur propre pays, la priorité étant réservée à la douane du pays de provenance.

Article 3.

Les bagages ou autres colis enregistrés, accompagnés des pièces de douane nécessaires, seront,
au départ dans l'un et l'autre sens, placés dans un fourgon plombé et vérifiés, aux gares à ce

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles le 18 juillet 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3309. — CONVENTION ² BETWEEN BELGIUM AND FRANCE REGULATING THE CUSTOMS SERVICES ON FRANCO-BELGIAN RAILWAYS AS REGARDS THE TRAFFIC OF TRAINS INSPECTED DURING THE JOURNEY. SIGNED AT BRUSSELS, APRIL 11, 1927.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic and the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place December 27, 1933.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, having decided to regulate by a convention the Customs services as regards exclusively the traffic, on the railways between the two countries, of trains inspected during the journey, the undersigned being duly authorised, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The railways between France and Belgium used for the traffic of trains inspected by the Customs during the journey shall be deemed to be international Customs routes as regards the two countries.

The French and Belgian stations at which the Customs services of either country may be called upon to inspect luggage or parcels carried by the above-mentioned trains shall also, for this sole purpose, be deemed to be international stations.

Article 2.

During the journey and at the inspection stations mentioned in Article 1, the employees shall perform their particular duties and carry out their operations in conformity with the laws and regulations of their respective countries, priority being given to the Customs of the country of origin.

Article 3.

Registered luggage and other registered parcels accompanied by the necessary Customs shall on departure in either direction be placed in a sealed wagon and inspected at the stations

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, July 18, 1930.

désignées, dans le pays de destination. A ces gares, ils pourront être visités en même temps et dans les mêmes locaux par les agents des douanes des deux pays.

En cas de constatation simultanée d'infractions punissables dans l'un et l'autre pays, la priorité pour les saisies réelles appartiendra à la douane du pays de provenance.

Les bagages ou colis qui, dans l'heure qui suivra l'arrivée du train à destination n'auront pas été réclamés par les voyageurs, seront déposés dans un local attenant à la salle de revision et fermés à clef. Ils ne pourront être ultérieurement remis aux destinataires qu'avec l'assentiment des représentants des douanes des deux pays. Toutefois, les bagages ou colis qui, dans le délai de huit jours après leur arrivée, n'auront pas fait l'objet, à la gare de destination, d'une déclaration d'exportation, pourront être renvoyés, sur la demande de la douane du pays de provenance, à la gare de départ, où ladite douane en disposera selon sa réglementation.

Article 4.

Les plombs, cadenas, etc., que porteront les wagons ou des colis isolés pour garantir les marchandises qui doivent être soumises aux opérations douanières, pour le compte des deux Etats, aux gares de visite à ce désignées, ne seront enlevés par les douanes française ou belge qu'en présence du représentant de la douane de l'autre pays.

Article 5.

Les employés des douanes des deux pays pourront, pendant le trajet et aux gares visées à l'article premier, constater, dans la limite de leurs attributions, les infractions prévues par les lois de leur pays respectif en matière d'importation et d'exportation de marchandises, comme aussi de capitaux ou valeurs, et y donner les suites habituelles soit par voie de transaction, soit par voie de poursuite, dans la forme ordinaire, devant les tribunaux de leur propre pays. Ils ne pourront, toutefois, procéder à des arrestations dans le pays voisin. Ils auront le droit de retenir dans les trains les marchandises et objets appartenant aux délinquants pour assurer le paiement des frais, des droits et amendes encourues ; de transporter dans leur pays respectif les marchandises retenues en gages et les objets saisis ou de les faire vendre dans le pays voisin par le ministère d'un fonctionnaire compétent, sans qu'ils puisse en résulter aucune responsabilité pour ce fonctionnaire personnellement ni pour l'administration dont il relève, si les formes requises dans le pays pour la publication et l'organisation de la vente ont été observées.

A la demande qui leur en sera faite par les autorités du pays voisin, dans les cas prévus à l'alinéa précédent, les autorités compétentes de chacune des Puissances procéderont :

a) A l'audition de témoins et d'experts, ainsi qu'à des informations officielles dont elles certifieront et notifieront le résultat ;

b) A la notification à tous prévenus ou condamnés de toutes pièces de procédure et de décisions des autorités judiciaires et administratives du pays voisin.

Les commissions rogatoires visées ci-dessus seront transmises par l'intermédiaire des ministres de la Justice des pays contractants, quand elles émaneront de magistrats de l'ordre judiciaire, et par l'intermédiaire des administrations centrales des douanes, quand elles émaneront de fonctionnaires.

Article 6.

Les employés des douanes des deux Etats agiront de concert pour empêcher les fraudes dans le trafic passible de droits et pour amener la découverte des infractions aux lois et prescriptions. Ils se communiqueront mutuellement les renseignements de nature à intéresser le service.

appointed for the purpose in the country of destination. At these stations they may be inspected at the same time and on the same premises by Customs officials of both countries.

Should offences punishable in either country be discovered simultaneously, the Customs of the country of origin shall have priority as regards the seizure of property.

Luggage and parcels not claimed by travellers within one hour of the arrival of the train at its destination shall be deposited in a room adjoining the inspection hall and placed under lock and key. They may subsequently be delivered to claimants only with the consent of the Customs representatives of both countries. Nevertheless luggage and parcels which, within eight days of their arrival, are not made the subject of a declaration of export at the station of destination may, on the request of the Customs of the country of origin, be returned to the station of departure, where the said Customs shall dispose of them in accordance with their own regulations.

Article 4.

Seals, padlocks, etc., placed on wagons or individual parcels as a guarantee for goods which are to be subjected to Customs operations on behalf of the two countries at the inspection stations appointed for the purpose shall be removed by the French or Belgian Customs only in the presence of the Customs representative of the other country.

Article 5.

During the journeys and at the stations mentioned in Article 1, the Customs employees of either country may, within the limit of their powers, take note of infringements of the laws of their respective countries in regard to the import or export of goods and of capital or securities, and may take the customary action, either by settlement out of court or by prosecution in the usual manner before the courts of their own country. They may not, however, make arrests in the neighbouring country. They shall be entitled to detain in trains goods and articles belonging to offenders as security for payment of costs, duties and fines incurred ; to convey to their respective countries goods detained as pledges and objects seized ; or to have them sold in the neighbouring country through a competent official, without any responsibility resulting therefrom either for such official personally or for the Administration to which he belongs, if the formalities required in the country for the advertisement and organisation of the sale have been observed.

On request from the authorities of the neighbouring country, in cases referred to in the preceding paragraph, the competent authorities of each Power shall :

(a) Hear witnesses and experts and obtain official information, the result of which will be certified and notified by them ;

(b) Communicate to all persons charged or convicted all documents of procedure and decisions of judicial and administrative authorities of the neighbouring country.

The letters of request referred to above shall be forwarded through the Ministers of Justice of the contracting countries when issued by a magistrate, and through the central Customs administrations when issued by an official.

Article 6.

The Customs employees of the two States shall collaborate with a view to the prevention of fraud in the traffic of dutiable goods, and to the discovery of breaches of the laws or regulations. They shall supply each other with information likely to be of concern to the service.

Article 7.

Les autorités de chacun des Etats accorderont aux employés et agents des douanes du pays voisin, dans l'exercice de leurs fonctions, la même protection qu'aux employés et agents des douanes de leur propre pays.

Article 8.

Les employés des douanes des deux pays pourront porter, dans le pays voisin, l'uniforme prescrit par les règlements qui les régissent respectivement. Ceux appartenant au service actif pourront également être porteurs de leurs armes dans l'exécution de leur service.

Pendant leur séjour dans le pays voisin, ils auront à se conformer aux lois pénales et aux règlements de police en vigueur dans ledit pays et seront, sous ce rapport, soumis à la juridiction de celui-ci. Dans le cas où un employé contreviendrait à ces lois ou règlements, l'autorité dont il dépend serait immédiatement prévenue.

Article 9.

Les deux gouvernements se réserveront d'apporter à la présente convention, par simples correspondances diplomatiques, les modifications dont l'expérience aurait fait reconnaître l'opportunité.

Article 10.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

Fait en double expédition, à Bruxelles, le 11 avril 1927.

(Signé) Maurice HERBETTE.

(Signé) E. VANDERVELDE.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.*

Article 7.

The authorities of each of the States shall grant Customs employees and officers of the neighbouring country in the exercise of their duty the same protection as to Customs employees and officers of their own country.

Article 8.

Customs employees of either country may, when in the neighbouring country, wear the uniform prescribed by the respective regulations applicable to them. Those on active duty may also carry their arms in the execution of their duty.

During their stay in the neighbouring country they shall conform to the criminal laws and police regulations in force in the said country, and shall in that respect be subject to the jurisdiction of the country. Any breach of such laws or regulations by an employee shall immediately be notified to the authority to which he is subject.

Article 9.

The two Governments reserve to themselves the right, by simple exchange of diplomatic correspondence, to make such amendments in the present Convention as experience may show to be desirable.

Article 10.

The present Convention shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged as soon as possible.

Done in duplicate at Brussels, April 11, 1927.

(Signed) Maurice HERBETTE.

(Signed) E. VANDERVELDE.

N° 3310.

DANEMARK ET TURQUIE

Traité de conciliation, de règlement
judiciaire et d'arbitrage. Signé à
Genève, le 8 mars 1932.

DENMARK AND TURKEY

Treaty of Conciliation, Judicial Settle-
ment and Arbitration. Signed at
Geneva, March 8, 1932.

N° 3310. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE
ET D'ARBITRAGE ENTRE LE DANEMARK ET LA TURQUIE.
SIGNÉ A GENÈVE, LE 8 MARS 1932.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 28 décembre 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre le Danemark et la Turquie et de résoudre selon les principes les plus élevés du droit international public, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux Pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. le D^r Peter MUNCH, son ministre des Affaires étrangères ; et

SON EXCELLENCE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. le D^r Tevfik RÜSTÜ Bey, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges ou conflits de quelque nature qu'ils soient qui viendraient à s'élever entre le Danemark et la Turquie et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Tous les litiges entre les Hautes Parties contractantes, de quelque nature qu'ils soient, au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront pour jugement, soumis soit à la Cour permanente de Justice internationale soit à un tribunal arbitral.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 18 décembre 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3310. — TREATY² OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN DENMARK AND TURKEY. SIGNED AT GENEVA, MARCH 8, 1932.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place December 28, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, being desirous of strengthening the ties of friendship which exist between Denmark and Turkey, and settling, in accordance with the highest principles of international public law, any disputes which may arise between the two countries, have resolved to conclude a Treaty for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

Dr. Peter MUNCH, His Minister for Foreign Affairs ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Dr. Tewfik RÜSTÜ Bey, His Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to settle by pacific means, and in accordance with the methods contemplated in the present Treaty, all disputes or conflicts of any kind which may arise between Denmark and Turkey and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

All disputes of every kind between the High Contracting Parties with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights, and which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision either to the Permanent Court of International Justice or to an Arbitral Tribunal.

Disputes for the solution of which a special procedure is provided by other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in accordance with the provisions of those Conventions.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Copenhagen, December 18, 1933.

Article 3.

Avant la procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal arbitral, le différend pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation, à une Commission internationale permanente dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des Tribunaux nationaux, cette Partie pourra s'opposer à ce qu'elle soit soumise à la procédure prévue par le présent traité avant qu'un jugement définitif ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire compétente.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres. Les Parties contractantes nommeront, chacune, un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le président de la commission. Ces trois commissaires ne devront, ni être ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service. Ils devront être tous trois de nationalité différente.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la commission il n'est pas pourvu à son remplacement son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans, les Parties contractantes se réservent toutefois de transférer, à l'expiration du terme de trois ans, les fonctions du président à un autre des membres de la commission désigné en commun.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours, continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la Commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tous cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

Article 6.

La Commission permanente sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai, ou, en cas de remplacement dans les trois mois à compter de la vacance d'un siège, le Président de la Confédération suisse ou S. M. la Reine des Pays-Bas sera, à défaut d'autre entente, priée de procéder aux désignations nécessaires.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Article 3.

Before the procedure before the Permanent Court of International Justice or before the Arbitral Tribunal, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted for conciliation to a permanent international commission styled "The Permanent Conciliation Commission", constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

In the case of a dispute, the subject of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the jurisdiction of the national courts, that Party may require that the dispute be not submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a final judgment has been pronounced within a reasonable time by the competent judicial authority.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members. The Contracting Parties shall each nominate a commissioner of its own choosing, and appoint the three other commissioners by common agreement, and the President of the Commission from among them. These three commissioners may neither be nationals of the Contracting Parties nor be domiciled in their territory nor be in their service. They must all three be of different nationalities.

The commissioners shall be appointed for three years. If, on the expiry of the term of office of a member of the Commission, no provision has been made for his replacement, his term shall be deemed to be extended for a period of three years; however, the Contracting Parties reserve the right, on the expiry of the period of three years, to transfer the duties of President to another member of the Commission appointed by common agreement.

A member whose term expires while a case is proceeding shall continue to take part in the examination of the dispute until the proceedings are concluded, notwithstanding the fact that his successor may have been appointed.

In the event of the death or resignation of one of the members of the Conciliation Commission, the vacancy shall be filled for the rest of his term of office, if possible within the next three months, and in any case as soon as a dispute is submitted to the Commission.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months following the exchange of ratifications of the present Treaty.

If the nomination of the members to be appointed by common agreement should not have taken place within the said period or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the date when a seat falls vacant, the President of the Swiss Confederation or Her Majesty the Queen of the Netherlands shall, in the absence of an agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article 7.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement.

The request, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

Article 8.

Dans le délai de quinze jours à partir de la date où la commission aura été saisie du différend, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie ; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission.

Au cas où l'un des membres de la Commission de conciliation désigné en commun par les Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant qui siégera temporairement à sa place. Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai d'un mois à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 6 du présent traité.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ces travaux la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention de La Haye¹ du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la Commission de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 8.

Within fifteen days from the date on which the dispute was brought before the Commission, either Party may, for the examination of that particular dispute, replace the permanent member whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter. The Party desiring to avail itself of this right shall immediately inform the other Party. The latter shall be entitled to avail itself of the same right within fifteen days from the date on which it shall have received notification.

Each Party reserves the right immediately to nominate a deputy to replace temporarily the permanent member appointed by it, if the latter, owing to illness or any other circumstance, should be temporarily prevented from taking part in the Commission's work.

Should one of the members of the Conciliation Commission appointed jointly by the Contracting Parties be temporarily prevented from taking part in the Commission's work owing to illness or any other cause, the Parties shall agree on the appointment of a deputy who shall take his place for the time being. If no such deputy is appointed within one month of the date when the temporary vacancy occurred, the provisions of Article 6 of the present Treaty shall apply.

Article 9.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an arrangement, and, if need be, the terms of the arrangement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months of the date on which the Commission was first notified of the dispute.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

The Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 12.

The proceedings of the Conciliation Commission shall not be public, except when a contrary decision has been taken by the Commission, with the consent of the Parties.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par les conseils et experts nommés par elles à cet effet, et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

Article 15.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et en particulier à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition des témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Parties contractantes.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission, les indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

Article 17.

A défaut d'un arrangement portant le litige devant la Commission permanente de conciliation et, dans le cas d'un semblable arrangement à défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut¹, soit à un tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie de la demande de règlement judiciaire, chaque Partie pourra, après préavis d'un mois, porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; et vol. CXXXIV, page 392, de ce recueil.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission. They may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agent, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their respective Governments.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote. If the votes are equally divided, the President shall have the casting vote.

Article 15.

The Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal so that it may, within their territories and in accordance with their laws, summon and hear witnesses or experts, and visit the localities in question.

Article 16.

During the proceedings of the Conciliation Commission, each commissioner shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by agreement between the Contracting Parties.

Each Government shall pay its own expenses and shall contribute an equal share to the joint expenses of the Commission, the emoluments referred to in paragraph 1 being included in these joint expenses.

Article 17.

In the absence of an agreement to bring the dispute before the Permanent Conciliation Commission or — where there is such an agreement — in the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be submitted, by special agreement, either to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure defined in the Statute¹ of the Court, or to an Arbitral Tribunal under the conditions and according to the procedure defined in the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the special agreement has not been drawn up within three months from the date on which one of the Parties received the request for a judicial settlement, either Party may, after a month's notice, bring the dispute direct before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Col. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; and Vol. CXXXIV, page 392, of this Series.

Article 18.

Toutes les questions sur lesquelles les gouvernements des deux Hautes Parties contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de Conciliation.

La procédure prévue par les articles 7 à 16 du présent traité sera applicable.

A défaut d'accord entre les Parties, sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura toutefois la faculté de soumettre directement, après préavis d'un mois, la question à ladite commission.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 19.

Si les Parties n'ont pu être conciliées, le conflit sera, à la requête de l'une ou l'autre des Parties soumis pour décision à un Tribunal arbitral ayant le pouvoir de statuer *ex aequo et bono*, en tant qu'une règle de droit international ne peut lui être appliquée.

Ce tribunal sera, s'il n'en est convenu autrement, composé de cinq membres désignés suivant la méthode prévue aux articles 5 et 6 du présent traité pour la constitution de la Commission de conciliation. Le tribunal devra être constitué dans les six mois qui suivront la demande d'arbitrage.

La décision du Tribunal arbitral sera obligatoire pour les Parties.

Article 20.

Lorsqu'il y aura lieu à arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure dans les six mois qui suivront la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du conflit ainsi que les modalités de la procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, l'une ou l'autre des Parties aura le droit de saisir le tribunal par voie de simple requête. Dans ce cas, le Tribunal arbitral réglera lui-même la procédure.

Article 21.

Les dispositions du présent traité ne s'appliquent pas aux différends qui, de l'avis de l'une des Parties, relèvent d'après les principes du Droit international, exclusivement de sa souveraineté ou rentrent d'après les traités en vigueur entre elles, dans sa compétence exclusive.

Toutefois, l'autre Partie pourra recourir à la Cour permanente de Justice internationale pour faire décider cette question préalable.

Article 22.

Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable à l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou à l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la sentence du Tribunal arbitral.

Article 23.

Si la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une autorité judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties

Article 18.

All questions on which the Governments of the two High Contracting Parties may differ without being able to reach an amicable solution by means of the normal methods of diplomacy, and which cannot be submitted for decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which no procedure has been provided by any treaty or convention in force between the Parties, shall be referred to the Permanent Conciliation Commission.

The procedure laid down in Articles 7 to 16 of the present Treaty shall be applicable.

Failing an agreement between the Parties as to the request to be submitted addressed to the Commission, either Party shall be entitled to submit the question direct to the Commission on the expiry of one month's notice.

Should the request be preferred by one Party only, such Party shall notify such request forthwith to the other Party.

Article 19.

If the Parties cannot be brought to an agreement, the dispute shall, at the request of either Party, be submitted for decision to an Arbitral Tribunal, which shall have power to render a decision *ex aequo et bono* in so far as there exists no rule of international law applicable to the dispute.

This Tribunal shall, unless otherwise agreed, be composed of five members, appointed according to the method laid down in Articles 5 and 6 of the present Treaty for the constitution of the Conciliation Committee. The Tribunal shall be constituted within six months from the date of the application for arbitration.

The decision of the Arbitral Tribunal shall be binding upon the Parties.

Article 20.

Should recourse be had to arbitration, the Contracting Parties undertake to conclude, within six months from the date of the request for arbitration, a special agreement concerning the subject of the dispute and the methods of procedure.

If this agreement cannot be concluded within the specified time either Party shall be entitled to submit the question direct to the Tribunal by a simple application. In such case the Arbitral Tribunal shall itself determine the procedure.

Article 21.

The provisions of the present Treaty shall not apply to disputes which, in the opinion of one of the Parties, fall, according to the principles of international law, exclusively within the scope of its sovereign right; or, in accordance with the treaties in force between them, solely within its domestic jurisdiction.

Nevertheless, the other Party may have recourse to the Permanent Court of International Justice in order to obtain a decision on this preliminary question.

Article 22.

During the course of conciliation, judicial or arbitration proceedings, the Contracting Parties shall abstain from all measures which might prejudicially affect the acceptance of the Conciliation Commission's proposals, or the execution of the decision of the Permanent Court of International Justice, or the award of the Arbitral Tribunal.

Article 23.

If the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal holds that a decision of a judicial or other authority of one of the Contracting Parties is wholly or in part contrary to

contractantes, se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas, ou ne permettait qu'imparfaitement, d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la Partie lésée.

Article 24.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

Article 25.

Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Copenhague dans le plus bref délai possible.

Article 26.

Le présent traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à partir de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai il sera considéré comme renouvelé pour une autre période de dix années, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure de conciliation, de règlement judiciaire ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Genève, en double exemplaire, le 8 mars 1932.

(L. S.) P. MUNCH.

(L. S.) Dr T. RÜSTÜ.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 23 décembre 1933.

Georg Cohn.

international law, and if the constitutional law of that Party does not permit, or only partly permits, the consequences of the decision in question to be annulled by administrative action, the judicial decision or arbitral award shall determine the nature and extent of the reparation to be made to the injured party.

Article 24.

Disputes arising as to the interpretation or execution of the present Treaty shall, failing agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by a simple application.

Article 25.

The present Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Copenhagen as soon as possible.

Article 26.

The present Treaty shall come into force on the date of the exchange of ratifications, and shall remain valid for ten years from the date on which it comes into force. Unless it shall have been denounced six months before the expiry of this period, it shall be deemed to be renewed for a further period of ten years, and so on, for successive periods.

If, at the date on which the present Treaty expires, conciliation, judicial, or arbitration proceedings are pending, they shall be continued to their conclusion.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty, and have thereto affixed their seals.

Done at Geneva, in duplicate, on March 8, 1932.

(L. S.) P. MUNCH.

(L. S.) Dr. T. RÜSTÜ.

N° 3311.

PAYS-BAS ET TURQUIE

Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation. Signé à Genève, le 16 avril 1932.

**THE NETHERLANDS
AND TURKEY**

Treaty of Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation. Signed at Geneva, April 16, 1932.

N° 33II. — TRAITÉ¹ DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE, D'ARBITRAGE
ET DE CONCILIATION, ENTRE LES PAYS-BAS ET LA TURQUIE.
SIGNÉ A GENÈVE, LE 16 AVRIL 1932.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 28 décembre 1933.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS
et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE,

Animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les Pays-Bas et la Turquie et de favoriser le règlement pacifique, dans tous les cas, des différends et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à diviser les deux pays,

Ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Son Excellence Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE :

Son Excellence le Docteur Tevfik RÜSTÜ Bey, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à ne rechercher, dans aucun cas, autrement que par voie pacifique, le règlement des litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre la Turquie et les Pays-Bas, et qui n'auraient pu être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Tous les litiges, de quelque nature qu'ils soient, ayant pour objet un droit allégué par une des Hautes Parties contractantes et contesté par l'autre, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un Tribunal arbitral, ainsi qu'il est prévu ci-après. Il est entendu que les litiges ci-dessus visés comprennent notamment ceux relatifs à l'interprétation d'un traité,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Ankara, le 4 novembre 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3311. — TREATY² OF JUDICIAL SETTLEMENT, ARBITRATION AND CONCILIATION, BETWEEN THE NETHERLANDS AND TURKEY. SIGNED AT GENEVA, APRIL 16, 1932.

French official text communicated by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Treaty took place December 28, 1933.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS,
and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC,

Being desirous of strengthening the ties of friendship between the Netherlands and Turkey and of promoting in all cases the pacific settlement of disputes or conflicts of whatever nature that may arise between the two countries,

Have resolved to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

His Excellency Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency Dr. Tefvik RÜSTÜ Bey, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake that in no case will they seek, otherwise than by pacific means, the settlement of disputes or conflicts, of whatever nature they may be, which may arise between Turkey and the Netherlands and which it may have been impossible to settle in a reasonable time by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

All disputes of every kind relating to a right asserted by one of the High Contracting Parties and contested by the other, which it has not been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision either to the Permanent Court of International Justice or to an Arbitral Tribunal, as laid down hereinafter. It is agreed that the disputes referred to above shall include in particular those relating to the interpretation of a treaty, to any point of

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Ankara, November 4, 1933.

à tout point de droit international, à la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international, ou à l'étendue, ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale et avant toute procédure arbitrale, le litige pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

Si, dans le cas d'un des litiges visés à l'article 2, les deux Parties n'ont pas eu recours à la Commission permanente de conciliation ou si celle-ci n'a pas réussi à concilier les Parties, le litige sera soumis d'un commun accord par voie de compromis soit à la Cour permanente de Justice internationale qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut¹, soit à un Tribunal arbitral qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention² de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le choix de la juridiction, sur les termes du compromis ou, en cas de procédure arbitrale, sur la désignation des arbitres, l'une ou l'autre d'entre elles, après un préavis d'un mois, aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le litige devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne pourra être soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 6.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée, une satisfaction équitable.

Article 7.

Toutes questions sur lesquelles les Hautes Parties contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, questions dont la solution ne

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; et vol. CXXXIV, page 392, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

international law or to the existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international undertaking, or to the extent or nature of the reparation due for such breach.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

Article 3.

Before recourse is had to procedure before the Permanent Court of International Justice or to arbitration, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted for purposes of conciliation to a permanent international commission, styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

If, in the case of one of the disputes referred to in Article 2, the two Parties have not had recourse to the Permanent Conciliation Commission or if the latter has failed to bring the Parties to an agreement, the dispute shall by common consent be submitted, by means of a special agreement, either to the Permanent Court of International Justice, which shall decide under the conditions and in accordance with the procedure laid down in its Statute¹, or to an Arbitral Tribunal, which shall decide under the conditions and in accordance with the procedure laid down in the Hague Convention² of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Failing agreement between the Parties as to the choice of jurisdiction, the terms of the special agreement or, in the case of arbitration procedure, the choice of the arbitrators, either Party shall, after giving one month's notice, be entitled to lay the dispute, by means of an application, directly before the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

In the case of a dispute the subject of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, the dispute may not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a final judgment has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 6.

If in a judicial decision or arbitral award it is declared that a decision given or a measure enjoined by a judicial authority or any other authority of one of the Parties to the dispute is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the decision or measure in question to be annulled, the Parties agree that the judicial decision or arbitral award shall grant the injured Party equitable satisfaction.

Article 7.

All questions on which the High Contracting Parties shall differ without being able to reach an amicable solution by the normal methods of diplomacy, questions the settlement of which

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; and Vol. CXXXIV, page 392, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité, et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou une convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et, dans tous les cas, de leur présenter un rapport.

À défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après un préavis d'un mois, la question à ladite commission.

Dans tous les cas, s'il y a contestation entre les Parties sur la question de savoir si le différend a ou non la nature d'un litige visé dans l'article 2 et susceptible de ce chef d'être résolu par un jugement, cette contestation sera, préalablement à toute procédure devant la Commission permanente de conciliation, soumise à la décision de la Cour permanente de Justice internationale, d'accord entre les Hautes Parties contractantes ou, à défaut d'accord, à la requête de l'une d'entre elles.

Article 8.

La Commission permanente de conciliation prévue par le présent traité sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu aussi rapidement que possible et dans un délai qui ne devra pas excéder trois mois aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou de quelque empêchement permanent ou temporaire en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Confédération suisse serait, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 10.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président dans les conditions prévues, selon les cas, par les articles 3 et 7.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 11.

Dans un délai de quinze jours à compter de la date où l'une des Hautes Parties contractantes aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des

cannot be sought by a judicial decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which no procedure has been laid down in any treaty or convention in force between the Parties, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission, whose duty it shall be to propose to the Parties an acceptable solution, and in any case to present a report to them.

Failing agreement between the Parties as to the application to be made to the Commission, either Party shall, on giving one month's notice, be entitled to submit the question direct to the said Commission.

In all cases, if there is disagreement between the Parties as to whether a dispute is or is not a dispute of the character referred to in Article 2 and therefore capable of being settled by a judicial decision or award, such disagreement shall, prior to any procedure before the Permanent Conciliation Commission, be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice, by agreement between the High Contracting Parties, or failing agreement, on the application of either Party.

Article 8.

The Permanent Conciliation Commission provided for in the present Treaty shall be composed of five members, who shall be appointed as follows, that is to say: the High Contracting Parties shall each appoint a Commissioner, chosen from among their respective nationals, and shall by joint agreement appoint the other three Commissioners from among the nationals of third Powers; those three Commissioners must be of different nationalities, and the High Contracting Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

The Commissioners are appointed for three years and their term of office is renewable. They shall remain in office until their replacement, and in any case until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their term of office.

Vacancies occurring as a result of death, resignation or any other permanent or temporary cause, shall be filled within the shortest possible time, and in any case within three months, in the manner fixed for the appointments.

Article 9.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months from the exchange of the ratifications of the present Treaty.

If the appointment of the members to be designated by joint agreement should not have been made within the said period, or, in the case of the filling of vacancies, within three months from the time when the seat falls vacant, the President of the Swiss Confederation shall, in the absence of any other agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article 10.

Disputes shall be brought before the Permanent Conciliation Commission by means of an application addressed to the President under the conditions laid down, as the case may be, in Articles 3 and 7.

The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the application emanates from one only of the Parties, notification thereof shall be given without delay by that Party to the other Party.

Article 11.

Within fifteen days from the date on which one of the High Contracting Parties shall have brought a dispute before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the

Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en ferait immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de 15 jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 12.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cet effet toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable, et, s'il y a lieu, leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un rapport qui en constatera le résultat et dont un exemplaire sera remis à chacune des Parties.

Les Parties ne seront jamais liées par les considérations de fait, de droit ou autres auxquelles la commission se sera arrêtée.

Sous réserve de la disposition de l'article 7, alinéa 3, les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 13.

A moins de stipulations spéciales contraires, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 14.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 15.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas publier le résultat des travaux de la commission sans s'être préalablement consultées.

Article 16.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

examination of the particular dispute, replace its own Commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party; the latter shall in such case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which the notification reaches it.

Article 12.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it and, if necessary, lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a report stating the result thereof, and a copy of this report shall be delivered to each Party.

The Parties shall never be bound by the considerations of fact or law or any other considerations accepted by the Commission.

Subject to the provisions of Article 7, paragraph 3, the proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the dispute shall have been laid before the Commission.

Article 13.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 14.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of any agreement between the Parties to the contrary, at the place selected by its President.

Article 15.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall be private, unless the Commission, with the consent of the Parties, decides otherwise.

The High Contracting Parties undertake not to publish the results of the Commission's work without previously consulting one other.

Article 16.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Government.

Article 17.

Sauf dispositions contraires du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La commission ne pourra prendre de décision portant sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoqués et si au moins tous les membres choisis en commun sont présents.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à assurer à celle-ci l'assistance de leurs autorités compétentes, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles et à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la commission de procéder sur leur territoire à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 19.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale.

Article 20.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut ou, selon le cas, le Tribunal arbitral, indiqueront dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises ; la Commission permanente de conciliation pourra, s'il y a lieu, agir de même après entente entre les Parties.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements qui seraient proposés par la Commission permanente de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 21.

Le présent traité reste applicable entre les Hautes Parties contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 22.

Si quelque contestation venait à surgir entre les Hautes Parties contractantes relativement à l'interprétation du présent traité, cette contestation serait portée devant la Cour permanente de Justice internationale, suivant la procédure prévue dans l'article 4, alinéa 2.

Article 23.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Ankara aussitôt que faire se pourra.

Article 17.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

The Commission may not take any decision relating to the substance of the dispute unless all the members have been duly convened and at least all the members appointed jointly are present.

Article 18.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission and, in particular, to ensure it the assistance of their competent authorities, to supply it, to the fullest possible extent, with all relevant documents and information, and to take the necessary steps to allow the Commission to proceed in their territories to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit localities in order to carry out enquiries on the spot.

Article 19.

During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission, each Commissioner shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, each of which shall contribute an equal share.

Article 20.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute or, according to the circumstances, the Arbitral Tribunal, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted; the Permanent Conciliation Commission may, if necessary, act in the same way after agreement between the Parties.

Each of the High Contracting Parties undertakes to refrain from all measures likely to affect prejudicially the execution of the decision or the arrangements proposed by the Permanent Conciliation Commission and, in general, to refrain from any act whatsoever that might aggravate or extend the dispute.

Article 21.

The present Treaty shall continue to be applicable between the High Contracting Parties, even when other Powers are also interested in the dispute.

Article 22.

Should any dispute arise between the High Contracting Parties concerning the interpretation of the present Treaty, such dispute shall be brought before the Permanent Court of International Justice in accordance with the procedure laid down in Article 4, paragraph 2.

Article 23.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Ankara as soon as possible.

Article 24.

Le présent traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal d'arbitrage, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Genève, en double exemplaire, le 16 avril 1932.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) Dr T. RÜSTÜ.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général du
Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

Article 24.

The present Treaty shall enter into force as soon as the ratifications have been exchanged and shall remain in force for a period of ten years as from its entry into force. If it has not been denounced six months before the expiry of this period, it shall be deemed to be renewed by tacit agreement for a further period of five years, and similarly thereafter.

If, on the expiry of the present Treaty, any proceedings whatsoever in virtue of this Treaty are pending before the Permanent Conciliation Commission, the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal, such proceedings shall be continued until they are duly completed.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Geneva, in duplicate, on April 16, 1932.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) Dr. T. RÜSTÜ.

**DANEMARK
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Echange de notes comportant un accord sur le dédouanement, à l'importation en Tchécoslovaquie, des conserves de flétan bouilli, originaires et en provenance de Danemark. Prague, le 4 juillet 1932.

**DENMARK
AND CZECHOSLOVAKIA**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Clearance through the Customs, on Importation into Czechoslovakia, of Preserved Boiled Halibut of Danish Origin or coming from Denmark. Prague, July 4, 1932.

N^o 3312. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET TCHÉCOSLOVAQUE COMPORTANT UN ACCORD SUR LE DÉDOUANEMENT, A L'IMPORTATION EN TCHÉCOSLOVAQUIE, DES CONSERVES DE FLÉTAN BOUILLI, ORIGINAIRES ET EN PROVENANCE DE DANEMARK. PRAGUE, LE 4 JUILLET 1932.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 28 décembre 1933.

I.

PRAHA, le 4 juillet 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Répondant à votre désir concernant la question du dédouanement de conserves de poissons danois, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement tchécoslovaque, animé du vif désir d'étendre les relations économiques réciproques entre nos deux pays, est prêt à dédouaner, à l'importation en Tchécoslovaquie, sous le N^o ex 131 du tarif douanier tchécoslovaque au taux de 360 couronnes tchécoslovaques les 100 kilogrammes, les conserves de flétan (*Helleflynder*, *hippoglossus maximus*) bouilli, originaires et en provenance de Danemark, contenues dans des boîtes hermétiquement fermées, à condition que les envois de marchandises en question soient accompagnés du certificat émanant des autorités compétentes du pays d'origine et déclarant que les boîtes renferment du flétan bouilli.

Il est convenu que l'autorité compétente habilitée à cet égard sera la Société « Kongelig Grønlandske Handel ».

Cet arrangement doit être approuvé en Tchécoslovaquie conformément aux dispositions de sa législation et entrera en vigueur le jour de la notification de son approbation au Gouvernement de Danemark.

Cet arrangement aura la même durée que l'Arrangement² provisoire entre le Royaume de Danemark et la République tchécoslovaque du 18 avril 1925 dont il dépend.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Pour le Ministre :

(Signé) D. K. KROFTA.

A Son Excellence

M. Niels J. W. Høst,

Envoyé extraordinaire et

Ministre plénipotentiaire de Danemark
à Praha.

¹ L'accord est entré en vigueur le 2 mai 1933, date à laquelle le Gouvernement danois a reçu la notification de la ratification du Gouvernement tchécoslovaque.

² Vol. XXIII, page 139 ; vol. XXXI, page 253 ; vol. XXXV, page 304 ; vol. XLV, page 112 ; et vol. LXXXVIII, page 301, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3312. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE DANISH AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS, ON IMPORTATION INTO CZECHOSLOVAKIA, OF PRESERVED BOILED HALIBUT OF DANISH ORIGIN OR COMING FROM DENMARK. PRAGUE, JULY 4, 1932.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place December 28, 1933.

I.

PRAGUE, July 4, 1932.

SIR,

In deference to your wishes regarding the question of the clearance through the Customs of Danish fish preserves, I have the honour to inform you that the Czechoslovak Government, being keenly desirous of developing economic relations between our two countries, is prepared to clear through the Customs on import into Czechoslovakia preserves of boiled halibut (*Helleflynder*, *hippoglossus maximus*) produced in and directly exported from Denmark, and packed in hermetically sealed tins, under No. ex 131 of the Czechoslovak Customs tariff at the rate of 360 Czechoslovak crowns per 100 kg., provided always that consignments of such goods are accompanied by a certificate issued by the competent authorities in the country of origin to the effect that the tins actually contain boiled halibut.

It is agreed that the authority competent to act in this respect shall be the "Kongelig Grønlandske Handel" Company.

The present Agreement shall be approved in Czechoslovakia in the manner prescribed by law and shall come into force on the date of the notification of such approval to the Government of Denmark.

The present Agreement shall remain in force for the same period as the provisional Agreement³ between the Kingdom of Denmark and the Czechoslovak Republic of April 18, 1925, to which it is supplementary.

I have the honour to be, etc.

For and on behalf of the Minister :

(Signed) D. K. KROFTA.

To His Excellency,
Monsieur Niels J. W. Høst,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Denmark
at Prague.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The Agreement came into force on May 2, 1933, date on which the Danish Government received notification of the Czechoslovak ratification.

³ Vol. XXIII, page 139 ; Vol. XXXI, page 253 ; Vol. XXXV, page 305 ; Vol. XLV, page 112 ; and Vol. LXXXVIII, page 301, of this Series.

II.

LÉGATION DE DANEMARK.
PRAGUE.

PRAHA, le 4 juillet 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En vous accusant réception de votre lettre en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous communiquer que j'ai pris acte, au nom du Gouvernement Royal de Danemark, que le Gouvernement tchécoslovaque animé du vif désir d'étendre les relations économiques réciproques entre nos deux pays, est prêt à dédouaner, à l'importation en Tchécoslovaquie, sous le numéro ex 131 du tarif douanier tchécoslovaque au taux de 360 couronnes tchécoslovaques les 100 kilogrammes, les conserves de flétan (*Helleflynder, hippoglossus maximus*) bouilli, originaires et en provenance de Danemark, contenues dans des boîtes hermétiquement fermées, à condition que les envois de marchandises en question soient accompagnés du certificat émanant des autorités compétentes du pays d'origine et déclarant que les boîtes renferment du flétan bouilli.

Il est convenu que l'autorité compétente habilitée à cet égard sera la société « Kongelig Grønlandske Handel ».

Cet arrangement doit être approuvé en Tchécoslovaquie conformément aux dispositions de sa législation et entrera en vigueur le jour de la notification de son approbation au Gouvernement de Danemark.

Cet arrangement aura la même durée que l'Arrangement provisoire entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Danemark du 18 avril 1925 dont il dépend.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

(Signé) N. HØST.

Son Excellence

M. le Ministre Dr E. Beneš,
Ministère des Affaires étrangères.

La conformité des notes citées ci-dessus avec les originaux
est certifiée.

H. A. Bernhoft.

Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

II.

DANISH LEGATION.

PRAGUE, July 4, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of to-day's date and to inform your Excellency that I have duly noted on behalf of the Royal Government of Denmark that the Czechoslovak Government, being keenly desirous of developing economic relations between our two countries, is prepared to clear through the Customs on import into Czechoslovakia preserves of boiled halibut (*Helleflynder*, *hippoglossus maximus*) produced in and directly exported from Denmark, and packed in hermetically sealed tins, under No. ex 131 of the Czechoslovak Customs tariff at the rate of 360 Czechoslovak crowns per 100 kg., provided always that consignments of such goods are accompanied by a certificate issued by the competent authorities in the country of origin to the effect that the tins actually contain boiled halibut.

It is agreed that the authority competent to act in this respect shall be the "Kongelig Grønlandske Handel" Company.

The present Agreement is to be approved in Czechoslovakia in the manner prescribed by law and shall come into force on the date of the notification of such approval to the Government of Denmark.

The present Agreement shall remain in force for the same period as the provisional Agreement between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Denmark of April 18, 1925, to which it is supplementary.

I have the honour to be, etc.

(Signed) N. HøST.

To His Excellency,

Dr. E. Beneš,

Minister for Foreign Affairs.

N° 3313.

ALLEMAGNE, AUTRICHE,
BELGIQUE,
BRÉSIL, COLOMBIE, etc.

Convention portant loi uniforme sur
les lettres de change et billets à
ordre, avec annexes et protocole.
Signés à Genève, le 7 juin 1930.

GERMANY, AUSTRIA,
BELGIUM,
BRAZIL, COLOMBIA, etc.

Convention providing a Uniform
Law for Bills of Exchange and
Promissory Notes, with Annexes
and Protocol. Signed at Geneva,
June 7, 1930.

N° 3313. — CONVENTION¹ PORTANT LOI UNIFORME SUR LES LETTRES DE CHANGE ET BILLETS A ORDRE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 7 JUIN 1930.

Textes officiels français et anglais. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son article XI, le 1^{er} janvier 1934, jour de son entrée en vigueur.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'EQUATEUR ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA

¹ *Dépôt des ratifications à Genève :*

GRÈCE 31 août 1931.

Sous les réserves suivantes relatives à l'annexe II :

Article 8 : Alinéas 1 et 3.

Article 9 : En ce qui concerne les lettres de change payables à jour fixe ou à un certain délai de date ou de vue.

Article 13.

Article 15 : a) Action contre le tireur ou l'endosseur qui se serait enrichi injustement ;

b) Même action contre l'accepteur qui se serait enrichi injustement ;

« Cette action se prescrit par cinq ans à compter de la date de la lettre de change. »

Article 17 : Seront appliquées les dispositions de la législation hellénique concernant les prescriptions à court délai.

Article 20 : Les réserves susvisées s'appliquent également au billet à ordre.

DANEMARK 27 juillet 1932.

L'engagement du Gouvernement du Roi à introduire au Danemark la loi uniforme formant l'annexe I à cette convention est subordonné aux réserves visées aux articles 10, 14, 15, 17, 18 et 20 de l'annexe II à ladite convention.

Le Gouvernement du Roi, par son acceptation de cette convention n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland.

NORVÈGE 27 juillet 1932.

Cette ratification est subordonnée aux réserves que mentionnent les articles 14 et 20 de l'annexe II à la convention, et le Gouvernement royal de Norvège se réserve, en même temps, de se prévaloir du droit accordé à chacune des Hautes Parties contractantes par les articles 10, 15, 17 et 18 de ladite annexe de légiférer sur les matières y mentionnées.

SUÈDE 27 juillet 1932.

Cette ratification est subordonnée aux réserves que mentionnent les articles 14 et 20 de l'annexe II à la convention, et en outre, le Gouvernement

No. 3313. — CONVENTION¹ PROVIDING A UNIFORM LAW FOR BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES. SIGNED AT GENEVA, JUNE 7, 1930.

Official texts in French and English. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance, with its Article XI, on January 1, 1934, the date of its entry into force.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH ; THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR ; HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN ;

¹ *Deposit of ratification in Geneva :*

GREECE August 31, 1931.

Subject to the following reservations with regard to Annex II :

Article 8 : Paragraphs 1 and 3.

Article 9 : As regards bills payable at a fixed date, or at a fixed period after date or after sight.

Article 13.

Article 15 : (a) Proceedings against a drawer or endorser who has made an inequitable gain ;

(b) Same proceedings against an acceptor who has made an inequitable gain.

" These proceedings shall be taken within a period of five years counting from the date of the bill of exchange ".

Article 17 : The provisions of Greek law relating to short-term limitations shall apply.

Article 20 : The above-mentioned reservations apply equally to promissory notes. *

DENMARK July 27, 1932.

The undertaking by the Government of the King to introduce in Denmark the Uniform Law forming Annex I to this Convention is subject to the reservations referred to in Articles 10, 14, 15, 17, 18 and 20 of Annex II of the said Convention.

The Government of the King, by its acceptance of this Convention, does not intend to assume any obligations as regards Greenland. *

NORWAY July 27, 1932.

This ratification is subject to the reservations mentioned in Articles 14 and 20 of Annex II to the Convention, and the Royal Norwegian Government reserves the right, at the same time, to avail itself of the right granted to each of the High Contracting Parties by Articles 10, 15, 17 and 18 of the said Annex to legislate on the matters referred to therein. *

SWEDEN July 27, 1932.

This ratification is subject to the reservations mentioned in Articles 14 and 20 of Annex II of the Convention, and the Royal Swedish Government

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON ; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG ; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE,

Suite de la note page 258 :

royal de Suède a fait usage du droit accordé aux Hautes Parties contractantes par les articles 10, 15 et 17 de ladite annexe de légiférer sur les matières y mentionnées.

PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe) 20 août 1932.

Cette ratification est subordonnée aux réserves mentionnées à l'annexe II de la convention.

SUISSE 26 août 1932.

Cette ratification est donnée sous réserve des articles 2, 6, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 de l'annexe II.

Elle ne sortira ses effets qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques.

AUTRICHE 31 août 1932.

Cette ratification est subordonnée aux réserves visées aux articles 6, 10, 14, 15, 17 et 20 de l'annexe II à cette convention.

BELGIQUE 31 août 1932.

Cette ratification est subordonnée à l'usage des facultés prévues aux articles 1, 2, 3, 4, 5, 8, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17 et 20 de l'annexe II à cette convention. En ce qui concerne le Congo belge et le Ruanda-Urundi, le Gouvernement belge entend se réserver l'usage de toutes les facultés prévues dans l'annexe en question, à l'exception de celle stipulée à l'article 21.

FINLANDE 31 août 1932.

Cette ratification est subordonnée aux réserves que mentionnent les articles 14 et 20 de l'annexe II à cette convention. En outre, la Finlande a fait usage du droit accordé aux Hautes Parties contractantes par les articles 15, 17 et 18 de ladite annexe, de légiférer sur les matières y mentionnées.

ITALIE 31 août 1932.

Le Gouvernement italien se réserve de se prévaloir de la faculté prévue aux articles 2, 8, 10, 13, 15, 16, 17, 19 et 20 de l'annexe II à cette convention.

JAPON 31 août 1932.

Cette ratification est donnée sous réserve du bénéfice des dispositions mentionnées à l'annexe II à cette convention, par application de l'alinéa 2 de l'article premier.

ALLEMAGNE 3 octobre 1933.

Cette ratification est donnée sous les réserves prévues aux articles 6, 10, 13, 14, 15, 17, 19 et 20 de l'annexe II de la convention.

PORTUGAL 8 juin 1934.

Cette ratification est donnée sous la réserve que les dispositions de la convention ne s'appliquent pas au territoire colonial portugais.

Adhésion :

MONACO 25 janvier 1934.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC ; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN ; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG ; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN ; THE SWISS FEDERAL COUNCIL ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA,

Continuation of the Note, page 259.

has availed itself of the right granted to the High Contracting Parties by Articles 10, 15 and 17 of the said Annex to legislate on the matters referred to therein. *

THE NETHERLANDS (for the Kingdom in Europe) August 20, 1932.

This ratification is subject to the reservations mentioned in Annex II of the Convention. *

SWITZERLAND August 26, 1932.

This ratification is given subject to the reservations mentioned in Articles 2, 6, 14, 15, 16, 17, 18 and 19 of Annex II.

It will take effect only after the adoption of a law revising Sections XXIV to XXXIII of the Federal Code of Obligations or, if necessary, of a special law regarding bills of exchange, promissory notes and cheques. *

AUSTRIA August 31, 1932.

This ratification is given subject to the reservations mentioned in Articles 6, 10, 14, 15, 17 and 20 of Annex II to this Convention. *

BELGIUM August 31, 1932.

This ratification is subject to the utilisation of the rights provided in Articles 1, 2, 3, 4, 5, 8, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17 and 20 of Annex II to this Convention. As regards the Belgian Congo and Ruanda-Urundi, the Belgian Government intends to reserve all the rights provided in the Annex in question, with the exception of the right mentioned in Article 21 of that Annex. *

FINLAND August 31, 1932.

This ratification is subject to the reservations mentioned in Articles 14 and 20 of Annex II to this Convention, and Finland has availed itself of the right granted to the High Contracting Parties by Articles 15, 17 and 18 of the said Annex, to legislate on the matters referred to therein. *

ITALY August 31, 1932.

The Italian Government reserves the right to avail itself of the right granted in Articles 2, 8, 10, 13, 15, 16, 17, 19 and 20 of Annex II to this Convention. *

JAPAN August 31, 1932.

This ratification is given subject to the right referred to in the provisions mentioned in Annex II to this Convention, in virtue of Article 1, paragraph 2. *

GERMANY October 3, 1933

This ratification is given subject to the reservations mentioned in Articles 6, 10, 13, 14, 15, 17, 19 and 20 of Annex II of the Convention. *

PORTUGAL June 8, 1934.

This ratification is given subject to the reservation that the provisions of the Convention do not apply to the colonial territory of Portugal. *

Accession :

MONACO January 25, 1934.

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Désireux de prévenir les difficultés auxquelles donne lieu la diversité des législations des pays où les lettres de change sont appelées à circuler, et de donner ainsi plus de sécurité et de rapidité aux relations du commerce international,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Leo QUASSOWSKI, conseiller ministériel au Ministère de la Justice du Reich ;
Le docteur Erich ALBRECHT, conseiller de Légation au Ministère des Affaires étrangères du Reich ;
Le docteur Fritz ULLMANN, juge au Tribunal de Berlin.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le docteur Guido STROBELE, conseiller ministériel au Ministère fédéral de la Justice.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Le vicomte POULLET, ministre d'Etat, membre de la Chambre des Représentants ;
M. J. DE LA VALLÉE POUSSIN, secrétaire général du Ministère des Sciences et des Arts.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

M. Deoclecio DE CAMPOS, attaché commercial à Rome, ancien professeur à la Faculté de droit de Para.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

M. A. José RESTREPO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK :

M. Axel HELPER, conseiller ministériel au ministère du Commerce et de l'Industrie ;
M. Valdemar EIGTVED, directeur de la « Privatbanken » à Copenhague.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

M. Józef SUŁKOWSKI, professeur à l'Université de Poznan, membre de la Commission de codification de Pologne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'EQUATEUR :

Le docteur Alejandro GASTELÚ, vice-consul à Genève.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Le docteur Juan GÓMEZ MONTEJO, chef de section du Corps des juristes du Ministère de la Justice.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Filip GRÖNVALL, conseiller d'Etat, membre de la Haute Cour administrative de Helsinki.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. L. J. PERCEROU, professeur à la Faculté de droit de Paris.

Being desirous of avoiding the difficulties caused by differences in the laws of countries in which bills of exchange circulate, and of thus giving more security and stimulus to international trade relations,

Have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Leo QUASSOWSKI, Ministerial Counsellor in the Reich Ministry of Justice ;
Dr. Erich ALBRECHT, Counsellor of Legation in the Reich Ministry for Foreign Affairs ;

Dr. Fritz ULLMANN, Judge at the Court of Berlin.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Guido STROBELE, Ministerial Counsellor in the Federal Ministry of Justice.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Viscount POULLET, Minister of State, Member of the House of Representatives ;
M. J. DE LA VALLÉE POUSSIN, Secretary-General of the Ministry of Science and Arts.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

M. Deoclecio DE CAMPOS, Commercial Attaché at Rome, formerly Professor in the Faculty of Law of Para.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

M. A. José RESTREPO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK :

M. Axel HELPER, Ministerial Counsellor in the Ministry of Commerce and Industry ;
M. Valdemar EIGTVED, General Manager of the "Privatbanken", Copenhagen.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG :

M. Józef SUŁKOWSKI, Professor at the University of Poznan, Member in the Polish Codification Commission.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR :

Dr. Alejandro GASTELÚ, Vice-Consul at Geneva.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

Dr. Juan GÓMEZ MONTEJO, Head of Section of the Corps of Jurists in the Ministry of Justice.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Filip GRÖNVALL, Counsellor of State, Member of the Higher Administrative Court at Helsinki.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. L. J. PERCEROU, Professor in the Faculty of Law of Paris.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. R. RAPHAËL, délégué permanent auprès de la Société des Nations, chargé d'affaires à Berne.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. Zoltán BARANYAI, chargé d'affaires a. i. de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Amedeo GIANNINI, conseiller d'Etat, ministre plénipotentiaire.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Morie OHNO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président fédéral de la République d'Autriche ;
M. Tetsukichi SHIMADA, juge à la Cour de Cassation de Tokio.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Ch. G. VERMAIRE, consul à Genève.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. C. Stub HOLMBOE, avocat.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le docteur W. L. P. A. MOLENGRAAFF, professeur émérite de l'Université d'Utrecht.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU :

M. José Maria BARRETO, chef du bureau permanent du Pérou auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Józef SUŁKOWSKI, professeur à l'Université de Poznan, membre de la Commission de codification de Pologne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Le docteur José CAEIRO DA MATTA, recteur de l'Université de Lisbonne, professeur à la Faculté de droit, directeur de la Banque de Portugal.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Le baron E. MARKS VON WÜRTEMBERG, président de la Cour d'Appel de Stockholm, ancien ministre des Affaires étrangères ;
M. Birger EKEBERG, président de la commission de législation civile, ancien ministre de la Justice, ancien membre de la Cour Suprême.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. R. RAPHAËL, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Chargé d'Affaires at Berne.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Zoltán BARANYAI, Chargé d'Affaires *a. i.* of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Amedeo GIANNINI, Counsellor of State, Minister Plenipotentiary.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

M. Morie OHNO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Federal President of the Austrian Republic ;
M. Tetsukichi SHIMADA, Judge at the " Cour de Cassation " of Tokio.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Ch. G. VERMAIRE, Consul at Geneva.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. C. Stub HOLMBOE, Barrister-at-Law.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Dr. W. L. P. A. MOLENGRAAFF, Professor Emeritus of the University of Utrecht.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU :

M. José Maria BARRETO, Head of the Permanent Office of Peru accredited to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Józef SUŁKOWSKI, Professor at the University of Poznan, Member of the Polish Codification Commission.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Dr. José CAEIRO DA MATTA, Rector of the University of Lisbon, Professor in the Faculty of Law, Director of the Bank of Portugal.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Baron E. MARKS VON WÜRTEMBERG, President of the Stockholm Court of Appeal, former Minister for Foreign Affairs ;
M. Birger EKEBERG, President of the Civil Legislation Commission, former Minister of Justice, former Member of the Supreme Court.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Le docteur Max VISCHER, avocat et notaire, premier secrétaire de l'Association suisse des Banquiers.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le docteur Karel HERMANN-OTAVSKÝ, professeur à l'Université de Prague, président de la Commission de codification du droit commercial au Ministère de la Justice.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

MEHMED MUNIR Bey, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. Ilia CHOUMENKOVITCH, délégué permanent auprès de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoir, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à introduire dans leurs territoires respectifs, soit dans un des textes originaux, soit dans leurs langues nationales, la loi uniforme formant l'annexe I de la présente convention.

Cet engagement sera éventuellement subordonné aux réserves que chaque Haute Partie contractante devra, dans ce cas, signaler au moment de sa ratification ou de son adhésion. Ces réserves devront être choisies parmi celles que mentionne l'annexe II de la présente convention.

Cependant, pour ce qui est des réserves visées aux articles 8, 12 et 18 de ladite annexe II, elles pourront être faites postérieurement à la ratification ou à l'adhésion, pourvu qu'elles fassent l'objet d'une notification au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en communiquera immédiatement le texte aux Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres au nom desquels la présente convention aura été ratifiée ou au nom desquels il y aura été adhéré. De telles réserves ne sortiront pas leurs effets avant le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception par le Secrétaire général de la notification susdite.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, en cas d'urgence, faire usage des réserves prévues par les art. 7 et 22 de ladite annexe II, après la ratification ou l'adhésion. Dans ces cas, elle devra en donner directement et immédiatement communication à toutes les autres Parties contractantes et au Secrétaire général de la Société des Nations. La notification de ces réserves produira ses effets deux jours après la réception de ladite communication par les Hautes Parties contractantes.

Article II.

Dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, la Loi uniforme ne sera pas applicable aux lettres de change et aux billets à ordre déjà créés au moment de la mise en vigueur de la présente convention.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Dr. Max VISCHER, Barrister-at-Law and Notary, First Secretary of the Swiss Bankers' Association.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Karel HERMANN-OTAVSKÝ, Professor at the University of Prague, President of the Codification Commission for Commercial Law in the Ministry of Justice.

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

MEHMED MUNIR Bey, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Swiss Federal Council.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

M. Ilia CHOUMENKOVITCH, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Swiss Federal Council,

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties undertake to introduce in their respective territories, either in one of the original texts or in their own languages, the Uniform Law forming Annex I of the present Convention.

This undertaking shall, if necessary, be subject to such reservations as each High Contracting Party shall notify at the time of its ratification or accession. These reservations shall be chosen from among those mentioned in Annex II of the present Convention.

The reservations referred to in Articles 8, 12 and 18 of the said Annex II may, however, be made after ratification or accession, provided that they are notified to the Secretary-General of the League of Nations, who shall forthwith communicate the text thereof to the Members of the League of Nations and to the non-Member States on whose behalf the present Convention has been ratified or acceded to. Such reservations shall not take effect until the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the above-mentioned notification.

Each of the High Contracting Parties may, in urgent cases, make use of the reservations contained in Articles 7 and 22 of the said Annex II, even after ratification or accession. In such cases they must immediately notify direct all other High Contracting Parties and the Secretary-General of the League of Nations. The notification of these reservations shall take effect two days following its receipt by the High Contracting Parties.

Article II.

In the territories of each of the High Contracting Parties the Uniform Law shall not apply to bills of exchange and promissory notes already issued at the time of the coming into force of the present Convention.

Article III.

La présente convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Elle pourra être signée ultérieurement jusqu'au 6 septembre 1930 au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre.

Article IV.

La présente convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés avant le 1^{er} septembre 1932 auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera immédiatement la réception à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres Parties à la présente convention.

Article V.

A partir du 6 septembre 1930, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre pourra y adhérer.

Cette adhésion s'effectuera par une notification au Secrétaire général de la Société des Nations pour être déposée dans les archives du Secrétariat.

Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous ceux qui ont signé ou adhéré à la présente convention.

Article VI.

La présente convention n'entrera en vigueur que lorsqu'elle aura été ratifiée ou qu'il y aura été adhéré au nom de sept Membres de la Société des Nations ou Etats non membres, parmi lesquels devront figurer trois des Membres de la Société des Nations représentés d'une manière permanente au Conseil.

La date de l'entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la septième ratification ou adhésion, conformément à l'alinéa premier du présent article.

Le Secrétaire général de la Société des Nations, en faisant les notifications prévues aux articles IV et V, signalera spécialement que les ratifications ou adhésions visées à l'alinéa premier du présent article ont été recueillies.

Article VII.

Chaque ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de la convention conformément à l'article VI sortira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article VIII.

Sauf les cas d'urgence, la présente convention ne pourra être dénoncée avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur pour le Membre

Article III.

The present Convention, the French and English texts of which shall be equally authentic, shall bear this day's date.

It may be signed thereafter until September 6th, 1930, on behalf of any Member of the League of Nations or non-Member State.

Article IV.

The present Convention shall be ratified.

The instruments of ratification shall be deposited before September 1st, 1932, with the Secretary-General of the League of Nations, who shall forthwith notify receipt thereof to all the Members of the League of Nations and to the non-Member States Parties to the present Convention.

Article V.

As from September 6th, 1930, any Member of the League of Nations and any non-Member State may accede thereto.

Such accession shall be effected by a notification to the Secretary-General of the League of Nations, such notification to be deposited in the archives of the Secretariat.

The Secretary-General shall notify such deposit forthwith to all High Contracting Parties that have signed or acceded to the present Convention.

Article VI.

The present Convention shall not come into force until it has been ratified or acceded to on behalf of seven Members of the League of Nations or non-Member States, including therein three of the Members of the League permanently represented on the Council.

The date of entry into force shall be the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the seventh ratification or accession in accordance with the first paragraph of the present Article.

The Secretary-General of the League of Nations, when making the notifications provided for in Articles IV and V, shall state in particular that the ratifications or accessions referred to in the first paragraph of the present Article have been received.

Article VII.

Every ratification or accession effected after the entry into force of the Convention in accordance with Article VI shall take effect on the ninetieth day following the date of receipt thereof by the Secretary General of the League of Nations.

Article VIII.

Except in urgent cases the present Convention may not be denounced before the expiry of two years from the date on which it has entered into force in respect of the Member of the League

de la Société des Nations ou pour l'Etat non membre qui la dénonce ; cette dénonciation produira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour suivant la réception par le Secrétaire général de la notification à lui adressée.

Toute dénonciation sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Dans les cas d'urgence, la Haute Partie contractante qui effectuera la dénonciation en donnera directement et immédiatement communication à toutes autres Hautes Parties contractantes et la dénonciation produira ses effets deux jours après la réception de ladite communication par lesdites Hautes Parties contractantes. La Haute Partie contractante qui dénoncera dans ces conditions avisera également de sa décision le Secrétaire général de la Société des Nations.

Chaque dénonciation n'aura d'effet qu'en ce qui concerne la Haute Partie contractante au nom de laquelle elle aura été faite.

Article IX.

Tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre à l'égard duquel la présente convention est en vigueur pourra adresser au Secrétaire général de la Société des Nations, dès l'expiration de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur de la convention, une demande tendant à la revision de certaines ou de toutes les dispositions de cette convention.

Si une telle demande, communiquée aux autres Membres ou Etats non membres entre lesquels la convention est alors en vigueur, est appuyée, dans le délai d'un an, par au moins six d'entre eux le Conseil de la Société des Nations décidera s'il y a lieu de convoquer une conférence à cet effet.

Article X.

Les Hautes Parties contractantes peuvent déclarer au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que, par leur acceptation de la présente convention, elles n'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, la présente convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Les Hautes Parties contractantes pourront à tout moment dans la suite notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elles entendent rendre la présente convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de leurs territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

De même, les Hautes Parties contractantes peuvent, conformément à l'article VIII, dénoncer la présente convention pour l'ensemble ou toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat.

Article XI.

La présente convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations dès son entrée en vigueur. Elle sera ultérieurement publiée aussitôt que possible au *Recueil des Traités* de la Société des Nations.

or non-Member State denouncing it ; such denunciation shall take effect as from the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the notification addressed to him.

Every denunciation shall be immediately communicated by the Secretary-General of the League of Nations to all the other High Contracting Parties.

In urgent cases a High Contracting Party which denounces the Convention shall immediately notify direct all other High Contracting Parties, and the denunciation shall take effect two days after the receipt of such notification by the said High Contracting Parties. A High Contracting Party denouncing the Convention in these circumstances shall also inform the Secretary-General of the League of Nations of its decision.

Each denunciation shall take effect only as regards the High Contracting Party on whose behalf it has been made.

Article IX.

Every Member of the League of Nations and every non-Member State in respect of which the present Convention is in force, may forward to the Secretary-General of the League of Nations, after the expiry of the fourth year following the entry into force of the Convention, a request for the revision of some or all of the provisions of this Convention.

If such request, after being communicated to the other Members or non-Member States between which the Convention is at that time in force, is supported within one year by at least six of them, the Council of the League of Nations shall decide whether a Conference shall be convened for the purpose.

Article X.

The High Contracting Parties may declare at the time of signature, ratification or accession, that it is not their intention in accepting the present Convention to assume any liability in respect of all or any of their colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate, in which case the present Convention shall not be applicable to the territories mentioned in such declaration.

The High Contracting Parties may at any time subsequently inform the Secretary-General of the League of Nations that they intend to apply the present Convention to all or any of their territories referred to in the declaration provided for in the preceding paragraph. In this case, the Convention shall apply to the territories referred to in the notification ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

They further reserve the right to denounce it, in accordance with the conditions of Article VIII, on behalf of all or any of their colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate.

Article XI.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations as soon as it comes into force. It shall then be published as soon as possible in the League of Nations *Treaty Series*.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le sept juin mil neuf cent trente, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention

Done at Geneva, the seventh day of June one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-Member States represented at the Conference.

Allemagne

Leo QUASSOWSKI
D^r ALBRECHT
D^r ULLMANN

Germany

Autriche

D^r STROBELE

Austria

Belgique

Vte P. POULLET
DE LA VALLÉE POUSSIN

Belgium

Brésil

Deoclecio DE CAMPOS

Brazil

Colombie

A. J. RESTREPO

Colombia

Danemark

A. HELPER
V. EIGTVED

Denmark

Ville Libre de Dantzig

SULKOWSKI

Free City of Danzig

Equateur

Alex. GASTELÚ

Ecuador

Espagne

Juan GÓMEZ MONTEJO

Spain

Finlande

F. GRÖNVALL

Finland

France

J. PERCEROU

France

Grèce

R. RAPHAËL

Greece

<i>Hongrie</i>		<i>Hungary</i>
	Dr BARANYAI Zoltán	
<i>Italie</i>		<i>Italy</i>
	Amedeo GIANNINI	
<i>Japon</i>		<i>Japan</i>
	M. OHNO T. SHIMADA	
<i>Luxembourg</i>		<i>Luxemburg</i>
	Ch. G. VERMAIRE	
<i>Norvège</i>		<i>Norway</i>
	Stub HOLMBOE	
<i>Pays-Bas</i>		<i>The Netherlands</i>
	MOLENGRAAFF	
<i>Pérou</i>		<i>Peru</i>
	J. M. BARRETO	
<i>Pologne</i>		<i>Poland</i>
	SULKOWSKI	
<i>Portugal</i>		<i>Portugal</i>
	José CAEIRO DA MATTA	
<i>Suède</i>		<i>Sweden</i>
	E. MARKS VON WÜRTEMBERG Birger EKEBERG	
<i>Suisse</i>		<i>Switzerland</i>
	VISCHER	
<i>Tchécoslovaquie</i>		<i>Czechoslovakia</i>
	Prof. Dr Karel HERMANN-OTAVSKÝ	
<i>Turquie</i>		<i>Turkey</i>
	<i>Ad referendum</i> MEHMED MUNIR	
<i>Yougoslavie</i>		<i>Yugoslavia</i>
	I. CHOUMENKOVITCH	

ANNEXE I

LOI UNIFORME CONCERNANT LA LETTRE DE CHANGE ET LE BILLET A ORDRE

TITRE I

DE LA LETTRE DE CHANGE.

CHAPITRE I. — DE LA CRÉATION ET DE LA FORME DE LA LETTRE DE CHANGE.

Article premier.

La lettre de change contient :

1. La dénomination de lettre de change insérée dans le texte même du titre et exprimée dans la langue employée pour la rédaction de ce titre ;
2. Le mandat pur et simple de payer une somme déterminée ;
3. Le nom de celui qui doit payer (tiré) ;
4. L'indication de l'échéance ;
5. Celle du lieu où le paiement doit s'effectuer ;
6. Le nom de celui auquel ou à l'ordre duquel le paiement doit être fait ;
7. L'indication de la date et du lieu où la lettre est créée ;
8. La signature de celui qui émet la lettre (tireur).

Article 2.

Le titre dans lequel une des énonciations indiquées à l'article précédent fait défaut ne vaut pas comme lettre de change, sauf dans les cas déterminés par les alinéas suivants :

La lettre de change dont l'échéance n'est pas indiquée est considérée comme payable à vue.

A défaut d'indication spéciale, le lieu désigné à côté du nom du tiré est réputé être le lieu du paiement et, en même temps, le lieu du domicile du tiré.

La lettre de change n'indiquant pas le lieu de sa création est considérée comme souscrite dans le lieu désigné à côté du nom du tireur.

Article 3.

La lettre de change peut être à l'ordre du tireur lui-même.

Elle peut être tirée sur le tireur lui-même.

Elle peut être tirée pour le compte d'un tiers.

Article 4.

Une lettre de change peut être payable au domicile d'un tiers, soit dans la localité où le tiré a son domicile, soit dans une autre localité.

ANNEX I.

UNIFORM LAW ON BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES.

TITLE I.

BILLS OF EXCHANGE.

CHAPTER I. — ISSUE AND FORM OF A BILL OF EXCHANGE.

Article 1.

A bill of exchange contains :

1. The term "bill of exchange" inserted in the body of the instrument and expressed in the language employed in drawing up the instrument ;
2. An unconditional order to pay a determinate sum of money ;
3. The name of the person who is to pay (drawee) ;
4. A statement of the time of payment ;
5. A statement of the place where payment is to be made ;
6. The name of the person to whom or to whose order payment is to be made ;
7. A statement of the date and of the place where the bill is issued ;
8. The signature of the person who issues the bill (drawer).

Article 2.

An instrument in which any of the requirements mentioned in the preceding article is wanting is invalid as a bill of exchange, except in the cases specified in the following paragraphs :

A bill of exchange in which the time of payment is not specified is deemed to be payable at sight.

In default of special mention, the place specified beside the name of the drawee is deemed to be the place of payment, and at the same time the place of the domicile of the drawee.

A bill of exchange which does not mention the place of its issue is deemed to have been drawn in the place mentioned beside the name of the drawer.

Article 3.

A bill of exchange may be drawn payable to drawer's order.

It may be drawn on the drawer himself.

It may be drawn for account of a third person.

Article 4.

A bill of exchange may be payable at the domicile of a third person either in the locality where the drawee has his domicile or in another locality.

Article 5.

Dans une lettre de change payable à vue ou à un certain délai de vue, il peut être stipulé par le tireur que la somme sera productive d'intérêts. Dans toute autre lettre de change, cette stipulation est réputée non écrite.

Le taux des intérêts doit être indiqué dans la lettre ; à défaut de cette indication, la clause est réputée non écrite.

Les intérêts courent à partir de la date de la lettre de change, si une autre date n'est pas indiquée.

Article 6.

La lettre de change dont le montant est écrit à la fois en toutes lettres et en chiffres vaut, en cas de différence, pour la somme écrite en toutes lettres.

La lettre de change dont le montant est écrit plusieurs fois, soit en toutes lettres, soit en chiffres, ne vaut, en cas de différence, que pour la moindre somme.

Article 7.

Si la lettre de change porte des signatures de personnes incapables de s'obliger par lettre de change, des signatures fausses ou des signatures de personnes imaginaires, ou des signatures qui, pour toute autre raison, ne sauraient obliger les personnes qui ont signé la lettre de change, ou du nom desquelles elle a été signée, les obligations des autres signataires n'en sont pas moins valables.

Article 8.

Quiconque appose sa signature sur une lettre de change, comme représentant d'une personne pour laquelle il n'avait pas le pouvoir d'agir, est obligé lui-même en vertu de la lettre et, s'il a payé, a les mêmes droits qu'aurait eu le prétendu représenté. Il en est de même du représentant qui a dépassé ses pouvoirs.

Article 9.

Le tireur est garant de l'acceptation et du paiement.

Il peut s'exonérer de la garantie de l'acceptation ; toute clause par laquelle il s'exonère de la garantie du paiement est réputée non écrite.

Article 10.

Si une lettre de change, incomplète à l'émission, a été complétée contrairement aux accords intervenus, l'inobservation de ces accords ne peut pas être opposée au porteur, à moins qu'il n'ait acquis la lettre de change de mauvaise foi ou que, en l'acquérant, il n'ait commis une faute lourde.

CHAPITRE II. — DE L'ENDOSSEMENT.

Article 11.

Toute lettre de change, même non expressément tirée à ordre, est transmissible par la voie de l'endossement.

Article 5.

When a bill of exchange is payable at sight, or at a fixed period after sight, the drawer may stipulate that the sum payable shall bear interest. In the case of any other bill of exchange, this stipulation is deemed not to be written (*non écrite*).

The rate of interest must be specified in the bill ; in default of such specification, the stipulation shall be deemed not to be written (*non écrite*).

Interest runs from the date of the bill of exchange, unless some other date is specified.

Article 6.

When the sum payable by a bill of exchange is expressed in words and also in figures, and there is a discrepancy between the two, the sum denoted by the words is the amount payable.

Where the sum payable by a bill of exchange is expressed more than once in words or more than once in figures, and there is a discrepancy, the smaller sum is the sum payable.

Article 7.

If a bill of exchange bears signatures of persons incapable of binding themselves by a bill of exchange, or forged signatures, or signatures of fictitious persons, or signatures which for any other reason cannot bind the persons who signed the bill of exchange or on whose behalf it was signed, the obligations of the other persons who signed it are none the less valid.

Article 8.

Whosoever puts his signature on a bill of exchange as representing a person for whom he had no power to act is bound himself as a party to the bill and, if he pays, has the same rights as the person for whom he purported to act. The same rule applies to a representative who has exceeded his powers.

Article 9.

The drawer guarantees both acceptance and payment.

He may release himself from guaranteeing acceptance ; every stipulation by which he releases himself from the guarantee of payment is deemed not to be written (*non écrite*).

Article 10.

If a bill of exchange, which was incomplete when issued, has been completed otherwise than in accordance with the agreements entered into, the non-observance of such agreements may not be set up against the holder unless he has acquired the bill of exchange in bad faith or, in acquiring it, has been guilty of gross negligence.

CHAPTER II. — ENDORSEMENT.

Article 11.

Every bill of exchange, even if not expressly drawn to order, may be transferred by means of endorsement.

Lorsque le tireur a inséré dans la lettre de change les mots « non à ordre » ou une expression équivalente, le titre n'est transmissible que dans la forme et avec les effets d'une cession ordinaire.

L'endossement peut être fait même au profit du tiré, accepteur ou non, du tireur ou de tout autre obligé. Ces personnes peuvent endosser la lettre à nouveau.

Article 12.

L'endossement doit être pur et simple. Toute condition à laquelle il est subordonné est réputée non écrite.

L'endossement partiel est nul.

L'endossement au porteur vaut comme endossement en blanc.

Article 13.

L'endossement doit être inscrit sur la lettre de change ou sur une feuille qui y est attachée (allonge). Il doit être signé par l'endosseur.

L'endossement peut ne pas désigner le bénéficiaire ou consister simplement dans la signature de l'endosseur (endossement en blanc). Dans ce dernier cas, l'endossement, pour être valable, doit être inscrit au dos de la lettre de change ou sur l'allonge.

Article 14.

L'endossement transmet tous les droits résultant de la lettre de change.

Si l'endossement est en blanc, le porteur peut :

- 1^o Remplir le blanc, soit de son nom, soit du nom d'une autre personne ;
- 2^o Endosser la lettre de nouveau en blanc ou à une autre personne ;
- 3^o Remettre la lettre à un tiers, sans remplir le blanc et sans l'endosser.

Article 15.

L'endosseur est, sauf clause contraire, garant de l'acceptation et du paiement.

Il peut interdire un nouvel endossement ; dans ce cas, il n'est pas tenu à la garantie envers les personnes auxquelles la lettre est ultérieurement endossée.

Article 16.

Le détenteur d'une lettre de change est considéré comme porteur légitime, s'il justifie de son droit par une suite ininterrompue d'endossements, même si le dernier endossement est en blanc. Les endossements biffés sont à cet égard réputés non écrits. Quand un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, le signataire de celui-ci est réputé avoir acquis la lettre par l'endossement en blanc.

Si une personne a été dépossédée d'une lettre de change par quelque événement que ce soit, le porteur, justifiant de son droit de la manière indiquée à l'alinéa précédent, n'est tenu de se dessaisir de la lettre que s'il l'a acquise de mauvaise foi ou si, en l'acquérant, il a commis une faute lourde.

When the drawer has inserted in a bill of exchange the words "not to order" or an equivalent expression, the instrument can only be transferred according to the form, and with the effects of an ordinary assignment.

The bill may be endorsed even in favour of the drawee, whether he has accepted or not, or of the drawer, or of any other party to the bill. These persons may re-endorse the bill.

Article 12.

An endorsement must be unconditional. Any condition to which it is made subject is deemed not to be written (*non écrite*).

A partial endorsement is null and void.

An endorsement "to bearer" is equivalent to an endorsement in blank.

Article 13.

An endorsement must be written on the bill of exchange or on a slip affixed thereto (*allonge*). It must be signed by the endorser.

The endorsement may leave the beneficiary unspecified or may consist simply of the signature of the endorser (endorsement in blank). In the latter case, the endorsement, to be valid, must be written on the back of the bill of exchange or on the slip attached thereto (*allonge*).

Article 14.

An endorsement transfers all the rights arising out of a bill of exchange.

If the endorsement is in blank, the holder may :

- (1) Fill up the blank either with his own name or with the name of some other person ;
- (2) Re-endorse the bill in blank, or to some other person ;
- (3) Transfer the bill to a third person without filling up the blank, and without endorsing it.

Article 15.

In the absence of any contrary stipulation, the endorser guarantees acceptance and payment.

He may prohibit any further endorsement ; in this case, he gives no guarantee to the persons to whom the bill is subsequently endorsed.

Article 16.

The possessor of a bill of exchange is deemed to be the lawful holder if he establishes his title to the bill through an uninterrupted series of endorsements, even if the last endorsement is in blank. In this connection, cancelled endorsements are deemed not to be written (*non écrits*). When an endorsement in blank is followed by another endorsement, the person who signed this last endorsement is deemed to have acquired the bill by the endorsement in blank.

Where a person has been dispossessed of a bill of exchange, in any manner whatsoever, the holder who establishes his right thereto in the manner mentioned in the preceding paragraph is not bound to give up the bill unless he has acquired it in bad faith, or unless in acquiring it he has been guilty of gross negligence.

Article 17.

Les personnes actionnées en vertu de la lettre de change ne peuvent pas opposer au porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec le tireur ou avec les porteurs antérieurs à moins que le porteur, en acquérant la lettre, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur.

Article 18.

Lorsque l'endossement contient la mention « valeur en recouvrement », « pour encaissement », « par procuration » ou toute autre mention impliquant un simple mandat, le porteur peut exercer tous les droits dérivant de la lettre de change, mais il ne peut endosser celle-ci qu'à titre de procuration.

Les obligés ne peuvent, dans ce cas, invoquer contre le porteur que les exceptions qui seraient opposables à l'endosseur.

Le mandat renfermé dans un endossement de procuration ne prend pas fin par le décès du mandant ou la survenance de son incapacité.

Article 19.

Lorsqu'un endossement contient la mention « valeur en garantie », « valeur en gage » ou toute autre mention impliquant un nantissement, le porteur peut exercer tous les droits dérivant de la lettre de change, mais un endossement fait par lui ne vaut que comme un endossement à titre de procuration.

Les obligés ne peuvent invoquer contre le porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec l'endosseur, à moins que le porteur, en recevant la lettre, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur.

Article 20.

L'endossement postérieur à l'échéance produit les mêmes effets qu'un endossement antérieur. Toutefois, l'endossement postérieur au protêt faute de paiement, ou fait après l'expiration du délai fixé pour dresser le protêt, ne produit que les effets d'une cession ordinaire.

Sauf preuve contraire, l'endossement sans date est censé avoir été fait avant l'expiration du délai fixé pour dresser le protêt.

CHAPITRE III. — DE L'ACCEPTATION.

Article 21.

La lettre de change peut être, jusqu'à l'échéance, présentée à l'acceptation du tiré, au lieu de son domicile, par le porteur ou même par un simple détenteur.

Article 22.

Dans toute lettre de change, le tireur peut stipuler qu'elle devra être présentée à l'acceptation, avec ou sans fixation de délai.

Il peut interdire dans la lettre la présentation à l'acceptation, à moins qu'il ne s'agisse d'une lettre de change payable chez un tiers ou d'une lettre payable dans une localité autre que celle du domicile du tiré ou d'une lettre tirée à un certain délai de vue.

Article 17.

Persons sued on a bill of exchange cannot set up against the holder defences founded on their personal relations with the drawer or with previous holders, unless the holder, in acquiring the bill, has knowingly acted to the detriment of the debtor.

Article 18.

When an endorsement contains the statements "value in collection" ("*valeur en recouvrement*"), "for collection" ("*pour encaissement*"), "by procuration" ("*par procuration*") or any other phrase implying a simple mandate, the holder may exercise all rights arising out of the bill of exchange, but he can only endorse it in his capacity as agent.

In this case, the parties liable can only set up against the holder defences which could be set up against the endorser.

The mandate contained in an endorsement by procuration does not terminate by reason of the death of the party giving the mandate or by reason of his becoming legally incapable.

Article 19.

When an endorsement contains the statements "value in security" ("*valeur en garantie*"), "value in pledge" ("*valeur en gage*"), or any other statement implying a pledge, the holder may exercise all the rights arising out of the bill of exchange, but an endorsement by him has the effects only of an endorsement by an agent.

The parties liable cannot set up against the holder defences founded on their personal relations with the endorser, unless the holder, in receiving the bill, has knowingly acted to the detriment of the debtor.

Article 20.

An endorsement after maturity has the same effects as an endorsement before maturity. Nevertheless, an endorsement after protest for non-payment, or after the expiration of the limit of time fixed for drawing up the protest, operates only as an ordinary assignment.

Failing proof to the contrary, an endorsement without date is deemed to have been placed on the bill before the expiration of the limit of time fixed for drawing up the protest.

CHAPTER III. — ACCEPTANCE.

Article 21.

Until maturity, a bill of exchange may be presented to the drawee for acceptance at his domicile, either by the holder or by a person who is merely in possession of the bill.

Article 22.

In any bill of exchange, the drawer may stipulate that it shall be presented for acceptance with or without fixing a limit of time for presentment.

Except in the case of a bill payable at the address of a third party or in a locality other than that of the domicile of the drawee, or, except in the case of a bill drawn payable at a fixed period after sight, the drawer may prohibit presentment for acceptance.

Il peut aussi stipuler que la présentation à l'acceptation ne pourra avoir lieu avant un terme indiqué.

Tout endosseur peut stipuler que la lettre devra être présentée à l'acceptation, avec ou sans fixation de délai, à moins qu'elle n'ait été déclarée non acceptable par le tireur.

Article 23.

Les lettres de change à un certain délai de vue doivent être présentées à l'acceptation dans le délai d'un an à partir de leur date.

Le tireur peut abréger ce dernier délai ou en stipuler un plus long.

Ces délais peuvent être abrégés par les endosseurs.

Article 24.

Le tiré peut demander qu'une seconde présentation lui soit faite le lendemain de la première. Les intéressés en sont admis à prétendre qu'il n'a pas été fait droit à cette demande que si celle-ci est mentionnée dans le protêt.

Le porteur n'est pas obligé de se dessaisir, entre les mains du tiré, de la lettre présentée à l'acceptation.

Article 25.

L'acceptation est écrite sur la lettre de change. Elle est exprimée par le mot « accepté » ou tout autre mot équivalent ; elle est signée du tiré. La simple signature du tiré apposée au recto de la lettre vaut acceptation.

Quand la lettre est payable à un certain délai de vue ou lorsqu'elle doit être présentée à l'acceptation dans un délai déterminé en vertu d'une stipulation spéciale, l'acceptation doit être datée du jour où elle a été donnée, à moins que le porteur n'exige qu'elle soit datée du jour de la présentation. A défaut de date, le porteur, pour conserver ses droits de recours contre les endosseurs et contre le tireur fait constater cette omission par un protêt dressé en temps utile.

Article 26.

L'acceptation est pure et simple, mais le tiré peut la restreindre à une partie de la somme.

Toute autre modification apportée par l'acceptation aux énonciations de la lettre de change équivaut à un refus d'acceptation. Toutefois, l'accepteur est tenu dans les termes de son acceptation.

Article 27.

Quand le tireur a indiqué dans la lettre de change un lieu de paiement autre que celui du domicile du tiré, sans désigner un tiers chez qui le paiement doit être effectué, le tiré peut l'indiquer lors de l'acceptation. A défaut de cette indication, l'accepteur est réputé s'être obligé à payer lui-même au lieu du paiement.

Si la lettre est payable au domicile du tiré, celui-ci peut, dans l'acceptation, indiquer une adresse du même lieu où le paiement doit être effectué.

Article 28.

Par l'acceptation, le tiré s'oblige à payer la lettre de change à l'échéance.

A défaut de paiement, le porteur, même s'il est le tireur, a contre l'accepteur une action directe résultant de la lettre de change pour tout ce qui peut être exigé en vertu des articles 48 et 49.

He may also stipulate that presentment for acceptance shall not take place before a named date.

Unless the drawer has prohibited acceptance, every endorser may stipulate that the bill shall be presented for acceptance, with or without fixing a limit of time for presentment.

Article 23.

Bills of exchange payable at a fixed period after sight must be presented for acceptance within one year of their date.

The drawer may abridge or extend this period.

These periods may be abridged by the endorsers.

Article 24.

The drawee may demand that a bill shall be presented to him a second time on the day after the first presentment. Parties interested are not allowed to set up that this demand has not been complied with unless this request is mentioned in the protest.

The holder is not obliged to surrender to the drawee a bill presented for acceptance.

Article 25.

An acceptance is written on the bill of exchange. It is expressed by the word "accepted" or any other equivalent term. It is signed by the drawee. The simple signature of the drawee on the face of the bill constitutes an acceptance.

When the bill is payable at a certain time after sight, or when it must be presented for acceptance within a certain limit of time in accordance with a special stipulation, the acceptance must be dated as of the day when the acceptance is given, unless the holder requires that it shall be dated as of the day of presentment. If it is undated, the holder, in order to preserve his right of recourse against the endorsers and the drawer, must authenticate the omission by a protest drawn up within the proper time.

Article 26.

An acceptance is unconditional, but the drawee may restrict it to part of the sum payable.

Every other modification introduced by an acceptance into the tenor of the bill of exchange operates as a refusal to accept. Nevertheless, the acceptor is bound according to the terms of his acceptance.

Article 27.

When the drawer of a bill has indicated a place of payment other than the domicile of the drawee without specifying a third party at whose address payment must be made, the drawee may name such third party at the time of acceptance. In default of this indication, the acceptor is deemed to have undertaken to pay the bill himself at the place of payment.

If a bill is payable at the domicile of the drawee, the latter may in his acceptance indicate an address in the same place where payment is to be made.

Article 28.

By accepting, the drawee undertakes to pay the bill of exchange at its maturity.

In default of payment, the holder, even if he is the drawer, has a direct action on the bill of exchange against the acceptor for all that can be demanded in accordance with Articles 48 and 49.

Article 29.

Si le tiré qui a revêtu la lettre de change de son acceptation a biffé celle-ci avant la restitution de la lettre, l'acceptation est censée refusée. Sauf preuve contraire, la radiation est réputée avoir été faite avant la restitution du titre.

Toutefois, si le tiré a fait connaître son acceptation par écrit au porteur ou à un signataire quelconque, il est tenu envers ceux-ci dans les termes de son acceptation.

CHAPITRE IV. — DE L'AVAL.

Article 30.

Le paiement d'une lettre de change peut être garanti pour tout ou partie de son montant par un aval.

Cette garantie est fournie par un tiers ou même par un signataire de la lettre.

Article 31.

L'aval est donné sur la lettre de change ou sur une allonge.

Il est exprimé par les mots « bon pour aval » ou par toute autre formule équivalente ; il est signé par le donneur d'aval.

Il est considéré comme résultant de la seule signature du donneur d'aval, apposée au recto de la lettre de change, sauf quand il s'agit de la signature du tiré ou de celle du tireur.

L'aval doit indiquer pour le compte de qui il est donné. A défaut de cette indication, il est réputé donné pour le tireur.

Article 32.

Le donneur d'aval est tenu de la même manière que celui dont il s'est porté garant.

Son engagement est valable, alors même que l'obligation qu'il a garantie serait nulle pour toute cause autre qu'un vice de forme.

Quand il paie la lettre de change, le donneur d'aval acquiert les droits résultant de la lettre de change contre le garanti et contre ceux qui sont tenus envers ce dernier en vertu de la lettre de change.

CHAPITRE V. — DE L'ÉCHÉANCE.

Article 33.

Une lettre de change peut être tirée :

- A vue ;
- A un certain délai de vue ;
- A un certain délai de date ;
- A jour fixe.

Les lettres de change, soit à d'autres échéances, soit à échéances successives, sont nulles.

Article 29.

Where the drawee who has put his acceptance on a bill has cancelled it before restoring the bill, acceptance is deemed to be refused. Failing proof to the contrary, the cancellation is deemed to have taken place before the bill was restored.

Nevertheless, if the drawee has notified his acceptance in writing to the holder or to any party who has signed the bill, he is liable to such parties according to the terms of his acceptance.

CHAPTER IV. — "AVALS".

Article 30.

Payment of a bill of exchange may be guaranteed by an "aval" as to the whole or part of its amount.

This guarantee may be given by a third person or even by a person who has signed as a party to the bill.

Article 31.

The "aval" is given either on the bill itself or on an "allonge".

It is expressed by the words "good as aval" ("*bon pour aval*") or by any other equivalent formula. It is signed by the giver of the "aval".

It is deemed to be constituted by the mere signature of the giver of the "aval" placed on the face of the bill, except in the case of the signature of the drawee or of the drawer.

An "aval" must specify for whose account it is given. In default of this, it is deemed to be given for the drawer.

Article 32.

The giver of an "aval" is bound in the same manner as the person for whom he has become guarantor.

His undertaking is valid even when the liability which he has guaranteed is inoperative for any reason other than defect of form.

He has, when he pays a bill of exchange, the rights arising out of the bill of exchange against the person guaranteed and against those who are liable to the latter on the bill of exchange.

CHAPTER V. — MATURITY.

Article 33.

A bill of exchange may be drawn payable :

- At sight ;
- At a fixed period after sight ;
- At a fixed period after date ;
- At a fixed date.

Bills of exchange at other maturities or payable by instalments are null and void.

Article 34.

La lettre de change à vue est payable à sa présentation. Elle doit être présentée au paiement dans le délai d'un an à partir de sa date. Le tireur peut abréger ce délai ou en stipuler un plus long. Ces délais peuvent être abrégés par les endosseurs.

Le tireur peut prescrire qu'une lettre de change payable à vue ne doit pas être présentée au paiement avant un terme indiqué. Dans ce cas, le délai de présentation part de ce terme.

Article 35.

L'échéance d'une lettre de change à un certain délai de vue est déterminée, soit par la date de l'acceptation, soit par celle du protêt.

En l'absence du protêt, l'acceptation non datée est réputée, à l'égard de l'accepteur, avoir été donnée le dernier jour du délai prévu pour la présentation à l'acceptation.

Article 36.

L'échéance d'une lettre de change tirée à un ou plusieurs mois de date ou de vue a lieu à la date correspondante du mois où le paiement doit être effectué. A défaut de date correspondante, l'échéance a lieu le dernier jour de ce mois.

Quand une lettre de change est tirée à un ou plusieurs mois et demi de date ou de vue, on compte d'abord les mois entiers.

Si l'échéance est fixée au commencement, au milieu (mi-janvier, mi-février, etc.) ou à la fin du mois, on entend par ces termes le premier, le quinze ou le dernier jour du mois.

Les expressions « huit jours » ou « quinze jours » s'entendent, non d'une ou deux semaines, mais d'un délai de huit ou de quinze jours effectifs.

L'expression « demi-mois » indique un délai de quinze jours.

Article 37.

Quand une lettre de change est payable à jour fixe dans un lieu où le calendrier est différent de celui du lieu de l'émission, la date de l'échéance est considérée comme fixée d'après le calendrier du lieu de paiement.

Quand une lettre de change tirée entre deux places ayant des calendriers différents est payable à un certain délai de date, le jour de l'émission est ramené au jour correspondant du calendrier du lieu de paiement et l'échéance est fixée en conséquence.

Les délais de présentation des lettres de change sont calculés conformément aux règles de l'alinéa précédent.

Ces règles ne sont pas applicables si une clause de la lettre de change, ou même les simples énonciations du titre, indiquent que l'intention a été d'adopter des règles différentes.

CHAPITRE VI. — DU PAIEMENT.

Article 38.

Le porteur d'une lettre de change payable à jour fixe ou à un certain délai de date ou de vue doit présenter la lettre de change au paiement, soit le jour où elle est payable, soit l'un des deux jours ouvrables qui suivent.

La présentation d'une lettre de change à une Chambre de compensation équivaut à une présentation au paiement.

Article 34.

A bill of exchange at sight is payable on presentment. It must be presented for payment within a year of its date. The drawer may abridge or extend this period. These periods may be abridged by the endorsers.

The drawer may prescribe that a bill of exchange payable at sight must not be presented for payment before a named date. In this case, the period for presentment begins from the said date.

Article 35.

The maturity of a bill of exchange payable at a fixed period after sight is determined either by the date of the acceptance or by the date of the protest.

In the absence of the protest, an undated acceptance is deemed, so far as regards the acceptor, to have been given on the last day of the limit of time for presentment for acceptance.

Article 36.

Where a bill of exchange is drawn at one or more months after date or after sight, the bill matures on the corresponding date of the month when payment must be made. If there be no corresponding date, the bill matures on the last day of this month.

When a bill of exchange is drawn at one or more months and a-half after date or sight, entire months must first be calculated.

If the maturity is fixed at the commencement, in the middle (mid-January or mid-February, etc.) or at the end of the month, the first, fifteenth or last day of the month is to be understood.

The expressions "eight days" or "fifteen days" indicate not one or two weeks, but a period of eight or fifteen actual days.

The expression "half-month" means a period of fifteen days.

Article 37.

When a bill of exchange is payable on a fixed day in a place where the calendar is different from the calendar in the place of issue, the day of maturity is deemed to be fixed according to the calendar of the place of payment.

When a bill of exchange drawn between two places having different calendars is payable at a fixed period after date, the day of issue is referred to the corresponding day of the calendar in the place of payment, and the maturity is fixed accordingly.

The time for presenting bills of exchange is calculated in accordance with the rules of the preceding paragraph.

These rules do not apply if a stipulation in the bill or even the simple terms of the instrument indicate an intention to adopt some different rule.

CHAPTER VI. — PAYMENT.

Article 38.

The holder of a bill of exchange payable on a fixed day or at a fixed period after date or after sight must present the bill for payment either on the day on which it is payable or on one of the two business days which follow.

The presentment of a bill of exchange at a clearing-house is equivalent to a presentment for payment.

Article 39.

Le tiré peut exiger, en payant la lettre de change, qu'elle lui soit remise acquittée par le porteur.

Le porteur ne peut refuser un paiement partiel.

En cas de paiement partiel, le tiré peut exiger que mention de ce paiement soit faite sur la lettre et que quittance lui en soit donnée.

Article 40.

Le porteur d'une lettre de change ne peut être contraint d'en recevoir le paiement avant l'échéance.

Le tiré qui paie avant l'échéance le fait à ses risques et périls.

Celui qui paie à l'échéance est valablement libéré, à moins qu'il n'y ait de sa part une fraude ou une faute lourde. Il est obligé de vérifier la régularité de la suite des endossements mais non la signature des endosseurs.

Article 41.

Lorsqu'une lettre de change est stipulée payable en une monnaie n'ayant pas cours au lieu du paiement, le montant peut en être payé dans la monnaie du pays d'après sa valeur au jour de l'échéance. Si le débiteur est en retard, le porteur peut à son choix, demander que le montant de la lettre de change soit payé dans la monnaie du pays d'après le cours, soit du jour de l'échéance, soit du jour du paiement.

Les usages du lieu du paiement servent à déterminer la valeur de la monnaie étrangère. Toutefois, le tireur peut stipuler que la somme à payer sera calculée d'après un cours déterminé dans la lettre.

Les règles ci-énoncées ne s'appliquent pas au cas où le tireur a stipulé que le paiement devra être fait dans une certaine monnaie indiquée (clause de paiement effectif en une monnaie étrangère).

Si le montant de la lettre de change est indiqué dans une monnaie ayant la même dénomination, mais une valeur différente dans le pays d'émission et dans celui du paiement, on est présumé s'être référé à la monnaie du lieu du paiement.

Article 42.

A défaut de présentation de la lettre de change au paiement dans le délai fixé par l'article 38, tout débiteur a la faculté d'en remettre le montant en dépôt à l'autorité compétente, aux frais, risques et périls du porteur.

CHAPITRE VII. — DES RECOURS FAUTE D'ACCEPTATION ET FAUTE DE PAIEMENT.

Article 43.

Le porteur peut exercer ses recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés :

A l'échéance :

Si le paiement n'a pas eu lieu ;

Article 39.

The drawee who pays a bill of exchange may require that it shall be given up to him receipted by the holder.

The holder may not refuse partial payment.

In case of partial payment the drawee may require that mention of this payment shall be made on the bill, and that a receipt therefor shall be given to him.

Article 40.

The holder of a bill of exchange cannot be compelled to receive payment thereof before maturity.

The drawee who pays before maturity does so at his own risk and peril.

He who pays at maturity is validly discharged, unless he has been guilty of fraud or gross negligence. He is bound to verify the regularity of the series of endorsements, but not the signature of the endorsers.

Article 41.

When a bill of exchange is drawn payable in a currency which is not that of the place of payment, the sum payable may be paid in the currency of the country, according to its value on the date of maturity. If the debtor is in default, the holder may at his option demand that the amount of the bill be paid in the currency of the country according to the rate on the day of maturity or the day of payment.

The usages of the place of payment determine the value of foreign currency. Nevertheless, the drawer may stipulate that the sum payable shall be calculated according to a rate expressed in the bill.

The foregoing rules shall not apply to the case in which the drawer has stipulated that payment must be made in a certain specified currency (stipulation for effective payment in foreign currency).

If the amount of the bill of exchange is specified in a currency having the same denomination, but a different value in the country of issue and the country of payment, reference is deemed to be made to the currency of the place of payment.

Article 42.

When a bill of exchange is not presented for payment within the limit of time fixed by Article 38, every debtor is authorised to deposit the amount with the competent authority at the charge, risk and peril of the holder.

CHAPTER VII. — RECOURSE FOR NON-ACCEPTANCE OR NON-PAYMENT.*Article 43.*

The holder may exercise his right of recourse against the endorsers, the drawer and the other parties liable :

At maturity :

If payment has not been made ;

Même avant l'échéance :

- 1° S'il y a eu refus, total ou partiel, d'acceptation ;
- 2° Dans les cas de faillite du tiré, accepteur ou non, de cessation de ses paiements, même non constatée par un jugement, ou de saisie de ses biens demeurée infructueuse ;

- 3° Dans les cas de faillite du tireur d'une lettre non acceptable.

Article 44.

Le refus d'acceptation ou de paiement doit être constaté par un acte authentique (protêt faute d'acceptation ou faute de paiement).

Le protêt faute d'acceptation doit être fait dans les délais fixés pour la présentation à l'acceptation. Si, dans le cas prévu par l'article 24, premier alinéa, la première présentation a eu lieu le dernier jour du délai, le protêt peut encore être dressé le lendemain.

Le protêt faute de paiement d'une lettre de change payable à jour fixe ou à un certain délai de date ou de vue doit être fait l'un des deux jours ouvrables qui suivent le jour où la lettre de change est payable. S'il s'agit d'une lettre payable à vue, le protêt doit être dressé dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent pour dresser le protêt, faute d'acceptation.

Le protêt faute d'acceptation dispense de la présentation au paiement et du protêt faute de paiement.

En cas de cessation de paiements du tiré, accepteur ou non, ou en cas de saisie de ses biens demeurée infructueuse, le porteur ne peut exercer ses recours qu'après présentation de la lettre au tiré pour le paiement et après confection d'un protêt.

En cas de faillite déclarée du tiré, accepteur ou non, ainsi qu'en cas de faillite déclarée du tireur d'une lettre non acceptable, la production du jugement déclaratif de la faillite suffit pour permettre au porteur d'exercer ses recours.

Article 45.

Le porteur doit donner avis du défaut d'acceptation ou de paiement à son endosseur et au tireur dans les quatre jours ouvrables qui suivent le jour du protêt ou celui de la présentation en cas de clause de retour sans frais. Chaque endosseur doit, dans les deux jours ouvrables qui suivent le jour où il a reçu l'avis, faire connaître à son endosseur l'avis qu'il a reçu, en indiquant les noms et les adresses de ceux qui ont donné les avis précédents, et ainsi de suite, en remontant jusqu'au tireur. Les délais ci-dessus indiqués courent de la réception de l'avis précédent.

Lorsque, en conformité de l'alinéa précédent, un avis est donné à un signataire de la lettre de change, le même avis doit être donné dans le même délai à son avaliseur.

Dans le cas où un endosseur n'a pas indiqué son adresse ou l'a indiquée d'une façon illisible, il suffit que l'avis soit donné à l'endosseur qui le précède.

Celui qui a un avis à donner peut le faire sous une forme quelconque, même par un simple renvoi de la lettre de change.

Il doit prouver qu'il a donné l'avis dans le délai imparti. Ce délai sera considéré comme observé si une lettre missive donnant l'avis a été mise à la poste dans ledit délai.

Celui qui ne donne pas l'avis dans le délai ci-dessus indiqué n'encourt pas de déchéance ; il est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé par sa négligence, sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant de la lettre de change.

Even before maturity ;

- (1) If there has been total or partial refusal to accept ;
- (2) In the event of the bankruptcy (*faillite*) of the drawee, whether he has accepted or not, or in the event of a stoppage of payment on his part, even when not declared by a judgment, or where execution has been levied against his goods without result ;
- (3) In the event of the bankruptcy (*faillite*) of the drawer of a non-acceptable bill.

Article 44.

Default of acceptance or of payment must be evidenced by an authentic act (protest for non-acceptance or non-payment).

Protest for non-acceptance must be made within the limit of time fixed for presentment for acceptance. If, in the case contemplated by Article 24, paragraph 1, the first presentment takes place on the last day of that time, the protest may nevertheless be drawn up on the next day.

Protest for non-payment of a bill of exchange payable on a fixed day or at a fixed period after date or sight must be made on one of the two business days following the day on which the bill is payable. In the case of a bill payable at sight, the protest must be drawn up under the conditions specified in the foregoing paragraph for the drawing up of a protest for non-acceptance.

Protest for non-acceptance dispenses with presentment for payment and protest for non-payment.

If there is a stoppage of payment on the part of the drawee, whether he has accepted or not, or if execution has been levied against his goods without result, the holder cannot exercise his right of recourse until after presentment of the bill to the drawee for payment and after the protest has been drawn up.

If the drawee, whether he has accepted or not, is declared bankrupt (*faillite déclarée*), or in the event of the declared bankruptcy of the drawer of a non-acceptable bill, the production of the judgment declaring the bankruptcy suffices to enable the holder to exercise his right of recourse.

Article 45.

The holder must give notice of non-acceptance or non-payment to his endorser and to the drawer within the four business days which follow the day for protest or, in case of a stipulation "*retour sans frais*", the day for presentment. Every endorser must, within the two business days following the day on which he receives notice, notify his endorser of the notice he has received, mentioning the names and addresses of those who have given the previous notices, and so on through the series until the drawer is reached. The periods mentioned above run from the receipt of the preceding notice.

When, in conformity with the preceding paragraph, notice is given to a person who has signed a bill of exchange, the same notice must be given within the same limit of time to his *avaliseur*.

Where an endorser either has not specified his address or has specified it in an illegible manner, it is sufficient that notice should be given to the preceding endorser.

A person who must give notice may give it in any form whatever, even by simply returning the bill of exchange.

He must prove that he has given notice within the time allowed. This time-limit shall be regarded as having been observed if a letter giving the notice has been posted within the prescribed time.

A person who does not give notice within the limit of time mentioned above does not forfeit his rights. He is responsible for the injury, if any, caused by his negligence, but the damages shall not exceed the amount of the bill of exchange.

Article 46.

Le tireur, un endosseur ou un avaliseur peut, par la clause « retour sans frais », « sans protêt » ou toute autre clause équivalente, inscrite sur le titre et signée, dispenser le porteur de faire dresser, pour exercer ses recours, un protêt faute d'acceptation ou faute de paiement.

Cette clause ne dispense pas le porteur de la présentation de la lettre de change dans les délais prescrits ni des avis à donner. La preuve de l'inobservation des délais incombe à celui qui s'en prévaut contre le porteur.

Si la clause est inscrite par le tireur, elle produit ses effets à l'égard de tous les signataires ; si elle est inscrite par un endosseur ou un avaliseur, elle produit ses effets seulement à l'égard de celui-ci. Si, malgré la clause inscrite par le tireur, le porteur fait dresser le protêt, les frais en restent à sa charge. Quand la clause émane d'un endosseur ou d'un avaliseur, les frais du protêt, s'il en est dressé un, peuvent être recouvrés contre tous les signataires.

Article 47.

Tous ceux qui ont tiré, accepté, endossé ou avalisé une lettre de change sont tenus solidairement envers le porteur.

Le porteur a le droit d'agir contre toutes ces personnes, individuellement ou collectivement, sans être astreint à observer l'ordre dans lequel elles se sont obligées.

Le même droit appartient à tout signataire d'une lettre de change qui a remboursé celle-ci.

L'action intentée contre un des obligés n'empêche pas d'agir contre les autres, même postérieurs à celui qui a été d'abord poursuivi.

Article 48.

Le porteur peut réclamer à celui contre lequel il exerce son recours :

1^o Le montant de la lettre de change non acceptée ou non payée avec les intérêts, s'il en a été stipulé ;

2^o Les intérêts au taux de six pour cent à partir de l'échéance ;

3^o Les frais du protêt, ceux des avis donnés, ainsi que les autres frais.

Si le recours est exercé avant l'échéance, déduction sera faite d'un escompte sur le montant de la lettre. Cet escompte sera calculé, d'après le taux de l'escompte officiel (taux de la Banque), tel qu'il existe à la date du recours au lieu du domicile du porteur.

Article 49.

Celui qui a remboursé la lettre de change peut réclamer à ses garants :

1^o La somme intégrale qu'il a payée ;

2^o Les intérêts de ladite somme, calculés au taux de six pour cent, à partir du jour où il l'a déboursée ;

3^o Les frais qu'il a faits.

Article 50.

Tout obligé contre lequel un recours est exercé ou qui est exposé à un recours peut exiger, contre remboursement, la remise de la lettre de change avec le protêt et un compte acquitté.

Tout endosseur qui a remboursé la lettre de change peut biffer son endossement et ceux des endosseurs subséquents.

Article 46.

The drawer, an endorser, or a person guaranteeing payment by *aval* (*avaliseur*) may, by the stipulation "*retour sans frais*", "*sans protêt*", or any other equivalent expression written on the instrument and signed, release the holder from having a protest of non-acceptance or non-payment drawn up in order to exercise his right of recourse.

This stipulation does not release the holder from presenting the bill within the prescribed time, or from the notices he has to give. The burden of proving the non-observance of the limits of time lies on the person who seeks to set it up against the holder.

If the stipulation is written by the drawer, it is operative in respect of all persons who have signed the bill; if it is written by an endorser or an *avaliseur*, it is operative only in respect of such endorser or *avaliseur*. If, in spite of the stipulation written by the drawer, the holder has the protest drawn up, he must bear the expenses thereof. When the stipulation emanates from an endorser or *avaliseur*, the costs of the protest, if one is drawn up, may be recovered from all the persons who have signed the bill.

Article 47.

All drawers, acceptors, endorsers or guarantors by *aval* of a bill of exchange are jointly and severally liable to the holder.

The holder has the right of proceeding against all these persons individually or collectively without being required to observe the order in which they have become bound.

The same right is possessed by any person signing the bill who has taken it up and paid it.

Proceedings against one of the parties liable do not prevent proceedings against the others, even though they may be subsequent to the party first proceeded against.

Article 48.

The holder may recover from the person against whom he exercises his right of recourse :

- (1) The amount of the unaccepted or unpaid bill of exchange with interest, if interest has been stipulated for ;
- (2) Interest at the rate of 6 per cent from the date of maturity ;
- (3) The expenses of protest and of the notices given as well as other expenses.

If the right of recourse is exercised before maturity, the amount of the bill shall be subject to a discount. This discount shall be calculated according to the official rate of discount (bank-rate) ruling on the date when recourse is exercised at the place of domicile of the holder.

Article 49.

A party who takes up and pays a bill of exchange can recover from the parties liable to him :

- (1) The entire sum which he has paid ;
- (2) Interest on the said sum calculated at the rate of 6 per cent, starting from the day when he made payment ;
- (3) Any expenses which he has incurred.

Article 50.

Every party liable against whom a right of recourse is or may be exercised, can require against payment, that the bill shall be given up to him with the protest and a receipted account.

Every endorser who has taken up and paid a bill of exchange may cancel his own endorsement and those of subsequent endorsers.

Article 51.

En cas d'exercice d'un recours après une acceptation partielle, celui qui rembourse la somme pour laquelle la lettre n'a pas été acceptée peut exiger que ce remboursement soit mentionné sur la lettre et qu'il lui en soit donné quittance. Le porteur doit, en outre, lui remettre une copie certifiée conforme de la lettre et le protêt pour permettre l'exercice des recours ultérieurs.

Article 52.

Toute personne ayant le droit d'exercer un recours, peut, sauf stipulation contraire, se rembourser au moyen d'une nouvelle lettre (retraite) tirée à vue sur l'un de ses garants et payable au domicile de celui-ci.

La retraite comprend, outre les sommes indiquées dans les articles 48 et 49, un droit de courtage et le droit de timbre de la retraite.

Si la retraite est tirée par le porteur, le montant en est fixé d'après le cours d'une lettre de change à vue, tirée du lieu où la lettre primitive était payable sur le lieu du domicile du garant. Si la retraite est tirée par un endosseur, le montant en est fixé d'après le cours d'une lettre à vue tirée du lieu où le tireur de la retraite a son domicile sur le lieu du domicile du garant.

Article 53.

Après l'expiration des délais fixés :

Pour la présentation d'une lettre de change à vue ou à un certain délai de vue ;

Pour la confection du protêt faute d'acceptation ou faute de paiement ;

Pour la présentation au paiement en cas de clause de retour sans frais ;

le porteur est déchu de ses droits contre les endosseurs, contre le tireur et contre les autres obligés, à l'exception de l'accepteur.

A défaut de présentation à l'acceptation dans le délai stipulé par le tireur, le porteur est déchu de ses droits de recours, tant pour défaut de paiement que pour défaut d'acceptation, à moins qu'il ne résulte des termes de la stipulation que le tireur n'a entendu s'exonérer que de la garantie de l'acceptation.

Si la stipulation d'un délai pour la présentation est contenue dans un endossement, l'endosseur, seul, peut s'en prévaloir.

Article 54.

Quand la présentation de la lettre de change ou la confection du protêt dans les délais prescrits est empêchée par un obstacle insurmontable (prescription légale d'un Etat quelconque ou autre cas de force majeure), ces délais sont prolongés.

Le porteur est tenu de donner, sans retard, avis du cas de force majeure à son endosseur et de mentionner cet avis, daté et signé de lui, sur la lettre de change ou sur une allonge : pour le surplus, les dispositions de l'article 45 sont applicables.

Après la cessation de la force majeure, le porteur doit, sans retard, présenter la lettre à l'acceptation ou au paiement et, s'il y a lieu, faire dresser le protêt.

Si la force majeure persiste au delà de trente jours à partir de l'échéance, les secours peuvent être exercés, sans que ni la présentation ni la confection d'un protêt soit nécessaire.

Pour les lettres de change à vue ou à un certain délai de vue, le délai de trente jours court de la date à laquelle le porteur a, même avant l'expiration des délais de présentation, donné avis de la force majeure à son endosseur ; pour les lettres de change à un certain délai de vue, le délai de trente jours s'augmente du délai de vue indiqué dans la lettre de change.

Ne sont point considérés comme constituant des cas de force majeure les faits purement personnels au porteur ou à celui qu'il a chargé de la présentation de la lettre ou de la confection du protêt.

Article 51.

In the case of the exercise of the right of recourse after a partial acceptance, the party who pays the sum in respect of which the bill has not been accepted can require that this payment shall be specified on the bill and that he shall be given a receipt therefor. The holder must also give him a certified copy of the bill, together with the protest, in order to enable subsequent recourse to be exercised.

Article 52.

Every person having the right of recourse may, in the absence of agreement to the contrary, reimburse himself by means of a fresh bill (redraft) to be drawn at sight on one of the parties liable to him and payable at the domicile of that party.

The redraft includes, in addition to the sums mentioned in Articles 48 and 49, brokerage and the cost of stamping the redraft.

If the redraft is drawn by the holder, the sum payable is fixed according to the rate for a sight bill drawn at the place where the original bill was payable upon the party liable at the place of his domicile. If the redraft is drawn by an endorser, the sum payable is fixed according to the rate for a sight bill drawn at the place where the drawer of the redraft is domiciled upon the place of domicile of the party liable.

Article 53.

After the expiration of the limits of time fixed :

For the presentment of a bill of exchange drawn at sight or at a fixed period after sight ;

For drawing up the protest for non-acceptance or non-payment ;

For presentment for payment in the case of a stipulation *retour sans frais*,

the holder loses his rights of recourse against the endorsers, against the drawer and against the other parties liable, with the exception of the acceptor.

In default of presentment for acceptance within the limit of time stipulated by the drawer, the holder loses his right of recourse for non-payment, as well as for non-acceptance, unless it appears from the terms of the stipulation that the drawer only meant to release himself from the guarantee of acceptance.

If the stipulation for a limit of time for presentment is contained in an endorsement, the endorser alone can avail himself of it.

Article 54.

Should the presentment of the bill of exchange or the drawing up of the protest within the prescribed limits of time be prevented by an insurmountable obstacle (legal prohibition (*prescription légale*) by any State or other case of *vis major*), these limits of time shall be extended.

The holder is bound to give notice without delay of the case of *vis major* to his endorser and to specify this notice, which he must date and sign, on the bill or on an *allonge* ; in other respects the provisions of Article 45 shall apply.

When *vis major* has terminated, the holder must without delay present the bill of exchange for acceptance or payment and, if need be, draw up the protest.

If *vis major* continues to operate beyond thirty days after maturity, recourse may be exercised, and neither presentment nor the drawing up of a protest shall be necessary.

In the case of bills of exchange drawn at sight or at a fixed period after sight, the time-limit of thirty days shall run from the date on which the holder, even before the expiration of the time for presentment, has given notice of *vis major* to his endorser. In the case of bills of exchange drawn at a certain time after sight, the above time-limit of thirty days shall be added to the period after sight specified in the bill of exchange.

Facts which are purely personal to the holder or to the person whom he has entrusted with the presentment of the bill or drawing up of the protest are not deemed to constitute cases of *vis major*.

CHAPITRE VIII. — DE L'INTERVENTION.

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 55.

Le tireur, un endosseur ou un avaliseur peut indiquer une personne pour accepter ou payer au besoin.

La lettre de change peut être, sous les conditions déterminées ci-après, acceptée ou payée par une personne intervenant pour un débiteur quelconque exposé au recours.

L'intervenant peut être un tiers, même le tiré, ou une personne déjà obligée en vertu de la lettre de change, sauf l'accepteur.

L'intervenant est tenu de donner, dans un délai de deux jours ouvrables, avis de son intervention à celui pour qui il est intervenu. En cas d'inobservation de ce délai, il est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé par sa négligence sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant de la lettre de change.

2. ACCEPTATION PAR INTERVENTION.

Article 56.

L'acceptation par intervention peut avoir lieu dans tous les cas où des recours sont ouverts, avant l'échéance, au porteur d'une lettre de change acceptable.

Lorsqu'il a été indiqué sur la lettre de change une personne pour l'accepter ou la payer au besoin au lieu du paiement, le porteur ne peut exercer avant l'échéance ses droits de recours contre celui qui a apposé l'indication et contre les signataires subséquents à moins qu'il n'ait présenté la lettre de change à la personne désignée et que, celle-ci ayant refusé l'acceptation, ce refus n'ait été constaté par un protêt.

Dans les autres cas d'intervention, le porteur peut refuser l'acceptation par intervention. Toutefois, s'il l'admet, il perd les recours qui lui appartiennent avant l'échéance contre celui pour qui l'acceptation a été donnée et contre les signataires subséquents.

Article 57.

L'acceptation par intervention est mentionnée sur la lettre de change ; elle est signée par l'intervenant. Elle indique pour le compte de qui elle a lieu ; à défaut de cette indication, l'acceptation est réputée donnée pour le tireur.

Article 58.

L'accepteur par intervention est obligé envers le porteur et envers les endosseurs postérieurs à celui pour le compte duquel il est intervenu, de la même manière que celui-ci.

Malgré l'acceptation par intervention, celui pour lequel elle a été faite et ses garants peuvent exiger du porteur, contre remboursement de la somme indiquée à l'article 48, la remise de la lettre de change, du protêt et d'un compte acquitté, s'il y a lieu.

CHAPTER VIII. — INTERVENTION FOR HONOUR.

1. GENERAL PROVISIONS.

Article 55.

The drawer, an endorser, or a person giving an *aval* may specify a person who is to accept or pay in case of need.

A bill of exchange may, subject as hereinafter mentioned, be accepted or paid by a person who intervenes for the honour of any debtor against whom a right of recourse exists.

The person intervening may be a third party, even the drawee, or, save the acceptor, a party already liable on the bill of exchange.

The person intervening is bound to give, within two business days, notice of his intervention to the party for whose honour he has intervened. In default, he is responsible for the injury, if any, due to his negligence, but the damages shall not exceed the amount of the bill of exchange.

2. ACCEPTANCE BY INTERVENTION (FOR HONOUR).

Article 56.

There may be acceptance by intervention in all cases where the holder has a right of recourse before maturity on a bill which is capable of acceptance.

When the bill of exchange indicates a person who is designated to accept or pay it in case of need at the place of payment, the holder may not exercise his rights of recourse before maturity against the person naming such referee in case of need and against subsequent signatories, unless he has presented the bill of exchange to the referee in case of need and until, if acceptance is refused by the latter, this refusal has been authenticated by a protest.

In other cases of intervention the holder may refuse an acceptance by intervention. Nevertheless, if he allows it, he loses his right of recourse before maturity against the person on whose behalf such acceptance was given and against subsequent signatories.

Article 57.

Acceptance by intervention is specified on the bill of exchange. It is signed by the person intervening. It mentions the person for whose honour it has been given and, in default of such mention, the acceptance is deemed to have been given for the honour of the drawer.

Article 58.

The acceptor by intervention is liable to the holder and to the endorsers, subsequent to the party for whose honour he intervened, in the same manner as such party.

Notwithstanding an acceptance by intervention, the party for whose honour it has been given and the parties liable to him may require the holder, in exchange for payment of the sum mentioned in Article 48, to deliver the bill, the protest, and a receipted account, if any.

3. PAIEMENT PAR INTERVENTION.

Article 59.

Le paiement par intervention peut avoir lieu dans tous les cas où, soit à l'échéance, soit avant l'échéance, des recours sont ouverts au porteur.

Le paiement doit comprendre toute la somme qu'aurait à acquitter celui pour lequel il a lieu.

Il doit être fait au plus tard le lendemain du dernier jour admis pour la confection du protêt faute de paiement.

Article 60.

Si la lettre de change a été acceptée par des intervenants ayant leur domicile au lieu du paiement, ou si des personnes ayant leur domicile dans ce même lieu ont été indiquées pour payer au besoin, le porteur doit présenter la lettre à toutes ces personnes et faire dresser, s'il y a lieu, un protêt faute de paiement au plus tard le lendemain du dernier jour admis pour la confection du protêt.

A défaut de protêt dans ce délai, celui qui a indiqué le besoin ou pour le compte de qui la lettre a été acceptée et les endosseurs postérieurs cessent d'être obligés.

Article 61.

Le porteur qui refuse le paiement par intervention perd ses recours contre ceux qui auraient été libérés.

Article 62.

Le paiement par intervention doit être constaté par un acquit donné sur la lettre de change avec indication de celui pour qui il est fait. A défaut de cette indication, le paiement est considéré comme fait pour le tireur.

La lettre de change et le protêt, s'il en a été dressé un, doivent être remis au payeur par l'intervention.

Article 63.

Le payeur par intervention acquiert les droits résultant de la lettre de change contre celui pour lequel il a payé et contre ceux qui sont tenus vis-à-vis de ce dernier en vertu de la lettre de change. Toutefois, il ne peut endosser la lettre de change à nouveau.

Les endosseurs postérieurs au signataire pour qui le paiement a eu lieu sont libérés.

En cas de concurrence pour le paiement par intervention, celui qui opère le plus de libération est préféré. Celui qui intervient, en connaissance de cause, contrairement à cette règle, perd ses recours contre ceux qui auraient été libérés.

CHAPITRE IX. — DE LA PLURALITÉ D'EXEMPLAIRES ET DES COPIES.

I. PLURALITÉ D'EXEMPLAIRES.

Article 64.

La lettre de change peut être tirée en plusieurs exemplaires identiques.

Ces exemplaires doivent être numérotés dans le texte même du titre ; faute de quoi, chacun d'eux est considéré comme une lettre de change distincte.

3. PAYMENT BY INTERVENTION.

Article 59.

Payment by intervention may take place in all cases where, either at maturity or before maturity, the holder has a right of recourse on the bill.

Payment must include the whole amount payable by the party for whose honour it is made.

It must be made at the latest on the day following the last day allowed for drawing up the protest for non-payment.

Article 60.

If a bill of exchange has been accepted by persons intervening who are domiciled in the place of payment, or if persons domiciled there have been named as referees in case of need, the holder must present the bill to all these persons and, if necessary, have a protest for non-payment drawn up at the latest on the day following the last day allowed for drawing up the protest.

In default of protest within this limit of time, the party who has named the referee in case of need, or for whose account the bill has been accepted, and the subsequent endorsers, are discharged.

Article 61.

The holder who refuses payment by intervention loses his right of recourse against any persons who would have been discharged thereby.

Article 62.

Payment by intervention must be authenticated by a receipt given on the bill of exchange mentioning the person for whose honour payment has been made. In default of such mention, payment is deemed to have been made for the honour of the drawer.

The bill of exchange and the protest, if any, must be given up to the person paying by intervention.

Article 63.

The person paying by intervention acquires the rights arising out of the bill of exchange against the party for whose honour he has paid and against persons who are liable to the latter on the bill of exchange. Nevertheless, he cannot re-endorse the bill of exchange.

Endorsers subsequent to the party for whose honour payment has been made are discharged.

In case of competition for payment by intervention, the payment which effects the greater number of releases has the preference. Any person who, with a knowledge of the facts, intervenes in a manner contrary to this rule, loses his right of recourse against those who would have been discharged.

CHAPTER IX. — PARTS OF A SET, AND COPIES.

I. PARTS OF A SET.

Article 64.

A bill of exchange can be drawn in a set of two or more identical parts.

These parts must be numbered in the body of the instrument itself ; in default, each part is considered as a separate bill of exchange.

Tout porteur d'une lettre n'indiquant pas qu'elle a été tirée en un exemplaire unique, peut exiger à ses frais la délivrance de plusieurs exemplaires. A cet effet, il doit s'adresser à son endosseur immédiat, qui est tenu de lui prêter ses soins pour agir contre son propre endosseur, et ainsi de suite, en remontant jusqu'au tireur. Les endosseurs sont tenus de reproduire les endossements sur les nouveaux exemplaires.

Article 65.

Le paiement fait sur un des exemplaires est libératoire, alors même qu'il n'est pas stipulé que ce paiement annule l'effet des autres exemplaires. Toutefois, le tiré reste tenu à raison de chaque exemplaire accepté dont il n'a pas obtenu la restitution.

L'endosseur qui a transféré les exemplaires à différentes personnes, ainsi que les endosseurs subséquents, sont tenus à raison de tous les exemplaires portant leur signature et qui n'ont pas été restitués.

Article 66.

Celui qui a envoyé un des exemplaires à l'acceptation doit indiquer sur les autres exemplaires le nom de la personne entre les mains de laquelle cet exemplaire se trouve. Celle-ci est tenue de le remettre au porteur légitime d'un autre exemplaire.

Si elle s'y refuse, le porteur ne peut exercer de recours qu'après avoir fait constater par un protêt :

- 1^o Que l'exemplaire envoyé à l'acceptation ne lui a pas été remis sur sa demande ;
- 2^o Que l'acceptation ou le paiement n'a pu être obtenu sur un autre exemplaire.

2. COPIES.

Article 67.

Tout porteur d'une lettre de change a le droit d'en faire des copies.

La copie doit reproduire exactement l'original avec les endossements et toutes les autres mentions qui y figurent. Elle doit indiquer où elle s'arrête.

Elle peut être endossée et avalisée de la même manière et avec les mêmes effets que l'original.

Article 68.

La copie doit désigner le détenteur du titre original. Celui-ci est tenu de remettre ledit titre au porteur légitime de la copie.

S'il s'y refuse, le porteur ne peut exercer de recours contre les personnes qui ont endossé ou avalisé la copie qu'après avoir fait constater par un protêt que l'original ne lui a pas été remis sur sa demande.

Si le titre original, après le dernier endossement survenu avant que la copie ne soit faite, porte la clause : « à partir d'ici l'endossement ne vaut que sur la copie » ou toute autre formule équivalente, un endossement signé ultérieurement sur l'original est nul.

CHAPITRE X. — DES ALTÉRATIONS.

Article 69.

En cas d'altération du texte d'une lettre de change, les signataires postérieurs à cette altération sont tenus dans les termes du texte altéré ; les signataires antérieurs le sont dans les termes du texte originaire.

Every holder of a bill which does not specify that it has been drawn as a sole bill may, at his own expense, require the delivery of two or more parts. For this purpose he must apply to his immediate endorser, who is bound to assist him in proceeding against his own endorser, and so on in the series until the drawer is reached. The endorsers are bound to reproduce their endorsements on the new parts of the set.

Article 65.

Payment made on one part of a set operates as a discharge, even though there is no stipulation that this payment annuls the effect of the other parts. Nevertheless, the drawee is liable on each accepted part which he has not recovered.

An endorser who has transferred parts of a set to different persons, as well as subsequent endorsers, are liable on all the parts bearing their signature which have not been restored.

Article 66.

A party who has sent one part for acceptance must indicate on the other parts the name of the person in whose hands this part is to be found. That person is bound to give it up to the lawful holder of another part.

If he refuses, the holder cannot exercise his right of recourse until he has had a protest drawn up specifying :

- (1) That the part sent for acceptance has not been given up to him on his demand ;
- (2) That acceptance or payment could not be obtained on another of the parts.

2. COPIES.

Article 67.

Every holder of a bill of exchange has the right to make copies of it.

A copy must reproduce the original exactly, with the endorsements and all other statements to be found therein. It must specify where the copy ends.

It may be endorsed and guaranteed by *aval* in the same manner and with the same effects as the original.

Article 68.

A copy must specify the person in possession of the original instrument. The latter is bound to hand over the said instrument to the lawful holder of the copy.

If he refuses, the holder may not exercise his right of recourse against the persons who have endorsed the copy or guaranteed it by *aval* until he has had a protest drawn up specifying that the original has not been given up to him on his demand.

Where the original instrument, after the last endorsement before the making of the copy contains a clause "commencing from here an endorsement is only valid if made on the copy" or some equivalent formula, a subsequent endorsement on the original is null and void.

CHAPTER X. — ALTERATIONS.

Article 69.

In case of alteration of the text of a bill of exchange, parties who have signed subsequent to the alteration are bound according to the terms of the altered text ; parties who have signed before the alteration are bound according to the terms of the original text.

CHAPITRE XI. — DE LA PRESCRIPTION.

Article 70.

Toutes actions résultant de la lettre de change contre l'accepteur se prescrivent par trois ans à compter de la date de l'échéance.

Les actions du porteur contre les endosseurs et contre le tireur se prescrivent par un an à partir de la date du protêt dressé en temps utile ou de celle de l'échéance, en cas de clause de retour sans frais.

Les actions des endosseurs les uns contre les autres et contre le tireur se prescrivent par six mois à partir du jour où l'endosseur a remboursé la lettre ou du jour où il a été lui-même actionné.

Article 71.

L'interruption de la prescription n'a d'effet que contre celui à l'égard duquel l'acte interruptif a été fait.

CHAPITRE XII. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 72.

Le paiement d'une lettre de change dont l'échéance est à un jour férié légal ne peut être exigé que le premier jour ouvrable qui suit. De même, tous autres actes relatifs à la lettre de change notamment la présentation à l'acceptation et le protêt, ne peuvent être faits qu'un jour ouvrable.

Lorsqu'un de ces actes doit être accompli dans un certain délai dont le dernier jour est un jour férié légal, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui en suit l'expiration. Les jours fériés intermédiaires sont compris dans la computation du délai.

Article 73.

Les délais légaux ou conventionnels ne comprennent pas le jour qui leur sert de point de départ.

Article 74.

Aucun jour de grâce, ni légal ni judiciaire, n'est admis.

TITRE II

DU BILLET A ORDRE

Article 75.

Le billet à ordre contient :

1^o La dénomination du titre insérée dans le texte même et exprimée dans la langue employée pour la rédaction de ce titre ;

2^o La promesse pure et simple de payer une somme déterminée ;

CHAPTER XI. — LIMITATION OF ACTIONS.

Article 70.

All actions arising out of a bill of exchange against the acceptor are barred after three years, reckoned from the date of maturity.

Actions by the holder against the endorsers and against the drawer are barred after one year from the date of a protest drawn up within proper time, or from the date of maturity where there is a stipulation *retour sans frais*.

Actions by endorsers against each other and against the drawer are barred after six months, reckoned from the day when the endorser took up and paid the bill or from the day when he himself was sued.

Article 71.

Interruption of the period of limitation is only effective against the person in respect of whom the period has been interrupted.

CHAPTER XII. — GENERAL PROVISIONS.

Article 72.

Payment of a bill of exchange which falls due on a legal holiday (*jour férié légal*) cannot be demanded until the next business day. So, too, all other proceedings relating to a bill of exchange, in particular presentment for acceptance and protest, can only be taken on a business day.

Where any of these proceedings must be taken within a certain limit of time the last day of which is a legal holiday (*jour férié légal*), the limit of time is extended until the first business day which follows the expiration of that time. Intermediate holidays (*jours fériés*) are included in computing limits of time.

Article 73.

Legal or contractual limits of time do not include the day on which the period commences.

Article 74.

No days of grace, whether legal or judicial, are permitted.

TITLE II.

PROMISSORY NOTES.

Article 75.

A promissory note contains :

(1) The term " promissory note " inserted in the body of the instrument and expressed in the language employed in drawing up the instrument ;

(2) An unconditional promise to pay a determinate sum of money ;

- 3° L'indication de l'échéance ;
- 4° Celle du lieu où le paiement doit s'effectuer ;
- 5° Le nom de celui auquel ou à l'ordre duquel le paiement doit être fait ;
- 6° L'indication de la date et du lieu où le billet est souscrit ;
- 7° La signature de celui qui émet le titre (souscripteur).

Article 76.

Le titre dans lequel une des énonciations indiquées à l'article précédent fait défaut ne vaut pas comme billet à ordre, sauf dans les cas déterminés par les alinéas suivants.

Le billet à ordre dont l'échéance n'est pas indiquée est considéré comme payable à vue.

A défaut d'indication spéciale, le lieu de création du titre est réputé être le lieu du paiement et, en même temps, le lieu du domicile du souscripteur.

Le billet à ordre n'indiquant pas le lieu de sa création est considéré comme souscrit dans le lieu désigné à côté du nom du souscripteur.

Article 77.

Sont applicables au billet à ordre, en tant qu'elles ne sont pas incompatibles avec la nature de ce titre, les dispositions relatives à la lettre de change et concernant :

L'endossement (articles 11-20) ;

L'échéance (articles 33-37) ;

Le paiement (articles 38-42) ;

Les recours faute de paiement (articles 43-50, 52-54) ;

Le paiement par intervention (articles 55, 59-63) ;

Les copies (articles 67 et 68) ;

Les altérations (article 69) ;

La prescription (articles 70-71) ;

Les jours fériés, la computation des délais et l'interdiction des jours de grâce (articles 72, 73 et 74).

Sont aussi applicables au billet à ordre les dispositions concernant la lettre de change payable chez un tiers ou dans une localité autre que celle du domicile du tiré (articles 4 et 27), la stipulation d'intérêts (article 5), les différences d'énonciation relatives à la somme à payer (article 6), les conséquences de l'apposition d'une signature dans les conditions visées à l'article 7, celles de la signature d'une personne qui agit sans pouvoirs ou en dépassant ses pouvoirs (article 8), et la lettre de change en blanc (article 10).

Sont également applicables au billet à ordre, les dispositions relatives à l'aval (articles 30 à 32) ; dans le cas prévu à l'article 31, dernier alinéa, si l'aval n'indique pas pour le compte de qui il a été donné, il est réputé l'avoir été pour le compte du souscripteur du billet à ordre.

Article 78.

Le souscripteur d'un billet à ordre est obligé de la même manière que l'accepteur d'une lettre de change.

Les billets à ordre payables à un certain délai de vue doivent être présentés au visa du souscripteur dans les délais fixés à l'article 23. Le délai de vue court de la date du visa signé du souscripteur sur le billet. Le refus du souscripteur de donner son visa daté est constaté par un protêt (article 25) dont la date sert de point de départ au délai de vue.

- (3) A statement of the time of payment ;
- (4) A statement of the place where payment is to be made ;
- (5) The name of the person to whom or to whose order payment is to be made ;
- (6) A statement of the date and of the place where the promissory note is issued ;
- (7) The signature of the person who issues the instrument (maker).

Article 76.

An instrument in which any of the requirements mentioned in the preceding article are wanting is invalid as a promissory note except in the cases specified in the following paragraphs.

A promissory note in which the time of payment is not specified is deemed to be payable at sight.

In default of special mention, the place where the instrument is made is deemed to be the place of payment and at the same time the place of the domicile of the maker.

A promissory note which does not mention the place of its issue is deemed to have been made in the place mentioned beside the name of the maker.

Article 77.

The following provisions relating to bills of exchange apply to promissory notes so far as they are not inconsistent with the nature of these instruments, viz. :

Endorsement (Articles 11 to 20) ;

Time of payment (Articles 33 to 37) ;

Payment (Articles 38 to 42) ;

Recourse in case of non-payment (Articles 43 to 50, 52 to 54) ;

Payment by intervention (Articles 55, 59 to 63) ;

Copies (Articles 67 and 68) ;

Alterations (Article 69) ;

Limitation of actions (Articles 70 and 71) ;

Holidays, computation of limits of time and prohibition of days of grace (Articles 72, 73 and 74).

The following provisions are also applicable to a promissory note : The provisions concerning a bill of exchange payable at the address of a third party or in a locality other than that of the domicile of the drawee (Articles 4 and 27) ; stipulation for interest (Article 5) ; discrepancies as regards the sum payable (Article 6) ; the consequences of signature under the conditions mentioned in Article 7, the consequences of signature by a person who acts without authority or who exceeds his authority (Article 8) ; and provisions concerning a bill of exchange in blank (Article 10).

The following provisions are also applicable to a promissory note : Provisions relating to guarantee by *aval* (Articles 30-32) ; in the case provided for in Article 31, last paragraph, if the *aval* does not specify on whose behalf it has been given, it is deemed to have been given on behalf of the maker of the promissory note.

Article 78.

The maker of a promissory note is bound in the same manner as an acceptor of a bill of exchange.

Promissory notes payable at a certain time after sight must be presented for the visa of the maker within the limits of time fixed by Article 23. The limit of time runs from the date of the visa signed by the maker on the note. The refusal of the maker to give his visa with the date thereon must be authenticated by a protest (Article 25), the date of which marks the commencement of the period of time after sight.

ANNEXE II

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut prescrire que l'obligation d'insérer dans les lettres de change créées sur son territoire la dénomination de « lettre de change » prévue par l'article premier, N° 1 de la loi uniforme, ne s'appliquera que six mois après l'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes a, pour les engagements pris en matière de lettre de change sur son territoire, la faculté de déterminer de quelle manière il peut être suppléé à la signature elle-même, pourvu qu'une déclaration authentique inscrite sur la lettre de change constate la volonté de celui qui aurait dû signer.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de ne pas insérer l'article 10 de la loi uniforme dans sa loi nationale.

Article 4.

Par dérogation à l'article 31, alinéa premier de la loi uniforme, chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté d'admettre qu'un aval pourra être donné sur son territoire par un acte séparé indiquant le lieu où il est intervenu.

Article 5.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut compléter l'article 38 de la loi uniforme en ce sens que, pour une lettre de change payable sur son territoire, le porteur sera obligé de la présenter le jour même de l'échéance ; l'inobservation de cette obligation ne pourra donner lieu qu'à des dommages-intérêts.

Les autres Hautes Parties contractantes auront la faculté de déterminer les conditions sous lesquelles elles reconnaîtront une telle obligation.

Article 6.

Il appartiendra à chacune des Hautes Parties contractantes de déterminer, pour l'application du dernier alinéa de l'article 38 de la loi uniforme, les institutions qui, selon la loi nationale, sont à considérer comme chambres de compensation.

Article 7.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de déroger si elle le juge nécessaire, en des circonstances exceptionnelles ayant trait au cours du change de la monnaie de cet Etat, aux effets de la clause prévue à l'article 41 et relative au paiement effectif en une monnaie étrangère en ce qui concerne les lettres de change payables sur son territoire. La même règle peut être appliquée pour ce qui concerne la création des lettres de change en monnaies étrangères sur le territoire national.

ANNEX II.

Article 1.

Each of the High Contracting Parties may stipulate that the obligation to insert in bills of exchange issued in its territory the term " bill of exchange ", as laid down in Article 1, 1. of the Uniform Law, shall not apply until six months after the entry into force of the present Convention.

Article 2.

Each of the High Contracting Parties has, as regards undertakings entered into in respect of bills of exchange in its own territory, the right to determine in what manner an actual signature may be replaced by an authentic declaration written on the bill which evidences the consent of the party who should have signed.

Article 3.

Each of the High Contracting Parties reserves the right not to embody Article 10 of the Uniform Law in its national law.

Article 4.

By way of derogation from Article 31, paragraph 1, of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties shall have the right to decide that an *aval* may be given in its territory by a separate instrument specifying the place in which the instrument has been executed.

Article 5.

Each of the High Contracting Parties may supplement Article 38 of the Uniform Law so as to provide that the holder of a bill of exchange payable in its territory shall be obliged to present it on the actual day of maturity. Failure to comply with this obligation may only give rise to a right to damages.

The other High Contracting Parties shall have the right to determine the conditions subject to which such obligation will be recognised by them.

Article 6.

For the purpose of giving effect to the last paragraph of Article 38 of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties shall determine the institutions which, according to its national law, are to be regarded as clearing-houses.

Article 7.

Each of the High Contracting Parties shall have the right, if it deems fit, in exceptional circumstances connected with the rate of exchange in such State, to derogate from the stipulation contained in Article 41 for effective payment in foreign currency as regards bills of exchange payable in its territory. The above rule may also be applied as regards the issue in the national territory of bills of exchange payable in foreign currencies.

Article 8.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire que les protêts à dresser sur son territoire peuvent être remplacés par une déclaration datée et écrite sur la lettre de change elle-même, signée par le tiré, sauf dans le cas où le tireur exige dans le texte de la lettre de change un protêt par acte authentique.

Chacune des Hautes Parties contractantes a également la faculté de prescrire que ladite déclaration soit transcrite sur un registre public dans le délai fixé par les protêts.

Dans le cas prévu aux alinéas précédents, l'endossement sans date est présumé avoir été fait antérieurement au protêt.

Article 9.

Par dérogation à l'article 44, alinéa 3, de la loi uniforme, chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire que le protêt faute de paiement doit être dressé soit le jour où la lettre de change est payable, soit l'un des deux jours ouvrables qui suivent.

Article 10.

Il est réservé à la législation de chacun des Hautes Parties contractantes de déterminer de façon précise les situations juridiques visées à l'article 43, numéros 2 et 3, et à l'article 4 alinéas 5 et 6, de la loi uniforme.

Article 11.

Par dérogation aux dispositions des articles 43, numéros 2 et 3, et 74 de la loi uniforme, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté d'admettre dans sa législation la possibilité pour les garants d'une lettre de change d'obtenir, en cas de recours exercé contre eux, des délais, qui, en aucun cas, ne pourront dépasser l'échéance de la lettre de change.

Article 12.

Par dérogation à l'article 45 de la loi uniforme, chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de maintenir ou d'introduire le système d'avis à donner par l'officier public, savoir : qu'en effectuant le protêt faute d'acceptation ou faute de paiement, le notaire ou le fonctionnaire qui, d'après la loi nationale, est autorisé à dresser le protêt est tenu d'en donner avis par écrit à celles des personnes obligées dans la lettre de change dont les adresses sont soit indiquées sur la lettre de change, soit connues par l'officier public dressant le protêt, soit indiquées par les personnes ayant exigé le protêt. Les dépenses résultant d'un tel avis sont à ajouter aux frais de protêt.

Article 13.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire en ce qui concerne les lettres de change qui sont à la fois émises et payables sur son territoire, que le taux d'intérêt, dont il est question à l'article 48, numéro 2, et à l'article 49, numéro 2, de la loi uniforme, pourra être remplacé par le taux légal en vigueur dans le territoire de cette Haute Partie contractante.

Article 14.

Par dérogation à l'article 48 de la loi uniforme chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté d'insérer dans la loi nationale une disposition prescrivant que le porteur peut

Article 8.

Each of the High Contracting Parties may prescribe that protests to be drawn up in its territory may be replaced by a declaration dated and written on the bill itself, and signed by the drawee, except where the drawer stipulates in the body of the bill of exchange itself for an authenticated protest.

Each of the High Contracting Parties may also prescribe that the said declaration shall be inscribed in a public register within the limit of time fixed for protests.

In the case provided for in the preceding paragraphs, an undated endorsement is presumed to have been made prior to the protest.

Article 9.

By way of derogation from Article 44, paragraph 3, of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties has the right to prescribe that a protest for non-payment must be drawn up either on the day when the bill is payable or on one of the two following business days.

Article 10.

It is reserved to the legislation of each of the High Contracting Parties to determine the exact legal situations referred to in Article 43, Nos. 2 and 3, and in Article 44, paragraphs 5 and 6, of the Uniform Law.

Article 11.

By way of derogation from the provisions of Article 43, Nos. 2 and 3, and Article 74 of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties reserves the right to include in its legislation the possibility for persons guaranteeing a bill of exchange to obtain, in the event of recourse being exercised against them, periods of grace which may in no case extend beyond the maturity of the bill.

Article 12.

By way of derogation from Article 45 of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties shall be entitled to maintain or introduce the following system of notification by the public official, viz., that, when protesting for non-acceptance or non-payment, the notary or official who, under the national law, is authorised to draw up the protest, is required to give notice in writing to the persons liable under the bill of exchange whose addresses are specified in the bill, or are known to the public official drawing up the protest, or are specified by the persons demanding the protest. The costs of such notice shall be added to the costs of the protest.

Article 13.

Each of the High Contracting Parties is entitled to prescribe, as regards bills of exchange which are both issued and payable in its territory, that the rate of interest mentioned in Article 48, No. 2, and Article 49, No. 2, of the Uniform Law be replaced by the legal rate in force in the territory of that High Contracting Party.

Article 14.

By derogation from Article 48 of the Uniform Law each of the High Contracting Parties reserves the right to insert in its national law a rule prescribing that the holder may claim from

réclamer à celui contre lequel il exerce son recours un droit de commission dont le montant sera déterminé par la loi nationale.

Il en est de même, par dérogation à l'article 49 de la loi uniforme, en ce qui concerne la personne qui, ayant remboursé la lettre de change, en réclame le montant à ses garants.

Article 15.

Chacune des Hautes Parties contractantes est libre de décider que, dans le cas de déchéance ou de prescription, il subsistera sur son territoire une action contre le tireur qui n'a pas fait provision ou contre un tireur ou un endosseur qui se serait enrichi injustement. La même faculté existe, en cas de prescription, en ce qui concerne l'accepteur qui a reçu provision ou se serait enrichi injustement.

Article 16.

La question de savoir si le tireur est obligé de fournir provision à l'échéance et si le porteur a des droits spéciaux sur cette provision reste en dehors de la loi uniforme.

Il en est de même pour toute autre question concernant le rapport sur la base duquel a été émise la traite.

Article 17.

C'est à la législation de chacune des Hautes Parties contractantes qu'il appartient de déterminer les causes d'interruption et de suspension de la prescription des actions résultant d'une lettre de change dont ses tribunaux ont à connaître.

Les autres Hautes Parties contractantes ont la faculté de déterminer les conditions auxquelles elles reconnaîtront de pareilles causes. Il en est de même de l'effet d'une action comme moyen de faire courir le délai de prescription prévu par l'article 70, alinéa 3, de la loi uniforme.

Article 18.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire que certains jours ouvrables seront assimilés aux jours fériés légaux en ce qui concerne la présentation à l'acceptation ou au paiement et tous autres actes relatifs à la lettre de change.

Article 19.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déterminer la dénomination à adopter dans les lois nationales pour les titres visés à l'article 75 de la loi uniforme ou dispenser ces titres de toute dénomination spéciale pourvu qu'ils contiennent l'indication expresse qu'ils sont à ordre.

Article 20.

Les dispositions des articles 1 à 18 de la présente annexe, relatives à la lettre de change, s'appliquent également au billet à ordre.

Article 21.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de restreindre l'engagement mentionné dans l'article premier de la convention aux seules dispositions sur la lettre de change

the party against whom he is exercising his right of recourse a commission the amount of which shall be determined by the national law.

The same applies, by derogation from Article 49 of the Uniform Law, to a person who, having taken up and paid the bill of exchange, claims the amount from the parties liable to him.

Article 15.

Each of the High Contracting Parties is free to decide that, in the event of extinctive prescription (*déchéance*) or limitation of actions (*prescription*), proceedings may be taken in its territory against a drawer who has not provided cover (*provision*) for the bill, or against a drawer or endorser who has made an inequitable gain. The same right exists in the case of limitation of action as regards an acceptor who has received cover or made an inequitable gain (*se serait enrichi injustement*).

Article 16.

The question whether the drawer is obliged to provide cover (*provision*) at maturity and whether the holder has special rights to this cover remains outside the scope of the Uniform Law.

The same applies to any other question concerning the legal relations on the basis of which the bill was issued.

Article 17.

It is for the legislation of each of the High Contracting Parties to determine the causes of interruption or suspension of limitation (*prescription*) in the case of actions on bills of exchange which come before its courts.

The other High Contracting Parties are entitled to determine the conditions subject to which they will recognise such causes. The same applies to the effect of an action as a means of indicating the commencement of the period of limitation (*prescription*) laid down in Article 70, paragraph 3, of the Uniform Law.

Article 18.

Each of the High Contracting Parties has the right to prescribe that certain business days shall be assimilated to legal holidays (*jours fériés légaux*) as regards presentment for acceptance or payment and all other acts relating to bills of exchange.

Article 19.

Each of the High Contracting Parties may determine the denomination to be adopted in the national laws for the instruments referred to in Article 75 of the Uniform Law, or may exempt them from any special denomination, provided that they contain an express mention that they are drawn to order.

Article 20.

The provisions of Articles 1 to 18 of the present Annex with regard to bills of exchange apply likewise to promissory notes.

Article 21.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to restrict the undertaking mentioned in Article 1 of the Convention to the provisions dealing with bills of exchange only, and not to

et de ne pas introduire dans son territoire les dispositions sur le billet à ordre contenues dans le titre II de la loi uniforme. Dans ce cas, la Haute Partie contractante qui a profité de cette réserve ne sera considérée comme Partie contractante que pour ce qui concerne la lettre de change.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve également la faculté de faire des dispositions concernant le billet à ordre l'objet d'un règlement spécial qui sera entièrement conforme aux stipulations du titre II de la loi uniforme et qui reproduira les règles sur la lettre de change auxquelles il est renvoyé, sous les seules modifications résultant des articles 75, 76, 77 et 78 de la loi uniforme et des articles 19 et 20 de la présente annexe.

Article 22.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté d'édicter des dispositions exceptionnelles d'ordre général relatives à la prorogation des délais concernant les actes conservatoires des recours et à la prorogation des échéances.

Article 23.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à reconnaître les dispositions adoptées par toute Haute Partie contractante en vertu des articles 1 à 4, 6, 8 à 16 et 18 à 21 de la présente annexe.

PROTOCOLE DE LA CONVENTION

Au moment de procéder à la signature de la convention, en date de ce jour, portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

A.

Les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres qui n'auraient pas été en mesure d'effectuer avant le 1^{er} septembre 1932 le dépôt de leur ratification sur ladite convention s'engagent à adresser, dans les quinze jours suivant cette date, une communication au Secrétaire général de la Société des Nations, pour lui faire connaître la situation dans laquelle ils se trouvent en ce qui concerne la ratification.

B.

Si, à la date du 1^{er} novembre 1932, les conditions prévues à l'article VI, alinéa premier, pour l'entrée en vigueur de la convention, ne sont pas remplies, le Secrétaire général de la Société des Nations convoquera une réunion des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres qui auraient signé la convention ou y auraient adhéré.

Cette réunion aura pour objet l'examen de la situation et des mesures à prendre, le cas échéant, pour y faire face.

C.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement, dès leur mise en vigueur, les dispositions législatives qu'elles établiront sur leurs territoires respectifs en exécution de la convention.

introduce into its territory the provisions dealing with promissory notes contained in Title II of the Uniform Law. In this case the High Contracting Party making use of this reservation shall only be regarded as a contracting party in respect of bills of exchange.

Each of the High Contracting Parties further reserves the right to embody the provisions concerning promissory notes in a special regulation, which shall exactly conform to the stipulations in Title II of the Uniform Law and which shall reproduce the rules on bills of exchange to which reference is made, subject only to the modifications resulting from Articles 75, 76, 77 and 78 of the Uniform Law and from Articles 19 and 20 of the present Annex.

Article 22.

Each of the High Contracting Parties has the right to adopt exceptional measures of a general nature relating to the extension of the limits of time for conservatory measures in relation to recourse (*actes conservatoires des recours*) and to the extension of maturities.

Article 23.

Each of the High Contracting Parties undertakes to recognise the provisions adopted by every other High Contracting Party in virtue of Articles 1 to 4, 6, 8 to 16 and 18 to 21 of the present Annex.

PROTOCOL TO THE CONVENTION.

At the time of signing the Convention of this day's date providing a Uniform Law for bills of exchange and promissory notes, the undersigned, duly authorised, have agreed upon the following provisions :

A.

The Members of the League of Nations and the non-Member States who may not have been able to deposit their ratifications of the said Convention before September 1st, 1932, undertake to forward, within fifteen days from that date, a communication to the Secretary-General of the League of Nations informing him of their situation as regards ratification.

B.

If on November 1, 1932, the conditions laid down in the first paragraph of Article VI for the entry into force of the Convention are not fulfilled, the Secretary-General of the League of Nations shall convene a meeting of the Members of the League and the non-Member States which have signed the Convention or acceded to it.

The purpose of this meeting shall be to examine the situation and any measures to be taken to remedy it.

C.

The High Contracting Parties shall communicate to each other, immediately upon their coming into force, the legislative measures taken by them in execution of the Convention in their respective territories.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Genève, le sept juin mil neuf cent trente, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Geneva, the seventh day of June, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-Member States represented at the Conference.

Allemagne

LEO QUASSOWSKI
D^r ALBRECHT
D^r ULLMANN

Germany

Autriche

D^r STROBELE

Austria

Belgique

V^{te} P. POULLET
DE LA VALLÉE POUSSIN

Belgium

Brésil

Deoclecio DE CAMPOS

Brazil

Colombie

A. J. RESTREPO

Colombia

Danemark

A. HELPER
V. EIGTVED

Denmark

Ville Libre de Dantzig

SULKOWSKI

Free City of Danzig

Equateur

Alex. GASTELÚ

Ecuador

Espagne

Juan GÓMEZ MONTEJO

Spain

Finlande

F. GRÖNVALL

Finland

France

J. PERCEROU

France

Grèce

R. RAPHAËL

Greece

Hongrie

D^r BARANYAI Zoltán

Hungary

<i>Italie</i>	Amedeo GIANNINI	<i>Italy</i>
<i>Japon</i>	M. OHNO T. SHIMADA	<i>Japan</i>
<i>Luxembourg</i>	Ch. G. VERMAIRE	<i>Luxemburg</i>
<i>Norvège</i>	Stub HOLMBOE	<i>Norway</i>
<i>Pays-Bas</i>	MOLENGRAAFF	<i>The Netherlands</i>
<i>Pérou</i>	J. M. BARRETO	<i>Peru</i>
<i>Pologne</i>	SULKOWSKI	<i>Poland</i>
<i>Portugal</i>	José CAEIRO DA MATTA	<i>Portugal</i>
<i>Suède</i>	E. MARKS VON WÜRTEMBERG Birger EKEBERG	<i>Sweden</i>
<i>Suisse</i>	VISCHER	<i>Switzerland</i>
<i>Tchécoslovaquie</i>	Prof. Dr Karel HERMANN-OTAVSKÝ	<i>Czechoslovakia</i>
<i>Turquie</i>	<i>Ad referendum</i> MEHMED MUNIR	<i>Turkey</i>
<i>Yougoslavie</i>	I. CHOUMENKOVITCH	<i>Yugoslavia</i>

N° 3314.

ALLEMAGNE, AUTRICHE,
BELGIQUE,
BRÉSIL, COLOMBIE, etc.

Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre, avec protocole. Signés à Genève, le 7 juin 1930.

GERMANY, AUSTRIA,
BELGIUM,
BRAZIL, COLOMBIA, etc.

Convention for the Settlement of Certain Conflicts of Laws in connection with Bills of Exchange and Promissory Notes, and Protocol. Signed at Geneva, June 7, 1930.

N° 3314. — CONVENTION¹ DESTINÉE A RÉGLER CERTAINS
CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE DE LETTRES DE CHANGE
ET DE BILLETS A ORDRE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 7 JUIN 1930.

Textes officiels français et anglais. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son article 20, le 1^{er} janvier 1934, jour de son entrée en vigueur.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON ; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG ; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE,

Désireux d'adopter des règles pour résoudre certains conflits de lois en matière de lettre de change et de billet à ordre, ont désigné pour leurs plénipotentiaires savoir :

¹ *Dépôt des ratifications à Genève :*

GRÈCE	31 août 1931.
DANEMARK	27 juillet 1932.

Le Gouvernement du Roi, par son acceptation de cette convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland.

NORVÈGE	27 juillet 1932.
SUÈDE	27 juillet 1932.
PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe)	20 août 1932.
SUISSE	26 août 1932.

Cette ratification ne sortira ses effets qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques.

AUTRICHE	31 août 1932.
BELGIQUE	31 août 1932.
FINLANDE	31 août 1932.
ITALIE	31 août 1932.
JAPON	31 août 1932.
ALLEMAGNE	3 octobre 1933.
PORTUGAL	8 juin 1934.

Cette ratification est donnée sous la réserve que les dispositions de la convention ne s'appliquent pas au territoire colonial portugais.

Adhésion :

MONACO	25 janvier 1934.
------------------	------------------

No. 3314. — CONVENTION¹ FOR THE SETTLEMENT OF CERTAIN CONFLICTS OF LAWS IN CONNECTION WITH BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES. SIGNED AT GENEVA, JUNE 7, 1930.

Official texts in French and English. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 20, on January 1, 1934, the date of its entry into force.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH ; THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR ; HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC ; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN ; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG ; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN ; THE SWISS FEDERAL COUNCIL ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA,

Being desirous of adopting rules to settle certain conflicts of laws in connection with bills of exchange and promissory notes, have appointed as their Plenipotentiaries the following :

¹ *Deposit of ratifications in Geneva :*

GREECE	August 31, 1931.
DENMARK	July 27, 1932.

The Government of the King, by its acceptance of this Convention, does not intend to assume any obligations as regards Greenland.*

NORWAY	July 27, 1932.
SWEDEN	July 27, 1932.
THE NETHERLANDS (for the Kingdom in Europe)	August 20, 1932.
SWITZERLAND	August 26, 1932.

This ratification will take effect only after the adoption of a law revising Sections XXIV to XXXIII of the Federal Code of Obligations or, if necessary, of a special law regarding bills of exchange, promissory notes and cheques.*

AUSTRIA	August 31, 1932.
BELGIUM	August 31, 1932.
FINLAND	August 31, 1932.
ITALY	August 31, 1932.
JAPAN	August 31, 1932.
GERMANY	October 3, 1933.
PORTUGAL	June 8, 1934.

This ratification is given subject to the reservation that the provisions of the Convention do not apply to the colonial territory of Portugal.*

Accession :

MONACO	January 25, 1934.
------------------	-------------------

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Leo QUASSOWSKI, conseiller ministériel au Ministère de la Justice du Reich ;
Le docteur Erich ALBRECHT, conseiller de Légation au Ministère des Affaires étrangères du Reich ;
Le docteur Fritz ULLMANN, juge au Tribunal de Berlin.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le docteur Guido STROBELE, conseiller ministériel au Ministère fédéral de la Justice.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Le vicomte POULLET, ministre d'Etat, membre de la Chambre des Représentants ;
M. J. DE LA VALLÉE POUSSIN, secrétaire général du Ministère des Sciences et des Arts.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

M. Deoclecio DE CAMPOS, attaché commercial à Rome, ancien professeur à la Faculté de droit de Para.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

M. A. José RESTREPO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK :

M. Axel HELPER, conseiller ministériel au Ministère du Commerce et de l'Industrie ;
M. Valdemar EIGTVED, directeur de la « Privatbanken » à Copenhague.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

M. Józef SUŁKOWSKI, professeur à l'Université de Poznan, membre de la Commission de codification de Pologne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'EQUATEUR :

Le docteur Alejandro GASTELÚ, vice-consul à Genève.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Le docteur Juan GÓMEZ MONTEJO, chef de section du Corps des juristes du Ministère de la Justice.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Filip GRÖNVALL, Conseiller d'Etat, membre de la Haute Cour administrative de Helsinki.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. L. J. PERCEROU, professeur à la Faculté de droit de Paris.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. R. RAPHAËL, délégué permanent auprès de la Société des Nations, chargé d'affaires à Berne.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. Zoltán BARANYAI, chargé d'affaires *a.i.* de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Amedeo GIANNINI, Conseiller d'Etat, ministre plénipotentiaire.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Leo QUASSOWSKI, Ministerial Counsellor in the Reich Ministry of Justice ;
Dr. Erich ALBRECHT, Counsellor of Legation in the Reich Ministry for Foreign Affairs ;

Dr. Fritz ULLMANN, Judge at the Court of Berlin.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Guido STROBELE, Ministerial Counsellor in the Federal Ministry of Justice.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Viscount POULLET, Minister of State, Member of the House of Representatives ;
M. J. DE LA VALLÉE POUSSIN, Secretary-General of the Ministry of Science and Arts.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

M. Deoclecio DE CAMPOS, Commercial Attaché at Rome, formerly Professor in the Faculty of Law of Para.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

M. A. José RESTREPO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK :

M. Axel HELPER, Ministerial Counsellor in the Ministry of Commerce and Industry ;
M. Valdemar EIGTVED, General Manager of the " Privatbanken ", Copenhagen.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG :

M. Józef SUŁKOWSKI, Professor at the University of Poznan, Member of the Polish Codification Commission.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR :

Dr. Alejandro GASTELÚ, Vice-Consul at Geneva.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

Dr. Juan GÓMEZ MONTEJO, Head of Section of the Corps of Jurists in the Ministry of Justice.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Filip GRÖNVALL, Counsellor of State, Member of the Higher Administrative Court at Helsinki.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. L. J. PERCEROU, Professor in the Faculty of Law of Paris.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. R. RAPHAËL, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Chargé d'Affaires at Berne.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Zoltán BARANYAI, Chargé d'Affaires *a.i.* of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Amedeo GIANNINI, Counsellor of State, Minister Plenipotentiary.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Morie OHNO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président fédéral de la République d'Autriche ;
M. Tetsukichi SHIMADA, juge à la Cour de Cassation de Tokio.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Ch. G. VERMAIRE, consul à Genève.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. C. Stub HOLMBOE, avocat.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le docteur W. L. P. A. MOLENGRAAFF, professeur émérite de l'Université d'Utrecht.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU :

M. José Maria BARRETO, chef du Bureau permanent du Pérou auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Józef SULKOWSKI, professeur à l'Université de Poznan, membre de la Commission de codification de Pologne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Le docteur José CAEIRO DA MATTA, recteur de l'Université de Lisbonne, professeur à la Faculté de droit, directeur de la Banque de Portugal.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Le baron E. MARKS VON WÜRTEMBERG, président de la Cour d'Appel de Stockholm, ancien ministre des Affaires étrangères ;

M. Birger EKEBERG, président de la Commission de législation civile, ancien ministre de la Justice, ancien membre de la Cour Suprême.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Le docteur Max VISCHER, avocat et notaire, premier secrétaire de l'Association suisse des Banquiers.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le docteur Karel HERMANN-OTAVSKÝ, professeur à l'Université de Prague, président de la Commission de codification du droit commercial au Ministère de la Justice.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

MEHMED MUNIR Bey, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. Ilia CHOUMENKOVITCH, délégué permanent auprès de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, les unes vis-à-vis des autres, à appliquer pour la solution des conflits de lois ci-dessous énumérés, en matière de lettre de change et de billets à ordre, les règles indiquées dans les articles suivants.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

M. Morie OHNO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Federal President of the Austrian Republic ;
M. Tetsukichi SHIMADA, Judge at the " Cour de Cassation " of Tokio.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Ch. G. VERMAIRE, Consul at Geneva.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. C. Stub HOLMBOE, Barrister-at-Law.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Dr. W. L. P. A. MOLENGRAAFF, Professor Emeritus of the University of Utrecht.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU :

M. José Maria BARRETO, Head of the Permanent Office of Peru accredited to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Józef SUŁKOWSKI, Professor at the University of Poznan, Member of the Polish Codification Commission.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Dr. José CAEIRO DA MATTA, Rector of the University of Lisbon, Professor in the Faculty of Law, Director of the Bank of Portugal.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Baron E. MARKS VON WÜRTEMBERG, President of the Stockholm Court of Appeal, former Minister for Foreign Affairs ;
M. Birger EKEBERG, President of the Civil Legislation Commission, former Minister of Justice, former Member of the Supreme Court.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Dr. Max VISCHER, Barrister-at-Law and Notary, First Secretary of the Swiss Bankers' Association.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Karel HERMANN-OTAVSKÝ, Professor at the University of Prague, President of the Codification Commission for Commercial Law in the Ministry of Justice.

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

MEHMED MUNIR Bey, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Swiss Federal Council.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

M. Ilija CHOUMENKOVITCH, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, accredited to the Swiss Federal Council.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties mutually undertake to apply, for the settlement of the conflicts of law hereinafter mentioned, in connection with bills of exchange and promissory notes, the rules set out in the following articles.

Article 2.

La capacité d'une personne pour s'engager par lettre de change et billet à ordre, est déterminée par sa loi nationale. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre pays, cette dernière loi est appliquée.

La personne qui serait incapable, d'après la loi indiquée par l'alinéa précédent, est, néanmoins valablement tenue, si la signature a été donnée sur le territoire d'un pays d'après la législation duquel la personne aurait été capable.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de ne pas reconnaître la validité de l'engagement pris en matière de lettre de change et de billet à ordre par l'un de ses ressortissants et qui ne serait tenu pour valable dans le territoire des autres Hautes Parties contractantes que par application de l'alinéa précédent du présent article.

Article 3.

La forme des engagements pris en matière de lettre de change et de billet à ordre est réglée par la loi du pays sur le territoire duquel ces engagements ont été souscrits.

Cependant, si les engagements souscrits sur une lettre de change ou un billet à ordre ne sont pas valables d'après les dispositions de l'alinéa précédent, mais qu'ils soient conformes à la législation de l'Etat où un engagement ultérieur a été souscrit, la circonstance que les premiers engagements sont irréguliers en la forme n'infirme pas la validité de l'engagement ultérieur.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire que les engagements pris en matière de lettre de change et de billet à ordre à l'étranger par un de ses ressortissants seront valables à l'égard d'un autre de ses ressortissants sur son territoire, pourvu qu'ils aient été pris dans la forme prévue par la loi nationale.

Article 4.

Les effets des obligations de l'accepteur d'une lettre de change et du souscripteur d'un billet à ordre sont déterminés par la loi du lieu où ces titres sont payables.

Les effets que produisent les signatures des autres obligés par lettre de change ou billet à ordre sont déterminés par la loi du pays sur le territoire duquel les signatures ont été données.

Article 5.

Les délais de l'exercice de l'action en recours restent déterminés pour tous les signataires par la loi du lieu de la création du titre.

Article 6.

La loi du lieu de la création du titre détermine si le porteur d'une lettre de change acquiert la créance qui a donné lieu à l'émission du titre.

Article 7.

La loi du pays où la lettre de change est payable règle la question de savoir si l'acceptation peut être restreinte à une partie de la somme ou si le porteur est tenu ou non de recevoir un paiement partiel.

La même règle s'applique quant au paiement en matière de billet à ordre.

Article 2.

The capacity of a person to bind himself by a bill of exchange or promissory note shall be determined by his national law. If this national law provides that the law of another country is competent in the matter, this latter law shall be applied.

A person who lacks capacity, according to the law specified in the preceding paragraph, is nevertheless bound, if his signature has been given in any territory in which according to the law in force there, he would have the requisite capacity.

Each of the High Contracting Parties may refuse to recognise the validity of a contract by means of a bill of exchange or promissory note entered into by one of its nationals which would not be deemed valid in the territory of the other High Contracting Parties otherwise than by means of the application of the preceding paragraph of the present article.

Article 3.

The form of any contract arising out of a bill of exchange or promissory note is regulated by the laws of the territory in which the contract has been signed.

If, however, the obligations entered into by means of a bill of exchange or promissory note are not valid according to the provisions of the preceding paragraph, but are in conformity with the laws of the territory in which a subsequent contract has been entered into, the circumstance that the previous contracts are irregular in form does not invalidate the subsequent contract.

Each of the High Contracting Parties may prescribe that contracts by means of a bill of exchange and promissory note entered into abroad by one of its nationals shall be valid in respect of another of its nationals in its territory, provided that they are in the form laid down by the national law.

Article 4.

The effects of the obligations of the acceptor of a bill of exchange or maker of a promissory note are determined by the law of the place in which these instruments are payable.

The effects of the signatures of the other parties liable on a bill of exchange or promissory note are determined by the law of the country in which is situated the place where the signatures were affixed.

Article 5.

The limits of time for the exercise of rights of recourse shall be determined for all signatories by the law of the place where the instrument was created.

Article 6.

The question whether there has been an assignment to the holder of the debt which has given rise to the issue of the instrument is determined by the law of the place where the instrument was issued.

Article 7.

The question whether acceptance may be restricted to part of the sum or whether the holder is bound to accept partial payment is governed by the law of the country in which the bill of exchange is payable.

The same rule governs the payment of promissory notes.

Article 8.

La forme et les délais du protêt, ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de lettre de change et de billet à ordre, sont réglés par les lois du pays sur le territoire duquel doit être dressé le protêt ou passé l'acte en question.

Article 9.

La loi du pays où la lettre de change ou le billet à ordre sont payables détermine les mesures à prendre en cas de perte ou de vol de la lettre de change ou du billet à ordre.

Article 10.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de ne pas appliquer les principes de droit international privé consacrée par la présente convention en tant qu'il s'agit :

- 1^o D'un engagement pris hors du territoire d'une des Hautes Parties contractantes ;
- 2^o D'une loi qui serait applicable d'après ces principes et qui ne serait pas celle d'une des Hautes Parties contractantes.

Article 11.

Dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, les dispositions de la présente convention ne seront pas applicables aux lettres de change et aux billets à ordre déjà créés au moment de la mise en vigueur de la présente convention.

Article 12.

La présente convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Elle pourra être signée ultérieurement jusqu'au 6 septembre 1930 au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre.

Article 13.

La présente convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés avant le 1^{er} septembre 1932 auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera immédiatement la réception à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres parties à la présente convention.

Article 14.

A partir du 6 septembre 1930, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre pourront y adhérer.

Cette adhésion s'effectuera par une notification au Secrétaire général de la Société des Nations pour être déposée dans les archives du Secrétariat.

Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous ceux qui auront signé ou adhéré à la présente convention.

Article 15.

La présente convention n'entrera en vigueur que lorsqu'elle aura été ratifiée ou qu'il y aura été adhéré au nom de sept Membres de la Société des Nations ou Etats non membres, parmi lesquels devront figurer trois des Membres de la Société des Nations représentés d'une manière permanente au Conseil.

Article 8.

The form of and the limits of time for protest, as well as the form of the other measures necessary for the exercise or preservation of rights concerning bills of exchange or promissory notes, are regulated by the laws of the country in which the protest must be drawn up or the measures in question taken.

Article 9.

The measures to be taken in case of the loss or theft of a bill of exchange or promissory note are determined by the law of the country in which the bill of exchange or promissory note is payable.

Article 10.

Each of the High Contracting Parties reserves to itself the right not to apply the principles of private international law contained in the present Convention so far as concerns :

(1) An obligation undertaken outside the territory of one of the High Contracting Parties ;

(2) Any law which may be applicable in accordance with these principles and which is not a law in force in the territory of any High Contracting Party.

Article 11.

In the territory of each of the High Contracting Parties the provisions of the present Convention shall not apply to bills of exchange or promissory notes already issued at the time of the coming into force of the present Convention.

Article 12.

The present Convention, the French and English texts of which shall be equally authentic, shall bear this day's date.

It may be signed thereafter until September 6, 1930, on behalf of any Member of the League of Nations or non-Member State.

Article 13.

The present Convention shall be ratified.

The instruments of ratification shall be deposited before September 1, 1932, with the Secretary-General of the League of Nations, who shall forthwith notify receipt thereof to all the Members of the League of Nations and to the non-Member States parties to the present Convention.

Article 14.

As from September 6, 1930, any Member of the League of Nations and any non-Member State may accede thereto.

Such accession shall be effected by a notification to the Secretary-General of the League of Nations, such notification to be deposited in the archives of the Secretariat.

The Secretary-General shall notify such deposit forthwith to all States which have signed or acceded to the present Convention.

Article 15.

The present Convention shall not come into force until it has been ratified or acceded to on behalf of seven Members of the League of Nations or non-Member States, which shall include three of the Members of the League permanently represented on the Council.

La date de l'entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la septième ratification ou adhésion, conformément à l'alinéa premier du présent article.

Le Secrétaire général de la Société des Nations, en faisant les notifications prévues aux articles 13 et 14, signalera spécialement que les ratifications ou adhésions visées à l'alinéa premier du présent article ont été recueillies.

Article 16.

Chaque ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de la convention conformément à l'article 15 sortira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 17.

La présente convention ne pourra être dénoncée avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur pour ce Membre de la Société des Nations ou pour cet Etat non membre ; cette dénonciation produira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour suivant la réception par le Secrétaire général de la notification à lui adressée.

Toute dénonciation sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Chaque dénonciation n'aura d'effet qu'en ce qui concerne la Haute Partie contractante au nom de laquelle elle aura été faite.

Article 18.

Tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre à l'égard duquel la présente convention est en vigueur, pourra adresser au Secrétaire général de la Société des Nations, dès l'expiration de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur de la convention, une demande tendant à la revision de certaines ou de toutes les dispositions de cette convention.

Si une telle demande, communiquée aux autres Membres de la Société des Nations ou Etats non membres entre lesquels la convention est alors en vigueur, est appuyée dans un délai d'un an, par au moins six d'entre eux, le Conseil de la Société des Nations décidera s'il y a lieu de convoquer une conférence à cet effet.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes peuvent déclarer au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par leur acceptation de la présente convention, elles n'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, la présente convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Les Hautes Parties contractantes pourront, dans la suite, notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elles entendent rendre la présente convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de leurs territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

De même, les Hautes Parties contractantes peuvent à tout moment déclarer qu'elles entendent que la présente convention cesse de s'appliquer à l'ensemble ou à toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, la convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration un an après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 20.

La présente convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations dès son entrée en vigueur. Elle sera ultérieurement publiée aussitôt que possible au *Recueil des Traités* de la Société des Nations.

The date of entry into force shall be the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the seventh ratification or accession, in accordance with the first paragraph of the present article.

The Secretary-General of the League of Nations, when making the notifications provided for in Articles 13 and 14, shall state in particular that the ratifications or accessions referred to in the first paragraph of the present article have been received.

Article 16.

Every ratification or accession effected after the entry into force of the Convention in accordance with Article 15 shall take effect on the ninetieth day following the date of receipt thereof by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 17.

The present Convention may not be denounced before the expiry of two years from the date on which it has entered into force in respect of that Member of the League or non-Member State ; such denunciation shall take effect as from the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the notification addressed to him.

Every denunciation shall be immediately communicated by the Secretary-General of the League of Nations to all the other High Contracting Parties.

Each denunciation shall take effect only as regards the High Contracting Party on whose behalf it has been made.

Article 18.

Every Member of the League of Nations and every non-Member State in respect of which the present Convention is in force may forward to the Secretary-General of the League of Nations, after the expiry of the fourth year following the entry into force of the Convention, a request for the revision of some or all of the provisions of that Convention.

If such request after being communicated to the other Members of the League of Nations or non-Member States between whom the Convention is at that time in force, is supported within one year by at least six of them, the Council of the League of Nations shall decide whether a Conference shall be convened for the purpose.

Article 19.

Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate ; and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Convention shall apply to all or any of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph and the Convention shall apply to all the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Any High Contracting Party may at any time declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 20.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations as soon as it comes into force. It shall then be published as soon as possible in the League of Nations *Treaty Series*.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le sept juin mil neuf cent trente, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva, the seventh day of June, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-Member States represented at the Conference.

Allemagne

Leo QUASSOWSKI
Dr ALBRECHT
Dr ULLMANN

Germany

Autriche

Dr STROBELE

Austria

Belgique

V^{te} P. POULLET
DE LA VALLÉE POUSSIN

Belgium

Brésil

Deoclecio DE CAMPOS

Brazil

Colombie

A. J. RESTREPO

Colombia

Danemark

A. HELPER
V. EIGTVED

Denmark

Ville Libre de Dantzig

Ad referendum
SULKOWSKI

Free City of Danzig

Equateur

Alex. GASTELÚ

Ecuador

Espagne

Juan GÓMEZ MONTEJO

Spain

Finlande

F. GRÖNVALL

Finland

France

J. PERCEROU

France

<i>Grèce</i>	R. RAPHAËL	<i>Greece</i>
<i>Hongrie</i>	D ^r BARANYAI Zoltán	<i>Hungary</i>
<i>Italie</i>	Amedeo GIANNINI	<i>Italy</i>
<i>Japon</i>	M. OHNO T. SHIMADA	<i>Japan</i>
<i>Luxembourg</i>	Ch. G. VERMAIRE	<i>Luxemburg</i>
<i>Norvège</i>	Stub HOLMBOE	<i>Norway</i>
<i>Pays-Bas</i>	MOLENGRAAFF	<i>The Netherlands</i>
<i>Pérou</i>	J. M. BARRETO	<i>Peru</i>
<i>Pologne</i>	<i>Ad referendum</i> SULKOWSKI	<i>Poland</i>
<i>Portugal</i>	José CAEIRO DA MATTA	<i>Portugal</i>
<i>Suède</i>	E. MARKS VON WÜRTEMBERG Birger EKEBERG	<i>Sweden</i>
<i>Suisse</i>	VISCHER	<i>Switzerland</i>
<i>Tchécoslovaquie</i>	Prof. D ^r Karel HERMANN-OTAVSKÝ	<i>Czechoslovakia</i>
<i>Turquie</i>	<i>Ad referendum</i> MEHMED MUNIR	<i>Turkey</i>
<i>Yougoslavie</i>	I. CHOUMENKOVITCH	<i>Yugoslavia</i>

PROTOCOLE DE LA CONVENTION

Au moment de procéder à la signature de la convention, en date de ce jour, destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettre de change et de billet à ordre, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

A.

Les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres qui n'auraient pas été en mesure d'effectuer avant le 1^{er} septembre 1932 le dépôt de leur ratification sur ladite convention, s'engagent à adresser, dans les quinze jours suivant cette date, une communication au Secrétaire général de la Société des Nations, pour lui faire connaître la situation dans laquelle ils se trouvent en ce qui concerne la ratification.

B.

Si, à la date du 1^{er} novembre 1932, les conditions prévues à l'article 15, alinéa premier, pour l'entrée en vigueur de la convention, ne sont pas remplies, le Secrétaire général de la Société des Nations convoquera une réunion des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres qui auraient signé la convention ou y auraient adhéré.

Cette réunion aura pour objet l'examen de la situation et des mesures à prendre, le cas échéant, pour y faire face.

C.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement, dès leur mise en vigueur, les dispositions législatives qu'elles établiront sur leurs territoires respectifs en exécution de la convention.

PROTOCOL TO THE CONVENTION.

At the time of signing the Convention of this day's date for the settlement of certain conflicts of law in connection with bills of exchange and promissory notes, the undersigned, duly authorised, have agreed upon the following provisions :

A.

The Members of the League of Nations and the non-Member States who may not have been able to deposit their ratifications of the said Convention before September 1st, 1932, undertake to forward within fifteen days from that date a communication to the Secretary-General of the League of Nations informing him of their situation as regards ratification.

B.

If on November 1st, 1932, the conditions laid down in Article 15, paragraph 1, for the entry into force of the Convention are not fulfilled, the Secretary-General of the League of Nations shall convene a meeting of the Members of the League and the non-Member States which have signed the Convention or acceded to it.

The purpose of this meeting shall be to examine the situation and any measures to be taken to remedy it.

C.

The High Contracting Parties shall communicate to each other, immediately upon their coming into force, the legislative measures taken by them in execution of the Convention in their respective territories.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Genève, le sept juin mil neuf cent trente, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Geneva, the seventh day of June, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-Member States represented at the Conference.

Allemagne

Leo QUASSOWSKI
Dr ALBRECHT
Dr ULLMANN

Germany

Autriche

Dr STROBELE

Austria

Belgique

Vte P. POULLET
DE LA VALLÉE POUSSIN

Belgium

Brésil

Deoclecio DE CAMPOS

Brazil

Colombie

A. J. RESTREPO

Colombia

Danemark

A. HELPER
V. EIGTVED

Denmark

Ville Libre de Dantzig

Ad referendum
SULKOWSKI

Free City of Danzig

Equateur

Alex. GASTELÚ

Ecuador

Espagne

Juan GÓMEZ MONTEJO

Spain

Finlande

F. GRÖNVALL

Finland

France

J. PERCEROU

France

Grèce

R. RAPHAËL

Greece

<i>Hongrie</i>	D ^r BARANYAI Zoltán	<i>Hungary</i>
<i>Italie</i>	Amedeo GIANNINI	<i>Italy</i>
<i>Japon</i>	M. OHNO T. SHIMADA	<i>Japan</i>
<i>Luxembourg</i>	Ch. G. VERMAIRE	<i>Luxemburg</i>
<i>Norvège</i>	Stub HOLMBOE	<i>Norway</i>
<i>Pays-Bas</i>	MOLENGRAAFF	<i>The Netherlands</i>
<i>Pérou</i>	J. M. BARRETO	<i>Peru</i>
<i>Pologne</i>	<i>Ad referendum</i> SULKOWSKI	<i>Poland</i>
<i>Portugal</i>	José CAEIRO DA MATTA	<i>Portugal</i>
<i>Suède</i>	E. MARKS VON WÜRTEMBERG Birger EKEBERG	<i>Sweden</i>
<i>Suisse</i>	VISCHER	<i>Switzerland</i>
<i>Tchécoslovaquie</i>	Prof. D ^r Karel HERMANN-OTAVSKÝ	<i>Czechoslovakia</i>
<i>Turquie</i>	<i>Ad referendum</i> MEHMED MUNIR	<i>Turkey</i>
<i>Yougoslavie</i>	I. CHOUMENKOVITCH	<i>Yugoslavia</i>

ALLEMAGNE, AUTRICHE,
BELGIQUE, BRÉSIL,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD, etc.

Convention relative au droit de
timbre en matière de lettres de
change et de billets à ordre, avec
protocole. Signés à Genève, le
7 juin 1930.

GERMANY, AUSTRIA,
BELGIUM, BRAZIL,
GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND, etc.

Convention on the Stamp Laws in
connection with Bills of Exchange
and Promissory Notes, and Pro-
tocol. Signed at Geneva, June 7,
1930.

N° 3315. — CONVENTION¹ RELATIVE AU DROIT DE TIMBRE EN
MATIÈRE DE LETTRES DE CHANGE ET DE BILLETS A ORDRE.
SIGNÉE A GENÈVE, LE 7 JUIN 1930.

Textes officiels français et anglais. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son article 10, le 1^{er} janvier 1934, jour de son entrée en vigueur.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL ; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON ; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG ; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ; SA MAJESTÉ LA REINE

¹ *Dépôt des ratifications à Genève :*

DANEMARK 27 juillet 1932.

Le Gouvernement du Roi, par son acceptation de cette convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland.

NORVÈGE 27 juillet 1932.

SUÈDE 27 juillet 1932.

PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe) 20 août 1932.

SUISSE 26 août 1932.

Cette ratification ne sortira ses effets qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques.

AUTRICHE 31 août 1932.

BELGIQUE 31 août 1932.

FINLANDE 31 août 1932.

ITALIE 31 août 1932.

JAPON 31 août 1932.

ALLEMAGNE 3 octobre 1933.

PORTUGAL 8 juin 1934.

Cette ratification est donnée sous la réserve que les dispositions de la convention ne s'appliquent pas au territoire colonial portugais.

Adhésions :

MONACO 25 janvier 1934.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD 18 avril 1934.

Sa Majesté n'assume aucune obligation en ce qui concerne l'un quelconque de ses colonies ou protectorats, ou territoires placés sous le mandat de son Gouvernement dans le Royaume-Uni*.

TERRE-NEUVE 7 mai 1934.

Sous réserve de la disposition D. 1. du Protocole de la Convention*.

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 3315. — CONVENTION¹ ON THE STAMP LAWS IN CONNECTION WITH BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES. SIGNED AT GENEVA, JUNE 7, 1930.

Official texts in French and English. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 10, on January 1, 1934, the date of its entry into force.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH; THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR; HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG; HIS MAJESTY THE KING

¹ *Deposit of ratifications in Geneva:*

DENMARK	July 27, 1932.
The Government of the King, by its acceptance of this Convention, does not intend to assume any obligations as regards Greenland.*	
NORWAY	July 27, 1932.
SWEDEN	July 27, 1932.
THE NETHERLANDS (for the Kingdom in Europe)	August 20, 1932.
SWITZERLAND	August 26, 1932.
This ratification will take effect only after the adoption of a law revising Sections XXIV to XXXIII of the Federal Code of Obligations or, if necessary, of a special law regarding bills of exchange, promissory notes and cheques.*	
AUSTRIA	August 31, 1932.
BELGIUM	August 31, 1932.
FINLAND	August 31, 1932.
ITALY	August 31, 1932.
JAPAN	August 31, 1932.
GERMANY	October 3, 1933.
PORTUGAL	June 8, 1934.

This ratification is given subject to the reservation that the provisions of the Convention do not apply to the colonial territory of Portugal.*

Accessions:

MONACO	January 25, 1934.
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND	April 18, 1934.
His Majesty does not assume any obligations in respect of any of His Colonies or Protectorates or any territories under mandate exercised by His Government in the United Kingdom.	
NEWFOUNDLAND	May 7, 1934.

Subject to the provision D. 1. in the Protocol of the Convention.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE,

Désireux de régler certains problèmes du droit de timbre dans leurs rapports avec la lettre de change et le billet à ordre, ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. LEO QUASSOWSKI, conseiller ministériel au Ministère de la Justice du Reich ;
Le docteur ERICH ALBRECHT, conseiller de Légation au Ministère des Affaires étrangères du Reich ;
Le docteur FRITZ ULLMANN, juge au Tribunal de Berlin.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le docteur GUIDO STROBELE, conseiller ministériel au Ministère fédéral de la Justice.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Le vicomte POULLET, ministre d'Etat, membre de la Chambre des Représentants ;
M. J. DE LA VALLÉE POUSSIN, secrétaire général du Ministère des Sciences et des Arts.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

M. DEOCLECIO DE CAMPOS, attaché commercial à Rome, ancien professeur à la Faculté de droit de Para.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, AINSI QUE TOUTES PARTIES DE L'EMPIRE BRITANNIQUE NON MEMBRES SÉPARÉS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

Le professeur H. C. GUTTERIDGE, K.C., professeur de droit commercial et industriel et doyen de la Faculté de droit à l'Université de Londres.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

M. A. JOSÉ RESTREPO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK :

M. AXEL HELPER, conseiller ministériel au Ministère du Commerce et de l'Industrie ;
M. VALDEMAR EIGTVED, directeur de la « Privatbanken » à Copenhague.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

M. JÓZEF SUŁKOWSKI, professeur à l'Université de Poznan, membre de la Commission de codification de Pologne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'EQUATEUR :

Le docteur ALEJANDRO GASTELÚ, vice-consul à Genève.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Le docteur JUAN GÓMEZ MONTEJO, chef de section du Corps des juristes du Ministère de la Justice.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. FILIP GRÖNVALL, conseiller d'Etat, membre de la Haute Cour administrative de Helsinki.

OF NORWAY ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN ; THE SWISS FEDERAL COUNCIL ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA,

Being desirous of settling certain problems concerning the stamp laws in their relation with bills of exchange and promissory notes, have appointed as their Plenipotentiaries the following :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Leo QUASSOWSKI, Ministerial Counsellor in the Reich Ministry of Justice ;
Dr. Erich ALBRECHT, Counsellor of Legation in the Reich Ministry for Foreign Affairs ;

Dr. Fritz ULLMANN, Judge at the Court of Berlin.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Guido STROBELE, Ministerial Counsellor in the Federal Ministry of Justice.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Viscount POULLET, Minister of State, Member of the House of Representatives ;
M. J. DE LA VALLÉE POUSSIN, Secretary-General of the Ministry of Science and Arts.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

M. Deoclecio DE CAMPOS, Commercial Attaché at Rome, formerly Professor in the Faculty of Law of Para.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS :

Professor H. C. GUTTERIDGE, K.C., Professor of Commercial and Industrial Law and Dean of the Faculty of Laws in the University of London.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

M. A. José RESTREPO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK :

M. Axel HELPER, Ministerial Counsellor in the Ministry of Commerce and Industry ;
M. Valdemar EIGTVED, General Manager of the "Privatbanken", Copenhagen.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG :

M. Józef SUŁKOWSKI, Professor at the University of Poznan, Member of the Polish Codification Commission.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR :

Dr. Alejandro GASTELÚ, Vice-Consul at Geneva.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

Dr. Juan GÓMEZ MONTEJO, Head of Section of the Corps of Jurists in the Ministry of Justice.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Filip GRÖNVALL, Counsellor of State, Member of the Higher Administrative Court at Helsingfors.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. L. J. PERCEROU, professeur à la Faculté de droit de Paris.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. Zoltán BARANYAI, chargé d'affaires *a.i.* de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Amedeo GIANNINI, conseiller d'Etat, ministre plénipotentiaire.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Morie OHNO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président fédéral de la République d'Autriche ;

M. Tetsukichi SHIMADA, juge à la Cour de Cassation de Tokio.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Ch. G. VERMAIRE, consul à Genève.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. C. Stub HOLMBOE, avocat.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le docteur W. L. P. A. MOLENGRAAFF, professeur émérite de l'Université d'Utrecht

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU :

M. José Maria BARRETO, chef du Bureau permanent du Pérou auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Józef SUŁKOWSKI, professeur à l'Université de Poznan, membre de la Commission de codification de Pologne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Le docteur José CAEIRO DA MATTA, recteur de l'Université de Lisbonne, professeur à la Faculté de droit, directeur de la Banque de Portugal.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Le baron E. MARKS VON WÜRTEMBERG, président de la Cour d'Appel de Stockholm, ancien ministre des Affaires étrangères ;

M. Birger EKEBERG, président de la Commission de législation civile, ancien ministre de la Justice, ancien membre de la Cour Suprême.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Le docteur Max VISCHER, avocat et notaire, premier secrétaire de l'Association suisse des Banquiers.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le docteur Karel HERMANN-OTAVSKÝ, professeur à l'Université de Prague, président de la Commission de codification du droit commercial au Ministère de la Justice.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

MEHMED MUNIR bey, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. Ilia CHOUMENKOVITCH, délégué permanent auprès de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. L. J. PERCEROU, Professor in the Faculty of Law of Paris.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Zoltán BARANYAI, Chargé d'Affaires *a.i.* of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Amedeo GIANNINI, Counsellor of State, Minister Plenipotentiary.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

M. Morie OHNO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Federal President of the Austrian Republic ;

M. Tetsukichi SHIMADA, Judge at the " Cour de Cassation " of Tokio.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Ch. G. VERMAIRE, Consul at Geneva.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. C. Stub HOLMBOE, Barrister-at-Law.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Dr. W. L. P. A. MOLENGRAEFF, Professor Emeritus of the University of Utrecht.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU :

M. José Maria BARRETO, Head of the Permanent Office of Peru accredited to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Józef SUŁKOWSKI, Professor at the University of Poznan, Member of the Polish Codification Commission.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Dr. José CAEIRO DA MATTA, Rector of the University of Lisbon, Professor in the Faculty of Law, Director of the Bank of Portugal.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Baron E. MARKS VON WÜRTEMBERG, President of the Stockholm Court of Appeal, former Minister for Foreign Affairs ;

M. Birger EKEBERG, President of the Civil Legislation Commission, former Minister of Justice, former Member of the Supreme Court.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Dr. Max VISCHER, Barrister-at-Law and Notary, First Secretary of the Swiss Bankers' Association.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Karel HERMANN-OTAVSKÝ, Professor at the University of Prague, President of the Codification Commission for Commercial Law in the Ministry of Justice.

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

MEHMED MUNIR Bey, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Swiss Federal Council.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

M. Ilija CHOUMENKOVITCH, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Swiss Federal Council.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Dans le cas où telle ne serait pas déjà leur législation, les Hautes Parties contractantes s'engagent à modifier leurs lois de telle sorte que la validité des engagements pris en matière de lettres de change et de billets à ordre, ou l'exercice des droits qui en découlent, ne puissent être subordonnés à l'observation des dispositions sur le timbre.

Elles peuvent toutefois suspendre l'exercice de ces droits jusqu'à l'acquittement des droits de timbre qu'elles ont prescrits ainsi que des amendes encourues. Elles peuvent également décider que la qualité et les effets de titre immédiatement exécutoire qui, d'après leurs législations, seraient attribués à la lettre de change et au billet à ordre, seront subordonnés à la condition que le droit de timbre ait été, dès la création du titre, dûment acquitté conformément aux dispositions de leurs lois.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de restreindre l'engagement mentionné à l'alinéa premier aux seules lettres de change.

Article 2.

La présente convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Elle pourra être signée ultérieurement jusqu'au 6 septembre 1930 au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre.

Article 3.

La présente convention sera ratifiée,

Les instruments de ratification seront déposés avant le 1^{er} septembre 1932 auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera immédiatement la réception à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres parties à la présente convention.

Article 4.

A partir du 6 septembre 1930, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre pourront y adhérer.

Cette adhésion s'effectuera par une notification au Secrétaire général de la Société des Nations pour être déposée dans les archives du Secrétariat.

Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous ceux qui ont signé ou adhéré à la présente convention.

Article 5.

La présente convention n'entrera en vigueur que lorsqu'elle aura été ratifiée ou qu'il y aura été adhéré au nom de sept Membres de la Société des Nations ou Etats non membres, parmi lesquels devront figurer trois des Membres de la Société des Nations représentés d'une manière permanente au conseil.

La date de l'entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la septième ratification ou adhésion, conformément à l'alinéa premier du présent article.

Le Secrétaire général de la Société des Nations en faisant les notifications prévues aux articles 3 et 4 signalera spécialement que les ratifications ou adhésions visées à l'alinéa premier du présent article ont été recueillies.

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

If their laws do not already make provision to this effect, the High Contracting Parties undertake to alter their laws so that the validity of obligations arising out of a bill of exchange or a promissory note or the exercise of the rights that flow therefrom shall not be subordinated to the observance of the provisions concerning the stamp.

Nevertheless, the Contracting Parties may suspend the exercise of these rights until payment of the stamp duties they prescribe or of any penalties incurred. They may also decide that the quality and effects of an instrument " immediately executory " which, according to their legislation may be attributed to a bill of exchange and promissory note, shall be subject to the condition that the stamp law has, from the issue of the instrument, been duly complied with in accordance with their laws.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to restrict the undertaking mentioned in paragraph 1 to bills of exchange only.

Article 2.

The present Convention, the French and English texts of which shall be equally authentic, shall bear this day's date.

It may be signed thereafter until September 6th, 1930, on behalf of any Member of the League of Nations or non-Member State.

Article 3.

The present Convention shall be ratified.

The instruments of ratification shall be deposited before September 1st, 1932, with the Secretary-General of the League of Nations, who shall forthwith notify receipt thereof to all the Members of the League of Nations and to the non-Member States Parties to the present Convention.

Article 4.

As from September 6th, 1930, any Member of the League of Nations and any non-Member State may accede thereto.

Such accession shall be effected by a notification to the Secretary-General of the League of Nations, such notification to be deposited in the archives of the Secretariat.

The Secretary-General shall notify such deposit forthwith to all States which have signed or acceded to the present Convention.

Article 5.

The present Convention shall not come into force until it has been ratified or acceded to on behalf of seven Members of the League of Nations or non-Member States, which shall include three of the Members of the League permanently represented on the Council.

The date of entry into force shall be the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the seventh ratification or accession in accordance with the first paragraph of the present Article.

The Secretary-General of the League of Nations, when making the notifications provided for in Articles 3 and 4, shall state in particular that the ratifications or accessions referred to in the first paragraph of the present Article have been received.

Article 6.

Chaque ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de la convention conformément à l'article 5 sortira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 7.

La présente convention ne pourra être dénoncée avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur pour ce Membre de la Société des Nations ou pour cet Etat non membre ; cette dénonciation produira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour suivant la réception par le Secrétaire général de la notification à lui adressée.

Toute dénonciation sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Chaque dénonciation n'aura d'effet qu'en ce qui concerne la Haute Partie contractante au nom de laquelle elle aura été faite.

Article 8.

Tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre à l'égard duquel la présente convention est en vigueur, pourra adresser au Secrétaire général de la Société des Nations, dès l'expiration de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur de la convention, une demande tendant à la révision de certaines ou de toutes les dispositions de cette convention.

Si une telle demande, communiquée aux autres Membres ou Etats non membres entre lesquels la convention est alors en vigueur, est appuyée dans un délai d'un an, par au moins six d'entre eux, le Conseil de la Société des Nations décidera, s'il y a lieu, de convoquer une conférence à cet effet.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes peuvent déclarer, au moment de la signature de la ratification ou de l'adhésion, que, par leur acceptation de la présente convention, elles n'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, la présente convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Les Hautes Parties contractantes pourront, dans la suite, notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elles entendent rendre la présente convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de leurs territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix-jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

De même, les Hautes Parties contractantes peuvent à tout moment déclarer qu'elles entendent que la présente convention cesse de s'appliquer à l'ensemble ou à toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat ; dans ce cas la convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration un an après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 10.

La présente convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations dès son entrée en vigueur. Elle sera ultérieurement publiée aussitôt que possible au *Recueil des Traités* de la Société des Nations.

Article 6.

Every ratification or accession effected after the entry into force of the Convention in accordance with Article 5 shall take effect on the ninetieth day following the date of receipt thereof by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 7.

The present Convention may not be denounced before the expiry of two years from the date on which it has entered into force in respect of that Member of the League or non-Member State; such denunciation shall take effect as from the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the notification addressed to him.

Every denunciation shall be immediately communicated by the Secretary-General of the League of Nations to all the other High Contracting Parties.

Each denunciation shall take effect only as regards the High Contracting Party on whose behalf it has been made.

Article 8.

Every Member of the League of Nations and every non-Member State, in respect of which the present Convention is in force, may forward to the Secretary-General of the League of Nations, after the expiry of the fourth year following the entry into force of the Convention, a request for the revision of some or all of the provisions of that Convention.

If such request, after being communicated to the other Members or non-Member States between whom the Convention is at that time in force, is supported within one year by at least six of them, the Council of the League of Nations shall decide whether a Conference shall be convened for the purpose.

Article 9.

Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate; and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Convention shall apply to all or any of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph and the Convention shall apply to all the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Any High Contracting Party may at any time declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 10.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations as soon as it comes into force. It shall then be published as soon as possible in the League of Nations *Treaty Series*.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le sept juin mil neuf cent trente, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva, the seventh day of June, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-Member States represented at the Conference.

Allemagne

Leo QUASSOWSKI
D^r ALBRECHT
D^r ULLMANN

Germany

Autriche

D^r STROBELE

Austria

Belgique

V^{te} P. POULLET
DE LA VALLÉE POUSSIN

Belgium

Brésil

Deoclecio DE CAMPOS

Brazil

*Grande-Bretagne
et Irlande du Nord*

ainsi que toutes parties de
l'Empire britannique non
membres séparés de la
Société des Nations.

*Great Britain
and Northern Ireland*

and all Parts of the British
Empire which are not separate
Members of the League of
Nations.

H. C. GUTTERIDGE

Colombie

A. J. RESTREPO

Colombia

Danemark

A. HELPER
V. EIGTVED

Denmark

Ville libre de Dantzig

SULKOWSKI

Free City of Danzig

Equateur

Alex. GASTELÚ

Ecuador

Espagne

Juan GÓMEZ MONTEJO

Spain

<i>Finlande</i>	F. GRÖNVALL	<i>Finland</i>
<i>France</i>	J. PERCEROU	<i>France</i>
<i>Hongrie</i>	D ^r BARANYAI Zoltán	<i>Hungary</i>
<i>Italie</i>	Amedeo GIANNINI	<i>Italy</i>
<i>Japon</i>	M. OHNO T. SHIMADA	<i>Japan</i>
<i>Luxembourg</i>	Ch. G. VERMAIRE	<i>Luxemburg</i>
<i>Norvège</i>	Stub HOLMBOE	<i>Norway</i>
<i>Pays-Bas</i>	MOLENGRAAFF	<i>The Netherlands</i>
<i>Pérou</i>	J. M. BARRETO	<i>Peru</i>
<i>Pologne</i>	SULKOWSKI	<i>Poland</i>
<i>Portugal</i>	José CAEIRO DA MATTA	<i>Portugal</i>
<i>Suède</i>	E. MARKS VON WÜRTEMBERG Birger EKEBERG	<i>Sweden</i>
<i>Suisse</i>	VISCHER	<i>Switzerland</i>
<i>Tchécoslovaquie</i>	Prof. D ^r Karel HERMANN-OTAVSKÝ	<i>Czechoslovakia</i>
<i>Turquie</i>	<i>Ad referendum</i> MEHMED MUNIR	<i>Turkey</i>
<i>Yougoslavie</i>	I. CHOUMENKOVITCH	<i>Yugoslavia</i>

PROTOCOLE DE LA CONVENTION

Au moment de procéder à la signature de la convention, en date de ce jour, relative au droit de timbre en matière de lettre de change et de billet à ordre, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

A.

Les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres qui n'auraient pas été en mesure d'effectuer avant le 1^{er} septembre 1932 le dépôt de leur ratification sur ladite convention, s'engagent à adresser, dans les quinze jours suivant cette date, une communication au Secrétaire général de la Société des Nations, pour lui faire connaître la situation dans laquelle elles se trouvent en ce qui concerne la ratification.

B.

Si, à la date du 1^{er} novembre 1932, les conditions prévues à l'article 5, alinéa premier, pour l'entrée en vigueur de la convention, ne sont pas remplies, le Secrétaire général de la Société des Nations convoquera une réunion des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres qui auraient signé la convention ou y auraient adhéré.

Cette réunion aura pour objet l'examen de la situation et des mesures à prendre, le cas échéant, pour y faire face.

C.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement, dès leur mise en vigueur, les dispositions législatives qu'elles établiront sur leurs territoires respectifs en exécution de la convention.

D.

1. Il est convenu que, pour ce qui concerne le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les seuls titres auxquels s'appliquent les dispositions de la présente convention sont les lettres de change présentées à l'acceptation, acceptées ou payables ailleurs que dans le Royaume-Uni.

2. La même limitation s'appliquera en ce qui concerne toute colonie, protectorat ou territoire placé sous la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté britannique auquel la convention deviendrait applicable en vertu de l'article 9, pourvu, cependant, qu'une notification ayant pour objet cette limitation soit adressée au Secrétaire général de la Société des Nations avant la date à laquelle l'application de ladite convention entrera en vigueur pour ce territoire.

3. Il est également convenu que, pour ce qui concerne l'Irlande du Nord, les dispositions de la présente convention ne s'appliqueront qu'avec telles modifications qui seraient estimées nécessaires.

4. Le gouvernement de tout Membre de la Société des Nations ou Etat non membre, désireux d'adhérer à la convention en vertu de l'article 4 sous les limitations spécifiées à l'alinéa premier ci-dessus, peut en informer le Secrétaire général de la Société des Nations. Celui-ci communiquera cette notification aux gouvernements de tous les Membres de la Société des Nations et des Etats non membres au nom desquels la convention aura été signée et au nom desquels il y aura été adhéré, en leur demandant s'ils ont des objections à présenter. Si, sans un délai de six mois à partir de ladite communication, aucune objection n'a été soulevée, la participation à la convention du pays invoquant la limitation en question sera considérée comme acceptée sous cette limitation.

PROTOCOL TO THE CONVENTION

At the time of signing the Convention of this day's date on the stamp laws in connection with bills of exchange and promissory notes, the undersigned, duly authorised, have agreed upon the following provisions :

A.

The Members of the League of Nations and the non-Member States which may not have been able to deposit their ratifications of the said Convention before September 1st, 1932, undertake to forward within fifteen days from that date a communication to the Secretary-General of the League of Nations informing him of their situation as regards ratification.

B.

If on November 1st, 1932, the conditions laid down in Article 5, paragraph 1, for the entry into force of the Convention are not fulfilled, the Secretary-General of the League of Nations shall convene a meeting of the Members of the League and the non-Member States which have signed the Convention or acceded to it.

The purpose of this meeting shall be to examine the situation and any measures to be taken to meet it.

C.

The High Contracting Parties shall communicate to each other, immediately upon their coming into force, the legislative measures taken by them in execution of the Convention in their respective territories.

D.

1. It is agreed that, in so far as concerns the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the only instruments to which the provisions of this Convention shall apply are bills of exchange presented for acceptance or accepted or payable elsewhere than in the United Kingdom.

2. A similar limitation shall apply in the case of any colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate of His Britannic Majesty to which the Convention may become applicable in virtue of Article 9, provided that a notification claiming such limitation is addressed to the Secretary-General of the League of Nations before the date on which the application of the Convention to such territory takes effect.

3. It is further agreed that in so far as concerns Northern Ireland the provisions of this Convention shall only apply with such modifications as may be found necessary.

4. The Government of any Member of the League of Nations or non-Member States which is ready to accede to the Convention under Article 4, but desires to be allowed the limitation specified in paragraph 1 above, may inform the Secretary-General of the League of Nations to this effect, and the Secretary-General shall forthwith communicate this notification to the Governments of all Members of the League and non-Member States on whose behalf the Convention has been signed or accessions thereto deposited and enquire if they have any objection thereto. If within six months of the date of the communication of the Secretary-General no objections have been received, the limitation shall be deemed to have been accepted.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Genève, le sept juin mil neuf cent trente, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Geneva, the seventh day of June, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-Member States represented at the Conference.

Allemagne

Leo QUASSOWSKI

D^r ALBRECHT

D^r ULLMANN

Germany

Autriche

D^r STROBELE

Austria

Belgique

V^{te} P. POULLET

DE LA VALLÉE POUSSIN

Belgium

Brésil

Deoclecio DE CAMPOS

Brazil

*Grande-Bretagne
et Irlande du Nord*

ainsi que toutes parties de
l'Empire britannique non
membres séparés de la
Société des Nations.

*Great Britain
and Northern Ireland*

and all Parts of the British
Empire which are not separate
Members of the League of
Nations.

H. C. GUTTERIDGE

Colombie

A. J. RESTREPO

Colombia

Danemark

A. HELPER

V. EIGTVED

Denmark

Ville Libre de Dantzig

SULKOWSKI

Free City of Danzig

Equateur

Alex. GASTELÚ

Ecuador

Espagne

Juan GÓMEZ MONTEJO

Spain

Finlande

F. GRÖNVALL

Finland

<i>France</i>	J. PERCEROU	<i>France</i>
<i>Hongrie</i>	D ^r BARANYAI Zoltán	<i>Hungary</i>
<i>Italie</i>	Amedeo GIANNINI	<i>Italy</i>
<i>Japon</i>	M. OHNO T. SHIMADA	<i>Japan</i>
<i>Luxembourg</i>	Ch. G. VERMAIRE	<i>Luxemburg</i>
<i>Norvège</i>	Stub HOLMBOE	<i>Norway</i>
<i>Pays-Bas</i>	MOLENGRAAFF	<i>The Netherlands</i>
<i>Pérou</i>	J. M. BARRETO	<i>Peru</i>
<i>Pologne</i>	SULKOWSKI	<i>Poland</i>
<i>Portugal</i>	José CAEIRO DA MATTA	<i>Portugal</i>
<i>Suède</i>	E. MARKS VON WÜRTEMBERG Birger EKEBERG	<i>Sweden</i>
<i>Suisse</i>	VISCHER	<i>Switzerland</i>
<i>Tchécoslovaquie</i>	Prof. D ^r Karel HERMANN-OTAVSKÝ	<i>Czechoslovakia</i>
<i>Turquie</i>	<i>Ad referendum</i> MEHMED MUNIR	<i>Turkey</i>
<i>Youngoslavie</i>	I. CHOUMENKOVITCH	<i>Yugoslavia</i>

N° 3316

ALLEMAGNE, AUTRICHE,
BELGIQUE, DANEMARK,
VILLE LIBRE DE DANTZIG,
etc.

Convention portant loi uniforme sur
les chèques, avec annexes et pro-
tocol. Signés à Genève, le 19
mars 1931.

GERMANY, AUSTRIA,
BELGIUM, DENMARK,
FREE CITY OF DANZIG, etc.

Convention providing a Uniform
Law for Cheques, with Annexes
and Protocol. Signed at Geneva,
March 19, 1931.

N° 3316. — CONVENTION¹ PORTANT LOI UNIFORME SUR LES CHÈQUES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 19 MARS 1931.

Textes officiels français et anglais. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son article XI, le 1^{er} janvier 1934, jour de son entrée en vigueur.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'EQUATEUR ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON ; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG ; LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO ; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

¹ *Dépôt des ratifications à Genève :*

DANEMARK 27 juillet 1932.

L'engagement du Gouvernement du roi à introduire au Danemark la loi uniforme formant l'annexe I à cette convention est subordonné aux réserves visées aux articles 4, 6, 9, 14 premier alinéa, 16 a), 18, 25, 26, 27 et 29 de l'annexe II de ladite convention.

Le Gouvernement du roi, par son acceptation de cette convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland.

NORVÈGE 27 juillet 1932.

Cette ratification est subordonnée aux réserves que mentionnent les articles 4, 6, 9, 14 premier alinéa, 16 a) et 18 de l'annexe II à ladite convention, et le Gouvernement royal de Norvège se réserve, en même temps, de se prévaloir du droit accordé aux Hautes Parties contractantes par les articles 25, 26, 27 et 29 de ladite annexe de légiférer sur les matières y mentionnées.

SUÈDE 27 juillet 1932.

Cette ratification est subordonnée aux réserves que mentionnent les articles 4, 6, 9, 14 premier alinéa, 16 a) et 18 de l'annexe II à la convention, et le Gouvernement royal de Suède a, en outre, fait usage du droit accordé aux Hautes Parties contractantes par les articles 25, 26 et 29 de ladite annexe de légiférer sur les matières y mentionnées.

SUISSE 26 août 1932.

Cette ratification est donnée sous réserve des articles 2, 4, 8, 15, 16, deuxième alinéa, 19, 24, 25, 26, 27, 29 et 30 de l'annexe II.

Elle ne sortira ses effets qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques.

FINLANDE 31 août 1932.

Cette ratification est subordonnée aux réserves que mentionnent les articles 4, 6, 9, 14, alinéa premier, 16 a) 18 et 27 de l'annexe II à cette

No. 3316. — CONVENTION¹ PROVIDING A UNIFORM LAW FOR
CHEQUES. SIGNED AT GENEVA, MARCH 19, 1931.

Official texts in French and English. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance with its Article XI, on January 1, 1934, the date of its entry into force.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH; THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR; HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC; THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO; HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC; THE

¹ *Deposit of ratifications in Geneva:*

DENMARK July 27, 1932.

The undertaking of the Government of the King to introduce in Denmark the Uniform Law forming Annex I to this Convention is subject to the reservations referred to in Articles 4, 6, 9, 14 (paragraph 1), 16 (a), 18, 25, 26, 27 and 29 of Annex II to the said Convention.

The Government of the King, by its acceptance of this Convention, does not intend to assume any obligations as regards Greenland.*

NORWAY July 27, 1932.

This ratification is subject to the reservations mentioned in Articles 4, 6, 9, 14 (paragraph 1), 16 (a) and 18 of Annex II to the Convention, and the Royal Norwegian Government reserves the right, at the same time, to avail itself of the right granted to each of the High Contracting Parties by Articles 25, 26, 27 and 29 of the said Annex to legislate on the matters referred to therein.*

SWEDEN July 27, 1932.

This ratification is subject to the reservations mentioned in Articles 4, 6, 9, 14 (paragraph 1), 16 (a) and 18 of Annex II to the Convention, and the Royal Swedish Government has availed itself of the right granted to the High Contracting Parties by Articles 25, 26 and 29 of the said Annex to legislate on the matters referred to therein.*

SWITZERLAND August 26, 1932.

This ratification is given subject to the reservations mentioned in Articles 2, 4, 8, 15, 16 (paragraph 2), 19, 24, 25, 26, 27, 29 and 30 of Annex II.

It will take effect only after the adoption of a law revising Sections XXIV to XXXIII of the Federal Code of Obligations or, if necessary, of a special law regarding bills of exchange, promissory notes and cheques.*

FINLAND August 31, 1932.

This ratification is subject to the reservations mentioned in Articles 4, 6, 9, 14 (paragraph 1), 16 (a), 18 and 27 of Annex II to this Convention,

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

PORTUGAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE,

Désireux de prévenir les difficultés auxquelles donne lieu la diversité des législations des pays où les chèques sont appelés à circuler, et de donner ainsi plus de sécurité et de rapidité aux relations du commerce international,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Leo QUASSOWSKI, conseiller ministériel au Ministère de la Justice du Reich ;

Le docteur Erich ALBRECHT, conseiller de légation au Ministère des Affaires étrangères du Reich ;

Le docteur Erwin PÄTZOLD, conseiller au Tribunal de Schweidnitz.

Suite de la note page 356.

convention. En outre, la Finlande a fait usage du droit accordé aux Hautes Parties contractantes par les articles 25, 26 et 29 de ladite annexe, de légiférer sur les matières y mentionnées.

MONACO 9 février 1933.
JAPON 25 août 1933.

Par application de l'alinéa 2 de l'article premier de la convention, cette ratification est donnée sous réserve du bénéfice des dispositions mentionnées à l'annexe II de cette convention.

ITALIE 31 août 1933.

En conformité de l'article premier de cette convention, le Gouvernement royal d'Italie déclare qu'il entend se prévaloir des facultés prévues aux articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 14, 16 alinéa 2, 19, 20, 21 alinéa 2, 23, 25, 26, 29 et 30, annexe II.

Par rapport à l'article 15, annexe II à cette convention, les institutions dont il est question audit article sont en Italie les « Stanze di compensazione » seulement.

ALLEMAGNE 3 octobre 1933.

Cette ratification est donnée sous les réserves prévues aux articles 6, 14, 15, 16 alinéa 2, 18, 23, 24, 25, 26 et 29 de l'annexe II de la convention.

PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe) 2 avril 1934.

Cette ratification est subordonnée aux réserves mentionnées à l'annexe II de la convention.

GRÈCE 1^{er} juin 1934.

Dans les conditions ci-après :

A.

Le Gouvernement hellénique ne fait pas usage des réserves des articles 1, 2, 5 à 8, 10 à 14, 16, alinéa premier, lettres a) et b), 18, alinéa premier, 19 à 22, 24, 26, alinéa 2, de l'annexe II.

B.

Le Gouvernement hellénique fait usage des réserves suivantes prévues dans l'annexe II :

1^o La réserve de l'article 3, l'alinéa 3 de l'article 2 de la loi uniforme étant remplacé par : « Le chèque sans indication du lieu de paiement est considéré comme payable au lieu de sa création. »

2^o La réserve de l'article 4, et l'alinéa suivant est ajouté à l'article 3 : « Un chèque émis et payable en Grèce n'est valable comme chèque que

PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA ; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN ; THE SWISS FEDERAL COUNCIL ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA,

Being desirous of avoiding the difficulties caused by differences in the laws of countries in which cheques circulate, and of thus giving more security and stimulus to international trade relations,

Have appointed as their plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Leo QUASSOWSKI, Ministerial Counsellor in the Reich Ministry of Justice ;

Dr. Erich ALBRECHT, Counsellor of Legation in the Reich Ministry for Foreign Affairs ;

Dr. Erwin PÄTZOLD, " Landgerichtsrat " at the Court of Schweidnitz.

Continuation of the Note, page 357.

and Finland has availed itself of the right granted to the High Contracting Parties by Articles 25, 26 and 29 of the said Annex, to legislate on the matters referred to therein.*

MONACO February 9, 1933.
JAPAN August 25, 1933.

By application of Article 1, paragraph 2, of the Convention, this ratification is subject to the benefit of the provisions mentioned in Annex II of this Convention.*

ITALY August 31, 1933.

In accordance with Article 1 of this Convention, the Royal Italian Government intends to avail itself of the rights provided in Articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 14, 16 (paragraph 2), 19, 20, 21 (paragraph 2), 23, 25, 26, 29 and 30 of Annex II.

In connection with Article 15 of Annex II to this Convention, the institutions referred to in the said article are, in Italy, solely the " Stanze di compensazione ".*

GERMANY October 3, 1933.

This ratification is given subject to the reservations mentioned in Articles 6, 14, 15 (paragraph 2), 18, 23, 24, 25, 26 and 29 of Annex II of the Convention.*

THE NETHERLANDS (for the Kingdom in Europe) April 2, 1934.

This ratification is subject to the reservations mentioned in Annex II of the Convention.*

GREECE June 1, 1934.

Subject to the following conditions :

A.

The Hellenic Government does not avail itself of the reservations provided in Articles 1, 2, 5-8, 10-14, 16 (paragraph 1), (a) and (b), 18 (paragraph 1), 19-22, 24 and 26 (paragraph 2), of Annex II.

B.

The Hellenic Government avails itself of the following reservations provided in Annex II :

(1) The reservation in Article 3, paragraph 3 of Article 2 of the Uniform Law being replaced by the words : " A cheque which does not specify the place of payment shall be regarded as payable at the place where it was drawn ".

(2) The reservation in Article 4, the following paragraph being added to Article 3 : " A cheque issued and payable in Greece shall not

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le docteur Guido STROBELE, conseiller ministériel au Ministère fédéral de la Justice.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. J. DE LA VALLÉE POUSSIN, secrétaire général honoraire du Ministère des Sciences et des Arts.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Axel HELPER, conseiller ministériel au Ministère du Commerce et de l'Industrie ;
M. Valdemar EIGTVED, directeur de la « Privatbanken » à Copenhague.

Suite de la note page 356.

s'il a été tiré sur une société bancaire ou sur une personne juridique hellène de droit public faisant des affaires de banque. »

3° La réserve de l'article 9, la disposition suivante étant ajoutée à l'alinéa 3 de l'article 6 de la loi uniforme : « Mais, dans ce cas exceptionnel, l'émission du chèque au porteur est interdite. »

4° La réserve de l'article 15, l'alinéa suivant étant ajouté à l'article 31 de la loi uniforme : « Par décret présidentiel, provoqué par les ministres de la Justice et de l'Economie nationale, il peut être déterminé quelles sont les institutions considérées en Grèce comme Chambres de compensation. »

5° La réserve du second alinéa de l'article 16, et il est fixé que « dans la loi hellénique seront inscrites des dispositions sur la perte et le vol de chèques. »

6° La réserve de l'article 17 ; à la fin de l'article 35, l'alinéa suivant est ajouté : « Dans des circonstances exceptionnelles ayant trait au cours du change de la monnaie hellénique, les effets de la clause prévue à l'alinéa 3 du présent article peuvent être abrogés dans chaque cas par des lois spéciales, en ce qui concerne des chèques payables en Grèce. La même disposition peut être appliquée en ce qui concerne aussi des chèques émis en Grèce. »

7° La réserve de l'article 23 ; au N° 2 de l'article 45 de la loi uniforme, il est ajouté : « lesquels, en ce qui concerne les chèques émis et payables en Grèce, sont toutefois calculés dans chaque cas au taux d'intérêt légal en vigueur en Grèce. » De même, au N° 2 de l'article 46 de la loi uniforme il est ajouté : « le cas spécial du N° 2 de l'article précédent étant maintenu. »

8° La réserve de l'article 25 ; l'article suivant est ajouté à la loi nationale : « En cas, soit de déchéance du porteur, soit de prescription du droit de recours, il subsistera contre le tireur ou contre l'endosseur une action du fait qu'il se serait enrichi injustement. Cette action se prescrit après trois années à partir de la date de l'émission du chèque. »

9° La réserve du premier alinéa de l'article 26 ; la disposition suivante est formulée : « Les causes d'interruption et de suspension des prescriptions de la présente loi sont régies par les dispositions sur la prescription et sur la prescription à court terme. »

10° La réserve de l'article 27, l'article indépendant qui suit étant formulé : « Jours fériés légaux dans le sens de la présente loi sont tous les dimanches et tout jour de repos complet des bureaux publics. »

11° La réserve de l'article 28, ainsi que celle de l'article 29.

12° La réserve de l'article 30.

PORTUGAL

Cette ratification est donnée sous la réserve que les dispositions de la convention ne s'appliquent pas au territoire colonial portugais.

8 juin 1934.

Adhésion :

NICARAGUA

16 mars 1932.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Guido STROBELE, Ministerial Counsellor in the Federal Ministry of Justice.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. J. DE LA VALLÉE POUSSIN, Honorary Secretary-General of the Ministry of Science and Arts.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Axel HELPER, Ministerial Counsellor in the Ministry of Commerce and Industry ;
M. Valdemar EIGTVED, General Manager of the "Privatbanken", Copenhagen.

Continuation of the Note, page 357.

be valid as a cheque unless it is drawn on a banking company or Greek legal person having the status of an institution of public law engaging in banking business".

(3) The reservation in Article 9, the following provision being added to paragraph 3 of Article 6 of the Uniform Law : " But in such exceptional case the issue of the cheque to bearer is prohibited ".

(4) The reservation in Article 15, the following paragraph being added to Article 31 of the Uniform Law : " By presidential decree, promulgated at the instance of the Ministers of Justice and National Economy, it may be decided what institutions in Greece are to be regarded as clearing-houses ".

(5) The reservation in the second paragraph of Article 16, it being laid down that " provisions with regard to the loss or theft of cheques shall be embodied in Greek law ".

(6) The reservation in Article 17, the following paragraph being added at the end of Article 35 : " In exceptional circumstances connected with the rate of exchange of Greek currency, the effects of the stipulation contained in paragraph 3 of the present Article may be abrogated in each case by special legislation as regards cheques payable in Greece. The above provision may also be applied as regards cheques issued in Greece ".

(7) The reservation in Article 23, the following being added to No. 2 in Article 45 of the Uniform Law : " which, however, in the case of cheques issued and payable in Greece, shall be calculated in each case at the legal rate of interest in force in Greece ". Similarly, the following is added to No. 2 of Article 46 of the Uniform Law : " except in the special case dealt with in No. 2 of the preceding Article ".

(8) The reservation in Article 25, the following Article being added to the National Law : " In the event of forfeiture of the bearer's rights or limitation of the right of action, proceedings may be taken against the drawer or endorser on the ground of his having made an inequitable gain. The right to take such proceedings lapses after three years from the date of the issue of the cheque ".

(9) The reservation in the first paragraph of Article 26, a provision being enacted to the following effect : " The causes of interruption or suspension of limitation of actions enacted in the present law shall be governed by the rules regarding limitation and short-term limitation of actions ".

(10) The reservation in Article 27, a separate Article being appended in the following terms : " Legal holidays within the meaning of the present law shall be all Sundays and all full days of rest observed by public offices ".

(11) The reservation in Article 28 and the reservation in Article 29.

(12) The reservation in Article 30.*

PORTUGAL

This ratification is given subject to the reservation that the provisions of the Convention do not apply to the colonial territory of Portugal.*

June 8, 1934.

Accession :

NICARAGUA March 16, 1932.

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

M. Józef SUŁKOWSKI, professeur à l'Université de Poznań, membre de la Commission de codification de Pologne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR :

Le docteur Alejandro GASTELÚ, consul à Genève.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Le professeur Francisco BERNIS, secrétaire général du Conseil supérieur bancaire.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Filip GRÖNWALL, conseiller d'Etat, membre de la Haute Cour administrative.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Louis-Jean PERCEROU, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. R. RAPHAËL, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;

M. A. CONTOUMAS, premier secrétaire de la Délégation permanente auprès de la Société des Nations.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. Jean PELÉNYI, ministre résident, chef de la Délégation royale auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Amedeo GIANNINI, conseiller d'Etat, ministre plénipotentiaire de première classe ;

M. Giovanni ZAPPALÀ, avocat, chef de division au Ministère des Finances.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Nobutaro KAWASHIMA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République hellénique ;

M. Ukitsu TANAKA, juge à la Cour suprême du Japon.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Charles VERMAIRE, consul à Genève.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE :

M. Antonio CASTRO-LEAL, observateur auprès de la Société des Nations.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO :

M. Conrad E. HENTSCH, consul général de la Principauté à Genève.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. C. Stub HOLMBOE, avocat à la Cour suprême.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le docteur J. KOSTERS, conseiller à la Haute Cour de Justice, ancien professeur de l'Université de Groningue.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Józef SUŁKOWSKI, professeur à l'Université de Poznań, membre de la Commission de codification de Pologne.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG :

M. Józef SUŁKOWSKI, Professor at the University of Poznań, Member of the Polish Codification Commission.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR :

Dr. Alejandro GASTELÚ, Consul at Geneva.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN:

Professor Francisco BERNIS, Secretary-General of the " Consejo superior Bancario ".

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Filip GRÖNWALL, Counsellor of State, Member of the High Administrative Court.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Louis Jean PERCEROU, Professor in the Faculty of Law of the University of Paris.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. R. RAPHAËL, Permanent Delegate accredited to the League of Nations ;

M. A. CONTOUMAS, First Secretary of the Permanent Delegation accredited to the League of Nations.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Jean PELÉNYI, Resident Minister, Head of the Royal Delegation accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Amedeo GIANNINI, Counsellor of State, First-Class Minister Plenipotentiary ;

M. Giovanni ZAPPALÀ, Barrister-at-Law, Head of Section in the Ministry of Finance.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

M. Nobutaro KAWASHIMA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the Hellenic Republic ;

M. Ukitsu TANAKA, Judge at the Supreme Court of Japan.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Charles VERMAIRE, Consul at Geneva.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO :

M. Antonio CASTRO-LEAL, Observer accredited to the League of Nations.

HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO :

M. Conrad E. HENTSCH, Consul-General of the Principality at Geneva.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. C. Stub HOLMBOE, Advocate at the Supreme Court.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Dr. J. KOSTERS, Counsellor at the High Court of Justice, former Professor at the University of Groningen.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC:

M. Józef SUŁKOWSKI, Professor at the University of Poznań, Member of the Polish Codification Commission.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Le docteur José CAEIRO DA MATTA, recteur de l'Université de Lisbonne, professeur à la Faculté de droit, directeur de la Banque de Portugal et juge suppléant à la Cour permanente de Justice internationale.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Constantin ANTONIADE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Le baron Erik Teodor MARKS VON WÜRTEMBERG, président de la Cour d'appel de Stockholm ancien ministre des Affaires étrangères ;

M. L. Birger EKEBERG, ancien ministre de la Justice, président de la Commission de législation civile, ancien conseiller de la Cour suprême ;

M. Knut DAHLBERG, ancien ministre de l'Agriculture, directeur de l'Association des Banques suédoises.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Le docteur Max VISCHER, avocat et notaire, premier secrétaire de l'Association suisse des Banquiers à Bâle ;

Le docteur O. HULFEGGER, premier secrétaire du Directoire de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie à Zurich.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le docteur Karel HERMANN-OTAVSKÝ, professeur à l'Université de Prague, Président de la Commission de codification du droit commercial au Ministère de la Justice.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

CEMAL HÜSNÜ bey, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, ancien ministre de l'Instruction publique.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. I. CHOUMENKOVITCH, ministre plénipotentiaire, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à introduire dans leurs territoires respectifs, soit dans un des textes originaux, soit dans leurs langues nationales, la loi uniforme formant l'annexe I de la présente convention.

Cet engagement sera éventuellement subordonné aux réserves que chaque Haute Partie contractante devra, dans ce cas, signaler au moment de sa ratification ou de son adhésion. Ces réserves devront être choisies parmi celles que mentionne l'annexe II de la présente convention.

Cependant, pour ce qui est des réserves visées aux articles 9, 22, 27 et 30 de ladite annexe II, elles pourront être faites postérieurement à la ratification ou à l'adhésion, pourvu qu'elles fassent l'objet d'une notification au Secrétaire général de la Société des Nations qui en communiquera immédiatement le texte aux Membres de la Société des Nations et aux États non membres au nom desquels la présente convention aura été ratifiée ou au nom desquels il y aura été adhéré. De telles réserves ne sortiront pas leurs effets avant le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception par le Secrétaire général de la notification susdite.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Dr. José CAEIRO DA MATTA, Rector of the University of Lisbon, Professor in the Faculty of Laws, Director of the Bank of Portugal, and Deputy Judge at the Permanent Court of International Justice.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Constantin ANTONIADE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Baron Erik Teodor MARKS VON WÜRTEMBERG, President of the Stockholm Court of Appeal, former Minister for Foreign Affairs.

M. L. Birger EKEBERG, former Minister of Justice, President of the Civil Legislation Commission, former Counsellor of the Supreme Court ;

M. Knut DAHLBERG, former Minister of Agriculture, Director of the Association of Swedish Banks.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Dr. Max VISCHER, Barrister-at-Law and Notary, First Secretary of the Swiss Bankers' Association at Basle ;

Dr. O. HULFTEGGER, First Secretary to the Board of the Swiss Commercial and Industrial Union at Zurich.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Karel HERMANN-OTAVSKÝ, Professor at the University of Prague, President of the Codification Commission for Commercial Law in the Ministry of Justice.

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

CEMAL HÜSNÜ Bey, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, former Minister of Public Instruction.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

M. I. CHOUMENKOVITCH, Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties undertake to introduce in their respective territories, either in one of the original texts or in their own languages, the Uniform Law forming Annex I of the present Convention.

This undertaking shall, if necessary, be subject to such reservations as each High Contracting Party shall notify at the time of its ratification or accession. These reservations shall be chosen from among those mentioned in Annex II of the present Convention.

The reservations referred to in Articles 9, 22, 27 and 30 of the said Annex II may, however, be made after ratification or accession, provided that they are notified to the Secretary-General of the League of Nations, who shall forthwith communicate the text thereof to the Members of the League of Nations and to the non-member States on whose behalf the present Convention has been ratified or acceded to. Such reservations shall not take effect until the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the above-mentioned notification.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, en cas d'urgence, faire usage des réserves prévues par les articles 17 et 28 de ladite Annexe II, après la ratification ou l'adhésion. Dans ces cas, elle devra en donner directement et immédiatement communication à toutes autres Parties contractantes et au Secrétaire général de la Société des Nations. La notification de ces réserves produira ses effets deux jours après la réception de ladite communication par les Hautes Parties contractantes.

Article II.

Dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, la loi uniforme ne sera pas applicable aux chèques déjà créés au moment de la mise en vigueur de la présente convention.

Article III.

La présente convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Elle pourra être signée ultérieurement jusqu'au 15 juillet 1931 au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre.

Article IV.

La présente convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés avant le 1^{er} septembre 1933 auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera immédiatement la réception à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres au nom desquels la présente convention a été signée ou au nom desquels il y a été adhéré.

Article V.

A partir du 15 juillet 1931, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre pourra y adhérer.

Cette adhésion s'effectuera par une notification au Secrétaire général de la Société des Nations pour être déposée dans les archives du Secrétariat.

Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres au nom desquels la présente convention aura été signée ou au nom desquels il y aura été adhéré.

Article VI.

La présente convention n'entrera en vigueur que lorsqu'elle aura été ratifiée ou qu'il y aura été adhéré au nom de sept Membres de la Société des Nations ou Etats non membres, parmi lesquels devront figurer trois des Membres de la Société des Nations représentés d'une manière permanente au Conseil.

La date de l'entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la septième ratification ou adhésion, conformément à l'alinéa premier du présent article.

Le Secrétaire général de la Société des Nations, en faisant les notifications prévues aux articles IV et V, signalera spécialement que les ratifications ou adhésions visées à l'alinéa premier du présent article ont été recueillies.

Each of the High Contracting Parties may, in urgent cases, make use of the reservations contained in Articles 17 and 28 of the said Annex II, even after ratification or accession. In such cases, they must immediately notify direct all other High Contracting Parties and the Secretary-General of the League of Nations. The notification of these reservations shall take effect two days following its receipt by the High Contracting Parties.

Article II.

In the territories of each of the High Contracting Parties, the Uniform Law shall not apply to cheques already issued at the time of the coming into force of the present Convention.

Article III.

The present Convention, the French and English texts of which shall be equally authentic, shall bear this day's date.

It may be signed thereafter until July 15th, 1931, on behalf of any Member of the League of Nations or non-member State.

Article IV.

The present Convention shall be ratified.

The instruments of ratification shall be deposited before September 1, 1933, with the Secretary-General of the League of Nations, who shall forthwith notify receipt thereof to all the Members of the League of Nations and to the non-member States on whose behalf the present Convention has been signed or acceded to.

Article V.

As from July 15, 1931, any Member of the League of Nations and any non-member State may accede thereto.

Such accession shall be effected by a notification to the Secretary-General of the League of Nations, such notification to be deposited in the archives of the Secretariat.

The Secretary-General shall notify such deposit forthwith to all the Members of the League of Nations and to the non-member States on whose behalf the present Convention has been signed or acceded to.

Article VI.

The present Convention shall not come into force until it has been ratified or acceded to on behalf of seven Members of the League of Nations or non-member States, including therein three of the Members of the League permanently represented on the Council.

The date of entry into force shall be the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the seventh ratification or accession in accordance with the first paragraph of the present Article.

The Secretary-General of the League of Nations, when making the notifications provided for in Articles IV and V, shall state in particular that the ratifications or accessions referred to in the first paragraph of the present Article have been received.

Article VII.

Chaque ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de la convention conformément à l'article VI sortira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article VIII.

Sauf les cas d'urgence, la présente convention ne pourra être dénoncée avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur pour le Membre de la Société des Nations ou pour l'Etat non membre qui la dénonce ; cette dénonciation produira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour suivant la réception par le Secrétaire général de la notification à lui adressée.

Toute dénonciation sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Dans les cas d'urgence, la Haute Partie contractante qui effectuera la dénonciation en donnera directement et immédiatement communication à toutes autres Hautes Parties contractantes, et la dénonciation produira ses effets deux jours après la réception de ladite communication par lesdites Hautes Parties contractantes. La Haute Partie contractante qui dénoncera dans ces conditions avisera également de sa décision le Secrétaire général de la Société des Nations.

Chaque dénonciation n'aura d'effet qu'en ce qui concerne la Haute Partie contractante au nom de laquelle elle aura été faite.

Article IX.

Tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre à l'égard duquel la présente convention est en vigueur pourra adresser au Secrétaire général de la Société des Nations, dès l'expiration de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur de la convention, une demande tendant à la révision de certaines ou de toutes les dispositions de cette convention.

Si une telle demande, communiquée aux autres Membres ou Etats non membres entre lesquels la convention est alors en vigueur, est appuyée, dans un délai d'un an, par au moins six d'entre eux, le Conseil de la Société des Nations décidera s'il y a lieu de convoquer une conférence à cet effet.

Article X.

Les Hautes Parties contractantes peuvent déclarer au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que, par leur acceptation de la présente convention, elles n'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, la présente convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Les Hautes Parties contractantes pourront à tout moment dans la suite notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elles entendent rendre la présente convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de leurs territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

De même, le Hautes Parties contractantes peuvent, conformément à l'article VIII, dénoncer la présente convention pour l'ensemble ou toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat.

Article XI.

La présente convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations dès son entrée en vigueur.

Article VII.

Every ratification or accession effected after the entry into force of the Convention in accordance with Article VI shall take effect on the ninetieth day following the date of receipt thereof by the Secretary-General of the League of Nations.

Article VIII.

Except in urgent cases, the present Convention may not be denounced before the expiry of two years from the date on which it has entered into force in respect of the Member of the League or non-member State denouncing it ; such denunciation shall take effect as from the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the notification addressed to him.

Every denunciation shall be immediately communicated by the Secretary-General of the League of Nations to all the other High Contracting Parties.

In urgent cases a High Contracting Party which denounces the Convention shall immediately notify direct all other High Contracting Parties, and the denunciation shall take effect two days after the receipt of such notification by the said High Contracting Parties. A High Contracting Party denouncing the Convention in these circumstances shall also inform the Secretary-General of the League of Nations of its decision.

Each denunciation shall take effect only as regards the High Contracting Party on whose behalf it has been made.

Article IX.

Every Member of the League of Nations and every non-member State in respect of which the present Convention is in force may forward to the Secretary-General of the League of Nations, after the expiry of the fourth year following the entry into force of the Convention, a request for the revision of some or all of the provisions of this Convention.

If such request, after being communicated to the other Members or non-member States between which the Convention is at that time in force, is supported within one year by at least six of them, the Council of the League of Nations shall decide whether a Conference shall be convened for the purpose.

Article X.

The High Contracting Parties may declare at the time of signature, ratification or accession, that it is not their intention in accepting the present Convention to assume any liability in respect of all or any of their colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate, in which case the present Convention shall not be applicable to the territories mentioned in such declaration.

The High Contracting Parties may at any time subsequently inform the Secretary-General of the League of Nations that they intend to apply the present Convention to all or any of their territories referred to in the declaration provided for in the preceding paragraph. In this case, the Convention shall apply to the territories referred to in the notification ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

They further reserve the right to denounce it, in accordance with the conditions of Article VIII, on behalf of all or any of their colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate.

Article XI.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations as soon as it comes into force.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le dix-neuf mars mil neuf cent trente et un, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la conférence.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva, the nineteenth day of March, one thousand nine hundred and thirty-one, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-member States represented at the Conference.

Allemagne

L. QUASSOWSKI
D^r ALBRECHT
Erwin PÄTZOLD

Germany

Autriche

D^r Guido STROBELE

Austria

Belgique

DE LA VALLÉE POUSSIN

Belgium

Danemark

HELPER
V. EIGTVED

Denmark

Ville Libre de Dantzig

Józef SUŁKOWSKI

Free City of Danzig

Equateur

Alex GASTELÚ

Ecuador

Espagne

Francisco BERNIS

Spain

Finlande

F. GRÖNWALL

Finland

France

J. PERCEROU

France

Grèce

R. RAPHAËL
A. CONTOUMAS

Greece

Hongrie

PELÉNYI

Hungary

Italie

Amedeo GIANNINI
Giovanni ZAPPALÀ

Italy

<i>Japon</i>	N. KAWASHIMA. Ukitsu TANAKA.	<i>Japan</i>
<i>Luxembourg</i>	Ch. G. VERMAIRE	<i>Luxemburg</i>
<i>Mexique</i>	Antonio CASTRO-LEAL	<i>Mexico</i>
<i>Monaco</i>	C. HENTSCH. <i>ad referendum</i>	<i>Monaco</i>
<i>Norvège</i>	Stub HOLMBOE	<i>Norway</i>
<i>Pays-Bas</i>	J. KOSTERS.	<i>The Netherlands</i>
<i>Pologne</i>	Józef SUŁKOWSKI	<i>Poland</i>
<i>Portugal</i>	José CAEIRO DA MATTA	<i>Portugal</i>
<i>Roumanie</i>	C. ANTONIADE	<i>Roumania</i>
<i>Suède</i>	E. MARKS VON WÜRTEMBERG Birger EKEBERG K. DAHLBERG Sous réserve de ratification par S. M. le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag. ¹	<i>Sweden</i>
<i>Suisse</i>	VISCHER HULFTEGGER	<i>Switzerland</i>
<i>Tchécoslovaquie</i>	D ^r Karel HERMANN-OTAVSKÝ	<i>Czechoslovakia</i>
<i>Turquie</i>	CEMAL HÜSNÜ	<i>Turkey</i>
<i>Yougoslavie</i>	I. CHOUMENKOVITCH	<i>Yugoslavia</i>

¹ Translation of the Secretariat of the League of Nations ; Subject to ratification by His Majesty the King of Sweden with the approval of the Riksdag.

ANNEXE I

LOI UNIFORME CONCERNANT LE CHÈQUE

CHAPITRE I. — DE LA CRÉATION ET DE LA FORME DU CHÈQUE.

Article premier.

Le chèque contient :

1. La dénomination de chèque, insérée dans le texte même du titre est exprimée dans la langue employée pour la rédaction de ce titre ;
2. Le mandat pur et simple de payer une somme déterminée ;
3. Le nom de celui qui doit payer (tiré) ;
4. L'indication du lieu où le paiement doit s'effectuer ;
5. L'indication de la date et du lieu où le chèque est créé ;
6. La signature de celui qui émet le chèque (tireur).

Article 2.

Le titre dans lequel une des énonciations indiquées à l'article précédent fait défaut ne vaut pas comme chèque, sauf dans les cas déterminés par les alinéas suivants.

A défaut d'indication spéciale, le lieu désigné à côté du nom du tiré est réputé être le lieu de paiement. Si plusieurs lieux sont indiqués à côté du nom du tiré, le chèque est payable au premier lieu indiqué.

A défaut de ces indications ou de toute autre indication, le chèque est payable au lieu où le tiré a son établissement principal.

Le chèque sans indication du lieu de sa création est considéré comme souscrit dans le lieu désigné à côté du nom du tireur.

Article 3.

Le chèque est tiré sur un banquier ayant des fonds à la disposition du tireur et conformément à une convention, expresse ou tacite, d'après laquelle le tireur a le droit de disposer de ces fonds par chèque. Néanmoins, en cas d'inobservation de ces prescriptions, la validité du titre comme chèque n'est pas atteinte.

Article 4.

Le chèque ne peut pas être accepté. Une mention d'acceptation portée sur le chèque est réputée non écrite.

Article 5.

Le chèque peut être stipulé payable :

- A une personne dénommée, avec ou sans clause expresse « à ordre » ;
- A une personne dénommée, avec la clause « non à ordre » ou une clause équivalente ;
- Au porteur.

ANNEX I.

UNIFORM LAW ON CHEQUES.

CHAPTER I. — THE DRAWING AND FORM OF A CHEQUE.

Article 1.

A cheque contains :

1. The term "cheque" inserted in the body of the instrument and expressed in the language employed in drawing up the instrument ;
2. An unconditional order to pay a determinate sum of money ;
3. The name of the person who is to pay (drawee) ;
4. A statement of the place where payment is to be made ;
5. A statement of the date when and the place where the cheque is drawn ;
6. The signature of the person who draws the cheque (drawer).

Article 2.

An instrument in which any of the requirements mentioned in the preceding article is wanting is invalid as a cheque, except in the cases specified in the following paragraphs :

In the absence of special mention, the place specified beside the name of the drawee is deemed to be the place of payment. If several places are named beside the name of the drawee, the cheque is payable at the first place named.

In the absence of these statements, and of any other indication, the cheque is payable at the place where the drawee has his principal establishment.

A cheque which does not specify the place at which it was drawn is deemed to have been drawn in the place specified beside the name of the drawer.

Article 3.

A cheque must be drawn on a banker holding funds at the disposal of the drawer and in conformity with an agreement, express or implied, whereby the drawer is entitled to dispose of those funds by cheque. Nevertheless, if these provisions are not complied with, the instrument is still valid as a cheque.

Article 4.

A cheque cannot be accepted. A statement of acceptance on a cheque shall be disregarded.

Article 5.

A cheque may be made payable :

- To a specified person with or without the express clause "to order", or
- To a specified person, with the words "not to order" or equivalent words, or
- To bearer.

Le chèque au profit d'une personne dénommée, avec la mention « ou au porteur », ou un terme équivalent, vaut comme chèque au porteur.

Le chèque sans indication du bénéficiaire vaut comme chèque au porteur.

Article 6.

Le chèque peut être à l'ordre du tireur lui-même.

Le chèque peut être tiré pour le compte d'un tiers.

Le chèque ne peut être tiré sur le tireur lui-même, sauf dans le cas où il s'agit d'un chèque tiré entre différents établissements d'un même tireur.

Article 7.

Toute stipulation d'intérêts insérée dans le chèque est réputée non écrite.

Article 8.

Le chèque peut être payable au domicile d'un tiers, soit dans la localité où le tiré a son domicile, soit dans une autre localité, à condition toutefois que le tiers soit banquier.

Article 9.

Le chèque dont le montant est écrit à la fois en toutes lettres et en chiffres vaut, en cas de différence, pour la somme écrite en toutes lettres.

Le chèque dont le montant est écrit plusieurs fois, soit en toutes lettres, soit en chiffres, ne vaut, en cas de différence, que pour la moindre somme.

Article 10.

Si le chèque porte des signatures de personnes incapables de s'obliger par chèque, des signatures fausses ou des signatures de personnes imaginaires, ou des signatures qui, pour toute autre raison, ne sauraient obliger les personnes qui ont signé le chèque, ou au nom desquelles il a été signé, les obligations des autres signataires n'en sont pas moins valables.

Article 11.

Quiconque appose sa signature sur un chèque, comme représentant d'une personne pour laquelle il n'avait pas le pouvoir d'agir, est obligé lui-même en vertu du chèque, et s'il a payé, a les mêmes droits qu'aurait eu le prétendu représenté. Il en est de même du représentant qui a dépassé ses pouvoirs.

Article 12.

Le tireur est garant du paiement. Toute clause par laquelle le tireur s'exonère de cette garantie est réputée non écrite.

Article 13.

Si un chèque incomplet à l'émission, a été complété contrairement aux accords intervenus, l'inobservation de ces accords ne peut pas être opposée au porteur, à moins qu'il n'ait acquis le chèque de mauvaise foi ou que, en l'acquérant, il n'ait commis une faute lourde.

A cheque made payable to a specified person with the words "or to bearer", or any equivalent words, is deemed to be a cheque to bearer.

A cheque which does not specify the payee is deemed to be a cheque to bearer.

Article 6.

A cheque may be drawn to the drawer's own order.

A cheque may be drawn for account of a third person.

A cheque may not be drawn on the drawer himself unless it is drawn by one establishment on another establishment belonging to the same drawer.

Article 7.

Any stipulation concerning interest which may be embodied in the cheque shall be disregarded.

Article 8.

A cheque may be payable at the domicile of a third person either in the locality where the drawee has his domicile or in another locality, provided always that such third person is a banker.

Article 9.

Where the sum payable by a cheque is expressed in words and also in figures, and there is any discrepancy, the sum denoted by the words is the amount payable.

Where the sum payable by a cheque is expressed more than once in words or more than once in figures, and there is any discrepancy, the smaller sum is the sum payable.

Article 10.

If a cheque bears signatures of persons incapable of binding themselves by a cheque, or forged signatures, or signatures of fictitious persons, or signatures which for any other reason cannot bind the persons who signed the cheque or on whose behalf it was signed, the obligations of the other persons who have signed it are none the less valid.

Article 11.

Whosoever puts his signature on a cheque as representing a person for whom he had no power to act is bound himself as a party to the cheque and, if he pays, has the same rights as the person for whom he purported to act. The same rule applies to a representative who has exceeded his powers.

Article 12.

The drawer guarantees payment. Any stipulation by which the drawer releases himself from this guarantee shall be disregarded.

Article 13.

If a cheque which was incomplete when issued has been completed otherwise than in accordance with the agreements entered into, the non-observance of such agreements may not be set up against the holder unless he has acquired the cheque in bad faith or, in acquiring it, has been guilty of gross negligence.

CHAPITRE II. — DE LA TRANSMISSION.

Article 14.

Le chèque stipulé payable au profit d'une personne dénommée avec ou sans clause expresse « à ordre » est transmissible par la voie de l'endossement.

Le chèque stipulé payable au profit d'une personne dénommée avec la clause « non à ordre » ou une clause équivalente n'est transmissible que dans la forme et avec les effets d'une cession ordinaire.

L'endossement peut être fait même au profit du tireur ou de tout autre obligé. Ces personnes peuvent endosser le chèque à nouveau.

Article 15.

L'endossement doit être pur et simple. Toute condition à laquelle il est subordonné est réputée non écrite.

L'endossement partiel est nul.

Est également nul l'endossement du tiré.

L'endossement au porteur vaut comme endossement en blanc.

L'endossement au tiré ne vaut que comme quittance, sauf dans le cas où le tiré a plusieurs établissements et où l'endossement est fait au bénéfice d'un établissement autre que celui sur lequel le chèque a été tiré.

Article 16.

L'endossement doit être inscrit sur le chèque ou sur une feuille qui y est attachée (allonge). Il doit être signé par l'endosseur.

L'endossement peut ne pas désigner le bénéficiaire ou consister simplement dans la signature de l'endosseur (endossement en blanc). Dans ce dernier cas, l'endossement, pour être valable, doit être inscrit au dos du chèque ou sur l'allonge.

Article 17.

L'endossement transmet tous les droits résultant du chèque.

Si l'endossement est en blanc, le porteur peut :

- 1° Remplir le blanc, soit de son nom, soit du nom d'une autre personne ;
- 2° Endosser le chèque de nouveau en blanc ou à une autre personne ;
- 3° Remettre le chèque à un tiers, sans remplir le blanc et sans l'endosser.

Article 18.

L'endosseur est, sauf clause contraire, garant du paiement.

Il peut interdire un nouvel endossement ; dans ce cas, il n'est pas tenu à la garantie envers les personnes auxquelles le chèque est ultérieurement endossé.

Article 19.

Le détenteur d'un chèque endossable est considéré comme porteur légitime s'il justifie de son droit par une suite ininterrompue d'endossements, même si le dernier endossement est en blanc.

CHAPTER II. — NEGOTIATION.

Article 14.

A cheque made payable to a specified person, with or without the express clause "to order", may be transferred by means of endorsement.

A cheque made payable to a specified person, in which the words "not to order" or any equivalent expression have been inserted, can only be transferred according to the form and with the effects of an ordinary assignment.

A cheque may be endorsed even to the drawer or to any other party to the cheque. These persons may re-endorse the cheque.

Article 15.

An endorsement must be unconditional. Any condition to which it is made subject shall be disregarded.

A partial endorsement is null and void.

An endorsement by the drawee is also null and void.

An endorsement "to bearer" is equivalent to an endorsement in blank.

An endorsement to the drawee has the effect only of a receipt, except in the case where the drawee has several establishments and the endorsement is made in favour of an establishment other than that on which the cheque has been drawn.

Article 16.

An endorsement must be written on the cheque or on a slip affixed thereto (*allonge*). It must be signed by the endorser.

The endorsement may leave the beneficiary unspecified or may consist simply of the signature of the endorser (endorsement in blank). In the latter case, the endorsement, to be valid, must be written on the back of the cheque or on the slip attached thereto (*allonge*).

Article 17.

An endorsement transfers all the rights arising out of a cheque.

If the endorsement is in blank, the holder may:

- (1) Fill up the blank either with his own name or with the name of some other person;
- (2) Re-endorse the cheque in blank or to some other person;
- (3) Transfer the cheque to a third person without filling up the blank and without endorsing it.

Article 18.

In the absence of any contrary stipulation, the endorser guarantees payment.

He may prohibit any further endorsement; in this case he gives no guarantee to the persons to whom the cheque is subsequently endorsed.

Article 19.

The possessor of an endorsable cheque is deemed to be the lawful holder if he establishes his title to the cheque through an uninterrupted series of endorsements, even if the last endorsement

Les endossements biffés sont, à cet égard, réputés non écrits. Quand un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, le signataire de celui-ci est réputé avoir acquis le chèque par l'endossement en blanc.

Article 20.

Un endossement figurant sur un chèque au porteur rend l'endosseur responsable aux termes des dispositions qui régissent le recours ; il ne convertit, d'ailleurs, pas le titre en un chèque à ordre.

Article 21.

Lorsqu'une personne a été dépossédée d'un chèque par quelque événement que ce soit, le porteur entre les mains duquel le chèque est parvenu — soit qu'il s'agisse d'un chèque au porteur, soit qu'il s'agisse d'un chèque endossable pour lequel le porteur justifie de son droit de la manière indiquée à l'article 19 — n'est tenu de se dessaisir du chèque que s'il l'a acquis de mauvaise foi ou si, en l'acquérant, il a commis une faute lourde.

Article 22.

Les personnes actionnées en vertu du chèque ne peuvent pas opposer au porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec le tireur ou avec les porteurs antérieurs, à moins que le porteur, en acquérant le chèque, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur.

Article 23.

Lorsque l'endossement contient la mention « valeur en recouvrement », « pour encaissement », « par procuration » ou toute autre mention impliquant un simple mandat, le porteur peut exercer tous les droits découlant du chèque, mais il ne peut endosser celui-ci qu'à titre de procuration.

Les obligés ne peuvent, dans ce cas, invoquer contre le porteur que les exceptions qui seraient opposables à l'endosseur.

Le mandat renfermé dans un endossement de procuration ne prend pas fin par le décès du mandant ou la survenance de son incapacité.

Article 24.

L'endossement fait après le protêt ou une constatation équivalente, ou après l'expiration du délai de présentation, ne produit que les effets d'une cession ordinaire.

Sauf preuve contraire, l'endossement sans date est présumé avoir été fait avant le protêt ou les constatations équivalentes ou avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent.

CHAPITRE III. — DE L'AVAL.

Article 25.

Le paiement d'un chèque peut être garanti pour tout ou partie de son montant par un aval. Cette garantie est fournie par un tiers, sauf le tiré, ou même par un signataire du chèque.

is in blank. In this connection, cancelled endorsements shall be disregarded. When an endorsement in blank is followed by another endorsement, the person who signed this last endorsement is deemed to have acquired the cheque by the endorsement in blank.

Article 20.

An endorsement on a cheque to bearer renders the endorser liable in accordance with the provisions governing the right of recourse ; but it does not convert the instrument into a cheque to order.

Article 21.

Where a person has, in any manner whatsoever, been dispossessed of a cheque (whether it is a cheque to bearer or an endorsable cheque to which the holder establishes his right in the manner mentioned in Article 19), the holder into whose possession the cheque has come is not bound to give up the cheque unless he has acquired it in bad faith or unless in acquiring it he has been guilty of gross negligence.

Article 22.

Persons sued on a cheque cannot set up against the holder defences founded on their personal relations with the drawer or with previous holders, unless the holder in acquiring the cheque has knowingly acted to the detriment of the debtor.

Article 23.

When an endorsement contains the statement "value in collection" ("*valeur en recouvrement*") "for collection" ("*pour encaissement*"), "by procuration" ("*par procuration*"), or any other phrase implying a simple mandate, the holder may exercise all rights arising out of the cheque, but he can endorse it only in his capacity as agent.

In this case the parties liable can only set up against the holder defences which could be set up against the endorser.

The mandate contained in an endorsement by procuration does not terminate by reason of the death of the party giving the mandate or by reason of his becoming legally incapable.

Article 24.

An endorsement after protest or after an equivalent declaration or after the expiration of the limit of time for presentment operates only as an ordinary assignment.

Failing proof to the contrary, an undated endorsement is deemed to have been placed on the cheque prior to the protest or equivalent declaration or prior to the expiration of the limit of time referred to in the preceding paragraph.

CHAPTER III. — "AVALS".

Article 25.

Payment of a cheque may be guaranteed by an "aval" as to the whole or part of its amount.

This guarantee may be given by a third person other than the drawee, or even by a person who has signed the cheque.

Article 26.

L'aval est donné sur le chèque ou sur une allonge.

Il est exprimé par les mots « bon pour aval » ou par toute autre formule équivalente ; il est signé par le donneur d'aval.

Il est considéré comme résultant de la seule signature du donneur d'aval, apposée au recto du chèque, sauf quand il s'agit de la signature du tireur.

L'aval doit indiquer pour le compte de qui il est donné. A défaut de cette indication, il est réputé donné pour le tireur.

Article 27.

Le donneur d'aval est tenu de la même manière que celui dont il s'est porté garant.

Son engagement est valable, alors même que l'obligation qu'il a garantie serait nulle pour toute cause autre qu'un vice de forme.

Quand il paie le chèque, le donneur d'aval acquiert les droits résultant du chèque contre le garanti et contre ceux qui sont tenus envers ce dernier en vertu du chèque.

CHAPITRE IV. — DE LA PRÉSENTATION ET DU PAIEMENT.

Article 28.

Le chèque est payable à vue. Toute mention contraire est réputée non écrite.

Le chèque présenté au paiement avant le jour indiqué comme date d'émission est payable le jour de la présentation.

Article 29.

Le chèque émis et payable dans le même pays doit être présenté au paiement dans le délai de huit jours.

Le chèque émis dans un autre pays que celui où il est payable doit être présenté dans un délai, soit de vingt jours, soit de soixante-dix jours, selon que le lieu d'émission et le lieu de paiement se trouvent situés dans la même ou dans une autre partie du monde.

A cet égard, les chèques émis dans un pays de l'Europe et payables dans un pays riverain de la Méditerranée ou *vice versa* sont considérés comme émis et payables dans la même partie du monde.

Le point de départ des délais susindiqués est le jour porté sur le chèque comme date d'émission.

Article 30.

Lorsqu'un chèque est tiré entre deux places ayant des calendriers différents, le jour de l'émission sera ramené au jour correspondant du calendrier du lieu de paiement.

Article 31.

La présentation à une Chambre de compensation équivaut à la présentation au paiement.

Article 26.

An "aval" is given either on the cheque itself or on an "allonge".

It is expressed by the words "good as aval", or by any other equivalent formula. It is signed by the giver of the "aval".

It is deemed to be constituted by the mere signature of the giver of the "aval", placed on the face of the cheque, except in the case of the signature of the drawer.

An "aval" must specify for whose account it is given. In default of this, it is deemed to be given for the drawer.

Article 27.

The giver of an "aval" is bound in the same manner as the person for whom he has become guarantor.

His undertaking is valid even when the liability which he has guaranteed is inoperative for any reason other than defect of form.

He has, when he pays the cheque, the rights arising out of the cheque against the person guaranteed and against those who are liable to the latter on the cheque.

CHAPTER IV. — PRESENTMENT AND PAYMENT.

Article 28.

A cheque is payable at sight. Any contrary stipulation shall be disregarded.

A cheque presented for payment before the date stated as the date of issue is payable on the day of presentment.

Article 29.

A cheque payable in the country in which it was issued must be presented for payment within eight days.

A cheque issued in a country other than that in which it is payable must be presented within a period of twenty days or of seventy days, according as to whether the place of issue and the place of payment are situated respectively in the same continent or in different continents.

For the purposes of this article cheques issued in a European country and payable in a country bordering on the Mediterranean or *vice versa* are regarded as issued and payable in the same continent.

The date from which the above-mentioned periods of time shall begin to run shall be the date stated on the cheque as the date of issue.

Article 30.

Where a cheque is drawn in one place and is payable in another having a different calendar, the day of issue shall be construed as being the corresponding day of the calendar of the place of payment.

Article 31.

Presentment of a cheque at a clearing-house is equivalent to presentment for payment.

Article 32.

La révocation du chèque n'a d'effet qu'après l'expiration du délai de présentation.

S'il n'y a pas de révocation, le tiré peut payer même après l'expiration du délai.

Article 33.

Ni le décès du tireur ni son incapacité survenant après l'émission ne touchent aux effets du chèque.

Article 34.

Le tiré peut exiger, en payant le chèque, qu'il lui soit remis acquitté par le porteur.

Le porteur ne peut pas refuser un paiement partiel.

En cas de paiement partiel, le tiré peut exiger que mention de ce paiement soit faite sur le chèque et qu'une quittance lui en soit donnée.

Article 35.

Le tiré qui paie un chèque endossable est obligé de vérifier la régularité de la suite des endossements mais non la signature des endosseurs.

Article 36.

Lorsqu'un chèque est stipulé payable en une monnaie n'ayant pas cours au lieu du paiement, le montant peut en être payé, dans le délai de présentation du chèque, en la monnaie du pays d'après sa valeur au jour du paiement. Si le paiement n'a pas été effectué à la présentation, le porteur peut, à son choix, demander que le montant du chèque soit payé dans la monnaie du pays d'après le cours, soit du jour de la présentation, soit du jour du paiement.

Les usages du lieu du paiement servent à déterminer la valeur de la monnaie étrangère. Toutefois, le tireur peut stipuler que la somme à payer sera calculée d'après un cours déterminé dans le chèque.

Les règles ci-énoncées ne s'appliquent pas au cas où le tireur a stipulé que le paiement devra être fait dans une certaine monnaie indiquée (clause de paiement effectif en une monnaie étrangère).

Si le montant du chèque est indiqué dans une monnaie ayant la même dénomination, mais une valeur différente, dans le pays d'émission et dans celui du paiement, on est présumé s'être référé à la monnaie du lieu du paiement.

CHAPITRE V. — DU CHÈQUE BARRÉ ET DU CHÈQUE A PORTER EN COMPTE.

Article 37.

Le tireur ou le porteur d'un chèque peut le barrer avec les effets indiqués dans l'article suivant

Le barrement s'effectue au moyen de deux barres parallèles apposées au recto. Il peut être général ou spécial.

Article 32.

The countermand of a cheque only takes effect after the expiration of the limit of time for presentment.

If a cheque has not been countermanded, the drawee may pay it even after the expiration of the time-limit.

Article 33.

Neither the death of the drawer nor his incapacity taking place after the issue of the cheque shall have any effect as regards the cheque.

Article 34.

The drawee who pays a cheque may require that it shall be given up to him receipted by the holder.

The holder may not refuse partial payment.

In case of partial payment the drawee may require that the partial payment shall be mentioned on the cheque and that a receipt shall be given to him.

Article 35.

The drawee who pays an endorsable cheque is bound to verify the regularity of the series of endorsements, but not the signature of the endorsers.

Article 36.

When a cheque is drawn payable in a currency which is not that of the place of payment, the sum payable may, within the limit of time for the presentment of the cheque, be paid in the currency of the country according to its value on the date of payment. If payment has not been made on presentment, the holder may at his option demand that payment of the amount of the cheque in the currency of the country shall be made according to the rate on the day of presentment or on the day of payment.

The usages of the place of payment shall be applied in determining the value of foreign currency. Nevertheless, the drawer may stipulate that the sum payable shall be calculated according to a rate expressed in the cheque.

The foregoing rules shall not apply to the case in which the drawer has stipulated that payment must be made in a certain specified currency (stipulation for effective payment in a foreign currency).

If the amount of the cheque is specified in a currency having the same denomination but a different value in the country of issue and the country of payment, reference is deemed to be made to the currency of the place of payment.

CHAPTER V. — CROSSED CHEQUES AND CHEQUES PAYABLE IN ACCOUNT.

Article 37.

The drawer or holder of a cheque may cross it with the effects stated in the next article hereof.

A crossing takes the form of two parallel lines drawn on the face of the cheque. The crossing may be general or special.

Le barrement est général s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou la mention « banquier » ou un terme équivalent ; il est spécial si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres.

Le barrement général peut être transformé en barrement spécial, mais le barrement spécial ne peut être transformé en barrement général.

Le biffage du barrement ou du nom du banquier désigné est réputé non avenu.

Article 38.

Un chèque à barrement général ne peut être payé par le tiré qu'à un banquier ou à un client du tiré.

Un chèque à barrement spécial ne peut être payé par le tiré qu'au banquier désigné ou, si celui-ci est le tiré, qu'à son client. Toutefois, le banquier désigné peut recourir pour l'encaissement à un autre banquier.

Un banquier ne peut acquérir un chèque barré que d'un de ses clients ou d'un autre banquier. Il ne peut l'encaisser pour le compte d'autres personnes que celles-ci.

Un chèque portant plusieurs barrements spéciaux ne peut être payé par le tiré que dans le cas où il s'agit de deux barrements, dont l'un pour encaissement par une Chambre de compensation.

Le tiré ou le banquier qui n'observe pas les dispositions ci-dessus est responsable du préjudice jusqu'à concurrence du montant du chèque.

Article 39.

Le tireur, ainsi que le porteur d'un chèque, peut défendre qu'on le paye en espèces, en insérant au recto la mention transversale « à porter en compte » ou une expression équivalente.

Dans ce cas, le chèque ne peut donner lieu, de la part du tiré, qu'à un règlement par écritures (crédit en compte, virement ou compensation). Le règlement par écritures, vaut payement.

Le biffage de la mention « à porter en compte » est réputé non avenu.

Le tiré qui n'observe pas les dispositions ci-dessus est responsable du préjudice jusqu'à concurrence du montant du chèque.

CHAPITRE VI. — DU RECOURS FAUTE DE PAIEMENT.

Article 40.

Le porteur peut exercer ses recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés, si le chèque, présenté en temps utile, n'est pas payé et si le refus de paiement est constaté :

- 1^o Soit par un acte authentique (protêt) ;
- 2^o Soit par une déclaration du tiré, datée et écrite sur le chèque avec l'indication du jour de la présentation ;
- 3^o Soit par une déclaration datée d'une Chambre de compensation constatant que le chèque a été remis en temps utile et qu'il n'a pas été payé.

Article 41.

Le protêt ou la constatation équivalente doit être fait avant l'expiration du délai de présentation.

The crossing is general if it consists of the two lines only or if between the lines the term "banker" or some equivalent is inserted; it is special if the name of a banker is written between the lines.

A general crossing may be converted into a special crossing, but a special crossing may not be converted into a general crossing.

The obliteration either of a crossing or of the name of the banker shall be regarded as not having taken place.

Article 38.

A cheque which is crossed generally can be paid by the drawee only to a banker or to a customer of the drawee.

A cheque which is crossed specially can be paid by the drawee only to the named banker, or if the latter is the drawee, to his customer. Nevertheless, the named banker may procure the cheque to be collected by another banker.

A banker may not acquire a crossed cheque except from one of his customers or from another banker. He may not collect it for the account of other persons than the foregoing.

A cheque bearing several special crossings may not be paid by the drawee except in a case where there are two crossings, one of which is for collection through a clearing-house.

The drawee or banker who fails to observe the above provisions is liable for resulting damage up to the amount of the cheque.

Article 39.

The drawer or the holder of a cheque may forbid its payment in cash by writing transversally across the face of the cheque the words "payable in account" ("*à porter en compte*") or a similar expression.

In such a case the cheque can only be settled by the drawee by means of book-entry (credit in account, transfer from one account to another, set off or clearing-house settlement). Settlement by book-entry is equivalent to payment.

Any obliteration of the words "payable in account" shall be deemed not to have taken place.

The drawee who does not observe the foregoing provisions is liable for resulting damage up to the amount of the cheque.

CHAPTER VI. — RECOURSE FOR NON-PAYMENT.

Article 40.

The holder may exercise his right of recourse against the endorsers, the drawer and the other parties liable if the cheque on presentment in due time is not paid, and if the refusal to pay is evidenced:

- (1) By a formal instrument (protest), or
- (2) By a declaration dated and written by the drawee on the cheque and specifying the day of presentment, or
- (3) By a dated declaration made by a clearing-house, stating that the cheque has been delivered in due time and has not been paid.

Article 41.

The protest or equivalent declaration must be made before the expiration of the limit of time for presentment.

Si la présentation a lieu le dernier jour du délai, le protêt ou la constatation équivalente peut être établi le premier jour ouvrable suivant.

Article 42.

Le porteur doit donner avis du défaut de paiement à son endosseur et au tireur dans les quatre jours ouvrables qui suivent le jour du protêt ou de la constatation équivalente, et, en cas de clause de retour sans frais, le jour de la présentation. Chaque endosseur doit, dans les deux jours ouvrables qui suivent le jour où il a reçu l'avis, faire connaître à son endosseur l'avis qu'il a reçu, en indiquant les noms et les adresses de ceux qui ont donné les avis précédents, et ainsi de suite, en remontant jusqu'au tireur. Les délais ci-dessus indiqués courent de la réception de l'avis précédent.

Lorsqu'en conformité de l'alinéa précédent, un avis est donné à un signataire du chèque, le même avis doit être donné dans le même délai à son avaliseur.

Dans le cas où un endosseur n'a pas indiqué son adresse ou l'a indiquée d'une façon illisible il suffit que l'avis soit donné à l'endosseur qui le précède.

Celui qui a un avis à donner peut le faire sous une forme quelconque, même par un simple renvoi du chèque.

Il doit prouver qu'il a donné l'avis dans le délai imparti. Ce délai sera considéré comme observé si une lettre-missive donnant l'avis a été mise à la poste dans ledit délai.

Celui qui ne donne pas l'avis dans le délai ci-dessus indiqué, n'encourt pas de déchéance ; il est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé par sa négligence, sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant du chèque.

Article 43.

Le tireur, un endosseur ou un avaliseur peut, par la clause « retour sans frais », « sans protêt », ou toute autre clause équivalente, inscrite sur le titre et signée, dispenser le porteur, pour exercer ses recours, de faire établir un protêt ou une constatation équivalente.

Cette clause ne dispense pas le porteur de la présentation du chèque dans le délai prescrit ni des avis à donner. La preuve de l'inobservation du délai incombe à celui qui s'en prévaut contre le porteur.

Si la clause est inscrite par le tireur, elle produit ses effets à l'égard de tous les signataires ; si elle est inscrite par un endosseur ou un avaliseur, elle produit ses effets seulement à l'égard de celui-ci. Si, malgré la clause inscrite par le tireur, le porteur fait établir le protêt ou la constatation équivalente, les frais en restent à sa charge. Quand la clause émane d'un endosseur ou d'un avaliseur, les frais du protêt ou de la constatation équivalente, s'il est dressé un acte de cette nature, peuvent être recouvrés contre tous les signataires.

Article 44.

Toutes les personnes obligées en vertu d'un chèque sont tenues solidairement envers le porteur.

Le porteur a le droit d'agir contre toutes ces personnes, individuellement ou collectivement, sans être astreint à observer l'ordre dans lequel elles se sont obligées.

Le même droit appartient à tout signataire d'un chèque qui a remboursé celui-ci.

L'action intentée contre un des obligés n'empêche pas d'agir contre les autres, même postérieurs à celui qui a été d'abord poursuivi.

If the cheque is presented on the last day of the limit of time, the protest may be drawn up or the equivalent declaration made on the first business day following.

Article 42.

The holder must give notice of non-payment to his endorser and to the drawer within the four business days which follow the day on which the protest is drawn up or the equivalent declaration is made or, in case of a stipulation (*retour sans frais*), the day of presentment. Every endorser must, within the two business days following the day on which he receives notice, inform his endorser of the notice which he has received, mentioning the names and addresses of those who have given the previous notices and so on through the series until the drawer is reached. The periods mentioned above run from the receipt of the preceding notice.

When, in conformity with the preceding paragraph, notice is given to a person who has signed a cheque, the same notice must be given within the same limit of time to his *avaliseur*.

Where an endorser either has not specified his address or has specified it in an illegible manner, it is sufficient if notice is given to the endorser preceding him.

The person who must give notice may give it in any form whatever, even by simply returning the cheque.

He must prove that he has given notice within the limit of time prescribed. This time-limit shall be regarded as having been observed if a letter giving the notice has been posted within the said time.

A person who does not give notice within the limit of time prescribed above does not forfeit his rights. He is liable for the damage, if any, caused by his negligence, but the amount of his liability shall not exceed the amount of the cheque.

Article 43.

The drawer, an endorser, or an *avaliseur* may, by the stipulation "*retour sans frais*", "*sans protêt*", or any other equivalent expression written on the instrument and signed, release the holder from having a protest drawn up or an equivalent declaration made in order to exercise his right of recourse.

This stipulation does not release the holder from presenting the cheque within the prescribed limit of time, or from giving the requisite notices. The burden of proving the non-observance of the limit of time lies on the person who seeks to set it up against the holder.

If the stipulation is written by the drawer, it is operative in respect of all persons who have signed the cheque; if it is written by an endorser or an *avaliseur*, it is operative only in respect of such endorser or *avaliseur*. If, in spite of the stipulation written by the drawer, the holder has the protest drawn up or the equivalent declaration made, he must bear the expenses thereof. When the stipulation emanates from an endorser or *avaliseur*, the costs of the protest or equivalent declaration, if drawn up or made, may be recovered from all the persons who have signed the cheque.

Article 44.

All the persons liable on a cheque are jointly and severally bound to the holder.

The holder has the right to proceed against all these persons individually or collectively without being compelled to observe the order in which they have become bound.

The same right is possessed by any person signing the cheque who has taken it up and paid it.

Proceedings against one of the parties liable do not prevent proceedings against the others, even though such other parties may be subsequent to the party first proceeded against.

Article 45.

Le porteur peut réclamer à celui contre lequel il exerce son recours :

- 1^o Le montant du chèque non payé ;
- 2^o Les intérêts au taux de 6 % à partir du jour de la présentation ;
- 3^o Les frais du protêt ou de la constatation équivalente, ceux des avis donnés, ainsi que les autres frais.

Article 46.

Celui qui a remboursé le chèque peut réclamer à ses garants :

- 1^o La somme intégrale qu'il a payée ;
- 2^o Les intérêts de ladite somme, calculés au taux de 6 %, à partir du jour où il l'a déboursée ;
- 3^o Les frais qu'il a faits.

Article 47.

Tout obligé contre lequel un recours est exercé ou qui est exposé à un recours peut exiger, contre remboursement, la remise du chèque avec le protêt ou la constatation équivalente et un compte acquitté.

Tout endosseur qui a remboursé le chèque peut biffer son endossement et ceux des endosseurs subséquents.

Article 48.

Quand la présentation du chèque, la confection du protêt ou la constatation équivalente dans les délais prescrits est empêchée par un obstacle insurmontable (prescription légale d'un Etat quelconque ou autre cas de force majeure), ces délais sont prolongés.

Le porteur est tenu de donner, sans retard, avis du cas de force majeure à son endosseur et de mentionner cet avis, daté et signé de lui, sur le chèque ou sur une allonge ; pour le surplus, les dispositions de l'article 42 sont applicables.

Après la cessation de la force majeure, le porteur doit, sans retard, présenter le chèque au paiement et, s'il y a lieu, faire établir le protêt ou une constatation équivalente.

Si la force majeure persiste au delà de quinze jours à partir de la date à laquelle le porteur a, même avant l'expiration du délai de présentation, donné avis de la force majeure à son endosseur, les recours peuvent être exercés, sans que ni la présentation ni le protêt ou une constatation équivalente soit nécessaire.

Ne sont pas considérés comme constituant des cas de force majeure les faits purement personnels au porteur ou à celui qu'il a chargé de la présentation du chèque ou de l'établissement du protêt ou d'une constatation équivalente.

CHAPITRE VII. — DE LA PLURALITÉ D'EXEMPLAIRES.

Article 49.

Sauf les chèques au porteur, tout chèque émis dans un pays et payable dans un autre pays ou dans une partie d'outre-mer du même pays et *vice versa*, ou bien émis et payable dans la même

Article 45.

The holder may claim from the party against whom he exercises his right of recourse :

- (1) The unpaid amount of the cheque ;
- (2) Interest at the rate of 6 % as from the date of presentment ;
- (3) The expenses of the protest or equivalent declaration, and of the notices given as well as other expenses.

Article 46.

A party who takes up and pays a cheque can recover from the parties liable to him ;

- (1) The entire sum which he has paid ;
- (2) Interest on the said sum calculated at the rate of 6 %, as from the day on which he made payment ;
- (3) Any expenses which he has incurred.

Article 47.

Every party liable against whom a right of recourse is, or may be, exercised, can require against payment, that the cheque shall be given up to him with the protest or equivalent declaration and a receipted account.

Every endorser who has taken up and paid a cheque may cancel his own endorsement and those of subsequent endorsers.

Article 48.

Should the presentment of the cheque or the drawing up of the protest or the making of the equivalent declaration within the prescribed limits of time be prevented by an insurmountable obstacle (legal prohibition (*prescription légale*) by any State or other case of *vis major*), these limits of time shall be extended.

The holder is bound to give notice without delay of the case of *vis major* to his endorser and to make a dated and signed declaration of this notice, on the cheque or on an *allonge* ; in other respects, the provisions of Article 42 shall apply.

When *vis major* has terminated, the holder must without delay present the cheque for payment and, if need be, procure a protest to be drawn up or an equivalent declaration made.

If *vis major* continues to operate beyond fifteen days after the date on which the holder, even before the expiration of the time-limit for presentment, has given notice of *vis major* to his endorser, recourse may be exercised and neither presentment nor a protest nor an equivalent declaration shall be necessary.

Facts which are purely personal to the holder or to the person whom he has entrusted with the presentment of the cheque or the drawing up of the protest or the making of the equivalent declaration are not deemed to constitute cases of *vis major*.

CHAPTER VII. — PARTS OF A SET.

Article 49.

With the exception of bearer cheques, any cheque issued in one country and payable in another or payable in a separate part overseas of the same country or *vice versa*, or issued and

partie ou dans diverses parties d'outre-mer du même pays, peut être tiré en plusieurs exemplaires identiques. Lorsqu'un chèque est établi en plusieurs exemplaires, ces exemplaires doivent être numérotés dans le texte même du titre, faute de quoi chacun d'eux est considéré comme un chèque distinct.

Article 50.

Le paiement fait sur un des exemplaires est libératoire, alors même qu'il n'est pas stipulé que ce paiement annule l'effet des autres exemplaires.

L'endosseur qui a transmis les exemplaires à différentes personnes, ainsi que les endosseurs subséquents, sont tenus à raison de tous les exemplaires portant leur signature qui n'ont pas été restitués.

CHAPITRE VIII. — DES ALTÉRATIONS.

Article 51.

En cas d'altération du texte d'un chèque, les signataires postérieurs à cette altération sont tenus dans les termes du texte altéré ; les signataires antérieurs le sont dans les termes du texte originaire.

CHAPITRE IX. — DE LA PRESCRIPTION.

Article 52.

Les actions en recours du porteur contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés se prescrivent par six mois à partir de l'expiration du délai de présentation.

Les actions en recours des divers obligés au paiement d'un chèque les uns contre les autres se prescrivent par six mois à partir du jour où l'obligé a remboursé le chèque ou du jour où il a été lui-même actionné.

Article 53.

L'interruption de la prescription n'a d'effet que contre celui à l'égard duquel l'acte interruptif a été fait.

CHAPITRE X. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 54.

Dans la présente loi, le mot « banquier » comprend aussi les personnes ou institutions assimilées par la loi aux banquiers.

Article 55.

La présentation et le protêt d'un chèque ne peuvent être faits qu'un jour ouvrable.

Lorsque le dernier jour accordé du délai par la loi pour l'accomplissement des actes relatifs au chèque, et notamment pour la présentation ou pour l'établissement du protêt ou d'un acte équivalent, est un jour férié légal, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui en suit l'expiration. Les jours fériés intermédiaires sont compris dans la computation du délai.

payable in the same or in different parts overseas of the same country, may be drawn in a set of identical parts. When a cheque is in a set of parts, each part must be numbered in the body of the instrument, failing which each part is deemed to be a separate cheque.

Article 50.

Payment made on one part operates as a discharge, even though there is no stipulation that such payment shall render the other parts of no effect.

An endorser who has negotiated parts to different persons and also the endorsers subsequent to him are liable on all the parts bearing their signatures, which have not been given up.

CHAPTER VIII. — ALTERATIONS.

Article 51.

In case of alteration of the text of a cheque, parties who have signed subsequent to the alteration are bound according to the terms of the altered text ; parties who have signed before the alteration are bound according to the terms of the original text.

CHAPTER IX. — LIMITATION OF ACTIONS.

Article 52.

Actions of recourse by the holder against the endorsers, the drawer and the other parties liable are barred after six months as from the expiration of the limit of time fixed for presentment.

Actions of recourse by the different parties liable for the payment of a cheque against other such parties are barred after six months as from the day on which the party liable has paid the cheque or the day on which he was sued thereon.

Article 53.

Interruption of the period of limitation is only effective against the person in respect of whom the period has been interrupted.

CHAPTER X. — GENERAL PROVISIONS.

Article 54.

In the present law the word " banker " includes the persons or institutions assimilated by the law to bankers.

Article 55.

The presentment or protest of a cheque may only take place on a business day.

When the last day of the limit of time prescribed by the law for performing any act relating to a cheque, and particularly for presentment or for the drawing up of a protest or the making of an equivalent declaration, is a legal holiday, the limit of time is extended until the first business day which follows the expiration of that time. Intermediate holidays are included in computing limits of time.

Article 56.

Les délais prévus par la présente loi ne comprennent pas le jour qui leur sert de point de départ.

Article 57.

Aucun jour de grâce, ni légal ni judiciaire, n'est admis.

ANNEXE II

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut prescrire que l'obligation d'insérer dans les chèques créés sur son territoire la dénomination de « chèque » prévue par l'article premier, N° 1, de la loi uniforme, et l'obligation prévue au N° 5 dudit article, d'indiquer le lieu de création du chèque ne s'appliqueront que six mois après l'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes a, pour les engagements pris en matière de chèques sur son territoire, la faculté de déterminer de quelle manière il peut être suppléé à la signature elle-même, pourvu qu'une déclaration authentique inscrite sur le chèque constate la volonté de celui qui aurait dû signer.

Article 3.

Par dérogation à l'article 2, alinéa 3, de la loi uniforme, chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire que le chèque sans indication du lieu de paiement est considéré comme payable au lieu de sa création.

Article 4.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté, quant aux chèques émis et payables sur son territoire, de décider que les chèques tirés sur d'autres personnes que des banquiers ou des personnes ou institutions assimilées par la loi aux banquiers, ne sont pas valables comme chèques.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve également la faculté d'introduire dans sa loi nationale l'article 3 de la loi uniforme, dans la forme et dans les termes les mieux adaptés à l'usage qu'elle fera des dispositions de l'alinéa précédent.

Article 5.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de déterminer le moment où le tireur doit avoir des fonds disponibles chez le tiré.

Article 56.

The limits of time stipulated in the present law shall not include the day on which the period commences.

Article 57.

No days of grace, whether legal or judicial, are permitted.

ANNEX II.

Article 1.

Each of the High Contracting Parties may prescribe that the obligation to insert in cheques drawn in his territory the term "cheque", as laid down in Article 1, No. 1 of the Uniform Law, and the obligation stipulated in No. 5 of the said article to state the place where the cheque was drawn, shall not apply until six months after the entry into force of the present Convention.

Article 2.

Each of the High Contracting Parties may, as regards undertakings entered into in respect of cheques in his own territory, determine in what manner an actual signature may be replaced by an authentic declaration written on the cheque which evidences the consent of the party who should have signed.

Article 3.

By way of derogation from Article 2, paragraph 3, of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties may prescribe that a cheque which does not specify the place of payment shall be regarded as payable at the place where it was drawn.

Article 4.

Each of the High Contracting Parties reserves the right, with regard to cheques issued and payable in his territory, to decide that instruments drawn on persons other than bankers or persons or institutions assimilated by the law to bankers, shall not be valid as cheques.

Each of the High Contracting Parties also reserves the right to embody Article 3 of the Uniform Law in his national law in the form and in the terms best suited to the use he may make of the provisions of the preceding paragraph.

Article 5.

Each of the High Contracting Parties may determine the moment at which the drawer must have funds available with the drawee.

Article 6.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté d'admettre que le tiré inscrive sur le chèque une mention de certification, confirmation, visa ou autre déclaration équivalente, pourvu que cette déclaration n'ait pas l'effet d'une acceptation, et d'en régler les effets juridiques.

Article 7.

Par dérogation aux articles 5 et 14 de la loi uniforme, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de prescrire, en ce qui concerne les chèques payables sur son territoire et revêtus de la clause «non transmissible», qu'un tel chèque ne peut être payé qu'au porteur qui l'a reçu avec cette clause.

Article 8.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de régler la question de savoir si en dehors des cas visés à l'article 6 de la loi uniforme, le chèque peut être tiré sur le tireur lui-même.

Article 9.

Par dérogation à l'article 6 de la loi uniforme, chacune des Hautes Parties contractantes, soit qu'elle admette d'une façon générale le chèque tiré sur le tireur lui-même (article 8 de la présente annexe), soit qu'elle ne l'admette qu'en cas d'établissements multiples (article 6 de la loi uniforme), se réserve le droit d'interdire l'émission d'un chèque de ce genre au porteur.

Article 10.

Chacune des Hautes Parties contractantes, par dérogation à l'article 8 de la loi uniforme, se réserve d'admettre qu'un chèque soit stipulé payable au domicile d'un tiers autre qu'un banquier.

Article 11.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de ne pas insérer l'article 13 de la loi uniforme dans sa loi nationale.

Article 12.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de ne pas appliquer l'article 21 de la loi uniforme en ce qui concerne le chèque au porteur.

Article 13.

Par dérogation à l'article 26 de la loi uniforme, chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté d'admettre qu'un aval pourra être donné sur son territoire par un acte séparé, indiquant le lieu où il est intervenu.

Article 6.

Each of the High Contracting Parties may provide that a drawee may write on the cheque a statement of certification, confirmation, visa, or other equivalent declaration, provided that such declaration shall not operate as an acceptance, and may also determine the legal effects thereof.

Article 7.

By way of derogation from Articles 5 and 14 of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties reserves the right to prescribe, as regards cheques payable in his territory, and marked "not transferable", that a cheque of this description may be paid only to the holder who has received it thus marked.

Article 8.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to determine whether, apart from the cases referred to in Article 6 of the Uniform Law, a cheque may be drawn on the drawer himself.

Article 9.

By way of derogation from Article 6 of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties, whether as a general rule he allows cheques to be drawn on the drawer himself (Article 8 of the present Annex), or whether he allows such cheques to be drawn only in the case of businesses with several establishments (Article 6 of the Uniform Law), reserves the right to prohibit the issue of cheques of this kind to bearer.

Article 10.

By way of derogation from Article 8 of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties reserves the right to allow a cheque to be made payable at the domicile of a third person other than a banker.

Article 11.

Each of the High Contracting Parties reserves the right not to embody Article 13 of the Uniform Law in his national law.

Article 12.

Each of the High Contracting Parties reserves the right not to apply Article 21 of the Uniform Law so far as bearer cheques are concerned.

Article 13.

By way of derogation from Article 26 of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties has the right to decide that an "aval" may be given in his territory by a separate instrument specifying the place in which the instrument has been executed.

Article 14.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de prolonger le délai prévu à l'alinéa premier de l'article 29 de la loi uniforme et de fixer les délais de présentation pour ce qui concerne les territoires soumis à sa souveraineté ou autorité.

Chacune des Hautes Parties contractantes, par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 29 de la loi uniforme, se réserve la faculté de prolonger les délais prévus dans ladite disposition pour les chèques émis et payables dans différentes parties du monde ou dans les pays différents d'une partie du monde autre que l'Europe.

Deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes ont la faculté, en ce qui concerne les chèques émis et payables sur leurs territoires respectifs, de se mettre d'accord pour modifier les délais prévus à l'alinéa 2 de l'article 29 de la loi uniforme.

Article 15.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de déterminer, pour l'application de l'article 31 de la loi uniforme, les institutions qui, selon la loi nationale, doivent être considérées comme Chambres de compensation.

Article 16.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve, par dérogation à l'article 32 de la loi uniforme, la faculté, pour les chèques payables sur son territoire :

- a) D'admettre la révocation du chèque même avant l'expiration du délai de présentation ;
- b) D'interdire la révocation du chèque, même après l'expiration du délai de présentation.

En outre, chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de régler les mesures à prendre en cas de perte ou de vol du chèque et d'en déterminer les effets juridiques.

Article 17.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de déroger, si elle le juge nécessaire en des circonstances exceptionnelles ayant trait au cours du change de la monnaie de son pays, aux effets de la clause prévue à l'article 36 de la loi uniforme et relative au paiement effectif en une monnaie étrangère en ce qui concerne les chèques payables sur son territoire. La même règle peut être appliquée pour ce qui concerne la création des chèques en monnaies étrangères sur le territoire national.

Article 18.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté, par dérogation aux articles 37, 38 et 39 de la loi uniforme, de n'admettre dans sa loi nationale que les chèques barrés ou les chèques à porter en compte. Néanmoins, les chèques barrés et les chèques à porter en compte émis à l'étranger et payables sur son territoire seront traités, respectivement, comme chèques à porter en compte et comme chèques barrés.

Chacune des Hautes Parties contractantes a également la faculté de déterminer la mention qui, d'après la loi nationale, indiquera que le chèque est un chèque à porter en compte.

Article 14

Each of the High Contracting Parties reserves the right to prolong the time-limit provided for in the first paragraph of Article 29 of the Uniform Law and to fix the limits of time for presentment as regards the territories under his sovereignty or authority.

Each of the High Contracting Parties, by way of derogation from Article 29, paragraph 2, of the Uniform Law, reserves the right to prolong the time-limits provided for in the said paragraph for cheques issued and payable in different continents or in different countries in a continent other than Europe.

Two or more of the High Contracting Parties may agree, as regards cheques issued and payable in their respective territories, to modify the time-limits provided for in Article 29, paragraph 2, of the Uniform Law.

Article 15.

For the purpose of giving effect to Article 31 of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties may determine the institutions which according to his national law are to be regarded as clearing-houses.

Article 16.

By way of derogation from Article 32 of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties reserves the right in regard to cheques payable in his territory :

(a) To allow the countermand of a cheque even before the expiration of the limit of the time for presentment ;

(b) To prohibit the countermand of a cheque even after the expiration of the limit of time for presentment.

Furthermore, each of the High Contracting Parties may determine the measures to be taken in case of the loss or theft of a cheque, and may regulate the legal consequences thereof.

Article 17.

Each of the High Contracting Parties may, if he deems it necessary, in exceptional circumstances connected with the rate of exchange of the currency of his country, derogate from the stipulation contained in Article 36 of the Uniform Law for effective payment in foreign currency as regards cheques payable in his territory. The above rule may also be applied as regards the issue in the national territory of cheques payable in foreign currency.

Article 18.

Each of the High Contracting Parties reserves the right, by way of derogation from Articles 37, 38, and 39 of the Uniform Law, to recognise in his national law only crossed cheques or only cheques payable in account. Nevertheless, crossed cheques and cheques payable in account issued abroad and payable in the territory of each of the High Contracting Parties shall be treated as cheques payable in account and as crossed cheques respectively.

Each of the High Contracting Parties may also determine the wording which, under its national law, shall indicate that the cheque is a cheque payable in account.

Article 19.

La question de savoir si le porteur a des droits spéciaux sur la provision et quelles sont les conséquences de ces droits, reste en dehors de la loi uniforme.

Il en est de même pour toute autre question concernant le rapport sur la base duquel a été émis le chèque.

Article 20.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de ne pas subordonner à la présentation du chèque et à l'établissement du protêt ou d'une constatation équivalente en temps utile la conservation du recours contre le tireur et de régler les effets de ce recours.

Article 21.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de prescrire, pour ce qui concerne les chèques payables sur son territoire, que la constatation du refus de paiement prévue aux articles 40 et 41 de la loi uniforme, pour la conservation des recours devra obligatoirement être faite par un protêt à l'exclusion de tout acte équivalent.

Chacune des Hautes Parties contractantes a également la faculté de prescrire que les déclarations prévues aux Nos 2 et 3 de l'article 40 de la loi uniforme, soient transcrites sur un registre public dans le délai fixé pour le protêt.

Article 22.

Par dérogation à l'article 42 de la loi uniforme, chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de maintenir ou d'introduire le système d'avis à donner par l'officier public, savoir qu'en effectuant le protêt, le notaire ou le fonctionnaire qui, d'après la loi nationale, est autorisé à dresser le protêt est tenu d'en donner avis par écrit à celles des personnes obligées dans le chèque dont les adresses sont, soit indiquées sur le chèque, soit connues par l'officier public dressant le protêt, soit indiquées par les personnes ayant exigé le protêt. Les dépenses résultant d'un tel avis sont à ajouter aux frais du protêt.

Article 23.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire en ce qui concerne les chèques qui sont à la fois émis et payables sur son territoire, que le taux d'intérêt, dont il est question à l'article 45, N° 2, et à l'article 46, N° 2, de la loi uniforme, pourra être remplacé par le taux légal en vigueur dans le territoire de cette Haute Partie contractante.

Article 24.

Par dérogation à l'article 45 de la loi uniforme, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté d'insérer dans sa loi nationale une disposition prescrivant que le porteur peut réclamer à celui contre lequel il exerce son recours un droit de commission dont le montant sera déterminé par cette loi nationale.

Il en est de même, par dérogation à l'article 46 de la loi uniforme, en ce qui concerne la personne qui, ayant remboursé le chèque, en réclame le montant à ses garants.

Article 19.

The question whether the holder has special rights to the cover and the consequences of these rights remain outside the scope of the Uniform Law.

The same applies to any other question concerning the legal relations on the basis of which the cheque is issued.

Article 20

Each of the High Contracting Parties reserves the right not to make it a condition for the exercise of the right of recourse against the drawer that the cheque must be presented and the protest drawn up or an equivalent declaration made within due time, and to determine the effects of this recourse.

Article 21.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to prescribe, as regards cheques payable in his territory, that the declaration of the refusal of payment stipulated in Articles 40 and 41 of the Uniform Law as a condition of the preservation of the right of recourse must in each and every case take the form of a protest to the exclusion of any equivalent declaration.

Each of the High Contracting Parties may also prescribe that the declarations provided for in Nos. 2 and 3 of Article 40 of the Uniform Law must be entered in a public register within the limit of time fixed for the protest.

Article 22.

By way of derogation from Article 42 of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties may maintain or introduce the following system of notification by the public official — viz., that, when drawing up the protest, the notary or official who, under the national law, is authorised to draw up the protest is required to give notice in writing to the persons liable on the cheque whose addresses are specified in the cheque or are known to the public official drawing up the protest, or are specified by the persons demanding the protest. The expenses of such notice shall be added to the expenses of the protest.

Article 23.

Each of the High Contracting Parties may prescribe, as regards cheques which are both issued and payable in his territory, that the rate of interest mentioned in Article 45, No. 2, and in Article 46, No. 2, of the Uniform Law may be replaced by the legal rate in force in his territory.

Article 24.

By way of derogation from Article 45 of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties reserves the right to insert in his national law a rule prescribing that the holder may claim from the party against whom he is exercising his right of recourse a commission the amount of which shall be determined by that law.

By way of derogation from Article 46 of the Uniform Law, the same applies to a person who, having taken up and paid the cheque, claims the amount from the parties liable to him.

Article 25.

Chacune des Hautes Parties contractantes est libre de décider que, dans le cas de déchéance ou de prescription, il subsistera sur son territoire une action contre le tireur qui n'a pas fait provision ou contre un tireur ou un endosseur qui se serait enrichi injustement.

Article 26.

C'est à la législation de chacune des Hautes Parties contractantes qu'il appartient de déterminer les causes d'interruption et de suspension de la prescription des actions résultant d'un chèque dont ses tribunaux ont à connaître.

Les autres Hautes Parties contractantes ont la faculté de déterminer les conditions auxquelles elles reconnaîtront de pareilles causes. Il en est de même de l'effet d'une action comme moyen de faire courir le délai de prescription prévu à l'article 52, alinéa 2, de la loi uniforme.

Article 27.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire que certains jours ouvrables seront assimilés aux jours fériés légaux en ce qui concerne le délai de présentation et tous actes relatifs aux chèques.

Article 28.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté d'édicter des dispositions exceptionnelles d'ordre général relatives à la prorogation du paiement ainsi qu'aux délais concernant les actes conservatoires des recours.

Article 29.

Il appartient à chacune des Hautes Parties contractantes, en vue de l'application de la loi uniforme, de déterminer quels sont les banquiers et quelles sont les personnes ou institutions qui, en raison de la nature de leur activité, sont assimilées aux banquiers.

Article 30.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté d'exclure, en tout ou en partie, l'application de la loi uniforme en ce qui concerne les chèques postaux et les chèques spéciaux, soit des Instituts d'émission, soit des Caisses publiques, soit des Institutions publiques de crédit, en tant que les titres ci-dessus visés font l'objet d'une réglementation spéciale.

Article 31.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à reconnaître les dispositions adoptées par toute Haute Partie contractante en vertu des articles 1 à 13, 14, alinéas 1 et 2, 15 et 16, 18 à 25, 27, 29 et 30 de la présente annexe.

Article 25.

Each of the High Contracting Parties is free to decide that, in the event of forfeiture of rights or limitation of actions, proceedings may be taken in his territory against a drawer who has not provided cover or against a drawer or endorser who has made an inequitable gain (*condictiones*).

Article 26.

It is for the legislation of each of the High Contracting Parties to determine the causes of interruption or suspension of limitation in the case of actions on cheques which are brought before his courts.

The other High Contracting Parties may determine the conditions under which they will recognise such causes. The same applies to the effect of an action as a means of indicating the commencement of the period of limitation laid down in Article 52, paragraph 2, of the Uniform Law.

Article 27.

Each of the High Contracting Parties may prescribe that certain business days shall be assimilated to legal holidays as regards the limit of time for presentment and all acts relating to cheques.

Article 28.

Each of the High Contracting Parties may enact exceptional measures of a general nature relating to the postponement of payment and to the limits of time for conservatory measures in relation to recourse (*actes conservatoires des recours*).

Article 29.

For the purpose of giving effect to the Uniform Law, it is within the competence of each of the High Contracting Parties to determine what persons are to be regarded as bankers and what persons or institutions are, in view of the nature of their activities, to be assimilated to bankers.

Article 30.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to exclude the application of the Uniform Law in whole or in part in regard to postal cheques, and in regard to the special cheque of banks of issue or of public revenue offices or of public credit institutions, in so far as the instruments mentioned above are subject to special regulations.

Article 31.

Each of the High Contracting Parties undertakes to recognise the provisions adopted by every other High Contracting Party in virtue of Articles 1 to 13, 14 (paragraphs 1 and 2), 15 and 16, 18 to 25, 27, 29 and 30 of the present Annex.

PROTOCOLE DE LA CONVENTION

At: moment de procéder à la signature de la convention, en date de ce jour, portant loi uniforme sur les chèques, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

A.

Les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres qui n'auraient pas été en mesure d'effectuer avant le 1^{er} septembre 1933 le dépôt de leur ratification sur ladite convention s'engagent à adresser, dans les quinze jours suivant cette date, une communication au Secrétaire général de la Société des Nations, pour lui faire connaître la situation dans laquelle ils se trouvent en ce qui concerne la ratification.

B.

Si, à la date du 1^{er} novembre 1933, les conditions prévues à l'article VI, alinéa premier, pour l'entrée en vigueur de la convention, ne sont pas remplies, le Secrétaire général de la Société des Nations convoquera une réunion des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres qui auraient signé la convention ou y auraient adhéré.

Cette réunion aura pour objet l'examen de la situation et des mesures à prendre, le cas échéant, pour y faire face.

C.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement dès leur mise en vigueur, les dispositions législatives qu'elles établiront sur leurs territoires respectifs en exécution de la convention.

PROTOCOL TO THE CONVENTION

At the time of signing the Convention of this day's date providing a Uniform Law for cheques, the undersigned, duly authorised, have agreed upon the following provisions :

A.

The Members of the League of Nations and the non-member States which may not have been able to deposit their ratifications of the said Convention before September 1, 1933, undertake to forward within fifteen days from that date a communication to the Secretary-General of the League of Nations informing him of their situation as regards ratification.

B.

If on November 1, 1933, the conditions laid down in Article VI, paragraph 1, for the entry into force of the Convention are not fulfilled, the Secretary-General of the League of Nations shall convene a meeting of the Members of the League and the non-member States on whose behalf the Convention has been signed or acceded to.

The purpose of this meeting shall be to examine the situation and any measures to be taken to meet it.

C.

The High Contracting Parties shall communicate to each other, immediately upon their coming into force, the legislative measures taken by them in execution of the Convention in their respective territories.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Genève, le dix-neuf mars mil neuf cent trente et un, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la conférence.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Geneva, the nineteenth day of March, one thousand nine hundred and thirty-one, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-member States represented at the Conference.

Allemagne

L. QUASSOWSKI
D^r ALBRECHT
Erwin PÄTZOLD

Germany

Autriche

D^r Guido STROBELE

Austria

Belgique

DE LA VALLÉE POUSSIN

Belgium

Danemark

HELPER
V. EIGTVED

Denmark

Ville Libre de Dantzig

Józef SUŁKOWSKI.

Free City of Danzig

Equateur

Alex GASTELÚ

Ecuador

Espagne

Francisco BERNIS

Spain

Finlande

F. GRÖNWALL

Finland

France

J. PERCEROU

France

Grèce

R. RAPHAËL
A. CONTOUMAS

Greece

Hongrie

PELÉNYI

Hungary

Italie

Amedeo GIANNINI
Giovanni ZAPPALÀ

Italy

<i>Japon</i>	N. KAWASHIMA. Ukitsu TANAKA.	<i>Japan</i>
<i>Luxembourg</i>	Ch. G. VERMAIRE	<i>Luxemburg</i>
<i>Mexique</i>	Antonio CASTRO-LEAL	<i>Mexico</i>
<i>Monaco</i>	C. HENTSCH.	<i>Monaco</i>
<i>Norvège</i>	Stub HOLMBOE	<i>Norway</i>
<i>Pays-Bas</i>	J. KOSTERS.	<i>The Netherlands</i>
<i>Pologne</i>	Józef SUŁKOWSKI	<i>Poland</i>
<i>Portugal</i>	José CAEIRO DA MATTA	<i>Portugal</i>
<i>Roumanie</i>	C. ANTONIADE	<i>Roumania</i>
<i>Suède</i>	E. MARKS VON WÜRTEMBERG Birger EKEBERG K. DAHLBERG	<i>Sweden</i>
<i>Suisse</i>	VISCHER HULFTEGGER	<i>Switzerland</i>
<i>Tchécoslovaquie</i>	D ^r Karel HERMANN-OTAVSKÝ	<i>Czechoslovakia</i>
<i>Turquie</i>	CEMAL HÜSNÜ	<i>Turkey</i>
<i>Yougoslavie</i>	I. CHOUMENKOVITCH	<i>Yugoslavia</i>

N° 3317.

ALLEMAGNE, AUTRICHE,
BELGIQUE, DANEMARK,
VILLE LIBRE DE DANTZIG,
etc.

Convention destinée à régler certains
conflits de lois en matière de
chèques, avec protocole. Signés à
Genève, le 19 mars 1931.

GERMANY, AUSTRIA,
BELGIUM, DENMARK,
FREE CITY OF DANZIG, etc.

Convention for the Settlement of
Certain Conflicts of Laws in con-
nection with Cheques, and Pro-
tocol. Signed at Geneva, March
19, 1931.

N° 3317. — CONVENTION¹ DESTINÉE A RÉGLER CERTAINS CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE DE CHÈQUES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 19 MARS 1931.

Textes officiels français et anglais. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son article 19, le 1^{er} janvier 1934, jour de son entrée en vigueur.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON ; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG ; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO ; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE,

Désireux d'adopter des règles pour résoudre certains conflits de lois en matière de chèques, ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

¹ *Dépôt des ratifications à Genève :*

DANEMARK 27 juillet 1932.

Le Gouvernement du Roi, par son acceptation de cette convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland.

NORVÈGE 27 juillet 1932.

SUÈDE 27 juillet 1932.

SUISSE 26 août 1932.

Cette ratification ne sortira ses effets qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques.

FINLANDE 31 août 1932.

MONACO 9 février 1933.

JAPON 25 août 1933.

ITALIE 31 août 1933.

ALLEMAGNE 3 octobre 1933.

PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe) 2 avril 1934.

GRÈCE 1^{er} juin 1934.

PORTUGAL 8 juin 1934.

Cette ratification est donnée sous la réserve que les dispositions de la convention ne s'appliquent pas au territoire colonial portugais.

Adhésion :

NICARAGUA 16 mars 1932.

No. 3317. — CONVENTION¹ FOR THE SETTLEMENT OF CERTAIN
CONFLICTS OF LAWS IN CONNECTION WITH CHEQUES. SIGNED
AT GENEVA, MARCH 19, 1931.

Official texts in French and English. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 19, on January 1, 1934, the date of its entry into force.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH ; THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR ; HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC ; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN ; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG ; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO ; HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO ; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA ; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN ; THE SWISS FEDERAL COUNCIL ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA,

Being desirous of adopting rules to settle certain conflicts of laws in connection with cheques, have appointed as their Plenipotentiaries the following :

¹ *Deposit of ratifications in Geneva :*

DENMARK	July 27, 1932.
The Government of the King, by its acceptance of this Convention, does not intend to assume any obligations as regards Greenland.*	
NORWAY	July 27, 1932.
SWEDEN	July 27, 1932.
SWITZERLAND	August 26, 1932.
This ratification will take effect only after the adoption of a law revising Sections XXIV to XXXIII of the Federal Code of Obligations or, if necessary, of a special law regarding bills of exchange, promissory notes and cheques.*	
FINLAND	August 31, 1932.
MONACO	February 9, 1933.
JAPAN	August 25, 1933.
ITALY	August 31, 1933.
GERMANY	October 3, 1933.
THE NETHERLANDS (for the Kingdom in Europe)	April 2, 1934.
GREECE	June 1, 1934.
PORTUGAL	June 8, 1934.

This ratification is given subject to the reservation that the provisions of the Convention do not apply to the colonial territory of Portugal.*

Accession :

NICARAGUA	March 16, 1932.
---------------------	-----------------

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Leo QUASSOWSKI, conseiller ministériel au Ministère de la Justice du Reich ;
Le docteur Erich ALBRECHT, conseiller de légation au Ministère des Affaires étrangères du Reich ;
Le docteur Erwin PÄTZOLD, conseiller au Tribunal de Schweidnitz.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le docteur Guido STROBELE, conseiller ministériel au Ministère fédéral de la Justice.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. J. DE LA VALLÉE POUSSIN, secrétaire général honoraire du Ministère des Sciences et des Arts.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Axel HELPER, conseiller ministériel au Ministère du Commerce et de l'Industrie ;
M. Valdemar EIGTVED, directeur de la « Privatbanken », à Copenhague.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

M. Józef SUŁKOWSKI, professeur à l'Université de Poznań, membre de la Commission de codification de Pologne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'EQUATEUR :

Le docteur Alejandro GASTELÚ, consul à Genève.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Le professeur Francisco BERNIS, secrétaire général du Conseil supérieur bancaire.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Filip GRÖNWALL, conseiller d'Etat, membre de la Haute Cour administrative.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Louis-Jean PERCEROU, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. R. RAPHAËL, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;
M. A. CONTOUMAS, premier secrétaire de la Délégation permanente auprès de la Société des Nations.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. Jean PELÉNYI, ministre-résident, chef de la Délégation royale auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Amedeo GIANNINI, conseiller d'Etat, ministre plénipotentiaire de première classe ;
M. Giovanni ZAPPALÀ, avocat, chef de Division au Ministère des Finances.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Nobutaro KAWASHIMA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République hellénique ;
M. Ukitsu TANAKA, juge à la Cour Suprême du Japon.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Leo QUASSOWSKI, Ministerial Counsellor in the Reich Ministry of Justice ;
Dr. Erich ALBRECHT, Counsellor of Legation in the Reich Ministry for Foreign Affairs ;
Dr. Erwin PÄTZOLD, " Landgerichtsrat " at the Court of Schweidnitz.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Guido STROBELE, Ministerial Counsellor in the Federal Ministry of Justice.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. J. DE LA VALLÉE POUSSIN, Honorary Secretary-General of the Ministry of Science and Arts.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Axel HELPER, Ministerial Counsellor in the Ministry of Commerce and Industry ;
M. Valdemar EIGTVED, General Manager of the " Privatbanken ", Copenhagen.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG :

M. Józef SUŁKOWSKI, Professor at the University of Poznań, Member of the Polish Codification Commission.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR :

Dr. Alejandro GASTELÚ, Consul at Geneva.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

Professor FRANCISCO BERNIS, Secretary-General of the " Consejo superior Bancario ".

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Filip GRÖNWALL, Counsellor of State, Member of the High Administrative Court.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Louis Jean PERCEROU, Professor in the Faculty of Law of the University of Paris.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. R. RAPHAËL, Permanent Delegate accredited to the League of Nations ;
M. A. CONTOUMAS, First Secretary of the Permanent Delegation accredited to the League of Nations.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Jean PELÉNYI, Resident Minister, Head of the Royal Delegation accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Amedeo GIANNINI, Counsellor of State, First-Class Minister Plenipotentiary ;
M. Giovanni ZAPPALÀ, Barrister-at-Law, Head of Section in the Ministry of Finance.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

M. Nobutaro KAWASHIMA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the Hellenic Republic ;
M. Ukitsu TANAKA, Judge at the Supreme Court of Japan.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Charles VERMAIRE, consul à Genève.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE :

M. Antonio CASTRO-LEAL, observateur auprès de la Société des Nations.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO :

M. Conrad E. HENTSCH, consul général de la Principauté à Genève.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. C. Stub HOLMBOE, avocat à la Cour suprême.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le docteur J. KOSTERS, conseiller à la Haute Cour de Justice, ancien professeur de l'Université de Groningue.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Józef SUŁKOWSKI, professeur à l'Université de Poznań, membre de la Commission de codification de Pologne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Le docteur José CAEIRO DA MATTA, recteur de l'Université de Lisbonne, professeur à la Faculté de droit, directeur de la Banque de Portugal et juge suppléant à la Cour permanente de Justice internationale.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Constantin ANTONIADE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Le baron Erik Teodor MARKS VON WÜRTEMBERG, président de la Cour d'appel de Stockholm, ancien ministre des Affaires étrangères ;

M. L. Birger EKEBERG, ancien ministre de la Justice, président de la Commission de législation civile, ancien conseiller de la Cour suprême ;

M. Knut DAHLBERG, ancien ministre de l'Agriculture, directeur de l'Association des Banques suédoises.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Le docteur Max VISCHER, avocat et notaire, premier secrétaire de l'Association suisse des banquiers à Bâle ;

Le docteur O. HULFTEGGER, premier secrétaire du Directoire de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie à Zurich.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le docteur Karel HERMANN-OTAVSKÝ, professeur à l'Université de Prague, président de la Commission de codification du droit commercial au Ministère de la Justice.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

CEMAL HÜSNÜ bey, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, ancien ministre de l'Instruction publique.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Charles VERMAIRE, Consul at Geneva.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO :

M. Antonio CASTRO-LEAL, Observer accredited to the League of Nations.

HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO :

M. Conrad E. HENTSCH, Consul-General of the Principality at Geneva.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. C. Stub HOLMBOE, Advocate at the Supreme Court.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Dr. J. KOSTERS, Counsellor at the High Court of Justice, former Professor at the University of Groningen.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Józef SUŁKOWSKI, Professor at the University of Poznań, Member of the Polish Codification Commission.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Dr. José CAEIRO DA MATTA, Rector of the University of Lisbon, Professor in the Faculty of Law, Director of the Bank of Portugal and Deputy Judge at the Permanent Court of International Justice.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Constantin ANTONIADE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Baron Erik Teodor MARKS VON WÜRTEMBERG, President of the Stockholm Court of Appeal, former Minister for Foreign Affairs ;

M. L. Birger EKEBERG, former Minister of Justice, President of the Civil Legislation Commission, former Counsellor of the Supreme Court ;

M. Knut DAHLBERG, former Minister of Agriculture, Director of the Association of Swedish Banks.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Dr. Max VISCHER, Barrister-at-Law and Notary, First Secretary of the Swiss Bankers' Association at Basle ;

Dr. O. HULFEGGER, First Secretary to the Board of the Swiss Commercial and Industrial Union at Zurich.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Karel HERMANN-OTAVSKÝ, Professor at the University of Prague, President of the Codification Commission for Commercial Law in the Ministry of Justice.

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

CEMAL HÜSNÜ Bey, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, former Minister of Public Instruction.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. I. CHOUMENKOVITCH, ministre plénipotentiaire, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, les unes vis-à-vis des autres, à appliquer pour la solution des conflits de lois ci-dessous énumérés, en matière de chèques, les règles indiquées dans les articles suivants :

Article 2.

La capacité d'une personne pour s'engager par chèque est déterminée par sa loi nationale. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre pays, cette dernière loi est appliquée.

La personne qui serait incapable, d'après la loi indiquée par l'alinéa précédent, est néanmoins valablement tenue, si la signature a été donnée sur le territoire d'un pays d'après la législation duquel la personne aurait été capable.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de ne pas reconnaître la validité de l'engagement pris en matière de chèques par l'un de ses ressortissants et qui ne serait tenu pour valable dans le territoire des autres Hautes Parties contractantes que par application de l'alinéa précédent du présent article.

Article 3.

La loi du pays où le chèque est payable détermine les personnes sur lesquelles un chèque peut être tiré.

Si, d'après cette loi, le titre est nul comme chèque en raison de la personne sur laquelle il a été tiré, les obligations résultant des signatures y apposées dans d'autres pays dont les lois ne contiennent pas ladite disposition sont néanmoins valables.

Article 4.

La forme des engagements pris en matière de chèques est réglée par la loi du pays sur le territoire duquel ces engagements ont été souscrits. Toutefois, l'observation des formes prescrites par la loi du lieu du paiement suffit.

Cependant, si les engagements souscrits sur un chèque ne sont pas valables d'après les dispositions de l'alinéa précédent, mais qu'ils soient conformes à la législation du pays où un engagement ultérieur a été souscrit, la circonstance que les premiers engagements sont irréguliers en la forme n'infirme pas la validité de l'engagement ultérieur.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire que les engagements pris en matière de chèques à l'étranger par un de ses ressortissants seront valables à l'égard d'un autre de ses ressortissants sur son territoire, pourvu qu'ils aient été pris dans la forme prévue par la loi nationale.

Article 5.

La loi du pays sur le territoire duquel les obligations résultant du chèque ont été souscrites règle les effets de ces obligations.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

M. I. CHOUMENKOVITCH, Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties mutually undertake to apply, for the settlement of the conflicts of laws hereinafter mentioned, in connection with cheques, the rules set out in the following Articles.

Article 2.

The capacity of a person to bind himself by a cheque shall be determined by his national law. If this national law provides that the law of another country is competent in the matter, this latter law shall be applied.

A person who lacks capacity, according to the law specified in the preceding paragraph, is nevertheless bound if his signature has been given in any territory in which, according to the law in force there, he would have the requisite capacity.

Each of the High Contracting Parties may refuse to recognise the validity of a contract by means of a cheque entered into by one of his nationals which would not be deemed valid in the territory of the other High Contracting Parties otherwise than by means of the application of the preceding paragraph of the present Article.

Article 3.

The law of the country in which the cheque is payable determines the persons on whom a cheque may be drawn.

If, under this law, the instrument is not valid as a cheque by reason of the person on whom it is drawn, the obligations arising out of the signatures affixed thereto in other countries whose laws provide otherwise shall nevertheless be valid.

Article 4.

The form of any contract arising out of a cheque is regulated by the laws of the territory in which the contract has been signed. Nevertheless, it shall be sufficient if the forms prescribed by the law of the place of payment are observed.

If, however, the obligations entered into by means of a cheque are not valid according to the provisions of the preceding paragraph, but are in conformity with the laws of the territory in which a subsequent contract has been entered into, the circumstance that the previous contracts are irregular in form shall not invalidate the subsequent contract.

Each of the High Contracting Parties may prescribe that contracts by means of a cheque entered into abroad by one of his nationals shall be valid in respect of another of his nationals in his territory, provided that they are in the form laid down by the national law.

Article 5.

The law of the country in whose territory the obligations arising out of a cheque have been assumed shall determine the effects of such obligations.

Article 6.

Les délais de l'exercice de l'action en recours sont déterminés pour tous les signataires par la loi du lieu de la création du titre.

Article 7.

La loi du pays où le chèque est payable détermine :

1° Si le chèque est nécessairement à vue ou s'il peut être tiré à un certain délai de vue et également quels sont les effets d'une postdate ;

2° Le délai de présentation ;

3° Si le chèque peut être accepté, certifié, confirmé ou visé et quels sont les effets de ces mentions ;

4° Si le porteur peut exiger et s'il est tenu de recevoir un paiement partiel ;

5° Si le chèque peut être barré ou être revêtu de la clause « à porter en compte » ou d'une expression équivalente et quels sont les effets de ce barrement ou de cette clause ou de cette expression équivalente ;

6° Si le porteur a des droits spéciaux sur la provision et quelle est la nature de ceux-ci ;

7° Si le tireur peut révoquer le chèque ou faire opposition au paiement de celui-ci ;

8° Les mesures à prendre en cas de perte ou de vol du chèque ;

9° Si un protêt ou une constatation équivalente est nécessaire pour conserver le droit de recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés.

Article 8.

La forme et les délais du protêt, ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de chèques, sont réglés par la loi du pays sur le territoire duquel doit être dressé le protêt ou passé l'acte en question.

Article 9.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de ne pas appliquer les principes de droit international privé consacrés par la présente convention en tant qu'il s'agit :

1° D'un engagement pris hors du territoire d'une des Hautes Parties contractantes ;

2° D'une loi qui serait applicable d'après ces principes et qui ne serait pas celle d'une des Hautes Parties contractantes.

Article 6.

The limits of time for the exercise of rights of recourse shall be determined for all signatories by the law of the place where the instrument was created.

Article 7.

The law of the country in which the cheque is payable shall determine :

- (1) Whether a cheque must necessarily be payable at sight or whether it can be drawn payable at a fixed period after sight, and also what the effects are of the post-dating of a cheque ;
- (2) The limit of time for presentment ;
- (3) Whether a cheque can be accepted, certified, confirmed or visaed, and what the effects are respectively of such acceptance, certification, confirmation or visa ;
- (4) Whether the holder may demand, and whether he is bound to accept, partial payment ;
- (5) Whether a cheque can be crossed or marked either with the words " payable in account " or with some equivalent expression, and what the effects are of such crossing or of the words " payable in account " or any equivalent expression ;
- (6) Whether the holder has special rights to the cover and what the nature is of these rights ;
- (7) Whether the drawer may countermand payment of a cheque or take proceedings to stop its payment (*opposition*) ;
- (8) The measures to be taken in case of loss or theft of a cheque ;
- (9) Whether a protest or any equivalent declaration is necessary in order to preserve the right of recourse against the endorsers, the drawer and the other parties liable.

Article 8.

The form of and the limits of time for protest, as well as the form of the other measures necessary for the exercise or preservation of rights concerning cheques, shall be regulated by the law of the country in whose territory the protest must be drawn up or the measures in question taken.

Article 9.

Each of the High Contracting Parties reserves the right not to apply the principles of private international law contained in the present Convention so far as concerns :

- (1) An obligation undertaken outside the territory of one of the High Contracting Parties ;
- (2) Any law which may be applicable in accordance with these principles and which is not a law in force in the territory of any High Contracting Party.

Article 10.

Dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, les dispositions de la présente convention ne seront pas applicables aux chèques déjà créés au moment de la mise en vigueur de la présente convention.

Article 11.

La présente convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Elle pourra être signée ultérieurement jusqu'au 15 juillet 1931 au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre.

Article 12.

La présente convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés avant le 1^{er} septembre 1933 auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera immédiatement la réception à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres au nom desquels la présente convention a été signée ou au nom desquels il y a été adhéré.

Article 13.

A partir du 15 juillet 1931, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre pourront y adhérer.

Cette adhésion s'effectuera par une notification au Secrétaire général de la Société des Nations pour être déposée dans les archives du Secrétariat.

Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres au nom desquels la présente convention aura été signée ou au nom desquels il y aura été adhéré.

Article 14.

La présente convention n'entrera en vigueur que lorsqu'elle aura été ratifiée ou qu'il y aura été adhéré au nom de sept Membres de la Société des Nations ou Etats non membres, parmi lesquels devront figurer trois des Membres de la Société des Nations représentés d'une manière permanente au Conseil.

La date de l'entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la septième ratification ou adhésion, conformément à l'alinéa premier du présent article.

Le Secrétaire général de la Société des Nations, en faisant les notifications prévues aux articles 12 et 13, signalera spécialement que les ratifications ou adhésions visées à l'alinéa premier du présent article ont été recueillies.

Article 15.

Chaque ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de la convention conformément à l'article 14 sortira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 10.

In the territory of each of the High Contracting Parties the provisions of the present Convention shall not apply to cheques already issued at the time of the coming into force of the present Convention.

Article 11.

The present Convention, the French and English texts of which shall be equally authentic, shall bear this day's date.

It may be signed thereafter until July 15, 1931, on behalf of any Member of the League of Nations or non-Member State.

Article 12.

The present Convention shall be ratified.

The instruments of ratification shall be deposited before September 1st, 1933, with the Secretary-General of the League of Nations, who shall forthwith notify receipt thereof to all the Members of the League of Nations and to the non-Member States on whose behalf the present Convention has been signed or acceded to.

Article 13.

As from July 15, 1931, any Member of the League of Nations and any non-Member State may accede thereto.

Such accession shall be effected by a notification to the Secretary-General of the League of Nations, such notification to be deposited in the archives of the Secretariat.

The Secretary-General shall notify such deposit forthwith to all the Members of the League of Nations and to the non-Member States on whose behalf the present Convention has been signed or acceded to.

Article 14.

The present Convention shall not come into force until it has been ratified or acceded to on behalf of seven Members of the League of Nations or non-Member States, which shall include three of the Members of the League permanently represented on the Council.

The date of entry into force shall be the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the seventh ratification or accession in accordance with the first paragraph of the present Article.

The Secretary-General of the League of Nations, when making the notification provided for in Articles 12 and 13, shall state in particular that the ratifications or accessions referred to in the first paragraph of the present Article have been received.

Article 15.

Every ratification or accession effected after the entry into force of the Convention in accordance with Article 14 shall take effect on the ninetieth day following the date of receipt thereof by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 16.

La présente convention ne pourra être dénoncée avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur pour ce Membre de la Société des Nations ou pour cet Etat non membre; cette dénonciation produira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour suivant la réception par le Secrétaire général de la notification à lui adressée.

Toute dénonciation sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres au nom desquels la présente convention a été signée, ou au nom desquels il y a été adhéré.

Chaque dénonciation n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'Etat non membre au nom duquel elle aura été faite.

Article 17.

Tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre à l'égard duquel la présente convention est en vigueur pourra adresser au Secrétaire général de la Société des Nations, dès l'expiration de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur de la convention, une demande tendant à la révision de certaines ou de toutes les dispositions de cette convention.

Si une telle demande, communiquée aux autres Membres ou Etats non membres entre lesquels la convention est alors en vigueur, est appuyée dans un délai d'un an par au moins six d'entre eux, le Conseil de la Société des Nations décidera s'il y a lieu de convoquer une conférence à cet effet.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes peuvent déclarer, au moment de la signature de la ratification ou de l'adhésion, que, par leur acceptation de la présente convention, elles n'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat; dans ce cas, la présente convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Les Hautes Parties contractantes pourront, dans la suite, notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elles entendent rendre la présente convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de leurs territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

De même, les Hautes Parties contractantes peuvent à tout moment déclarer qu'elles entendent que la présente convention cesse de s'appliquer à l'ensemble ou à toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat; dans ce cas, la convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration un an après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 19.

La présente convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations dès son entrée en vigueur.

Article 16.

The present Convention may not be denounced before the expiry of two years from the date on which it has entered into force in respect of that Member of the League or non-Member State ; such denunciation shall take effect as from the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the notification addressed to him.

Every denunciation shall be immediately communicated by the Secretary-General of the League of Nations to all the Members of the League of Nations and to the non-Member States on whose behalf the present Convention has been signed or acceded to.

Each denunciation shall take effect only as regards the Member of the League of Nations or the non-Member State, on whose behalf it has been made.

Article 17.

Every Member of the League of Nations and every non-Member State, in respect of which the present Convention is in force, may forward to the Secretary-General of the League of Nations, after the expiry of the fourth year following the entry into force of the Convention, a request for the revision of some or all of the provisions of that Convention.

If such request, after being communicated to the other Members or non-Member States between whom the Convention is at that time in force, is supported within one year by at least six of them, the Council of the League of Nations shall decide whether a Conference shall be convened for the purpose.

Article 18.

Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate ; and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Convention shall apply to all or any of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Any High Contracting Party may at any time declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 19.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations as soon as it comes into force.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le dix-neuf mars mil neuf cent trente et un, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la conférence.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva, the nineteenth day of March, one thousand nine hundred and thirty-one, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-Member States represented at the Conference.

Allemagne

L. QUASSOWSKI
D^r ALBRECHT
Erwin PÄTZOLD

Germany

Autriche

D^r Guido STROBELE

Austria

Belgique

DE LA VALLÉE POUSSIN

Belgium

Danemark

HELPER
V. EIGTVED

Denmark

Ville libre de Dantzig

Józef SUŁKOWSKI

Free City of Danzig

Equateur

Alex GASTELÚ

Ecuador

Espagne

Francisco BERNIS

Spain

Finlande

F. GRÖNWALL

Finland

France

J. PERCEROU

France

Grèce

R. RAPHAËL
A. CONTOUMAS

Greece

Hongrie

PELÉNYI

Hungary

Italie

Amedeo GIANNINI
Giovanni ZAPPALÀ

Italy

<i>Japon</i>	N. KAWASHIMA Ukitsu TANAKA	<i>Japan</i>
<i>Luxembourg</i>	Ch. G. VERMAIRE	<i>Luxemburg</i>
<i>Mexique</i>	Antonio CASTRO-LEAL	<i>Mexico</i>
<i>Monaco</i>	C. HENTSCH <i>ad referendum</i>	<i>Monaco</i>
<i>Norvège</i>	Stub HOLMBOE	<i>Norway</i>
<i>Pays-Bas</i>	J. KOSTERS	<i>The Netherlands</i>
<i>Pologne</i>	Józef SUŁKOWSKI	<i>Poland</i>
<i>Portugal</i>	José CAEIRO DA MATTA	<i>Portugal</i>
<i>Roumanie</i>	C. ANTONIADE	<i>Roumania</i>
<i>Suède</i>	E. MARKS VON WÜRTEMBERG Birger EKEBERG K. DAHLBERG Sous réserve de ratification par S. M. le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag ¹ .	<i>Sweden</i>
<i>Suisse</i>	VISCHER HULFTEGGER	<i>Switzerland</i>
<i>Tchécoslovaquie</i>	D ^r Karel HERMANN-OTAVSKÝ	<i>Czechoslovakia</i>
<i>Turquie</i>	CEMAL HÜSNÜ	<i>Turkey</i>
<i>Yougoslavie</i>	I. CHOUMENKOVITCH	<i>Yugoslavia</i>

¹ Translation of the Secretariat of the League of Nations : Subject to ratification by His Majesty the King of Sweden with the approval of the Riksdag.

PROTOCOLE DE LA CONVENTION

Au moment de procéder à la signature de la convention en date de ce jour, destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

A.

Les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres qui n'auraient pas été en mesure d'effectuer avant le 1^{er} septembre 1933 le dépôt de leur ratification sur ladite convention, s'engagent à adresser, dans les quinze jours suivant cette date, une communication au Secrétaire général de la Société des Nations, pour lui faire connaître la situation dans laquelle ils se trouvent en ce qui concerne la ratification.

B.

Si, à la date du 1^{er} novembre 1933, les conditions prévues à l'article 14, alinéa premier, pour l'entrée en vigueur de la convention, ne sont pas remplies, le Secrétaire général de la Société des Nations convoquera une réunion des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres au nom desquels la convention aura été signée ou au nom desquels il y aura été adhéré.

Cette réunion aura pour objet l'examen de la situation et des mesures à prendre, le cas échéant, pour y faire face.

C.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement, dès leur mise en vigueur, les dispositions législatives qu'elles établiront sur leurs territoires respectifs en exécution de la convention.

PROTOCOL TO THE CONVENTION.

At the time of signing the Convention of this day's date for the settlement of certain conflicts of laws in connection with cheques, the undersigned, duly authorised, have agreed upon the following provisions :

A.

The Members of the League of Nations and the non-Member States who may not have been able to deposit their ratifications of the said Convention before September 1st, 1933, undertake to forward within fifteen days from that date a communication to the Secretary-General of the League of Nations informing him of their situation as regards ratification.

B.

If on November 1st, 1933, the conditions laid down in Article 14, paragraph 1, for the entry into force of the Convention are not fulfilled, the Secretary-General of the League of Nations shall convene a meeting of the Members of the League and the non-Member States on whose behalf the Convention has been signed or acceded to.

The purpose of this meeting shall be to examine the situation and any measures to be taken to remedy it.

C.

The High Contracting Parties shall communicate to each other, immediately upon their coming into force, the legislative measures taken by them in execution of the Convention in their respective territories.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Genève, le dix-neuf mars mil neuf cent trente et un, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la conférence.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Geneva, the nineteenth day of March, one thousand nine hundred and thirty-one, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-Member States represented at the Conference.

Allemagne

L. QUASSOWSKI
D^r ALBRECHT
Erwin PÄTZOLD

Germany

Autriche

D^r Guido STROBELE

Austria

Belgique

DE LA VALLÉE POUSSIN

Belgium

Danemark

HELPER
V. EIGTVED

Denmark

Ville libre de Dantzig

Józef SUŁKOWSKI

Free City of Danzig

Equateur

Alex GASTELÚ

Ecuador

Espagne

Francisco BERNIS

Spain

Finlande

F. GRÖNWALL

Finland

France

J. PERCEROU

France

Grèce

R. RAPHAËL
A. CONTOUMAS

Greece

Hongrie

PELÉNYI

Hungary

Italie

Amedeo GIANNINI
Giovanni ZAPPALA

Italy

<i>Japon</i>	N. KAWASHIMA Ukitsu TANAKA	<i>Japan</i>
<i>Luxembourg</i>	Ch. G. VERMAIRE	<i>Luxemburg</i>
<i>Mexique</i>	Antonio CASTRO-LEAL	<i>Mexico</i>
<i>Monaco</i>	C. HENTSCH	<i>Monaco</i>
<i>Norvège</i>	Stub HOLMBOE	<i>Norway</i>
<i>Pays-Bas</i>	J. KOSTERS	<i>The Netherlands</i>
<i>Pologne</i>	Józef SUŁKOWSKI	<i>Poland</i>
<i>Portugal</i>	José CAEIRO DA MATTA	<i>Portugal</i>
<i>Roumanie</i>	C. ANTONIADE	<i>Roumania</i>
<i>Suède</i>	E. MARKS VON WÜRTEMBERG Birger EKEBERG K. DAHLBERG	<i>Sweden</i>
<i>Suisse</i>	VISCHER HULFTEGGER	<i>Switzerland</i>
<i>Tchécoslovaquie</i>	D ^r Karel HERMANN-OTAVSKÝ	<i>Czechoslovakia</i>
<i>Turquie</i>	CEMAL HÜSNÜ	<i>Turkey</i>
<i>Yougoslavie</i>	I. CHOUMENKOVITCH	<i>Yugoslavia</i>

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)